

UNAMIR

UN AGENCIES AND NGOs

[18 JAN - 7 JULY 1995]

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
EL/WG APR 2009

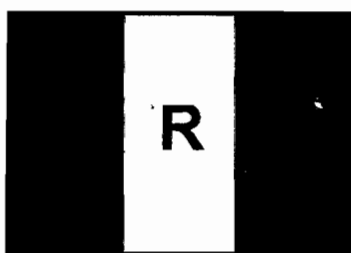
UNARCHIVES

SERIES S-1120

BOX 41

FILE 5

ACC. 1998/0278



**CONFERENCE DE
TABLE RONDE POUR LA
REPUBLIQUE RWANDAISE
(REVUE A MI - PARCOURS)**

***ROUND TABLE CONFERENCE
FOR RWANDA
(MID - TERM REVIEW)***

**RAPPORT DE LA
CONFERENCE**

***REPORT OF THE
CONFERENCE***



**Kigali
6 - 7 Juillet 1995**

CONFERENCE DE TABLE RONDE POUR
LA REPUBLIQUE RWANDAISE
(REVUE A MI-PARCOURS)

6-7 Juillet 1995

ROUND TABLE CONFERENCE
FOR RWANDA
(MID TERM REVIEW)

6-7 July 1995

*RAPPORT FINAL
FINAL REPORT*

Kigali - RWANDA

Table des matières

Communiqué Final/version française	1
Communiqué Final/version anglaise	11
Tableau des contributions financières (avec commentaires) /version française	20
Tableau des contributions financières (avec commentaires) /version anglaise	23
Annexes :	
I. Liste des participants	25
II. Ordre du jour (version française)	49
Ordre du jour (version anglaise)	53
III. Discours de bienvenue par le Président de l'Assemblée Nationale, M. Juvénal NKUSI.....	57
IV. Message du Secrétaire Général des Nations Unies, lu par son Représentant Spécial au Rwanda, l'Ambassadeur Shaharyar Khan.....	59
V. Déclaration du Premier Ministre Rwandais, Chef de la délégation rwandaise et co-président de la Conférence, S.E. M. Faustin TWAGIRAMUNGU	63
VI. Déclaration de l'Administrateur-Adjoint du PNUD et Directrice du Bureau Régional pour l'Afrique, Mme Ellen Johnson Sirleaf, Co-présidente de la Conférence.....	75
VII. Discours d'ouverture du Président de la République, lu par S.E. M. Faustin TWAGIRAMUNGU, Premier Ministre.....	79
VIII. Etat d'exécution du Programme de Réhabilitation et de Relance Socio-Economiques Exposé par S.E.M. Jean B.BIRARA, Ministre du Plan	85

Table des matières

Déclaration des bailleurs

IX.	Australie	92
X.	Autriche	94
XI.	Belgique	96
XII.	Canada	98
XIII.	Espagne	100
XIV.	Etats-Unis d'Amérique	104
XV.	France	106
XVI.	Irlande	110
XVII.	Italie	112
XVIII.	Japon	114
XIX.	Pays-Bas	116
XX.	Royaume-Uni	118
XXI.	Russie	120
XXII.	Saint-Siège	122
XXIII.	Suède	124
XXIV.	Suisse	126
XXV.	Banque Africaine de Développement	128
XXVI.	Banque Mondiale	132
XXVII.	Commission Européenne	134
XXVIII.	Fonds Monétaire International	138
XXIX.	Allocution de clôture du Premier Ministre	139
XXX.	Discours du Vice-Président de la République	143

COMMUNIQUE FINAL

1. Conformément à une décision prise à Genève en Janvier 1995, une Revue à Mi-Parcours de la Table Ronde pour le Rwanda (la "Revue") s'est tenue à Kigali les 6 et 7 Juillet 1995. La délégation de la République Rwandaise était conduite par S.E. M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre du Gouvernement d'Union Nationale. Elle comprenait en outre la présidence de l'Assemblée Nationale, tous les autres membres du Gouvernement, des hauts responsables de chaque ministère ainsi que des représentants de la société civile. La Revue était organisée avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), dont la délégation était conduite par Mme Ellen Johnson Sirleaf, Administratrice Assistante et Directrice du Bureau Régional pour l'Afrique. Mme Sirleaf agissait également, avec S.E.M. Twagiramungu, à titre de Co-Présidente de la Revue à Mi-Parcours.

2. En plus du Saint Siège, les délégations participantes provenaient des pays suivants: Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chine, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume Uni, Russie, Suède et Suisse. Participaient également à la Revue les représentants des organisations internationales suivantes: Organisation de l'Unité Africaine, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Commission-Union Européenne, Fonds Monétaire International, Organisation Internationale des Migrations, Comité International de la Croix Rouge, Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda, Département des Affaires Humanitaires, Département des Nations Unies pour le Support au Développement et la Gestion, Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Fonds des Nations Unies pour l'Environnement, Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains, Centre des Nations Unies pour le Commerce et le Développement, Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Organisation Mondiale de la Santé, Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, Programme Alimentaire Mondial, Bureau des Services d'Appui aux Projets des Nations Unies, Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de Population et Mission "Opération du Haut Commissariat pour les Droits de l'Homme au Rwanda". Participaient à titre d'observateurs 15 organisations non-gouvernementales nationales et internationales.

Le Président de l'Assemblée Nationale, M. Juvénal Nkusi, a souhaité la bienvenue aux invités participant à la Table Ronde. Il a exprimé le voeu de voir mettre fin au drame qu'a vécu le Rwanda en 1994, une société nouvelle tournée vers l'avenir.

le progrès. Il a rappelé que la réconciliation suppose une Justice équitable et transparente. Le Président de l'Assemblée Nationale a souligné le devoir du Parlement de s'impliquer dans le processus de reconstruction par la rénovation dynamique et rapide des institutions nationales.

4. Dans le message du Secrétaire Général, lu par son Représentant Spécial au Rwanda, S.E. M l'Ambassadeur Shaharyar M. Khan, il a été noté que des progrès sensibles ont été réalisés par la République Rwandaise sur la voie du développement, seulement un an après la fin de la guerre civile et le génocide, reflétant ainsi la détermination du Gouvernement et le peuple Rwandais. Le nouveau cycle de Table Ronde, initié à Genève en 1995, s'est révélé être un mécanisme efficace de mobilisation des ressources pour le pays et de coordination, facilitant le développement du consensus entre le Rwanda et la communauté internationale. La Revue à Mi-Parcours constitue une occasion pour que toutes les parties concernées réaffirment les engagements pris à la Conférence de Genève. En étroite collaboration avec le Gouvernement, la communauté internationale a développé de nombreux programmes de coopération dont la réalisation permettra de consolider la paix et le développement en République Rwandaise, mais aussi dans toute la sous-région. Le Représentant Spécial a enfin exprimé son appréciation personnelle des efforts déployés par le Gouvernement et le PNUD pour tenir la Revue selon le calendrier prévu. Il a également souligné son appréciation du Fonds Fiduciaire géré par le PNUD, qui a permis d'utiliser de manière efficace les contributions financières des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suisse et du Canada. Il a apprécié les changements de perception de la population vis-à-vis du rôle de la MINUAR ainsi que la qualité des relations de travail existant entre la MINUAR et les autres agences des Nations Unies, particulièrement le PNUD. Les conclusions de la Revue seront portées à l'attention du Secrétaire Général des Nations Unies lors de sa prochaine visite en République Rwandaise.

5. Mme Johnson Sirleaf s'est réjouie de pouvoir constater les nombreux progrès obtenus en quelques mois tant du point de vue social que du point de vue économique mais a souligné que beaucoup reste encore à faire pour achever le processus de passage de l'urgence au développement. Rappelant que la première étape de la réconciliation doit nécessairement passer par le jugement des génocidaires, elle a remercié les donateurs qui ont apporté une contribution au Tribunal International et au renforcement du système judiciaire rwandais. Elle a rappelé que la question des réfugiés représente un défi pour toutes les parties concernées et menace la stabilité dans la sous-région. Soulignant que le renforcement du système judiciaire et la mise en oeuvre du plan d'action pour la réinsertion des réfugiés et personnes déplacées sont étroitement liés, la Directrice a appuyé la priorité donnée à ces dossiers par le Gouvernement. Elle a également confirmé que le PNUD appuie les requêtes du Gouvernement auprès des donateurs les appelant à compenser la faiblesse des annonces de Genève en faveur de la réinstallation des réfugiés et déplacés. Dans ses autres composantes, le Programme de réhabilitation a bénéficié d'un meilleur support

des bailleurs, mais celui-ci devra se concrétiser plus rapidement au cours du second semestre. A cet égard, elle a fortement encouragé la communauté des donateurs à utiliser de façon accrue les compétences nationales et à appuyer le renforcement des capacités de gestion des structures des administrations locales et centrales. La Directrice pour l'Afrique conclut en formulant le voeu que des moyens soient trouvés afin que (i) les ressources effectivement mobilisées dans le pays au cours du deuxième semestre 1995 doublent en atteignant 200 millions de dollars, (ii) des ressources complémentaires soient dégagées en faveur de la réinsertion des réfugiés et (iii) la valeur ajoutée de l'aide versée au pays augmente.

6. Dans son discours, le Premier Ministre, après avoir remercié les pays et Organismes présents, et en particulier le PNUD pour son soutien direct au suivi de la Table Ronde, a proposé de dresser un constat objectif des succès, des mesures en cours, et des obstacles rencontrés par le Gouvernement dans la réalisation de son programme politique présenté à Genève: 1) le retour des réfugiés demeure l'objectif prioritaire du Gouvernement; 2) la mise en place des structures devant assurer la sécurité intérieure est en cours; 3) la réforme de la législation pour être adaptée à un véritable Etat de droit reste la préoccupation urgente du Gouvernement; 4) dans l'esprit de l'Accord d'Arusha, le processus de démocratisation est entamé à travers la mise en place de certaines institutions politiques; 5) des efforts importants ont été faits dans le domaine du respect des libertés fondamentales; 6) le Gouvernement entend continuer à garantir le droit à la propriété de toute personne retournant au Rwanda; 7) l'armée nationale continue d'intégrer à tous les échelons d'anciens soldats n'ayant pas commis d'actes criminels liés au génocide; 8) la dynamique de la réconciliation nationale, bien qu'encourageante, constitue un travail de longue haleine; 9) le Gouvernement a salué l'adoption de la résolution créant le Tribunal International et a renouvelé son appel à la communauté internationale afin de faciliter le jugement des criminels et de renforcer l'organisation de son système judiciaire. Après avoir rappelé les objectifs prioritaires du Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et relance socio-économique ainsi que les mécanismes de suivi de la Table Ronde, le Premier Ministre a dressé un bilan des décaissements par rapport aux engagements pris par les donateurs à Genève. Il a constaté des réalisations importantes dans de nombreux domaines mais que certains appuis demeurent nécessaires, notamment, afin de permettre la relance des entreprises, l'organisation du crédit et le développement du secteur social.

7. Dans son allocution d'ouverture lue par le Premier Ministre, le Président de la République a exprimé sa reconnaissance à la communauté internationale pour l'appui donné au Rwanda dans la mise en oeuvre du Programme présenté à Genève et a fait état des réalisations du Gouvernement depuis la tenue de la Conférence de Genève. Il a insisté en particulier sur les efforts consentis en vue d'améliorer l'environnement économique et la gestion des ressources du pays, et de reconstituer l'appareil de l'Etat et faciliter la reprise des services offerts à

la population. Le Président a également tenu à souligner que les engagements importants pris par les donateurs lors de la Conférence de Genève tardent actuellement à se matérialiser en réalisations concrètes dans le pays et que ce facteur compromet sa réhabilitation rapide. Il a donc exprimé le souhait de voir la concrétisation des engagements s'accroître au cours du second semestre de l'année 1995. Par ailleurs, le Président de la République a souligné le fait que les Organisations non-gouvernementales devraient faire des efforts afin de concilier leurs interventions avec les stratégies sectorielles nationales et les priorités du pays.

8. Il appartenait ensuite au Ministre du Plan, S.E. M. Jean Berchmans Birara, de présenter l'état d'exécution du Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et relance socio-économiques. Il a rappelé à quel point l'économie avait été bouleversée par la guerre à l'avènement du Gouvernement d'Union Nationale en juillet 1994: pertes en vies humaines, destructions matérielles, effondrement des services publics et de la production. Il a dressé un inventaire des actions menées dans les divers secteurs de la vie nationale, soit sur les seules ressources propres du Rwanda soit avec l'aide de ses partenaires. Il a montré que la situation est en bonne voie de normalisation dans les domaines des infrastructures routières, de la distribution d'énergie et d'eau potable, des télécommunications et sans doute du développement agricole. Il a déploré par contre la situation préoccupante des finances publiques, tant du point de vue des ressources que de l'endettement ainsi que les faibles progrès enregistrés dans la réhabilitation des infrastructures des services sociaux, le renforcement des ressources humaines et la relance des activités industrielles. Il a regretté que le programme de réinsertion sociale des réfugiés et des personnes déplacées n'ait jusqu'à présent reçu qu'un faible soutien de la part des partenaires du Rwanda. Le Ministre du Plan a ensuite résumé les priorités du Gouvernement, qui allaient être développées au long de six ateliers portant sur les ressources financières, le rôle et la coordination de l'aide humanitaire, la réhabilitation du système judiciaire, le renforcement des capacités de gestion de l'Etat, la réintégration sociale des réfugiés et personnes déplacées ainsi que la réhabilitation des infrastructures et des secteurs productifs et sociaux. Il a conclu en espérant que cette Revue à Mi-parcours contribuerait à sortir le Rwanda de son isolement par une appréciation meilleure de la situation par ses partenaires.

9. L'atelier sur l'appui financier a permis au Ministre des Finances, S.E.M. Marc Rugenera, de donner un bref aperçu de la situation économique du pays en s'attardant plus particulièrement sur ses besoins en terme d'appui budgétaire et à la balance des paiements. L'atelier a à cette fin demandé à tous les bailleurs qui ont annoncé leur intention d'apporter un appui financier au pays d'indiquer au Gouvernement leur calendrier de décaissement de cet appui. Il ressort des informations recueillies que le Gouvernement ne devrait pas connaître de problèmes de trésorerie au cours de l'année 1995, pour autant que les arriérés à la Banque Africaine de Développement soient remboursés. Par ailleurs, l'atelier s'est montré satisfait de la décision du Gouvernement de ne pas recourir à la

création monétaire afin de couvrir ses besoins budgétaires et a recommandé au Gouvernement d'adopter une politique budgétaire transparente et de continuer de contenir les dépenses budgétaires de chacun des ministères. Il a été reconnu que les procédures que doivent suivre les bailleurs avant de pouvoir déboursier des financements nouveaux sont souvent longues et complexes, ce qui ralentit le rythme des déboursements. Vu les conditions particulières du pays, il a également été recommandé de tenter de réduire au minimum les conditions liées à la mise en oeuvre des appuis financiers au Gouvernement. L'atelier s'est finalement montré satisfait de voir qu'un programme d'assistance technique renforcera les capacités du Gouvernement en matière de gestion économique et financière.

10. Dans sa déclaration, au cours de l'atelier sur l'assistance humanitaire, le Coordonnateur de l'assistance humanitaire du Système des Nations au Rwanda, a relaté les activités entreprises par la communauté internationale au Rwanda depuis juin 1994, et s'est interrogé sur la nature et l'efficacité de l'assistance humanitaire. L'atelier a recommandé la mise sur pied des mécanismes réguliers de coordination entre les structures gouvernementales et les représentants de la communauté internationale afin de rendre plus efficace l'assistance apportée au pays. L'atelier a en outre recommandé le renforcement des capacités de l'Etat dans le suivi de l'aide et la diffusion de l'information relative à la mobilisation et à l'utilisation des fonds collectés. La participation des ONG locales dans l'exécution des programmes a été souhaitée. La continuité entre les actions de réhabilitation et de développement devrait être valorisée et adaptée aux conditions de terrain. Finalement, la nécessité d'améliorer le cadre de collaboration entre les ONG et le gouvernement a été soulignée, et à cet égard, la poursuite immédiate d'un débat sur la question a été proposée.

11. L'atelier sur la réhabilitation du système judiciaire, présidé par le Ministre de la Justice, S.E. M. Alphonse Marie Nkubito, a permis au Gouvernement de faire état des réalisations accomplies à ce jour dans le secteur, ainsi que de présenter le plan d'action du Gouvernement pour le second trimestre de l'année 1995. Les participants à l'atelier ont exprimé le souhait de voir la législation permettant la venue des magistrats étrangers adoptée rapidement par le Gouvernement, afin de pouvoir débiter au plus tôt les procès des présumés coupables du génocide. Il a également été recommandé d'assurer une meilleure application des procédures d'arrestation, afin d'éviter les arrestations arbitraires et limiter l'engorgement des prisons. Dans ce cadre, le renforcement du rôle ainsi que des moyens des Commissions de Triage a également été recommandé. Face aux problèmes criants des instances judiciaires, un appel a été lancé aux donateurs afin d'appuyer le budget de fonctionnement du Ministère et afin d'accroître les moyens accordés à ses instances, spécialement au niveau des Préfectures. Finalement, afin d'optimiser les efforts déployés dans ce secteur, et vu les besoins énormes auxquels doit répondre le Gouvernement, il a été recommandé d'accélérer la mise en place, au sein du Ministère de la Justice, des

structures de coordination inter-ministérielle et de coordination de l'assistance étrangère.

12. L'atelier sur le renforcement des capacités de gestion de l'Etat, présidé par le Directeur de Cabinet du Ministère de la Fonction Publique, M. Gérard Gahima, a permis de dresser le portrait de la situation actuelle et des progrès accomplis en ce qui concerne la réforme de la fonction publique. L'atelier a identifié les priorités suivantes dans ce secteur: 1) terminer le rééquipement et la réhabilitation des bâtiments de l'administration publique et démarrer l'appui au développement des ressources humaines (domaine où peu d'activités sont en cours); 2) restaurer les capacités de l'administration locale; 3) engager la démobilisation des enfants soldats et des adultes membres des forces armées et la formation d'une police civile afin de garantir la paix et la sécurité; 4) restaurer les capacités administratives et de gestion dans les secteurs sociaux; 5) renforcer les agents de l'administration impliqués dans les domaines de l'identification et de la gestion de projets de développement. Il a été reconnu que dans le cadre d'une politique d'assistance technique, l'emphasis devrait être mise sur l'utilisation de consultants et institutions de la sous-région et le développement d'échanges inter-gouvernementaux et d'accords de jumelage d'institutions. L'atelier a reconnu que des mécanismes de coordination devraient être établis afin de coordonner la formation et l'assistance technique et que des discussions sur ce sujet devraient avoir lieu prochainement à Kigali entre le Gouvernement et les donateurs. Certains donateurs ont annoncé leur intention de contribuer au renforcement des capacités de l'administration locale et de combler le gap de financement du projet de renforcement des capacités de gestion économique, financière et des ressources humaines coordonné par la Banque Mondiale, le FMI et le PNUD (CAGE).

13. L'atelier sur la réinstallation des réfugiés et déplacés a permis au Ministre de la Réhabilitation et de l'Intégration Sociale, S.E. M. Jacques Bihozagara, de rappeler les actions entreprises par le Gouvernement au cours des six derniers mois, afin de favoriser le retour des réfugiés. Il a ensuite présenté le plan d'action pour le rapatriement, la réinstallation et la réinsertion sociale des réfugiés et des personnes déplacées. L'atelier a, d'une part, reconnu qu'une information objective sur la situation du pays et des communes, constitue un facteur important pour le retour des réfugiés et a, d'autre part, sollicité une collaboration entre l'Etat et l'ensemble des intervenants dans les camps pour relayer ce processus. Etant donnée la pression exercée sur les ressources naturelles, l'atelier a recommandé l'élaboration des politiques de préservation de l'environnement et des programmes de développement intégrant la promotion des centres urbains. Pour éviter l'instabilité et les conflits fonciers liés à l'occupation provisoire des propriétés, l'atelier a proposé l'installation permanente des réfugiés et l'adoption d'un cadre juridique approprié. Compte tenu de l'ampleur de la tâche, l'atelier a souligné le rôle décisif de la participation de la population et la nécessité d'appuyer les services publics à tous les niveaux pour piloter ce programme. L'atelier a adopté le plan d'action et a reconnu son impact positif sur

le processus de réconciliation nationale et de redynamisation de la production. Enfin, étant donné le coût exorbitant de l'assistance humanitaire accordée aux camps des réfugiés au cours de ces quinze derniers mois, la réorientation de l'aide vers l'intérieur du pays est préconisée.

14. La première partie de l'atelier portant sur les secteurs sociaux et productifs, a été présidée par le Ministre de la Famille et de la Condition Féminine, Mlle. Aloysie Inyumba. Les observations des participants ont confirmé les priorités déjà identifiées dans d'autres ateliers: accélération des décaissements, meilleure coordination, meilleure adaptation des actions des ONG à la politique des départements concernés, co-gestion des fonds et mise en oeuvre de procédures plus rapides, développement des ressources humaines tant au niveau supérieur qu'au niveau primaire et secondaire et de l'environnement culturel, facteur de réconciliation privilégié. Faute de temps, la situation des infrastructures et des secteurs productifs (seconde partie de l'atelier) n'a pu être évoquée que brièvement par les Ministre de l'Agriculture, S.E. M. Augustin Iyamuremye, de l'Industrie et du Commerce, S.E. M. Prosper Higiro, de l'Environnement et du Tourisme, S.E. M. Jean Népomuscène Nayinzira, des Travaux Public et de l'Energie, S.E. M. Charles Ntakirutinka et des Transports et Communications, S.E. Mme. Immaculée Kayumba. L'atelier a toutefois souligné les énormes difficultés de redressement des entreprises dues à l'absence de crédit et à l'insuffisance de main d'oeuvre qualifiée. La nécessité de devoir recourir à des crédits relativement coûteux pour la réhabilitation des infrastructures a été déplorée. L'insuffisance de moyens de transports, tant publics que privés, cependant indispensables à la relance de l'activité économique, a été relevée. L'atelier a discuté de la faiblesse des fonds mis à la disposition des autorités rwandaises et des difficultés dans la coordination au sein de l'administration rwandaise, parmi les donateurs et entre le Gouvernement et la communauté internationale.

15. En ce qui concerne les mécanismes de coordination de l'exécution du programme de développement et de réhabilitation du Rwanda, la Revue a considéré qu'il fallait maintenir les mécanismes adoptés lors de la Conférence de Genève et mis en oeuvre depuis par le Gouvernement et ses partenaires. Cependant, il a été reconnu que certains de ces mécanismes doivent être renforcés. Le Comité d'Orientation, présidé par le Premier Ministre et composé des Ministres et bailleurs chefs-de-file, continuera à fixer la politique générale. Quatre groupes sectoriels concernant les domaines de la gestion de l'Etat, des infrastructures, des secteurs productifs et des secteurs sociaux seront respectivement animés par les départements de l'Intérieur et du Développement communal, des Travaux Publics, du Plan et de la Famille et de la Promotion féminine. Les Ministres rendront compte périodiquement de l'avancement des travaux au Premier Ministre et ces travaux seront suivis régulièrement, sur le plan technique, par des équipes constituées par des représentants de tous les départements membres d'un groupe sectoriel, travaillant en étroite collaboration avec les bailleurs chefs-de-file. Le Secrétariat Technique Permanent de Suivi de

la Table Ronde (STP) continuera à jouer un rôle d'appui-conseil et de facilitateur auprès des équipes techniques. Il recueillera l'information sur l'avancement des programmes auprès de tous les opérateurs et la leur répercutera. Il sera demandé aux organismes d'exécution et aux bailleurs, de fournir ces informations sur une base mensuelle selon un cadre normalisé. Le STP identifiera les goulots d'étranglement et proposera les moyens d'y remédier.

16. La tenue de la Revue a donné l'occasion de présenter le deuxième rapport d'avancement du Fonds Fiduciaire des Nations Unies pour le Rwanda. Ce rapport fait état des ressources gérées par le PNUD dans le cadre de ce fonds, établi par le Secrétaire Général des Nations Unies, afin de faciliter la mobilisation des ressources de la communauté internationale en appui au Rwanda. La Revue a apprécié les facilités offertes par le Fonds Fiduciaire en terme d'instrument permettant de répondre rapidement aux priorités de l'administration rwandaise et du Rwanda en général, telles qu'identifiées par le Gouvernement.

17. La communauté des donateurs a réaffirmé son appui au Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et relance socio-économique dont certaines activités spécifiques ont été examinées au cours de la Revue. Certains donateurs ont également annoncé la reprise de leurs programmes de coopération qui ont été suspendus à la suite aux incidents de Kibeho. La majorité des donateurs ont exprimé leur appréciation des progrès significatifs réalisés à ce jour et leur souhait que les objectifs de société soient clarifiés davantage, permettant ainsi de définir un cadre stratégique de coopération entre le pays et la communauté internationale.

18. En plus des annonces faites à Genève, (\$EU 587 millions) et des contributions supplémentaires dégagées de janvier à juin 1995 (\$EU 360 millions) et confirmées pendant la Revue, les donateurs ont annoncé la disponibilité de fonds complémentaires à hauteur de 128 millions de dollars.

19. Pendant les travaux de la Revue, le gouvernement a souligné à diverses reprises son intention de relancer le processus de développement. En conséquence, le Programme de Réhabilitation et de Relance inclut des opérations de développement qui dépassent parfois largement l'horizon de l'année 1995. Les montants totaux incluent les aides humanitaires (89 Millions). Ceux qui couvrent le Programme proprement dit s'élèvent à 986 millions, dont 873 sous forme d'aide directe et 113 à travers des agences ou des O.N.G..

20. Concernant l'Appui Financier (Sous-Programme 1) dont le financement était déjà acquis à Genève, les donateurs ont établi un calendrier estimatif des décaissements mensuels. Le calendrier fait ressortir que la République Rwandaise pourrait recevoir, au titre de l'appui financier, EU\$ 117,3 millions au cours du second semestre de 1995; ce qui couvrirait l'intégralité des besoins du budget national 1995 tout en stabilisant les comptes extérieurs du pays. Les estimations de décaissements dépendent de l'apurement du solde des arriérés envers la BAD

(environ EU\$ 6,5 millions) et de la bonification du taux d'intérêt de la CCFF dont quelques donateurs se sont déclarés prêts à apporter leur soutien.

21. Le Gouvernement a exprimé ses préoccupations concernant le faible financement du Sous-programme 2 (Réinsertion sociale des réfugiés et des personnes déplacées). Il espère que certaines ressources additionnelles annoncées pourront couvrir au moins partiellement le financement de la première phase du nouveau Plan d'Action présenté pendant la Revue.

22. Si les perspectives de financement du Sous-programme 3 sont meilleures, certains secteurs tels que l'Industrie, le Commerce et l'Artisanat et une large part des secteurs sociaux, demeurent défavorisés.

23. En conclusion, les partenaires au développement du Rwanda ont félicité le Gouvernement et le PNUD pour l'initiative et l'excellente organisation de cette Revue qui s'est déroulée dans une atmosphère de franchise et de dialogue constructif. Le gouvernement de la République du Rwanda a tenu à féliciter tous les participants pour leur disponibilité et la parfaite cordialité qui a présidé tout le long des débats. Le Gouvernement a remercié de nouveau la communauté internationale pour ses appuis financiers supplémentaires et engagements à accélérer les décaissements en vue de la réconciliation et de la relance socio-économique en République Rwandaise. Sur la recommandation du Premier Ministre, les participants se sont entendus pour confirmer la tenue de la prochaine Conférence de Table Ronde à Genève en janvier 1996.

Kigali, 7 juillet 1995.

FINAL COMMUNIQUE

1. In accordance with the decision taken at Geneva in January 1995, the Round Table Mid-Term Review for Rwanda (the "Review") was held in Kigali on 6-7 July, 1995. The delegation of the Republic of Rwanda was led by H. Mr. Faustin Twagiramungu, Prime Minister of the Government of National Unity. The delegation also included the President of the National Assembly, all other members of the Government, senior representatives from each Ministry and representatives of civil society organisations. The Review was organised with the support of the United Nations Development Programme (UNDP). The UNDP delegation was led by Mrs. Ellen Johnson Sirleaf, Assistant Administrator and Director of the Regional Bureau for Africa. Mrs. Sirleaf Johnson and H.E. Mr. Twagiramungu acted as co-chairs of the Review.

2. In addition to the Holy See, the following countries sent delegations to the Review: Australia; Austria; Belgium; Canada; China; France; Germany; Ireland; Italy; Japan; the Netherlands; Russia; South Africa; Spain; Sweden; Switzerland; the United Kingdom; the United States of America. In addition, representatives of the following international organisations participated: African Development Bank; Commission of the European Union; International Committee of the Red Cross; International Monetary Fund; International Organisation for Migration; Organisation of African Unity; World Bank; World Food Programme; UN Assistance Mission in Rwanda; UN Centre for Trade and Development; UN Children's Fund; UN Department of Humanitarian Affairs; UN Education, Science and Culture Organisation; UN Environment Programme; UN Food and Agricultural Organisation; UN Centre for Human Settlement/HABITAT; UN High Commission for Refugees; World Health Organisation; UN Population Fund; UN High Commission for Human Rights; UN Department for Development Support and Management Services; UN Office for Project Support. Fifteen national and international non-governmental organisations (NGOs) participated as observers.

3. Mr Juvénal Nkusi, the President of the National Assembly, welcomed the participants to the Round Table. He expressed the wish to see a new progress-oriented society born from the dramatic events experienced by Rwanda in 1994. He pointed out that reconciliation presupposes equitable and transparent justice. The President of the National Assembly stressed the duty of Parliament to be fully involved in the reconstruction process through the dynamic and swift reestablishment of national institutions.

4. The message from the Secretary General, read by his Special Representative in Rwanda, H.E. Ambassador Shaharyar M. Khan, stated that considerable progress has been made by the Republic of Rwanda along the path to recovery and development, just one year after the end of the civil war and

genocide. This is a testament to the will and fortitude of the Government and the people of Rwanda. The new Round Table cycle, initiated in Geneva in 1995, has proved to be an effective mechanism to mobilise and coordinate resources for the country, facilitating the development of a consensus between Rwanda and the international community. The Mid-term Review constitutes an occasion for all parties concerned to reconfirm the pledges made at the Geneva Conference. The international community, in close collaboration with the Government, has developed a great number of cooperation programmes which, once implemented, will assist in consolidating peace and development in the Republic of Rwanda and the entire sub-region. Finally, the Special Representative expressed his personal appreciation for the efforts made by Government and UNDP to hold the Review as scheduled. He also mentioned the importance of the UN Trust Fund managed by UNDP: financial resources from the Netherlands, United Kingdom, Switzerland, Spain and Canada have been put into use in a most efficient manner. He hailed the changes in perceptions of the role of UNAMIR and close working relationship that exists between the latter and other UN Agencies, especially UNDP. The conclusions from the Review will be brought to the attention of the Secretary General of the United Nations on his forthcoming visit to the Republic of Rwanda.

5. Mrs. Johnson Sirleaf expressed her pleasure in noting the numerous signs of social and economic progress which had been achieved in a short period of time, but emphasised that much remained to be done in order to move further along the path from a situation of emergency relief to development. Recalling that the prosecution of the perpetrators of the genocide must be the first step in national reconciliation, she thanked the donor countries who have provided financial and technical support to the International Tribunal and the Rwandan national justice system. She stressed that the refugee question remains a challenge to all parties, and poses a threat to stability in the sub-region. Noting the close links between the strengthening of the national justice system and the return and resettlement of refugees, the Director supported Government's priorities in these areas. She also confirmed UNDP's support for the request made by the Government for additional donor support for the programme of refugee resettlement, which was severely underfunded at the Geneva Conference. Other elements of the Round Table Programme present a better picture in terms of donor commitments, but this must be translated into concrete delivery on the ground over the second half of 1995. In this regard, she urged the donor community to make more use of national expertise and resources during implementation of their programmes, and to increase support to local administrative structures as well as the central administration. The Director concluded by suggesting (i) to find a way to double the resources delivered within the country during the second half of 1995, (ii) to mobilise additional funds to address the refugee situation and (iii) to ensure that the aid provided by donor countries results in maximum value added for Rwanda.

6. The Prime Minister thanked the countries and organisations present for their support, in particular UNDP for the follow-up assistance provided after the Round Table Geneva Conference in January. His speech addressed progress made to date, measures currently being implemented and constraints which the Government has faced in implementing the political programme presented at Geneva: (i) the return of refugees is still the primary objective of the Government; (ii) the establishment of organisational structures to increase internal security is in progress; (iii) the reform of legislation to ensure the complete reinstitution of the rule of law remains an urgent concern to the Government; (iv) significant progress has been made to ensure that fundamental human rights are respected throughout the country; (v) in the spirit of the Arusha Accords, the first steps towards democratisation have been taken through the establishment of key political institutions; (vi) the Government will continue to guarantee the property rights of all Rwandan citizens returning to the country; (vii) the national armed forces are in the process of integrating military personnel from the previous army, where these are not accused of involvement in the genocide; (viii) encouraging steps have been taken towards national reconciliation, but this remains a long road; (ix) the Government hails the adoption of the resolution to create the International Tribunal for Rwanda, and renews its appeal to the international community to facilitate the arraignment of persons accused of the genocide and to strengthen the national system of justice. Having recalled the priority objectives of the "Programme of National Reconciliation, Rehabilitation and Socio-economic Recovery", and the follow-up mechanisms agreed at the Round Table, the Prime Minister gave an overview of financial disbursements made to date, in relation to the commitments made by donor countries in Geneva. He stated that, whilst significant progress has been made in a number of areas, additional support remains outstanding, in particular in the area of private sector recovery, the establishment of credit mechanisms and the restoration of social services.

7. In his opening statement, read by the Prime Minister, the President of the Republic expressed his appreciation of the support extended by the international community in the implementation of the programme presented at Geneva, and described the achievements made by the Government since the January conference. He placed particular emphasis on the concerted efforts made to improve the economic framework and the management of resources in the country, to restore operational capacity to the state, and to re-establish the availability of basic services. The President also underlined the fact that the translation of the significant commitments made by donors in Geneva into concrete activities on the ground has lagged, thus limiting the pace of rehabilitation. He therefore expressed the hope that financial commitments would be translated more quickly into tangible implementation actions over the second half of the year. In addition, the President of the Republic underlined the need for non-governmental organisations to coordinate their initiatives with the priorities of the country and the national sectoral strategies.

8. Following the statement of the President of the Republic, the Minister of Planning, H.E. Mr. Jean Berchmans Birara, presented progress made on the Programme of National Reconciliation, Rehabilitation and Socio-economic Recovery. He recalled the degree to which the economy had been disrupted by the war by the time the Government of National Unity was inaugurated in July 1994: loss of human life; destruction of physical assets; collapse of production and public services. He outlined actions taken in the different sectors of the economy, both initiatives based on Rwanda's own resources and those based on overseas assistance. He stated that strong progress has been made towards achieving pre-crisis levels of production and services in the road, water, energy and telecommunications networks, and to a certain extent in the agricultural sector. In contrast, he stressed that the state of public finances remains a cause for concern, especially on the revenue side, the public debt, and the weak progress made in restoring social service infrastructure, developing human resources and restarting industrial production. He expressed regret that the programme for resettlement of refugees and displaced persons has to date received very little support from Rwanda's partners in the international community. The Minister then summarised the priorities of the Government, which were to be discussed during the six Review workshops on (i) financial support, (ii) the role and coordination of humanitarian aid, (iii) the strengthening of the justice system, (iv) state capacity building, (v) refugee resettlement, and (vi) rehabilitation of infrastructure, production and social services. He concluded by expressing the hope that the Review would assist in decreasing Rwanda's isolation, through producing a more accurate appreciation of the situation within the country on the part of its development partners.

9. The workshop on financial support offered an opportunity to the Minister of Finance, H.E. Mr. Marc Rugenera, to give a brief presentation of the financial and monetary situation in the country, focusing particularly on needs for budgetary and balance of payments support. To this end, the workshop group requested all donor countries who had announced their intention of providing financial support to Rwanda to provide the Government with a timetable for the disbursement of their support. From the information received, it appears that the Government is unlikely to experience liquidity problems during the second half of 1995, provided arrears to the ADB are repaid promptly. The workshop expressed its satisfaction with the decision of the Government not to resort to monetary creation in order to cover its budgetary deficit, and recommended the adoption of a transparent budgetary system as well as continued budgetary restraint on the part of each Ministry. The workshop recognised that the procedures which donors are required to follow before disbursing funds are long and complex, and cause disruption in the flow of resources to the country. Given the particular conditions prevalent within the country, a recommendation was made to minimise the conditions linked to the release of financial support to the Government. In conclusion, the workshop noted its satisfaction with the technical assistance programme (CAGE) which will strengthen the economic and financial management capacities of the state.

10. The workshop on humanitarian assistance gave the occasion to the United Nations Humanitarian Assistance Coordinator to present the humanitarian activities which have been supported by the international community in Rwanda since June 1994, and assessed the role and efficiency of this assistance. The workshop recommended the establishment of regular coordination mechanisms between Governmental institutions and representatives of the international community, in order to increase the effectiveness of the humanitarian assistance extended to the country. The workshop also recommended state capacity building initiatives in the area of aid monitoring, and the distribution of regular information updates on resource mobilisation and the use of funds. The participation of local NGOs in the implementation of humanitarian programmes was supported. Transition from rehabilitation to development activities must be strengthened, in a manner adapted to the situation in the country. Finally, the necessity to improve the coordination framework between the Government and NGOs was underlined, and the workshop proposed that rapid follow-up discussions should be held on the issue.

11. The workshop on rehabilitation of the system of justice, chaired by the Minister of Justice, H.E. Mr. Alphonse Marie Nkubito, offered an opportunity for the Government (i) to report on progress made to date in this sector, and (ii) to present the Government Plan of Action for the second half of 1995. Workshop participants stated that they hoped the law enabling foreign magistrates to work in the country would be quickly adopted by the Parliament, in order that the trials of genocide suspects could begin as soon as possible. It was also recommended that arrest procedures be improved so as to avoid arbitrary arrests and limit the overcrowding of the prisons. In this context, the strengthening of the role and the means employed by the "Commission de Triage" was also recommended. Given the acute problems experienced by the judicial institutions at all levels, an appeal was made to the donors to support the operating budget of the Ministry and to make more resources available to the judicial institutions, especially at the level of the prefectures. Lastly, in order to maximize efforts made in this sector, and giving due consideration to the tremendous needs the Government is called upon to satisfy, it was recommended to accelerate the establishment of structures for inter-ministerial coordination and for the coordination of external assistance within the Ministry of Justice.

12. In the workshop on state capacity-building, the Cabinet Director of the Ministry of Public Administration, Mr. Gérard Gahima, presented the current situation and progress to date in civil service reform. The workshop identified the priorities for the sector as: (i) to complete physical rehabilitation (buildings and equipment) and move towards a greater emphasis on human resource development, where no assistance has yet been provided; (ii) to build capacity in local administrative structures; (iii) to build peace and security through demobilisation of child soldiers and adult members of the armed forces, and through training of the civilian police forces; (iv) to build management and

administrative capacity in the social sectors; (v) to ensure that national officials are empowered to design and manage development projects. Technical assistance policy was discussed, and it was agreed that more emphasis should be placed in future on using consultants and training institutions in the sub-region, including government to government exchanges and twinning of institutions. The workshop agreed that strong coordination mechanisms should be established to coordinate training and technical assistance in the future, and it was agreed that follow up discussions would be held between the Government and the international community in this regard. Certain donors announced their intention to commit funds to local development, and to make up the shortfall in funding for the economic, financial and human resources management project (CAGE) coordinated by The World Bank, IMF and UNDP.

13. In the workshop on refugee resettlement, the Minister of Rehabilitation and Social Integration, H.E. Mr. Jacques Bihozagara, reviewed the various initiatives taken by the Government over the past six months for the purpose of encouraging the return of the refugees. He then presented the plan of action for the repatriation, resettlement and social reintegration of refugees and displaced persons. The workshop recognized that objective information on the situation in the country and in the communes would assist in attracting returnees. A collaborative effort between the State and those agencies present in the camps was advocated in the workshop in order to lend support to this process. Given the pressure now put on natural resources, the workshop recommended that policies be drawn up for environmental protection and that development programmes be devised which provide for the promotion of urban centres. In order to avoid political instability and conflicts over land tied to the temporary occupancy of property, the workshop proposed that refugees be permanently settled and that an appropriate judicial framework be adopted. Given the size of the task, the workshop stressed the key importance of public participation and the need to support all forms of public services in order to guide the programme. The workshop adopted the plan of action and recognized its positive impact on the process of national reconciliation and on the revitalization of productive activities. Finally, given the exorbitant cost of humanitarian assistance extended to the refugee camps over the past 15 months, it was recommended that this assistance be redirected to activities inside the country.

14. The first part of the workshop dealing with the social and productive sectors was chaired by the Minister for the Family and Promotion of Women, H.E. Ms. Aloysie Inyumba. The observations made by participants confirmed the priorities identified in other workshops: need to expedite disbursements; better coordination; better harmonization of the activities of NGOs with the policies of the concerned ministerial departments; co-management of funds and the establishment of more rapid procedures; the development of human resources, as much at the higher levels as at the primary and secondary levels; and the development of the cultural environment, seen as a key element in reconciliation. Due to a lack of time, the situation concerning infrastructure and the productive

sectors was addressed only briefly by the Ministers of Agriculture, H.E. Mr. Augustin Iyamuremye, of Industry and Commerce, H.E. Mr. Prosper Higiro, of Environment and Tourism, H.E. Mr. Jean Népomuscène Nayinzira, of Public Works and Energy, H.E. Mr. Charles Ntakirutinka and Transport and Communications, H.E. Ms. Immaculée Kayumba. The workshop nevertheless stressed the enormous difficulties to revive many businesses as a result of an absence of credit and a lack of qualified workers. The need to turn to relatively expensive credit for the rehabilitation of infrastructure was deplored. The lack of means of transport, both public and private, vital to economic recovery, was noted. Other subjects of discussion at the workshop were the low level of funds made available to the Rwandese authorities and problems of coordination (i) within the Rwandese administration, (ii) among donors, and (iii) between the Government and the international community.

15. Concerning the mechanisms for the coordination of programme implementation for the development and rehabilitation of Rwanda, the Review was of the opinion that the mechanisms adopted at the Geneva Conference and since put into place by the Government and its partners could be maintained. Nevertheless, it was recognized that some of these mechanisms needed to be reinforced. The Steering Committee, chaired by the Prime Minister and composed of ministers and lead-donors, would continue to set overall policy. Four sectoral groups relating to the areas of state management, infrastructure, productive sectors, and social sectors would be guided by the ministries of the Interior and Communal Development, Public Administration, Public Works, Planning, and Family and Promotion of Women respectively. The Ministers would periodically inform the Prime Minister of the progress made in these sectors. Such progress would be continuously followed, at the technical level, by teams comprising representatives of all the departments concerned, working closely with the lead-donors. The Permanent Technical Secretariat (PTS) for Round Table Follow-Up would continue to provide support and advice to the technical teams. It will gather information on progress made in programme implementation from all those involved and disseminate such information to the same parties. Executing agencies and donors will be asked to furnish such information on a regular monthly basis according to a fixed format. The PTS will identify any bottlenecks in the process and propose means of overcoming these.

16. The Review also provided an opportunity for the presentation of the Second Progress Report on the United Nations Trust Fund for Rwanda. This report describes the resources managed by UNDP within the context of the Trust Fund, established by the Secretary-General of the United Nations in order to facilitate the mobilization of resources from the international community in support of Rwanda. Review participants have expressed their appreciation for the advantages offered by the Fund as an instrument which allows for a rapid response to the priorities of the Rwandese administration and Rwanda in general as identified by the Government.

17. The donor community reaffirmed its support for the Programme of National Reconciliation and Socio-Economic Rehabilitation and Recovery, certain activities of which were discussed during the Review. Some donors also announced the resumption of their development programmes which had been suspended following the Kibeho incident. Most donors expressed their appreciation for the significant progress made to date and said they hoped that national strategic objectives could be determined more precisely with a view to establishing a strategic framework for cooperation between the country and the international community.

18. Over and above the pledges announced in Geneva (US\$587 million) and the additional contributions made between January and June 1995 (US\$360 million), all of which were confirmed at the Review, the donors announced they would make available further funds totalling US\$128 million.

19. During the Review, the Government emphasized on several occasions its desire to resume the development process. The Rehabilitation and Recovery Programme thus envisages development operations which will, in some cases, extend significantly beyond the end of 1995. The total pledges made by the donor community include US\$89 million worth of humanitarian assistance. Those pledges relating exclusively to the Programme amount to US\$986 million, of which US\$873 million will be given bilaterally with US\$113 million channeled through international agencies and NGOs.

20. Regarding Financial Support (Sub-Programme 1), funding for which was secured in Geneva, the donors have drawn up an estimated schedule for monthly disbursements. This schedule reveals that the Rwandese Republic could receive US\$ 117.3 million during the second half of 1995, sufficient to cover the outstanding needs of the 1995 national budget, while stabilizing the country's external accounts. These disbursement estimates are conditional on the settling of arrears owed to the African Development Bank (approximately US\$ 6.5 million) and on the availability of funds to cover a reduction in the interest rate for funds accessed from the IMF (CCFF), which several donors stated they were prepared to support.

21. The Government also expressed concern over the relatively low level of funding for Sub-Programme 2 (Reintegration of Refugees and Displaced Persons). It indicated it hoped that additional resources could be made available to at least partially cover the cost of the first phase of the new Plan of Action, presented during the Review.

22. Despite the fact that proportionately more funds have been made available for Sub-Programme 3, some sectors, including industry, trade, arts and crafts, and many of the social sectors, remain underfunded.

23. In conclusion, Rwanda's development partners expressed their appreciation to the Government and UNDP for the decision to hold the review and the excellent organization achieved, conducted in an atmosphere of frank and constructive dialogue. The Government of the Republic of Rwanda made a special point of thanking all the participants for the open and constructive nature of the discussions. The Government thanked the international community once again for the additional financial assistance it had pledged, and its commitment to accelerate disbursements with a view to achieving reconciliation and socio-economic recovery in the Rwandese Republic. Pursuant to the recommendation of the Prime Minister, the participants confirmed that the next Round Table Conference would be held in Geneva in January 1996.

KIGALI, 8 July 1995

**Contributions financières au
Programme de réconciliation nationale, de relance et de développement
socio-économiques du Rwanda**

Le tableau de la page suivante indique la valeur de l'ensemble de l'aide publique au développement actuellement disponible pour le Rwanda. Alors qu'une large partie de ces contributions est et sera utilisée afin de répondre aux besoins prioritaires de réhabilitation et de relance tels que présentés par le Gouvernement à Genève dans son Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et relance socio-économiques, une part non-négligeable servira à relancer, d'un commun accord entre le Gouvernement et les donateurs concernés, certains projets de développement en cours avant la guerre qui ne figuraient pas au programme présenté aux bailleurs à Genève. Ce dernier type de projet sera, le plus souvent, exécuté sur une période de quelques années, c'est-à-dire sur un horizon sensiblement plus long que celui du Programme de Genève.

C'est donc dire que même si la valeur de l'ensemble de l'assistance extérieure actuellement disponible pour le développement du pays excède la valeur du programme présenté à Genève, une certaine partie de ce programme prioritaire pourrait toujours ne pas être financé, notamment ce sous-programme en faveur des réfugiés et les actions concernant l'appui aux entreprises et aux secteurs sociaux.

Ce n'est qu'une fois que le Gouvernement aura terminé ses consultations avec les bailleurs de fonds ayant annoncé leur intention d'appuyer le Rwanda qu'il sera à même d'évaluer quelle part du programme souffre toujours d'un déficit de financement. Ainsi, lorsque des ententes précises auront été signées entre le Gouvernement et chacun des donateurs, une programmation annuelle des déboursements prévus pourra également être préparée.

La prochaine Conférence de Table Ronde du Rwanda, prévue à Genève en janvier 1996, donnera l'occasion au Gouvernement de faire un bilan précis à la fois de l'exécution du Programme présenté en 1995 et des actions prioritaires pour la réalisation desquelles un appui financier externe est toujours nécessaire. Le Gouvernement pourra également présenter à cette occasion une programmation annuelle des déboursements prévus concernant l'ensemble des projets en cours, y inclus donc les projets qui étaient en cours avant la guerre et dont les activités auront été relancées et les projets présentés à Genève.

RÉPUBLIQUE RWANDAISE

CONTRIBUTIONS DES BAILLEURS DE FONDS
AU PROGRAMME DE RECONCILIATION ET DE REHABILITATION/1
(en millions de dollars)
(7 juillet 1995)

Bailleurs	Annonces de Genève	Annonces Janvier - Juin	Suppl. Mi-parc. 7 juil.	Total	dt aide directe
ALLEMAGNE	80,0	37,7		117,7	117,7
AUSTRALIE			3,0	3,0	3,0
AUTRICHE	1,7	0,3	4,0	6,0	1,5
BELGIQUE	34,9	7,0		41,9	37,2
CANADA	17,2	16,7	1,0	34,9	22,1
ESPAGNE	8,2			8,2	3,5
ETATS-UNIS	41,5	5,2		46,7	18,3
FRANCE			7,4	7,4	4,7
IRLANDE	1,6	0,0	0,4	2,0	1,6
ITALIE		0,3	3,3	3,6	1,0
JAPON	21,1	5,5	0,2	26,8	4,1
PAYS-BAS	33,0	3,0	11,5	47,5	42,4
ROYAUME UNI	3,0	5,9		8,9	7,3
SUEDE	3,0			3,0	1,5
SUISSE	12,8	11,1		23,9	9,3
Sous-total bilatéraux	258,0	92,7	30,8	381,5	275,2
BANQUE AFRICAINE D.	50,0	57,3		107,3	107,3
BANQUE MONDIALE	75,0	158,7		233,7	233,7
FIDA	15,0	10,4		25,4	25,4
FMI	13,0	1,8		14,8	14,8
NATIONS UNIES	14,0			14,0	14,0
OPEP	12,9			12,9	12,9
UNION EUROPEENNE	103,1	0,0	93,4	196,5	189,8
Sous-total bilatéraux	283,0	228,2	93,4	604,6	597,9
TOTAL PROGRAMME	541,0	320,9	124,2	986,1	873,1
Hors programme 2/	45,8	39,5	4,1	89,4	4,3
TOTAL GENERAL	586,8	360,4	128,3	1075,5	877,4

- 1/ Fonds programmes sur plusieurs années, selon le rythme d'exécution
2/ Contributions relevant de l'aide humanitaire ou de la coordination

CONTRIBUTIONS DES BAILLEURS DE FOND
 AU COMPOSANTES DU PROGRAMME DE RECONCILIATION ET DE REHABILITATION
 (en millions de dollars)
 (7 juillet 1995)

Bailleurs	Appui financ.	Plan d'action réfugiés	Réhab. & dévelop.	Non alloué	Total	Hors Progr.	GR
ALLEMAGNE	21,3	10,9	85,5		117,7		11
AUSTRALIE			3,0		3,0		
AUTRICHE		0,3	4,2	1,5	6,0		
BELGIQUE	9,9		27,4	4,6	41,9	1,1	4
CANADA	7,5	4,4	23,1		35,0	3,3	3
ESPAGNE		3,0	5,2		8,2	1,3	
ETATS UNIS	6,5		40,2		46,7	50,9	9
FRANCE			6,5	0,8	7,3	4,1	1
IRLANDE		0,1	1,3	0,6	2,0		
ITALIE		0,3	3,3		3,6	0,4	
JAPON		19,4	7,4		26,8	3,9	3
PAYS-BAS	8,7	11,5	23,5	3,8	47,5		4
ROYAUME UNI	0,8	2,0	5,1	1,0	8,9	0,2	
SUEDE		0,9	1,9	0,3	3,0		
SUISSE	0,8		23,1		23,9	0,2	2
Sous-total bilatéraux	55,5	52,7	260,7	12,6	381,4	65,3	44
BANQUE AFRICAINE D.	39,7	16,6	51,0		107,3		10
BANQUE MONDIALE	48,6		185,0		233,6		23
FIDA			25,4		25,4		2
FMI	13,6		1,2		14,8		1
NATIONS UNIES		3,0	11,0		14,0		1
OPEP	0,0		12,9		12,9		1
UNION EUROPEENNE	27,4		75,7	93,4	196,5	24,1	22
Sous-total bilatéraux	129,3	19,6	362,2	93,4	604,5	24,1	62
TOTAL	184,8	72,3	622,9	106,0	986,0	89,4	107

Final Communiqué

Financial contributions to
 Rwanda Programme of National Reconciliation and
 Socio-economic Recovery and Development

The table on the following page shows the total value of development assistance currently available to Rwanda. A large part of these contributions are, and will be, used to respond to priority rehabilitation and recovery needs, as presented by the Government in Geneva in its Programme for National Reconciliation and Socio-Economic Rehabilitation and Recovery. However, with the agreement of the Government and concerned donors, a significant portion will be used to restart certain development projects that were under way before the war but which were not part of the programme presented to donors in Geneva. The latter type of project will typically be implemented over a period of several years, a time-frame which significantly exceeds that of the Geneva Programme.

In other words, even if all of the external assistance currently available for the development of the country exceeds the total cost of the programme presented in Geneva, a certain part of this priority programme might still not be funded, notably the Sub-Programme for refugees and activities in support of businesses and the social sectors.

Only once the Government has completed consultations with those donors which have indicated their intention to assist Rwanda, will it be able to determine which parts of the programme are still underfunded. Thus, as soon as detailed agreements are signed between the Government and each of the donors, it will be possible to prepare an annual schedule of disbursements.

The next Round Table Conference, scheduled for January 1996 in Geneva, will allow the Government to draw up a precise balance sheet showing, on the one hand, the implementation of the Programme presented in 1995 and, on the other, outlining those priority actions whose execution still depends on external financial support. At this time, the Government will also be able to present an annual schedule of disbursements for all ongoing projects, including those projects which were under way before the war and which have been restarted and presented in Geneva.

Rwanda

Revue à Mi-parcours de la Conférence de Table Ronde

REPUBLIC OF RWANDA

RWANDA - RECONCILIATION AND REHABILITATION PROGRAMME

DONORS PLEDGES AND COMMITMENTS

(US\$ million)

(July 7 1995)

Donors	Geneva pledges	Suppl. pledges January - June	Mid-term July 7	Total	of which direct aid
AUSTRALIA		0,0	3,0	3,0	3,0
AUSTRIA	1,7	0,3	4,0	6,0	1,5
BELGIUM	34,9	7,0		41,9	37,2
CANADA	17,2	16,7	1,0	34,9	22,1
FRANCE		0,0	7,4	7,4	4,7
GERMANY	80,0	37,7		117,7	117,7
IRELAND	1,6	0,0	0,4	2,0	1,6
ITALY		0,3	3,3	3,6	1,0
JAPAN	21,1	5,5	0,2	26,8	4,1
NETHERLANDS	33,0	3,0	11,5	47,5	42,4
SPAIN	8,2	0,0		8,2	3,5
SWEDEN	3,0	0,0		3,0	1,5
SWITZERLAND	12,8	11,1		23,9	9,3
UNITED KINGDOM	3,0	5,9		8,9	7,3
UNITED STATES	41,5	5,2		46,7	18,3
Sub-total bilaterals	258,0	92,7	30,8	381,5	275,2
AFRICAN DEV. BANK	50,0	57,3		107,3	107,3
EUROPEAN UNION	103,1	0,0	93,4	196,5	189,8
IFAD	15,0	10,4		25,4	25,4
IMF	13,0	1,8		14,8	14,8
OPEC	12,9	0,0		12,9	12,9
UNITED NATIONS	14,0	0,0		14,0	14,0
WORLD BANK	75,0	158,7		233,7	233,7
Sub-total multilaterals	283,0	228,2	93,4	604,6	597,9
PROGRAMME TOTAL	541,0	320,9	124,2	986,1	873,1
Out of programme /2	45,8	39,5	4,1	89,4	4,3
GENERAL TOTAL	586,8	360,4	128,3	1075,5	877,4

1/ Funds programmed on several years, according to the execution path
2/ Commitments covering humanitarian aid or coordination

REPUBLIC OF RWANDA

RECONCILIATION AND REHABILITATION PROGRAMME COMPONENTS

DONORS PLEDGES AND COMMITMENTS

(US\$ million)

(July 7 1995)

Donors	Financ. Support	Refug. Resstl. Plan	Rehab. & develop.	Non alloc.	Programme Total	Out of prog.	GENERAL TOTAL
AUSTRALIA			3,0		3,0		3,0
AUSTRIA		0,3	4,2	1,5	6,0		6,0
BELGIUM	9,9		27,4	4,6	41,9	1,1	43,0
CANADA	7,5	4,4	23,1		35,0	3,3	38,3
FRANCE			6,5	0,8	7,3	4,1	11,4
GERMANY	21,3	10,9	85,5		117,7		117,7
IRELAND		0,1	1,3	0,6	2,0		2,0
ITALY		0,3	3,3		3,6	0,4	3,9
JAPAN		19,4	7,4		26,8	3,9	30,7
NETHERLANDS	8,7	11,5	23,5	3,8	47,5		47,5
SPAIN		3,0	5,2		8,2	1,3	9,5
SWEDEN		0,9	1,9	0,3	3,0		3,0
SWITZERLAND	0,8		23,1		23,9	0,2	24,1
UNITED KINGDOM	0,8	2,0	5,1	1,0	8,9	0,2	9,0
UNITED STATES	6,5		40,2		46,7	50,9	97,6
Sub-total bilaterals	55,5	52,7	260,7	12,6	381,4	65,3	446,7
AFRICAN DEV. BANK	39,7	16,6	51,0		107,3		107,3
EUROPEAN UNION	27,4		75,7	93,4	196,5	24,1	220,6
IFAD			25,4		25,4		25,4
IMF	13,6		1,2		14,8		14,8
OPEC	0,0		12,9		12,9		12,9
UNITED NATIONS		3,0	11,0		14,0		14,0
WORLD BANK	48,6		185,0		233,6		233,6
Sub-total multilateral	129,3	19,6	362,2	93,4	604,5	24,1	628,6
PROGRAMME TOTAL	184,8	72,3	622,9	106,0	986,0	89,4	1075,4

ANNEXE I

Liste des participants

GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

M. Emmanuel GASANA	Directeur de Cabinet
M. Euphrem KABAYIJA	Conseiller Economique
M. RWANYINDO	Conseiller Economique

VICE-PRESIDENCE ET MINISTERE DE LA DEFENSE

Lieutenant-Colonel André RWIGAMBA	Directeur de Cabinet
M. Emmanuel NDUNGUTSE	Conseiller Economique et Financier
M. Claude DUSAIDI	Conseiller Politique
Major Franck RUSAGARA	Directeur des Finances

PRIMATURE

S.E. M. Faustin TWAGIRAMUNGU	Premier Ministre
Colonel Epimaque RUHASHYA	Directeur de Cabinet a.i.
M. Gaëtan MUNYAKAZI MAKOMBE	Chef de Service Affaires Economiques et Financières
M. MUTIJIMA	Chef du Service Planification et Aménagement du Territoire
Dr. Karake GASANA	Chef du Service Affaires Sociales
M. Eustache MUNYANSHONGORE	Directeur du Protocole

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Colonel Alexis KANYARENGWE	Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction Publique
M. G. GAHIMA	Directeur de Cabinet
M. F. UKOBIZABA	Chargé d'Etudes

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

M. Anastase GASANA	Ministre
M. Jean Pierre BIZIMANA	Directeur de Cabinet a.i.
M. Joseph RULINDA	Directeur Général
M. Anastase NDEREBEZA	Directeur de la Coopération
M. Gédéon RUDAHUNGA	Directeur du Protocole
M. Thadée HIGIRO	Chef de Division Afrique-Asie

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL

M. Seth SENDASHONGA	Ministre
M. Marcel BAHUNDE	Directeur Général
M. Paul NDUWUMWAMI	Division Informatique et Traitement de Données

MINISTERE DE LA JUSTICE

M. Alphonse Marie NKUBITO	Ministre
M. Gérard NTASHAMAJE	Directeur Général
M. Alphonse MUTAYOBA	Conseiller Juridique

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

M. Pierre Célestin RWIGEMA	Ministre
M. Gérard NGENDAHIMANA	Directeur de Cabinet

M. Pascal HABUFITE Directeur Général

M. Eugène KALISA Chef de Division Service Financier

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Dr Joseph NSENGIMANA	Ministre
M. Tharcisse MUTAKE	Directeur de Cabinet
M. Barnabé MUHIRE SEBAGABO	Chef de Division a.i. de la Planification et Rénovation de l'Enseignement Supérieur

MINISTERE DES FINANCES

M. Marc RUGENERA	Ministre
M. Simon NTARE	Directeur Général
M. Max SIKUBWABO	Directeur du Budget

MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

M. Prosper HIGIRO	Ministre
M. Jean RUTAYISIRE MUSONI	Directeur Général
M. Charles BIGABIRO	Conseiller

MINISTERE DE LA SANTE

Dr Colonel Joseph KAREMERA	Ministre
Dr Vincent BIRUTA	Directeur Général
M. Célestin KAYITARE	Conseiller

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS

Mme Immaculée KAYUMBA	Ministre
M. Isidore MUNYAKAZI	Directeur Général
M. Bwami RUZINDANA	Conseiller

MINISTERE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES

M. Pie MUGABO	Ministre
M. Straton NSANZABAGANWA	Directeur Général
Mme Rosemary MUSEMINARI	Directrice des Affaires Sociales

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

M. Jean Nepomuscène NAYINZIRA	Ministre
M. Phocas NTAYOMBYA	Directeur Général
M. Tharcisse URAYENEZA	Coordinateur du Projet Environnement et Développement

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'ENERGIE

M. Charles NTAKIRUTINKA	Ministre
M. Thomas NIYONGIRA	Directeur de Cabinet
M. Joseph SAFARI	Conseiller

MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE LA PROMOTION FEMININE

Mlle Aloysie INYUMBA	Ministre
M. Aimable NIBISHAKA	Directeur Général
M. François SEKAMONDO	Division Etudes et Recherches

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DU MOUVEMENT ASSOCIATIF

M. Patrick MAZIMHAKA	Ministre
M. Pierre KAREMERA	Directeur Général
M. Philémon	Chef de Division Planification

MINISTERE DE LA REHABILITATION ET DE L'INTEGRATION SOCIALE

Dr Jacques BIHOZAGARA	Ministre
Mme Christine UMUTONI	Directeur de Cabinet
M. Justin MURARA	Directeur Général
M. Callixte MUZUNGU	Conseiller Technique

MINISTERE DE L'INFORMATION

M. Jean Baptiste NKULIYINGOMA	Ministre
M. Eugène NDAHAYO	Directeur de Cabinet
M. Osée NIYIBIZI	Chef de Section Etudes et Programmes

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

Dr Augustin IYAMUREMYE	Ministre
M. Anastase MUREKEZI	Directeur de Cabinet
M. Célestin KABANDA	Directeur de la Planification, Etudes et Suivi

MINISTERE DU PLAN

M. Jean Berchmans BIRARA	Ministre
Mme Edith GASANA	Directeur de Cabinet
M. François KANIMBA	Directeur Général
M. V. SENYANA	Directeur des Investissements
M. G. RUTAGENGWA	Directeur de la Politique Economique
M. J.P. RWABUYONZA	Directeur de la Planification
M. T. MULIGO	Directeur de la Statistique

* * * * *

ASSEMBLEE NATIONALE

S.E. M. Juvénal NKUSI	Président
M. Laurent NKONGOLI	Vice-Président
M. Hamidou OMAR	Secrétaire-Député

* * * * *

BANQUE NATIONALE DU RWANDA

M. Gérard NIYITEGEKA	Gouverneur
M. Laurien RUTAYISIRE	Premier Vice Gouverneur

Annexe I

PAYS PARTICIPANTS

AFRIQUE DU SUD

M. A. JANSE VAN RENSBURG	Adjoint du Haut Commissaire, Haut Commissariat pour l'Afrique du Sud Chef de délégation Nairobi/KENYA
--------------------------	---

ALLEMAGNE

S.E. M. August HUMMEL	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Fédérale d'Allemagne au Rwanda Chef de délégation
-----------------------	---

M. Bernhard ABELS	Premier Secrétaire de l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne Kigali/RWANDA
-------------------	--

M. Thomas ZAHNEISEN	Deuxième Secrétaire de l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne Kigali/RWANDA
---------------------	---

M. Michael PISTOR	Coordinateur de Coopération Technique de la GTZ au Rwanda, Conseiller
-------------------	---

Prof. Fritz DRECHSLER	Conseiller/Education, GTZ Kigali/RWANDA
-----------------------	--

M. Wolfgang BLAM	Conseiller/Santé, GTZ Kigali/RWANDA
------------------	--

AUSTRALIE

Mme Patricia DUGGAN	Premier Secrétaire/Assistance au Développement, Haut Commissariat pour l'Australie Chef de délégation Nairobi/KENYA
---------------------	---

Rwanda

Revue à Mi-parcours de la Conférence de Table Ronde

AUTRICHE

M. Michaël ZELETZKI	Consul Honoraire Chef de délégation Kigali/RWANDA
M. Anton MAIR	Coordinateur Régional de la Coopération Autrichienne Kampala/UGANDA

BELGIQUE

S.E. M. Frank DE CONINCK	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Belgique au Rwanda Chef de délégation
M. Robert F. SHRIEWER	Chef de Section de Coopération Bilatérale de l'Ambassade au Rwanda
M. Herman VAN BRANDT	Chef de Mission Adjoint, Coopération Belge Kigali/RWANDA
M. Luc VERBEECK	Chef du Secteur Aide Humanitaire, Coopération Belge Kigali/RWANDA

CANADA

Mme Francine GAGNE	Analyste des Programmes à l'Agence Canadienne de Développement International Chef de Délégation Hull/CANADA
M. André GOSSELIN	Conseiller Principal des Politiques à l'Ambassade au Rwanda

CHINE

M. Tien De BAO	Conseiller Economique et Commercial Chef de délégation Kigali/RWANDA
M. Yang LU YU	3ème Secrétaire Kigali/RWANDA

ESPAGNE

Mme Anna Maria RUIZ-TAGLE	Présidente de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale à Madrid Chef de délégation Madrid/ESPAGNE
S.E. Mme Sanz PASTOR	Déléguée Adjoint Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de l'Espagne au Rwanda Kigali/RWANDA
Mme Suzana VELAZQUEZ	Conseillère Technique de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale Nairobi/KENYA
M. Juan BARTOLOME	Coordinateur de l'Aide Humanitaire de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale Kigali/RWANDA

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

M. Dick McCALL	Directeur de Cabinet de l'Administrateur Chef de délégation Washington/ETATS-UNIS
----------------	--

S.E. M. David RAWSON	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique au Rwanda
M. Jack HJELT	Directeur Adjoint de l'USAID Kigali/RWANDA
S.E. M. R. BOGOSIAN	Ambassadeur/Coordinateur Burundi-Rwanda
FRANCE	
S.E. M. Jacques COURBIN	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la France au Rwanda Chef de délégation
M. Maurice DADOUCHE	Chef, Département Afrique Centrale, Australe et Océan Indien à la Coopération Paris/FRANCE
IRLANDE	
M. Patrick CURRAN	Chargé d'Affaires, Ambassade d'Irlande à Kampala Chef de Délégation
JAPON	
M. Eiichi YAMADA	Premier Secrétaire de l'Ambassade du Japon - Chef de délégation Nairobi/KENYA
M. Shigeru KONDO	Assistant Spécial Nairobi/KENYA
PAYS-BAS	
Mme Susan BLANKHART	Chef du Bureau de l'Aide Humanitaire Ministère des Affaires Etrangères

		Chef de délégation La Haye/PAYS-BAS
91	M. Bengt VAN LOOSDRECHT	Représentant des Pays-Bas au Rwanda
11	Mme Kitty VAN DER HEIJDEN	Bureau de l'Afrique Centrale La Haye/PAYS-BAS
ROYAUME UNI		
91	Dr Lillian WONG	Représentante du Royaume- Uni à Kigali Chef de délégation
29	FEDERATION DE RUSSIE	
91	M. Alexandre RIGEOV	Chef de Département de l'Aide Humanitaire Urgente du Ministère pour la situation d'urgence de Russie Chef de délégation Moscou/RUSSIE
91	S.E. M. Anatoli SIMIRNOV	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Fédérale de Russie au Rwanda
91	M. Serge PODOLSKII	Membre de la Délégation RUSSIE
SAINT SIEGE		
	Mgr. Pierre NGUYEN VAN TOT	Chargé d'Affaires à la Nonciature Kigali/RWANDA

SUEDE

M. Anders ÖSTMAN
Premier Secrétaire à l'Agence de
Coopération pour le
Développement International au
Consulat de Suède
Kampala/UGANDA
Chef de délégation
Nairobi/KENYA

SUISSE

M. Serges CHAPPATTE
Chef de la Division Afrique-
Amérique Latine, Direction de la
Coopération au Développement
et de l'Aide Humanitaire,
Ministère des Affaires
Etrangères,
Chef de délégation
Berne/Suisse

M. Jean Francois PAROZ
Collaborateur Diplomatique,
Direction Politique du
Département Fédéral des
Affaires Etrangères
Kigali/RWANDA

M. Kurt REINIGER
Chef de Mission à l'Ambassade
de Suisse à Kigali

M. Antoine GOLAY
Représentant de la Coopération
au Développement à Kigali

ORGANISATIONS MULTILATERALES**ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE (OUA)**

M. J. B. FELLI
Représentant
Chef de délégation
Kigali/RWANDA

**COMMISSION EUROPEENNE
UNION EUROPEENNE**

M. Achim KRATZ
Envoyé Spécial de l'Union
Européenne au Rwanda
Chef de Délégation

Mme Marie SPAAK
Chef de Mission dans la région
des grands lacs
Kigali/RWANDA

M. Alfred MARESCHAL
Conseiller à la Mission de l'Union
Européenne
Kigali/RWANDA

M. Marc DENYS
Chef du Projet de la Sécurité
Alimentaire
Kigali/RWANDA

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Dr Mark J. ELLYNE
Représentant Résident du FMI
Chef de délégation
Kampala/UGANDA

BANQUE MONDIALE

M. Julio GAMBA
Représentant Résident de la
Banque Mondiale au Rwanda
Chef de délégation

M. Yves TERRACOL
Chargé du Programme des
Entreprises Publiques
Kigali/RWANDA

M. François MUNYANTWALI
Chargé de Programme
Kigali/RWANDA

Mlle Chantal UWANYILIGIRA
Chargée de Programme
Kigali/RWANDA

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BAD)

M. B. SIDIBE	Directeur Adjoint au Département de l'Agriculture et Développement Rural Chef de délégation Abidjan/CÔTE D'IVOIRE
M. A. KAUNAN	Chargé de Programme Principal Abidjan/CÔTE D'IVOIRE

**ORGANISATION INTERNATIONALE DES
MIGRATIONS (OIM)**

M. Eugenio AMBROSI	Chef du Programme Humanitaire pour les Migrations à Genève Chef de délégation Genève/SUISSE
M. Joost VAN DER AALST	Chef de Mission OIM à Kigali
M. Colin WAUGH	Officier Chargé des opérations au Rwanda

**COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX
ROUGE (CICR)**

M. Philippe LAZZARINI	Chef de la délégation du CICR au Rwanda
M. Patrick BERNER	Adjoint du chef de la Délégation au Rwanda
Mme Huong T. HUYNH	Délégée Juriste

ORGANISATIONS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES**MISSION DES NATIONS UNIES POUR
L'ASSISTANCE AU RWANDA (MINUAR)**

Amb. Shaharyar KHAN	Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Rwanda Chef de délégation
Général Guy TOUSIGNANT	Commandant des Forces Armées de la MINUAR
M. W. DE SOUZA	Directeur Exécutif
M. Haim OUZIEL	Chef d'Administration
M. A. S. DAO	Chargé de Bureau pour le Bureau des Affaires Humanitaires

**DEPARTEMENT DES AFFAIRES HUMANITAIRES (DHA)
BUREAU D'URGENCE DES NATIONS UNIES POUR LE
RWANDA (UNREO)**

M. Randolph KENT	Coordonnateur Humanitaire, DHA/UNREO Chef de délégation
Mme Pat BANKS	Coordonnateur Humanitaire Adjoint, DHA/UNREO Kigali/RWANDA
Mlle Elisabeth STANIC	Assistante Exécutive, UNREO Kigali/RWANDA

**DEPARTEMENT POUR LE SUPPORT AU DEVELOPPEMENT
ET LA GESTION DES SERVICES (DDSMS)**

Mme Béatrice LABONNE	Directrice, Division Gestion de l'Environnement et Développement Social Chef de délégation DDSMS/NEW YORK
----------------------	---

M. Sékou SOUMAHORO	Coordonnateur du Groupe Afrique II DDSMS/NEW YORK
M. Jean Le NAY	Conseiller Interrégional DDSMS/NEW YORK
Mme Jeanne-Marie COL	Conseiller, Administration Publique DDSMS/NEW YORK
M. Jean-Paul LABORDE	Conseiller interrégional pour la prévention du crime et de justice pénale Office des Nations Unies Vienne/AUTRICHE
M. Christian KUHN	Fonctionnaire international au Service de la prévention du crime et justice pénale Vienne/AUTRICHE
FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)	
M. Dan TOOLE	Représentant de l'UNICEF au Rwanda Chef de délégation
M. Richard MORGAN	Directeur Régional du Programme de Planification pour l'Afrique de l'Est et du Sud Nairobi/KENYA
M. Abdul MOHAMED	Directeur Régional des Relations Extérieures pour l'Afrique de l'Est et du Sud Nairobi/KENYA
M. Tom BERGMANN	Coordonnateur de Programme, UNICEF/Rwanda Kigali/RWANDA
M. Marcel RUDASINGWA	Chargé de Planification, UNICEF/Rwanda

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES (UNHCR)

M. Carrol FAUBERT	Envoyé Spécial du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés pour les Opérations du Rwanda et du Burundi Chef de Délégation Kigali/RWANDA
M. Augustine MAHIGA	Coordinateur des Programmes du Rwanda et du Burundi à Genève Genève/SUISSE
M. Wenceslaus R. URASA	Représentant du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés au Rwanda
M. Khassime DIAGNE	Assistant Exécutif Kigali/RWANDA

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE)

M. Halifa DRAMMEH	Fonctionnaire Principal chargé des Affaires Environnementales Nairobi/KENYA
-------------------	---

CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LES ETABLISSEMENTS HUMAINS (HABITAT)

M. Heinz KULL	Chargé de Bureau de la Division de la Coopération Technique, Unité 1/TCD Chef de délégation Nairobi/KENYA
M. Doudou M'BYE	Conseiller Technique Principal Projet RWA/94/010 Kigali/RWANDA
M. Piet GOOVAERTS	Consultant Kigali/RWANDA

**CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LE
COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT
(CNUCED)**

M. Andrei KRYLOV	Agent des Affaires Economiques Chef de délégation Genève/SUISSE
------------------	---

**FONDS DES NATIONS UNIES POUR
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
(FAO)**

M. Wilmer COLLETT	Représentant de la FAO à Kigali Chef de délégation
M. Jean François GASCON	Consultant - FAO Kigali/RWANDA
M. Daniele DONATI	Consultant - FAO Kigali/RWANDA

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS)

Dr Louisa CHAN	Responsable Officer, EHA, Genève/SUISSE
Dr Rosslaw WIDY-WIRSKI	Chef programme SIDA, EHA, Genève/SUISSE
Prof. Mahamane MAIGA	Officier, Chargé de Bureau Kigali/RWANDA
Dr. TANKARI	Bureau Régional pour l'Afrique Brazzaville/CONGO
Dr. REYNDERS	Conseiller technique Kigali/RWANDA

**FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION,
LES SCIENCES ET LA CULTURE (UNESCO)**

M. Mark RICHMOND	Chargé de Bureau à Kigali Chef de délégation
M. Johan BRUSTEN	Consultant

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIALE (PAM)

Dr A. N. NGONGI	Directeur Exécutif Adjoint, PAM/ROME Chef de délégation
M. Techeste ZERGABER	Directeur du PAM au Rwanda
Mlle Eva HODELL	Chargée de Programme Principale pour le Rwanda, Rome/ITALIE

**BUREAU DES SERVICES D'APPUI AUX PROJETS
DES NATIONS UNIES (UNOPS)**

M. Dimitri SAMARAS	Chargé de Gestion de Programme Chef de délégation OPS, New York
M. Jean Marc SEGERS	Chargé de Programme CTP Ministère du Plan Kigali/Rwanda
M. Antoine Eric de HAUTEVILLE	Conseiller Bruxelles/BELGIQUE

**FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA
POPULATION (FNUAP)**

Mme Francine GODIN	Chargée de Programme Division de l'Afrique/NY Chef de délégation FFNUAP/NEW YORK
Dr Diallo MAMADOU	Consultant Kigali/RWANDA
Dr Alphonse MUNYAKAZI	Chargé de Programme Kigali/RWANDA

**MISSION "OPERATION DU HAUT COMMISSARIAT
POUR LES DROITS DE L'HOMME" (HCDH)**

M. William CLARANCE	Chef de la Mission des Nations Unies pour les Droits de l'Homme au Rwanda Chef de délégation
M. Essaid ABDERAZAK	Chef Adjoint Kigali/RWANDA
M. Todd HOWLAND	Chef de l'Unité de Coopération Technique Kigali/RWANDA
M. Mark FROHART	Chef de l'Unité de Coordination des Opérations sur le terrain Kigali/RWANDA
M. Gilbert BAWARA	Assistant de la Direction pour les Affaires Juridiques Kigali/RWANDA
Mme Helen MCNAUGHT	Assistante spéciale Kigali/RWANDA
M. Brian McKEOWN	Coordinateur, Union Européenne Kigali/RWANDA

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

**A. ORGANISATIONS INTERNATIONALES
NON GOUVERNEMENTALES**

AFRICAN HUMANITARIAN ACTION

Dr. Dawit ZAWDE	Président Chef de Délégation
Mlle Askale BINEGA	Chef de Mission au Rwanda

FEED THE CHILDREN

M. Jahal DE MERITENS	Directeur du Programme Régional Chef de délégation Kigali/RWANDA
----------------------	---

WORLD VISION

M. Norbert CLEMENT	Directeur Intérimaire Kigali/RWANDA
M. Jean GAKWAYA	Directeur Administratif Kigali/RWANDA

REFUGEE TRUST

Mme Roisin SHERIDAN	Coordinatrice au Rwanda Chef de délégation
---------------------	---

INTERNATIONAL COUNCIL OF VOLUNTARY AGENCIES

M. Jette de Leschky ISAKSEN	Chargé de liaison au Rwanda
-----------------------------	-----------------------------

RELIGIOUS RELIEF SERVICES

M. Peter ROTHROCK	Directeur Adjoint Kigali/RWANDA
-------------------	------------------------------------

SAVE THE CHILDREN

M. Steven RIFKIN

Directeur
Kigali/RWANDA**B. ORGANISATIONS NATIONALES NON GOUVERNEMENTALES****CONSEIL DE CONCERTATION DES ORGANISATIONS
D'APPUI AUX INITIATIVES DE BASE (CCOAIB)**

M. Silas KANYANZIRA

Représentant Kigali/RWANDA

**COMITE NATIONAL CONSULTATIF POUR
LA FEMME**

Dr Maurice BUCAGU

Représentant Kigali/RWANDA

PRO-FEMMES TWESE-HAMWE

Mme Vénéranda NZAMBAZAMARIYA

Coordinatrice Nationale
Kigali/RWANDA**ASSOCIATION DE SOLIDARITE DES
FEMMES RWANDAISES**

Mme Immaculée MUKARURANGWA

Présidente
Kigali/RWANDA**AGENCE RWANDAISE DE DEVELOPPEMENT
ET DE COOPERATION**

M. Ezechiaze RWABUHIHI

Représentant Kigali/RWANDA

**ASSOCIATION RWANDAISE POUR LA
PROMOTION DU DEVELOPPEMENT
INTEGRE (ARDI)**

M. Alphonse GASANA

Représentant Kigali/RWANDA

**CENTRE DE RECHERCHE ET DE FORMATION
(CENTRE COOPERATIVES (CENTRE IWACU))**

M. Oreste MUPANDA

Coordinateur Kigali/RWANDA

AUTRE OBSERVATEUR**AGENCE DE COOPERATION CULTURELLE
ET TECHNIQUE (ACCT)**

M. BARTHOLINY

Délégué régional
Dakar/SENEGAL**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR
LE DEVELOPPEMENT (PNUD)**

Mme Ellen JOHNSON SIRLEAF

Assistante Administratrice et
Directrice Régionale pour
l'Afrique
Chef de délégation
PNUD/New York

Mme Anne FORRESTER

Directrice Adjointe,
Bureau Régional pour l'Afrique
PNUD/New York

M. Sukehiro HASEGAWA

Coordonnateur Résident des
Activités Opérationnelles pour le
Développement au Rwanda et
Représentant Résident du PNUD

M. Emmanuel DE CASTERLE

Chef de la Division I, Bureau
Régional pour l'Afrique
PNUD/New York

Luong NGUYEN

Economiste Principal, Bureau
Régional pour l'Afrique
PNUD/New York

Abacar CISSE

Représentant Résident Adjoint
Kigali/RWANDA

Mme Florence NAVARRO	Assistante au Représentant Résident (Programme) Kigali/RWANDA
M. Patrick LEMIEUX	Economiste Kigali/RWANDA
Mme Micheline GILBERT	Chargée de Programme Kigali/RWANDA
M. Octavien BISA-SAMALI	Economiste National Kigali/RWANDA
Mme Sarah CLIFF	Consultante PNUD/New York
M. Athanase NGENDAHIMANA	Chargé de Programme Kigali/RWANDA
Mme Dancilla MUKARUBAYIZA	Chargée de Programme Kigali/RWANDA

ANNEXE II

Ordre du jour

MERCREDI 5 JUILLET

- 15:00 - 18:00** Inscription des délégués (Hôtel des Mille Collines)
- 18:00 - 18:30** Session d'information par le Secrétariat (Hôtel des Mille Collines)

JEUDI 6 JUILLET

- 8:00 - 8:30** Arrivée des délégués (Parlement)
- 8:30 - 9:00** Réunion avec le Président de l'Assemblée Nationale, M. Juvenal Nkusi et visite du Bâtiment de l'Assemblée Nationale (CND)
- 9:00 - 9:15** Mise en place des délégations et des participants dans la salle de Conférence
- 9:15** Arrivée du Premier Ministre

09:30 - 11:00 SESSION D'OUVERTURE

- Discours de bienvenue par le Président de l'Assemblée Nationale, Mr. Juvénal Nkusi
- Message du Secrétaire Général des Nations Unies, lu par le Représentant Spécial du Secrétaire Général au Rwanda, Ambassadeur Shaharyar Khan
- Déclaration du Premier Ministre Rwandais, Chef de la délégation Rwandaise et Co-président de la Conférence, S.E.M. Faustin Twagiramungu
- Déclaration de l'Administrateur Adjoint du PNUD et Directrice du Bureau Régional pour l'Afrique, Mme Ellen Johnson Sirleaf, Co-présidente de la Conférence
- Discours d'ouverture du Président de la République, lu par S.E. Monsieur Faustin Twagiramungu, Premier Ministre.

11:30 - 12:30 Etat de l'exécution du "Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et relance socio-économique" (Ministre du Plan, M. Jean Berchmans Birara)

- Sous-programme 1: Appui financier
- Sous-programme 2: Réintégration sociale des personnes réfugiées et déplacées
- Sous-programme 3: Réhabilitation et Développement
- Mécanismes de suivi et de coordination

13:30 - 14:50 Visite de Ntarama (site de génocide)

ATELIERS (1 et 2) - Hôtel des Mille Collines

15:00 - 16:30 1. Sous-programme 1, "Appui financier" (Ministre des Finances, M. Marc Rugenera)
Thèmes de discussion:
i) Présentation du bilan au 30/06/95
ii) Budget 1995 et balance des paiements

2. "Rôle et Coordination de l'Assistance Humanitaire"

ATELIERS (3 et 4) - Hôtel des Mille Collines

16:30 - 18:00 3. Sous-programme 3, "Réhabilitation - volet Réhabilitation du système judiciaire (Ministre de la Justice, M. Alphonse Nkubito)
Thèmes de discussion:
i) Présentation du bilan au 30/06/95
ii) Présentation du nouveau plan d'action

4. Sous-programme 3, "Réhabilitation - volet Renforcement des capacités de gestion de l'Etat (Directeur de Cabinet, Ministère de la Fonction Publique, Gérard Gahima)
Thèmes de discussion:
i) Présentation du bilan au 30/06/95
ii) Présentation du plan d'action pour le second semestre

20:00 Réception donnée par les co-présidents de la conférence à l'hôtel des Mille Collines

VENDREDI 7 JUILLET

ATELIERS (5 et 6) - Hôtel des Mille Collines

5. Sous-programme 2, "Réintégration des personnes réfugiées et déplacées" (Ministre de la Réintégration sociale et de la Réhabilitation, M. Jacques Bihozagara)

Thèmes de discussion:

- i) Présentation du bilan au 30/06/95
- ii) Présentation du nouveau plan d'action

6. Sous-programme 3, "Réhabilitation:

- volet secteurs sociaux (Ministre de la Santé, Dr. Joseph Karemera, Ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire, M. Pierre Claver Rwigema et Ministre de la Famille et de la Promotion Féminine, Mlle Aloysie Inyumba) -

- volet infrastructure et secteurs productifs (Ministre de l'Agriculture, Dr. Augustin Iyamuremye, Ministre du Commerce, M. Prosper Higiro et Ministre des Travaux Publics, M. Charles Ntakirutinka)

Thèmes de discussion:

- i) Présentation du bilan au 30/06/95
- ii) Présentation du plan d'action pour le second semestre

SESSION PLENIERE (Hôtel des Mille Collines)

10:00 - 10:30 Coordination de l'aide humanitaire (Atelier)

12:30 Présentation des conclusions des ateliers et recommandations des groupes de discussion des modalités d'exécution des programmes de réconciliation nationale, réintégration sociale et relance économique

14:15 Déjeuner de travail donné par le Représentant Résident du PNUD à l'Hotel des Diplomates

SESSION PLENIERE (Hotel des Mille Collines)

- 14:30 - 15:00** Présentation du rapport du Fonds Fiduciaire des Nations Unies
- 15:00 - 16:30** Déclaration des bailleurs sur les futurs programmes d'action
- 16:30 - 17:30** Présentation par les Agences des Nations Unies
- 17:30 - 18:30** **SYNTHESE DES DEBATS ET CLOTURE (Hotel des Mille Collines)**
- Lecture du communiqué final
 - Clôture des travaux par le Premier Ministre
- 18:00** Conférence de presse
- 19:30 - 21:30** Dîner des chefs de délégation présidé par le Vice Président et Ministre de la Défense, le Général Paul Kagame à l'Hôtel des Mille Collines

AGENDA**WEDNESDAY 5 JULY**

- 15:00 - 18:00** Delegate registration (Mille Collines Hotel)
- 18:00 - 18:30** Briefing session by the Secretariat (Mille Collines Hotel)

THURSDAY 6 JULY

- 8:00 - 8:30** Delegate arrival (Parliament Building)
- 8:30 - 9:00** Meeting with the President of the National Assembly, Mr. Juvénal Nkusi and visit of the Parliament building
- 9:00 - 9:15** Setting of delegations in the Conference Hall
- 9:25** Arrival of Prime Minister

9:30 - 11:00 OPENING SESSION

- Welcome Speech by the President of the National Assembly, Mr. Juvénal Nkusi
- Message from the Secretary General of the United Nations, read by the Special Representative of the Secretary General in Rwanda, Ambassador Shaharyar Khan
- Statement of the Prime Minister of Rwanda, Head of the Rwandan delegation and Co-chairperson of the Conference, H.E.Mr. Faustin Twagiramungu
- Statement of Assistant Administrator of UNDP and Director of UNDP Regional Bureau for Africa, Mrs. Ellen Johnson Sirleaf, Co-chairperson of the Conference
- Message from the President of the Republic of Rwanda read by H.E. Faustin Twagiramungu, Prime Minister.

11:30 - 12:30 Implementation overview of the "Programme of National Reconciliation, Rehabilitation and Socio-economic Recovery" (Minister of Planning, Mr. Jean Berchmans Birara)

- Sub-programme 1: Financial support
- Sub-programme 2: Social reintegration of refugees and displaced persons
- Sub-programme 3: Rehabilitation and development
- Follow-up and coordination mechanisms

13:30 - 14:50 Visit to Ntarama (site of genocide)

WORKING GROUPS (1 and 2) - at the Mille Collines Hotel

15:00 - 16:30 1. Sub-programme 1, "Financial Support" (Minister of Finance, Mr. Marc Rugenera)

Discussion themes:

- i) Progress report to 30/06/95
- ii) 1995 budget and balance of payments

2. Role and Coordination of Humanitarian Assistance

WORKING GROUPS (3 and 4) - at the Mille Collines Hotel

16:30 - 18:00 3. Sub-programme 3, "Rehabilitation - the System of Justice" (Minister of Justice, Mr. Alphonse Nkubito)

Discussion themes:

- i) Progress report to 30/06/95
- ii) Presentation of new action plan

4. Sub-programme 3, "Rehabilitation - Strengthening Administrative Capacities of the State" (Director of Cabinet, Ministry of Public Administration, Gérard Gahima)

Discussion themes:

- i) Progress report to 30/06/95
- ii) Presentation of action plan for the second semester

20:00 Reception hosted by co-chairpersons of the Conference at Mille Collines Hotel

FRIDAY 7 JULY

WORKING GROUPS (5 and 6) at the Mille Collines

8:00 - 9:30

5. Sub-programme 2, "Social Reintegration of Refugees and Displaced Persons" (Minister of Social Reintegration and Rehabilitation, Mr. Jacques Bihozagara)

Discussion themes:

- i) Progress report to 30/06/95
- ii) Presentation of new action plan

6. Sub-programme 3, "Rehabilitation"

- "Social sectors" (Minister of Health, Dr. Joseph Karemera, Minister of Education, Mr. Pierre Célestin Rwigema and Minister of Women's Affairs, Ms. Aloysie Inyumba)

- "Infrastructure and productive sectors" (Minister of Agriculture, Dr. Augustin Iyamuremye, Minister of Commerce, Mr. Prosper Higiro and Minister of Public Works, Mr. Charles Ntakirutika)

Discussion themes:

- i) Progress report to 30/06/95
- ii) Presentation of action plan for the second semester

PLENARY SESSION (Mille Collines Hotel)

10:30 Coordination of Humanitarian Assistance (Working group)

12:30 Presentation by workshop chair persons of conclusions and recommendations of the group discussions and; implementation mechanisms for the programme of national reconciliation, social integration and economic recovery

14:15 Working Lunch hosted by UNDP Resident Representative at Hotel des Diplomates

PLENARY SESSION (Mille Collines Hotel)

- 14:30 - 15:00 Presentation of UN Trust Fund Progress Report
- 15:00 - 16:30 Donor statements on future programmes of action
- 16:30 - 17:30 Presentation by United Nations Agencies
- 17:30 - 18:30 CONCLUDING SESSION (Hotel Mille Collines)
- Adoption of the final report
 - Closure by the Prime Minister
- 18:00 Press Conference
- 19:30 - 21:30 Heads of delegation dinner hosted by the Vice President and Minister of Defence, H.E. General Paul Kagame (Mille Collines Hotel)

ANNEXE III

Discours du Président de l'Assemblée Nationale
S.E. M. Juvénal Nkusi

Premier Ministre,
Ministres,
Députés,
Administrateur Adjoint du PNUD,
Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies,
Chefs des missions Diplomatiques et Organismes amis,
Messieurs les invités,

Nous sommes heureux d'accueillir, dans l'enceinte de notre Parlement les participants à l'ouverture des travaux de la Revue à Mi-parcours de la Conférence de 6 mois après Genève. Nous profitons de l'occasion pour souhaiter une brillante et chaleureuse bienvenue aux délégations des pays amis et alliés qui ont accepté d'être avec nous aujourd'hui et surtout accepté de partager, par leur soutien financier et par leurs conseils, notre démarche de réhabilitation et la reconstruction de notre pays. Nous vous souhaitons un agréable séjour dans notre pays.

Après avoir tenu la Table Ronde en janvier dernier, notre pays sortait à peine de la phase de la violence et des massacres, il commençait à peine à panser ses blessures, à combler les brèches, à s'organiser tant bien que mal. Ce sont les efforts des autorités, leur volonté et surtout la clarté de la voie sur laquelle elles ont engagé leur pays qui a attiré votre sympathie. Nous sommes de ceux qui croient que le drame vécu profondément par le peuple rwandais, naîtra et croîtra une nouvelle société, guidée par des nouvelles valeurs, intégrées dans l'esprit

La nouvelle société en cours de constitution sera basée sur des valeurs intrinsèques de solidarité et bannira à jamais l'impunité devenu naguère une règle du système de gestion du pays par l'ancien système.

Il ne s'agit pas d'être une voie de réconciliation interne, un processus dynamique qui ne se résume pas à la solidarité nationale et non être considérée comme une simple cohabitation. Elle suppose donc une convergence entre les victimes du génocide et ceux qui ont participé dans son exécution; elle exige pour les uns la reconnaissance de la complexité du génocide et pour les autres la reconnaissance explicite de son caractère odieux avec toutes ses implications. Nous ne saurions sous-estimer sans doute l'importance, les soins à mettre pour installer

Vous avez bien voulu tenir ces séances d'ouverture au Parlement, chez les représentants du peuple rwandais, aussi je me permets de lancer un appel à soutenir notre peuple à la base, dans son effort de réhabilitation et de reconstruction. A la suite de ce qui s'est passé, la réhabilitation ou reconstruction ne doivent pas signifier réparer ou rétablir comme c'était avant. Dans le passé, le Rwanda a bénéficié des aides qui lui a permis de construire les écoles, les centres de santé, les centres culturels, les foyers de rencontres, etc. des organismes publics ou privés, des ONG se sont investis, mais ils ont investi dans un mauvais système, qui a tout balayé en 100 jours !

Aussi, les actions à entreprendre ou à soutenir doivent contribuer à l'émergence d'un homme nouveau, qui constitue une garantie de la durabilité de vos contributions. Et le système que nous sommes en train de mettre en place vise cet objectif, balayer et supprimer l'ignorance et la bêtise au sein de notre société.

Nous croyons en la complémentarité des institutions démocratiques; l'Assemblée Nationale a ainsi un rôle à jouer dans ce processus de réhabilitation nationale par la mise en place des instruments légaux adaptés à ces orientations.

Je manquerais à un devoir si à cette occasion, je ne lançais pas un appel auprès des pays et organismes amis qui ont accepté de participer à cette Conférence afin qu'ils aident notre Assemblée à se reconstruire. Nous vous avons accueilli dans un chantier, les échafaudages sont encore dressés. Aidez-nous à la reconstruction de notre bâtiment; soutenez-nous par des efforts financiers afin de permettre à l'Assemblée de jouer pleinement son rôle. Je ne pourrais terminer qu'en vous demandant des excuses. Notre salle n'a pas encore le confort requis mais nous vous assurons que la fois prochaine vous serez, nous serons, encore mieux.

Je souhaite plein succès à cette Revue à mi-parcours de la Conférence de Table Ronde.

ANNEXE IV

Statement of the Secretary-General of the United Nations,
delivered by the Special Representative to the Secretary-General in Rwanda,
H.E. Ambassador Shaharyar Khan

Honouring Mr Juvénal Nkusi, President of the National Assembly,
Honouring Mr Faustin Twagiramungu,
Honouring Mr M. Johnson Sirleaf,

and Delegates,
Gentlemen,

It is indeed an honor for me to represent the Secretary-General of the United Nations and to read a statement on his behalf to this august group of representatives of donor countries and international organisations who are going to spend the next two days assessing the progress made since the Round Table Conference was held in Geneva in January 1995.

My statement reads:

The substantial progress made along the path of recovery and development in Rwanda, just one year after the end of the civil war and genocide, is a testament to the will and fortitude of the Rwandan Government and people. The Round Table process launched by the Government in Geneva in January has proved to be a successful mechanism to coordinate aid interventions and developmental efforts, and the process has facilitated a high level of consensus and cooperation within the international community in its response to the aftermath of the Rwandan crisis. This meeting offers an opportunity to affirm the commitments of the Government in implementing the programme and to discuss the support which the international community may provide in the months to come.

On this occasion for all parties to reaffirm their commitment to the process of national reconciliation and stabilization, and the achievement of these goals remains vital for long-term stability and development. The international community has pledged its support for rehabilitation, and we must ensure that this assistance is delivered on the ground in Rwanda in a timely manner.

In addition, there is an urgent need for a Gendarmerie and a Communal Police force, basic equipment and transport to assist the administration in

performing its functions and for the repair and restructuring of roads, transport bridges, clean water and power facilities in a programme of essential stabilization for the country.

In partnership with the Government, the international community has also developed programmes in particular areas where rapid financial and technical assistance may prevent destabilization of the fragile sub-regional equilibrium. These include the restoration of state capacity and productive economic activities within the country, the question of refugee settlement, and the provision of support to the processes of justice arising from the genocide and civil war. With regard to the latter, it is vital that both the International Tribunal and the national justice system are empowered to quickly complete their preliminary investigations and conclude prosecutions of the organizers of the genocide.

I wish the UNDP mid-term review conference every success in its deliberations."

Your Excellencies,
Distinguished Ladies and Gentlemen,

Permit me to add a few words to this all-important address.

As you recall, all of us who attended the Geneva Conference were encouraged by its major achievement in mobilizing, in terms of pledges, an impressive amount of financial resources. The Government then waited during the next few months expecting that most of the pledged resources will automatically flow to Rwanda to meet the costs of salary payments and rehabilitation tasks. Their initial hope was not readily realized as the donor countries and international organizations moved through the time consuming process of making commitments, programming, disbursement and delivery. The Government had also to realize that much of donor contributions continue to flow to the humanitarian relief activities in support of internally displaced instead of those who have returned to their communes in need of rehabilitation. It was, therefore, natural that some leaders of the Government and the country began to air their frustration and openly express their disappointment.

We also recall that in March and April the donor countries and international organisations were concerned as the number of arrests and the security situation began to deteriorate in many parts of the country. Mutual doubt reached its peak at the time of the outbreak of the Kibeho events in late April. It was followed by an independent assessment of the causes of the tragedy, and also quiet but effective reflection of the relationship between the Government and the international community in defining the roles of each other, prioritizing the objectives of mutual undertakings and in programming the implementation of specific projects and programmes.

President,

In my view, what happened during the following two months of May and June was positive and remarkable in two ways.

First, the Government and the international community realized that they both wished to see genuine progress towards national reconciliation and sustainable rehabilitation and development of the country. Specific corrective steps, taken by the Government to restore security and confidence, were appreciated by the international community, while the Government began to realize that the donor countries and the international organizations were making efforts to cut red tape and overcome bureaucratic procedural requirements in order to speed up the disbursement.

The positive outcome of this relationship can be clearly seen in the rapid progress that started taking place in the level of disbursement and delivery of aid resources in late May and June. The level of disbursement, I am pleased to learn, reached almost 30 percent of what was pledged in Geneva, and the actual delivery of aid resources in Rwanda has arisen to more than US\$ 100 million, 17 per cent of the Geneva pledge. These are remarkable achievements for Rwanda and the international community.

Second significant development is the changes that began to take place in Rwandan perceptions of the role of UNAMIR and the international organizations. The decision taken by the Security Council in early June enabled UNAMIR to exercise its constructive role in support of rehabilitation and reconciliation efforts endorsed by the Government, and supported by the bilateral donors and the international organizations. The partnership between UNAMIR and other UN Agencies particularly UNDP has been strengthened for the benefit of the country. For example, UNAMIR and UNDP are now embarking upon the rehabilitation of national communal police and Gendarmerie training centres in Gishali and Kengeri. UNAMIR is assisting the Government to improve the physical conditions of prisons and detention centres. The close working relationship that exists between UNAMIR and other UN Agencies is a shining example for UN organizations in other parts of the world.

President,

The Round Table process launched by the Government in Geneva and supported by UNDP has proved to be a successful mechanism to remind all of us that we have much to gain through mutual consultations. A series of coordinating meetings called upon by the Prime Minister and the Minister of Plan enabled us to clarify the role of each agency and donor within the overall framework and to strengthen the commitment. There is no doubt this Mid-term Review meeting has energized the

donors and international organizations towards taking proactive programming measures to increase the disbursement and delivery of goods and services they have promised. If some of them are put in an embarrassing position, it is not the fault but thanks to the positive effect of the Round Table process. It is, therefore, critically important that we affirm the validity of this process and appreciate the achievements of the Government and the need to recognizing the complexity of aid management and the need to build up their own implementation capacity. Let us maintain this positive momentum created by the Round Table process.

As we move forward with the Round Table process, I wish also to touch upon the useful role played by UNDP in convening the weekly inter-agency meetings and special consultation meetings organized from time to time on such issues as the rehabilitation of the judiciary system held under the chairmanship of the UN Resident Co-ordinator for Operational Activities for Development. I am quite sure that Ambassadors and Representatives of aid Agencies based in Kigali have benefitted from exchange of information and views on various subject matters that are discussed during these meetings.

Finally, Mr. President, it would be incomplete an assessment of the Round Table process if I did not mention the importance of the UN Trust Fund managed by UNDP. Financial resources contributed by the Netherlands, the United Kingdom, Switzerland and Canada have been put into use in a most efficient manner. I understand that nearly 60 percent of the funds received within the last few months have already been disbursed. I am pleased to note that Trust Fund resources will now be used for rehabilitating the police training centres I have already mentioned, and also for acquisition of UNAMIR transportation and communications equipment and other items that may be used for rehabilitation purposes. Through this latest arrangement, the real value of Trust Fund resources will be multiplied several times as such equipment will be used for productive purposes within the country and the international community will be reimbursed for their remaining value.

In conclusion, I congratulate the Government of Rwanda and UNDP in having pursued the Round Table process and convened as scheduled this Mid-term Review meeting as it will no doubt reaffirm the commitment of the international community to continue supporting Rwanda in its effort to realize national reconciliation and recovery and eventually sustainable governance and development. When the Secretary-General visits Rwanda next week, I will not fail to report to him in detail the outcome of this meeting and any specific recommendations that may arise out of it.

Thank you.

ANNEXE V

Déclaration de S.E. Faustin Twagiramungu,
Premier Ministre de la République Rwandaise.

Mesdames, Messieurs,

À l'occasion de la Revue à Mi-parcours de la Table Ronde pour le Rwanda, il me tient encore une fois de vous présenter, au nom du Gouvernement et du peuple rwandais, tous nos remerciements envers les pays et organismes internationaux qui ont répondu, aussi massivement et favorablement qu'à Genève à notre invitation.

Je voudrais réitérer notre sentiment de gratitude à l'endroit du PNUD pour sa contribution immense et l'animation quotidienne dans le suivi technique de la Table Ronde à Genève en janvier 1995 et ce, depuis sa préparation jusqu'à ce jour.

En raison de la générosité des pays et organismes que vous représentez, je voudrais exprimer une pensée de reconnaissance envers toutes et tous ceux qui oeuvrent sur le terrain, aux côtés des populations rwandaises, en soulageant leur détresse qu'il s'agisse de centaines d'ONG ou autres structures de solidarité qui se dépensent pour le bien du peuple rwandais si durement touché.

Mesdames, Messieurs,

Il m'a été donné de vous présenter à Genève en janvier dernier les axes majeurs de notre politique à suivre pour favoriser la réussite du programme de reconstruction, de reconstruction, d'insertion sociale et de relance socio-économique du pays.

Après six mois, à l'actuelle, 6 mois après, peut conduire à quels constats ?

Il est important d'apprécier en toute objectivité l'action gouvernementale menée jusqu'à présent. Les faits saillants de succès, les mesures en cours non encore achevées ainsi que les obstacles qui en constituent le frein.

Je tiens à rassurer néanmoins que la détermination de notre Gouvernement, qui vient d'encore fêté son premier anniversaire, la volonté de tous les acteurs rwandais dans ce processus et votre soutien actif, nous permettent d'espérer atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés et déclarés devant la communauté internationale.

Rwanda

Revue à Mi-parcours de la Conférence de Table Ronde

communauté internationale il y a six mois à Genève.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

L'évaluation actuelle ne peut se faire que par rapport à l'état des lieux hérités par ce Gouvernement. Le pays était économiquement exsangue, socialement traumatisé et politiquement vulnérable, suite au drame indescriptible, la guerre, le génocide, les massacres et l'exil de milliers de rwandais, drame vécu par le peuple rwandais et qui bouleversera la conscience universelle.

1. Le retour des réfugiés

Ce projet reste prioritaire pour le Gouvernement et c'est la première urgence. Le Gouvernement ne cesse pas d'appeler les réfugiés au retour dans leur pays, de mener des négociations sur le plan bilatéral dans la sous-région, des contacts multilatéraux, en Afrique et à travers le monde, de solliciter l'appui de vous tous pour voir régler enfin ce problème qui est un préalable à la paix au Rwanda autant qu'à l'essor de la vie économique et du progrès social dans notre pays.

Au bilan, près de 600.000 des anciens réfugiés rwandais sont rentrés et des réfugiés et déplacés de 1994 sont de retour malgré la propagande fort nuisible et le terrorisme toujours en vigueur exercés par les responsables du régime sanguinaire banni qui les maintiennent toujours en otages.

Nous pouvons assurer la communauté internationale que s'il était possible d'isoler les gens innocents des criminels, le problème serait facilement réglé. A cet effet, le Gouvernement doit dresser une liste des présumés criminels.

Il estime néanmoins que l'instauration effective du Tribunal International pour le Rwanda pourra contribuer à favoriser le retour de ces compatriotes qui seront réinstallés dans leurs biens laissés au Rwanda l'année passée.

Les différentes initiatives prises par le Rwanda ou conjointement avec lui en vue d'atteindre cet objectif se résument comme suit:

- la rencontre à ce sujet des chefs des Gouvernements rwandais et zaïrois en octobre 1994 au Zaïre;
- la Conférence de Nairobi sur les réfugiés dans la sous-région tenue à Nairobi en janvier 1995 au cours de laquelle un plan de rapatriement a été établi. La session ministérielle de l'OUA en février 1995 qui en adopta une résolution pertinente;
- la Conférence de Dar-Es-Salaam sur la problématique des réfugiés rwandais et burundais;
- ma visite au Burundi et particulièrement ma visite du camp de réfugiés de Magara au nord de ce pays, en juin dernier qui a consacré un communiqué assez clair à ce sujet ainsi que la création d'une commission tripartite Rwanda-

- Burundi et HCR, et dont la première réunion vient de donner ses conclusions;
- la visite du Vice-Président de la République Rwandaise et Ministre de la Défense au Burundi également en juin 1995;
- le sommet des Chefs d'Etat de l'OUA tenue à Addis-Abéba du 26 au 28 juin 1995 où le Chef de l'Etat rwandais a renouvelé la même préoccupation;
- les rencontres bilatérales et multilatérales où le Chef de l'Etat et tous les plénipotentiaires de ce pays appellent avec insistance au retour des réfugiés rwandais à rentrer, tout en rejetant toute complaisance à l'égard des criminels, tristement distingués dans la préparation et l'exécution du plan de génocide et des massacres;
- d'autres forums internationaux non-formels où sont débattus honnêtement les problèmes de nos réfugiés.

Le Gouvernement rwandais vient de proposer que quiconque parmi les réfugiés souhaitant retourner au Rwanda peut venir séjourner en toute quiétude et retourner rendre compte à ces compatriotes restés à l'extérieur.

Cette approche constitue une ouverture humaine et responsable. Elle exclut toute conditionnalité car tous les rwandais doivent rentrer dans leur pays. Ils y ont tous l'espace où vivre égaux en droits et en devoirs. Et à ce sujet, nous restons ouverts à tout dialogue pouvant contribuer à la solution de cette situation douloureuse dans les camps des réfugiés.

Sécurité intérieure

Nous croyons toujours que la sécurité pour tous dans tout le pays doit être assurée par le Gouvernement. Nous réaffirmons qu'elle constitue un préalable à la réconciliation nationale et partant, à la relance économique. Elle est assurée à la mesure de nos moyens pour combattre les infiltrations et incursions des anciennes milices devenues permanentes à nos frontières. Dans notre pays, plus d'un observateur a été témoin des dérapages qui auraient fait penser que le Gouvernement n'est guère préoccupé par la sécurité à l'intérieur. Il s'agit bien sûr des dérapages et ce ne peut être des projets délibérés du Gouvernement. Celui-ci fait tout pour établir un contrôle plus efficace qui malheureusement est handicapé par l'absence des outils et moyens nécessaires.

Dans moins d'un an depuis la mise en place du Gouvernement, les structures s'organisent lentement mais sûrement. L'administration civile à la tête des préfectures est réalisée et le processus de mise en place de l'administration communale est en cours. Le système judiciaire reste défaillant, mais relativement opérationnel dès lors que la formation accélérée des magistrats non juristes et des inspecteurs de la police judiciaire permet déjà de redéployer ceux-ci à travers le pays. Les tribunaux militaires sont opérationnels: les délits, crimes et autres abus relevés au niveau de l'armée sont sévèrement punis. La police communale est relancée dans les communes du pays. Le dialogue, la concertation et la

confiance s'établissent progressivement avec les observateurs des Droits de l'Homme au Rwanda. De plus, la formation accélérée des gendarmes grâce à la MINUAR continue à l'Ecole Nationale de la Gendarmerie.

3. Le système judiciaire

Malgré l'insuffisance en nombre et en qualité du personnel judiciaire disponible, des efforts notables sont en cours: trois cents magistrats non juristes sont à former et seront déployés à travers les parquets à l'intérieur du pays. 127 inspecteurs judiciaires sont déjà formés. Une nouvelle promotion de 150 inspecteurs de la police judiciaire est en cours de formation grâce à l'appui de la coopération internationale. Les premiers 100 magistrats non juristes commenceront leur formation le 17 juillet 1995. De plus, 50 greffiers sont en cours de formation.

Le Gouvernement rwandais a fait appel aux pays et organismes amis pour pouvoir bénéficier d'une assistance technique en la matière. Des financements seront bientôt obtenus, nous l'espérons, pour permettre un fonctionnement minimal acceptable du système judiciaire au Rwanda. Nous sommes toujours préoccupés par la promotion de la justice au Rwanda et nous remercions les partenaires qui prennent ce secteur parmi les priorités dans leur coopération avec le Rwanda.

Au niveau des équipements et des infrastructures, la situation reste préoccupante et nous lançons un appel pressant pour venir à la rescousse.

La magistrature pour être entièrement opérationnelle sur le plan institutionnel, attend la mise en place de la Cour Suprême et le Conseil Supérieur de la Magistrature dont les membres sont presque en cours de désignation. La concertation est fort avancée sur la question de procédure entre les institutions compétentes.

Le génocide et les massacres ayant plongé le pays dans une situation imprévisible, et le nombre de suspects s'accroissant, les maisons de détention sont sursaturées. L'on dénombre plus de 45.000 détenus qui sont nourris, soignés. Une extension des bâtiments pénitentiels est en cours par endroits.

Des procès doivent se dérouler très prochainement avec l'assistance de magistrats qui viendront de l'extérieur. Les présumés coupables avérés innocents, une fois remis en liberté, permettront de désengorger les prisons.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

La réforme de la législation pour être adaptée à un véritable Etat de droit reste la préoccupation urgente de notre Gouvernement. Des travaux préparatoires sont en cours d'initiation et nous pensons que cette réforme verra prochainement le

jour.

processus de démocratisation

Dans l'esprit de l'Accord de Paix d'Arusha, l'on se félicite que sur les 4 institutions prévues, il reste à mettre en place la Cour Suprême et le Conseil Supérieur de la Magistrature et dont la procédure est en cours.

Le Gouvernement rwandais voudrait indiquer comme par le passé que les partis MRND et CDR et leurs satellites se sont disqualifiés pour mériter leur prise en compte dans les institutions de gestion du pouvoir au Rwanda. Les éléments, pris individuellement et après jugement, seront traités comme tels mais sans conditions préalables. Nous leur demandons toutefois de faire des déclarations de condamnation du génocide et des massacres dans notre pays.

Le processus de démocratisation ne reposera pas uniquement sur les institutions que nous mettons en place pendant la période transitoire de quatre ans restants. Il ne réussira véritablement plutôt que si le rapatriement des réfugiés, la réconciliation nationale, la reconstruction du pays et la relance de notre économie devenaient effectifs.

Il convient de réaffirmer solennellement qu'aucune négociation n'est envisagée sur la plan Gouvernement ni par quelques institutions étatiques que ce soit avec des associations naissant par ici et par là et dont l'identification peut brouiller les esprits mal avertis. Nous voulons inviter les rwandais à rentrer dans leur pays, recouvrer leurs biens personnels ou familiaux, participer à l'effort commun de reconstruction du pays et répondre de ses actes chacun en ce qui le concerne. Nous confirmons une fois de plus que le dialogue et les contacts avec tous les réfugiés qui le désirent sont à soutenir.

respect des libertés fondamentales

Le Gouvernement rwandais reste résolument déterminé à respecter le contenu de l'Accord de Paix d'Arusha, réadapté à nos réalités politiques lequel Accord fait partie intégrante de la Loi Fondamentale et qui consacre le respect des libertés fondamentales. Les syndicats se réorganisent, les associations participent au débat public, la liberté de culte est sacrée, la presse reprend son épanouissement. L'Etat de droit que nous ambitionnons, ne peut s'affermir aussi facilement et rapidement après une telle tragédie comme celle vécue au Rwanda. Des efforts immenses sont prometteurs d'un avenir rassurant.

Du point de vue des instruments internationaux, le Gouvernement examine avec le Parlement les conventions internationales relatives aux Droits de l'Homme et de la personne et auxquelles le Rwanda n'était pas parti ou y avait émis des réserves, afin d'apprécier et d'adhérer totalement.

Rwanda

Revue à Mi-parcours de la Conférence de Table Ronde

6. Le règlement des litiges de propriété

Le Gouvernement continue à résoudre les conflits d'occupation de propriété d'autrui. Les réfugiés qui rentrent ont la possibilité de réintégrer leurs biens. Des parcelles sont accordées en ville comme des terrains en campagne dans le but d'y aménager et d'installer sans nuire au respect du principe de la propriété privée. Des sites de réinstallation des réfugiés ont été identifiés et accueillent déjà bon nombre de nos compatriotes, essentiellement anciens réfugiés, surtout dans l'est et le nord du pays.

Des pourparlers sont en cours de finalisation sur le plan pratique entre le Rwanda et le Burundi afin d'accueillir les réfugiés qui rentrent et dont l'Etat rwandais a la responsabilité d'installer, d'entretenir avant qu'ils ne soient capables de se prendre en charge eux-mêmes. Ces pourparlers se feront également avec la Tanzanie et le Zaïre. Ici nous voudrions particulièrement remercier la Banque mondiale qui a envoyé une mission dans notre pays, laquelle mission nous a transmis un rapport préliminaire sur différents moyens d'identification de divers sites à travers le pays.

Nous réitérons notre appel en direction de la communauté internationale pour nous assister dans la mise en place d'infrastructure de base nécessaires: les routes, les écoles, les hôpitaux, le raccordement en eau courante et en énergie électrique.

L'Etat reste convaincu que la réinstallation des nouveaux réfugiés dans leurs propriétés est l'une des garanties pour leur retour. Nous saluons les partenaires préoccupés déjà par ce souci et qui participent à cet effort.

7. La formation de l'armée nationale

Il vous souviendra que dès le 25 janvier 1995, un millier de militaires, de l'ancien régime de tous les échelons ont réintégré les rangs de l'Armée Patriotique du Rwanda. D'autres contingents en session de préparation pourront bientôt rejoindre les troupes et le commandement de l'APR.

Vous êtes tous témoins de nos appels incessants aux militaires de l'ancien régime qui n'ont pas trempé dans le génocide et les massacres à rallier les troupes gouvernementales. Il y en a parmi eux des braves soldats, officiers et sous-officiers qui arrivent continuellement au pays et nous pensons que le mouvement s'amplifie.

Les militaires actifs au sein de l'APR et appartenant hier à l'ancien régime, sont placés à tous les échelons du commandement de l'Armée et les efforts continueront dans ce sens.

Réconciliation nationale

Travail de longue haleine et de patience, la conduite visant à réussir la réconciliation nationale, après une période dont le degré de tragédie n'a pas d'équivalent, est souvent une gageure. Le processus doit passer par l'éradication de l'impunité et l'instauration d'une justice saine.

Une dynamique encourageante s'est formée pour faire vivre et promouvoir le respect des valeurs positives, les vertus de la justice, de la morale et de l'équité. De vastes programmes sont lancés à travers des forums d'idées, des séminaires et des ateliers ainsi qu'à travers les disciplines scolaires de base jusqu'à l'Université ou d'autres formes d'éducation formelle.

Le Gouvernement remercie les partenaires extérieurs qui participent à cet effort national.

Jugement des auteurs présumés du génocide

Le Rwanda a salué l'adoption par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, de la résolution n° 955 ayant consacré le Tribunal International pour le Rwanda.

Le Tribunal International devra donc collaborer avec les tribunaux rwandais et le jugement des coupables permettra de détendre la situation et favoriser une véritable réconciliation nationale.

Le Gouvernement rwandais renouvelle son appel auprès de la communauté internationale afin de faciliter l'arrestation des criminels pour répondre devant le tribunal d'une part, et d'aider le Rwanda, par une assistance matérielle et en ressources humaines, à renforcer l'organisation de son système judiciaire d'autre part.

Conclusions, Mesdames, Messieurs,

Depuis la mise en place du Gouvernement en juillet 1994 et depuis surtout la tenue de la Table Ronde de Genève en janvier 1995, force est de constater, non sans fierté, que le tissu économique qui renaît et l'appareil productif du pays fonctionnent à des rythmes encourageants et c'est grâce à l'action de vous tous et à l'effort du peuple rwandais en particulier. Mais beaucoup reste à faire dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, base de notre économie.

Dans notre Programme présenté à Genève en janvier dernier, nous disions et disons toujours que pour relever les défis auxquels le Rwanda fait face, il importe de restaurer la paix civile, de réaliser la réconciliation nationale, de réhabiliter l'appareil productif et de rétablir le fonctionnement des institutions.

Peut-on rappeler que les objectifs prioritaires de ce programme sont:

- Le rétablissement du cadre macro-économique du pays et l'appui aux besoins de financement des opérations de l'Etat;
- la restauration des capacités de gestion de l'Etat et la dynamisation de la participation des acteurs nationaux;
- la réinstallation et réintégration des personnes réfugiées et déplacées;
- la réhabilitation des infrastructures;
- la relance des activités productives et la protection de l'environnement;
- la réhabilitation des secteurs sociaux.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Je voudrais saisir cette opportunité pour remercier tous les partenaires au développement du Rwanda que vous représentez ici aujourd'hui qui se sont engagés à financer ce Programme à hauteur d'environ 70% et qui ont accepté d'appuyer, sous le leadership du PNUD, le processus de coordination et de suivi de son exécution.

Aussitôt après la conférence de Genève, le cadre institutionnel de coordination et de suivi du programme a été mis en place et fonctionne sur trois niveaux bien coordonnés à savoir:

- Le Comité de Suivi;
- Le Comité Technique Intersectoriel,
- Le Secrétariat Technique Permanent.

Nous remercions la communauté des bailleurs de fonds qui contribuent financièrement et techniquement au Secrétariat Technique Permanent et nous espérons continuer à bénéficier de cette assistance même après la prochaine Table Ronde en janvier 1996.

Au bilan, s'il fallait examiner l'état d'exécution du programme convenu à Genève en janvier 1995, il conviendrait de retenir que six mois après, de nombreuses actions encourageantes ont été menées et aboutissent à des résultats encourageants. Un certain nombre de domaines ne sont pas couverts par des interventions - celles-ci varient selon les préférences sectorielles des bailleurs - à telle enseigne que l'attention des participants à cette Conférence devraient se préoccuper de l'équilibre à établir dans le financement des secteurs et des sous-secteurs.

Si à Genève, les annonces atteignaient un montant de 586,8 millions de dollars, celui-ci a dû être révisé suite aux suppléments apportés et aux ajustements de change, pour arriver au montant de 797,9 millions de dollars, dont 94,5 millions hors programme, à la date du 25 juin 1995.

A ce stade, faut-il relever, en ce qui concerne strictement le Programme, les résultats suivants:

- 665,6 millions de dollars ou 94,6% des annonces représentent les programmes et les projets effectivement en cours de négociation ou approuvés;
- 400,5 millions de dollars ou 56,9% des annonces représentent les projets approuvés;
- 154,2 millions de dollars ou 21,9% des annonces représentent les décaissements effectués par les bailleurs;
- 102,1 millions de dollars ou 14,5% des annonces constituent le montant mobilisé à ce jour au Rwanda.

Les cadences d'approbation, de décaissement et de mobilisation des moyens sont donc très lentes pour des raisons multiples.

La Conférence pourra nous indiquer, au bout de ces deux jours de travail, la meilleure démarche à suivre pour nous permettre de mobiliser effectivement tous les fonds promis afin qu'à la Table Ronde suivante, celle du début 1996, nos performances soient les meilleures possibles dans l'exécution de ce Programme.

Faut-il retenir aussi que certaines opérations pourront s'étendre sur plus d'une année à cause de leur nature, de la technicité et/ou du caractère interdépendant dans l'exécution des autres projets en corrélation les uns avec les autres.

Nous remercions vivement les partenaires qui ont manifesté leur empressement dans la mise en oeuvre de leurs annonces faites à Genève. Notre gratitude va aussi à l'endroit de ces agences et organisations qui, nuit et jour et avec des difficultés de terrain connues, ne ménagent aucun effort pour exécuter les éléments constitutifs de notre Programme global.

Des secteurs sont inégalement financés :

- Le sous-programme appui financier connaît un taux d'engagement meilleur par rapport au total des contributions confirmées. L'on constate cependant que de nombreux arriérés vis-à-vis des institutions financières ne sont pas encore couverts. Il faut rappeler que les besoins exprimés à Genève étaient fondés sur la couverture minimale du déficit budgétaire tel qu'il était anticipé à la fin de 1994. Il sied donc de porter une appréciation nouvelle sur les montants actualisés.
- Le sous-programme réinsertion connaît un afflux faible des bailleurs par rapport aux besoins exprimés; encore que la très faible partie mobilisée ne l'est en réalité qu'à travers le volet d'aide humanitaire réalisé dans le cadre de l'appel consolidé inter-agences.

- Le Gouvernement et la Banque Mondiale viennent d'achever une vaste étude sur la réinstallation des réfugiés. L'objectif prioritaire consiste à aménager des sites nouveaux pour y installer de nouveaux réfugiés rapatriés (600.000 personnes).
- Cette installation conditionne donc le retour de nouveaux réfugiés et des personnes déplacées dans des conditions évitant des heurts potentiels. Le Gouvernement préparera très prochainement des dossiers techniques couvrant l'aménagement de sites prioritaires.
- Le sous-programme réhabilitation, avec 120 millions de dollars d'engagés soit 40% du chapitre, connaît des déséquilibres sectoriels importants dont il convient de corriger la dynamique mais en procédant aussi rationnellement que possible.
- La gestion de l'Etat, les infrastructures, le secteur rural, l'industrie et le commerce, le secteur social appellent des interventions urgentes et massives. Les besoins sont encore immenses à combler bien qu'on constate des efforts réalisés en faveur de la justice, de la réhabilitation du pays, des bâtiments publics de l'intérieur du pays, des voies routières et des systèmes d'alimentation en eau potable ou la fourniture d'énergie électrique.
- Les dossiers d'exécution de plusieurs projets spécifiques de développement rural sont en cours de confection. Ils prendront la suite des opérations d'urgence pour s'intégrer dans un développement durable.
- La réhabilitation et la relance des entreprises surtout les petites et moyennes n'a pas progressé, ni physiquement ni en ressources humaines. Le crédit n'est pas encore organisé. Les besoins du secteur privé doivent être reformulés de manière coordonnée. Notre Chambre de commerce et d'industrie du Rwanda, en concertation avec l'administration s'activent à faire la synthèse d'un document de politique à mener dans le cadre de cette promotion.
- Un appel pressant est lancé pour venir à la rescousse du secteur social dont les besoins sont toujours difficiles à satisfaire, particulièrement dans le domaine de l'enseignement secondaire et supérieur. Les rentrées scolaires permettent de constater que, pour 51 écoles sur 112 écoles secondaires que comptait le pays avant 1994 auxquelles on ajoutera une quinzaine devant ouvrir d'ici peu, l'équipement et le matériel sont dérisoires, font même complètement défaut par endroits, sans parler de la qualité des enseignants qui n'atteint pas les normes requises sur le plan de formation pédagogique appropriée.
- Les groupes vulnérables, la jeunesse, la santé, la promotion féminine et la famille ont toujours des besoins dont la réponse n'est pas encore proportionnée à leur ampleur.

cellences, Mesdames, Messieurs,

Notre Conférence est destinée à apprécier l'actif du Gouvernement par rapport à ses engagements. Nous sommes à sa disposition pour donner les réponses appropriées qui ne sont pas toutes satisfaisantes mais qui contiennent un début de satisfaction et même des progrès sensibles selon les chapitres. Nous avons la détermination, la volonté et le courage de persévérer dans la voie de cette réussite. Vous débattrez des plans d'action sectoriels à travers les différents ateliers et nous en assumerons les recommandations.

Cette Revue à Mi-parcours est aussi l'occasion d'écouter avec plaisir, attention et reconnaissance, la voix de nos amis, nos partenaires et bailleurs de fonds qui l'ont déjà manifesté à plusieurs reprises, leurs nouvelles promesses, leurs recommandations et conseils pour nous aider à atteindre notre objectif.

Leurs annonces pour le second semestre 1995 seront enfin appréciées par le peuple rwandais et toute la communauté internationale comme une nouvelle preuve de solidarité.

Pour conclure, nous aimerions que les travaux de cette Revue à Mi-parcours soient un véritable cadre d'évaluation et de diagnostic approfondis appelé à formuler des observations et des recommandations de nature à permettre tant à nous mêmes, Gouvernement rwandais d'abord ainsi qu'à nos amis-partenaires et bailleurs de fonds de s'investir davantage dans l'accomplissement et dans la réussite du Programme que nous nous sommes fixé, afin que les rwandais, tous les rwandais, puissent vivre dans un pays sans drame, sans suspicion, et partagent les mêmes sentiments de dignité. Le Rwanda en a besoin - les rwandais en ont besoin et nos amis étrangères nous le souhaitent.

Vive la paix, la réconciliation nationale et le développement du Rwanda.

Vive l'amitié et la Coopération Internationale.

Je vous remercie.

ANNEXE VI

Statement of the UNDP Assistant Administrator
and Director of the Regional Bureau for Africa,
Ms. Ellen Johnson Sirleaf

Mr. Speaker of the National Assembly,
Mr. Prime Minister,
Honorable Ministers,
Your Excellencies,
Distinguished Representatives,
Ladies and Gentlemen,

As co-chair of the Round Table Mid-Term Review, it gives me great pleasure to welcome you to this meeting. As you know, the Round Table process which the Government of the Republic of Rwanda launched in January in Geneva has been one of the most successful ever supported by UNDP, both in terms of the extent of resources pledged and the degree of cooperation achieved between the Government and donors in support of Rwandan reconstruction.

We have gathered here in Kigali to discuss progress made on the programme which was endorsed by the international community in Geneva. I personally appreciate the opportunity to see the numerous concrete signs of reconstruction at first hand - banks and businesses reopening, the ability of the Rwandan people to go about their work and family lives in an atmosphere of renewed security. Great credit must go to the Government for their efforts to restore normal life in the context of the extreme destruction wreaked by the civil war and genocide.

However, we must avoid complacency. Major efforts remain to be made to strengthen the processes of justice, to address the refugee situation, to complete the transition from emergency relief to development and to increase participation in the process of rehabilitation and reconstruction. Over the next two days we will discuss the achievements and challenges of the two critical areas in the Round Table programme - National Reconciliation and Socio-economic Rehabilitation.

National Reconciliation

The first step in national reconciliation is to achieve visible progress in bringing the perpetrators of the genocide to justice. There is a need to speed up investigation and prosecution, in order to avoid the development of a culture of impunity. The work of the International Tribunal should be accelerated, through

Rwanda

Revue à Mi-parcours de la Conférence de Table Ronde

the full cooperation of foreign governments in arraigning those accused of instigating and leading the genocide.

With regard to the national judicial system, UNDP has agreed with the Government to provide external assistance for capacity-building, and we believe that this is a key area for intensified support from the international community. Several donor countries, such as Canada, the Netherlands, Switzerland and the United Kingdom have already pledged financial resources to enable the recruitment of legal specialists who could assist the Government in processing cases arising from the genocide. Curricula vitae of appropriate expatriate personnel have already been presented to the Government, and we look forward to an early response on these candidates. In addition, the Commission of Triage, which is responsible for the initial investigation of the 48,000 current detainees, should be provided with all possible assistance to enable the release of prisoners wherever grounds for prosecution cannot be identified.

The refugee situation remains a challenge for all of us, with 1,900,000 refugees from the 1994 crisis still outside the country. The continued existence of the refugee camps and the training of militia groups near the Rwandan border has a destabilising influence, not only on Rwanda but on the entire sub-region. We welcome the recent steps taken by the Government to intensify dialogue with refugee groups, and we hope to see concrete results in the near future through the return of larger numbers of refugees to their home communities. The return of qualified Rwandans from abroad, whose skills are needed to support the reconstruction process, is particularly important.

The voluntary return of those outside the country in essence depends on their perceptions of the situation inside, their trust that they will be safe if they return. Part of this trust can, we believe, be created through the strengthening of the justice system. Yet further confidence-building initiatives are necessary. UNDP has recently assisted the Government to develop a new plan of action for the reintegration of returnees. This programme highlights the actions which are needed inside the country to create a climate conducive to return and reintegration, in particular the rehousing of returnees who currently occupy land and premises belonging to those who fled in 1994, the development of strong, transparent institutions to guarantee and adjudicate property rights, and reinforcement and training for the police force to increase internal security.

I urge the Government to ensure that these fundamental preconditions are implemented on a priority basis in the second half of this year. From the side of the donor countries, UNDP supports the request of the Government for an increase in financial support to this aspect of the Round Table programme, which was severely underfunded in Geneva, in line with the concern which donor countries have expressed on the refugee question.

ocio-economic Rehabilitation and Recovery

National reconciliation is also dependent on rapid economic recovery and growth, to avert a potential renewal of conflict due to competition over scarce resources. In the aftermath of the crisis, the support of the international community has focused largely on emergency relief and rehabilitation. This has achieved a great deal in saving lives and in restoring basic operational capacity to the government and economy, exemplified by the fact that the government administration is operational and certain sections of the economy, for example production of basic foodstuffs, have now reached over 60% of pre-war levels.

Donor countries and the Government have made progress in translating pledges into specific programmes and projects. However, the transformation of committed funds into delivery on the ground in Rwanda - currently standing at 18% of Geneva pledges - has lagged in some sectors. This is partially due to weak absorptive capacity following the civil war, as well as to delays in the procedures of donors and international agencies for the programming and disbursement of funds. As steps are taken to complete needs assessments and implement more flexible project approval mechanisms, we expect to see an acceleration of delivery of funds, equipment and services in the next six months, doubling the level of resources delivered during the first half of the year.

Given the tangible progress made in rehabilitation since January, this Conference offers an opportunity to hasten the transition from emergency relief to reconstruction and development. To promote this transition, UNDP is prepared to assist the Government in assuming responsibility for coordinating not only rehabilitation initiatives but also humanitarian activities provided to Rwanda. As we have done in other countries through our continuum framework for development, this will enable the full integration of humanitarian aid within a perspective of social reintegration, economic development and job creation. As we move along this path, external assistance in the coming months should include an increased focus on building national capacity to lead the process of reconstruction and development.

To this end, we urge the donor countries to make use of more national expertise and resources in implementation of their programmes, in order to increase the real value of assistance extended to Rwanda. To ensure that the state plays an efficient and appropriate role in rehabilitation and development, I also urge the Government to maintain the commitment made to a reduction in the size of the civil service, thus enabling an amelioration of pay and conditions and the move towards a fully professionalised public sector. This will also allow the public sector to function more efficiently and contribute in an appropriate manner to the growth of the economy.

Finally, it is important that we discuss the need to strengthen capacity for good

governance at a local level during the Mid-Term Review. In this context, the Government has identified the needs of local institutions, such as the Commune administrations, the circuit courts and the Police Communale, as a priority for assistance in the second half of 1995. We should also consider mechanisms to promote and strengthen the role of civil society organisations, many of whom are represented today. By supporting the efforts which the Government is making to build national capacity and increase participation in rehabilitation initiatives, it is my hope that the international community may assist in the development of a truly Rwandan vision of reconstruction and development, involving all groupings and all levels of society.

Even under the best of circumstances, development is not an easy process. There is no guarantee that the anticipated pace of progress will be achieved. There are good times and there are bad times. There is progress and there are slippages.

Over the next two days, we will discuss in detail how to refine the Round Table programme to target the priority areas identified by the Government. In the international community, we must find a way to double the resources delivered within the country to US\$ 200 million before the end of the year, to identify funds to address the refugee situation and to ensure that the aid we provide results in maximum value added within the country.

Thank you.

ANNEXE VII

Discours d'ouverture du Président de la République Rwandaise,
S.E. M. Pasteur Bizimungu

(lu par S.E. M. le Premier Ministre)

Je tiens tout d'abord à saluer la présence Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Messieurs et Mesdames les Ministres,
Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies,
Monsieur l'Administrateur Adjoint du PNUD,
Messieurs les Ambassadeurs et les Représentants accrédités, Messieurs les Délégués invités, Mesdames et Messieurs,

Nous sommes heureux de nous adresser à vous au moment de commencer la Conférence relative à la Revue à mi-parcours de la Table Ronde se rapportant au Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et relance socio-économiques de notre pays.

Qu'il nous soit d'abord permis d'exprimer notre sincère gratitude aux pays et aux organismes internationaux qui nous ont assisté dans l'élaboration, le financement et l'exécution dudit programme. Nos remerciements vont ensuite à nos proches collaborateurs et à tous ceux qui de loin ou de près ont contribué à la réussite de ce mi-parcours de notre programme.

Mesdames et Messieurs,

À Genève, notre Gouvernement a présenté à la communauté internationale les principaux défis à lever en conjuguant nos efforts. Notre Gouvernement a, tout d'abord, reconnu la nécessité de créer des conditions favorables à la stabilité politique et sociale et, ensuite, celle de relancer l'économie.

La stabilité politique et sociale concernait essentiellement le retour des réfugiés et de toutes les personnes déplacées, la sécurité intérieure, la réorganisation de l'appareil judiciaire, la réconciliation nationale et enfin, la traduction en justice des auteurs présumés du génocide. Elle impliquait, en outre, la reprise des soins de santé par les principaux hôpitaux, l'accueil et l'hébergement des enfants abandonnés ainsi que l'assistance aux groupes vulnérables notamment les handicapés, les veuves et les orphelins. Notre gouvernement montrait en même temps sa détermination à réouvrir les portes des écoles primaires et secondaires et celles de l'Université.

Sur le plan économique, notre gouvernement s'est engagé à faire une gestion

saine des finances publiques, à mettre en place un système monétaire compatible avec les exigences d'une économie libérale, à privatiser les entreprises publiques et à assainir ce secteur pour débarrasser l'Etat du fardeau financier qu'elles constituent les subventions à leur égard et à bien gérer la dette publique.

En vue de réaliser notre programme, nous avons sollicité le concours de la communauté internationale. Beaucoup de choses ont été promises mais peu de choses ont été obtenues.

En guise d'illustration, nous pouvons donner quelques exemples. En janvier 1995, notre premier souci était de pourvoir les paysans en outils et en semences sélectionnées pour accroître la production. En 1990, le PAM en fournissait 66,7% et le MINAGRI 53,3%.

Au cours de six derniers mois, notre souci a rencontré de sérieux handicaps du fait que des ONG ont organisé des distributions des vivres empêchant ainsi les paysans à s'adonner aux travaux des champs. Notre gouvernement aurait voulu une assistance permettant d'améliorer progressivement la production et diminuer ainsi la dépendance alimentaire.

Le deuxième souci de notre gouvernement était de reconstituer et de renouveler l'administration publique. Mais pour y parvenir, nous avons besoin des ressources générées par le fonds de contrepartie destiné à financer le budget 1995. Ce fonds étant alimenté par la contrepartie en francs rwandais que les importateurs versent pour acheter les devises n'a pas fonctionné, puisque les devises promises n'ont pas été débloquées.

Au sujet des devises précisément, nos partenaires avaient promis un appui très important à la balance des paiements et au soutien de notre nouveau régime de change. Jusqu'aujourd'hui, l'appui attendu n'est pas encore là. Cela a comme conséquence la détérioration continue du franc rwandais en termes de devises étrangères.

Par ailleurs, toujours en ce qui concerne les apports en devises, notre gouvernement regrette que les procédures de décaissement soient lourdes quand il s'agit de l'Etat. Par contre, les ONG entrent en possession des devises sans suivre cette longue procédure. Il est à noter, en passant, que ces ONG ne sont même pas contrôlées ni a priori ni a posteriori. Le Gouvernement devrait avoir un droit de regard sur l'utilisation de ces devises.

Deux autres points méritent de retenir notre attention. Le premier est celui qui se rapporte à la sécurité intérieure. Personne n'ignore que sans sécurité des personnes et de leurs biens, il n'y a pas possibilité d'organiser des activités productives. Depuis le 4 juillet 1994, notre Gouvernement est décidé à rétablir, à maintenir la sécurité quel qu'en soit le coût. Malheureusement, la communauté internationale ne nous y aide pas suffisamment. Lorsqu'il s'agit de doter la

gendarmerie des équipements de transmission, de transport et d'intervention rapides, elle nous oppose la réduction des dépenses de l'armée. Dans ces conditions, elle nous oblige de leur transférer des ressources initialement affectées à d'autres fonctions.

Le deuxième point concerne la concurrence que font les ONG à l'Etat et aux entreprises publiques. Les ONG offrent des salaires alléchants de telle manière que les candidats à la fonction publique se désistent en leur faveur. La meilleure des solutions serait de payer un salaire normal dans le cadre défini par la politique nationale en cette matière. La différence entre le salaire actuel et celui ainsi défini serait versée à un fonds destiné à secourir les personnes vulnérables.

Si nos ministères ne sont pas encore à jour, c'est en grande partie à cause de l'insuffisance du personnel compétent. La fonction publique qui doit gérer les salaires au niveau de 1994, ne peut pas espérer pouvoir recruter des personnes qualifiées avant que les salaires des ONG ne soient aussi gérés.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Notre Gouvernement n'a pas perdu de vue les deux thèmes principaux de la Conférence de Table Ronde de Genève: Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et relance socio-économique.

Au sujet de la réhabilitation des personnes, le programme de rapatriement des anciens réfugiés se poursuit et environ 700 mille ont été rapatriés. Néanmoins, notre gouvernement ne trouve pas suffisamment de moyens financiers pour les réinstaller et les réinsérer dans les activités économiquement productives. A cet égard, la générosité de la communauté internationale ne s'est pas encore concrétisée. Sur un engagement financier de l'ordre de 62 millions de dollars américains, 3 seulement ont été effectivement débloqués à cette fin. En ce qui concerne les réfugiés qui ont quitté le pays en 1994, notre Gouvernement n'épargne aucun effort en vue de les ramener au pays et de les réinstaller dans leurs biens. Des rencontres avec les pays d'accueil et les institutions internationales spécialisées dans le domaine ont eu lieu à Kinshasa, à Goma, à Nairobi, à Bujumbura... Même si les résultats obtenus peuvent être sensiblement améliorés, ils sont tout de même significatifs.

Dans le domaine de la réhabilitation des biens et de l'environnement, le Gouvernement a concentré ses efforts à l'assainissement des villes, à la réfection des bâtiments administratifs, des hôpitaux, des écoles et des routes en terre et au rétablissement de l'eau et de l'électricité.

Sur le plan de relance socio-économique, Excellences, Mesdames et Messieurs, nous avons posé des jalons importants, disions-nous, tout à l'heure. En effet, lors de la tenue de la Table Ronde de Genève, au mois de janvier 1995, étant donné

un grand nombre d'incertitudes qui pesaient sur les principaux paramètres de notre économie, nos partenaires, aussi bien dans le cadre bilatéral que dans le cadre multilatéral, ont posé des conditions permissives du succès de notre coopération.

Sans plus tarder, notre gouvernement s'est attelé à les réunir afin de maximiser la chance de réussite. Des décisions ont été prises et d'autres sont en voie de l'être. Dans le domaine monétaire, des réformes importantes ont été entreprises et ont abouti. C'est ainsi qu'en commun accord avec le FMI, depuis le 6 mars 1995, notre gouvernement a instauré un régime de change flexible où le taux de change est déterminé par la loi de l'offre et de la demande. Aussi, la réglementation des changes et des paiements permet une convertibilité courante du franc rwandais. En outre, les taux d'intérêts ont été libéralisés tous en mettant sur pied un mécanisme qui permet à la Banque Nationale d'avoir une influence décisive sur les liquidités des banques commerciales. Enfin, dans ce domaine, la Banque Nationale vient d'agréer deux nouvelles banques commerciales. Cette mesure atténuera certainement le duopole qui existait avant leur agrément.

Des efforts de notre Gouvernement ont consisté aussi à concrétiser la réforme du tarif douanier et de l'adapter aux principes d'une économie libérale. Les taux des droits de douane à l'importation varient de 10 à 60% au lieu de 10 à 100%. D'autres mesures visant soit à renforcer la capacité productive des entreprises, soit à permettre à l'Etat d'améliorer la perception des impôts et taxes ont été prises. C'est ainsi que les opérateurs économiques ont été autorisés à réévaluer leurs actifs immobilisés sans aucune incidence fiscale sur la plus-value de réévaluation, à pratiquer des amortissements accélérés ou dégressifs et à constituer des provisions pour des charges probables. Dans la perspective d'augmenter les recettes publiques, l'imposition des revenus professionnels des sociétés a été réformée. Enfin, parmi d'autres mesures prises aux fins d'améliorer les recettes de l'Etat, nous citerons la mise sur pied d'une unité administrative chargée de suivre et de gérer les grandes entreprises.

S'agissant des dépenses publiques, notre gouvernement a fait tout ce qu'il pouvait pour l'améliorer. En vue d'inciter les producteurs du café à produire et à vendre davantage, le prix au producteur a été augmenté de plus de 100%. En outre, notre gouvernement cherche les moyens de diversifier nos exportations et de trouver sur place des produits actuellement importés. Certes, la politique de l'import substitution ne produira pas ses effets à court terme, mais à moyen terme; nous avons des raisons d'espérer.

S'agissant de l'amélioration du niveau de vie des populations et tout spécialement celles des milieux ruraux, notre gouvernement est en train d'élaborer un programme de reconstitution du cheptel bovin, caprin, ovin et porcin. Notre ambition est de permettre à chaque ménage de posséder une vache de bonne race et cinq tête de petit bétail d'ici 5 ans. Le souci qui anime notre gouvernement est de leur procurer suffisamment de protéines animales mais

aussi des fertilisant organiques. Ces derniers constituent un moyen efficace d'améliorer et de sauvegarder les bonnes qualités des sols. En même temps, nous nous efforçons de vulgariser les méthodes culturales permettant de retenir les eaux des pluies, de les utiliser à bon escient et d'éviter des érosions fréquentes dans des régions montagneuses.

Par ailleurs, pour mieux gérer notre économie, nous sommes conscient qu'une information fiable est indispensable. C'est pour cette raison que notre gouvernement se propose de restructurer, en les renforçant, les services chargés de tenir, de traiter, d'analyser et de dresser des tableaux de bord du cadre macro-économique.

En outre, en vue de renforcer les assises d'une économie véritablement libérale, notre gouvernement a pris l'option de se désengager des activités industrielles et commerciales. La politique de privatisation des entreprises publiques a été définie et les experts sont à pied d'oeuvre pour la rendre effective.

Sur le plan social, Excellences Mesdames et Messieurs, notre gouvernement s'est efforcé de redémarrer les écoles du primaire à l'université, les hôpitaux, et de mettre sur pied des structures capables d'aider les cours et tribunaux à fonctionner avec plus d'efficacité. Les problèmes des rescapés du génocide, des veuves, des orphelins et des handicapés ont aussi retenu l'attention de notre gouvernement.

A Genève, nos bailleurs de fonds avaient pris un engagement de 587 millions de dollars américains. Après la Table Ronde, certains pays et certaines institutions internationales ont révisé à la hausse leurs engagements. Ainsi les engagements totaux se trouvent au niveau de 712 millions de dollars américains soit un accroissement de 20%. Le montant effectivement mobilisé et mis à la disposition de notre pays dans différents domaines, représente 94,5 millions de dollars, soit 13% seulement des engagements révisés.

Nous avons mis en évidence les efforts déployés par notre gouvernement en vue d'asseoir le Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et relance socio-économiques sur des bases solides. Les résultats de nos efforts risquent d'être annihilés si nos partenaires bilatéraux et multilatéraux ne réalisaient pas leurs engagements. Au cours du second semestre 1995, nous leur saurions gré de concrétiser leurs engagements, au moins à concurrence de 500 millions de dollars américains soit 70% des engagements révisés.

Du côté de notre gouvernement, nous continuerons à améliorer davantage l'environnement politique, social et économique.

Je déclare ouverts les travaux de la Revue à Mi-parcours de la Table Ronde sur le Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et relance socio-

économiques de notre pays.

Vive la solidarité entre les nations et entre les peuples. Nous vous remercions de votre aimable attention.

ANNEXE VIII

Etat d'exécution du Programme de Réhabilitation et de Relance Socio-Economiques Exposé de S.E. M. Jean B. Birara, Ministre du Plan

Cette Revue à Mi-parcours se tient au moment où le Gouvernement célèbre le premier anniversaire de son installation. Nous allons faire le point sur l'exécution du Programme de Réhabilitation et de Relance Socio-Economiques, que nous avons présenté il y a six mois à la communauté internationale, que celle-ci avait adopté pour sa plus large part et que nous avons commencé à réaliser avec son appui. Mais il sera sans doute utile de rappeler d'abord dans quel état le Gouvernement a trouvé l'économie nationale au moment de son avènement et comment il a posé les premiers jalons de la reconstruction nationale.

La guerre qui durait depuis quatre ans, aggravée par une répression politique larvée puis surtout les massacres d'avril-juin 1994 et l'anarchie générale qui a accompagné la débâcle de l'ancien régime, ont laissé un pays exsangue et une économie sinistrée. Des pertes en vie humaines supérieures à un million de personnes et l'abandon de leur foyer par plus de quatre millions de citoyens dispersés dans le pays ou à l'étranger, ont paralysé la production. Le tissu industriel et commercial s'est effondré, infrastructures et bâtiments publics ainsi que nombre de bâtiments privés ont été détruits ou sévèrement endommagés et souvent pillés, les services publics, sociaux et financiers ont disparu, pendant quelques mois les administrations centrales et locales ont pratiquement cessé de fonctionner.

La population et son Gouvernement d'Union Nationale se sont réveillés de ce cauchemar dans un pays à reconstruire. Dès le mois de septembre, les autorités et les opérateurs économiques se sont mis à la tâche, et aujourd'hui l'activité que l'on observe dans la capitale mais aussi dans une grande partie du pays témoigne de cet esprit de renouveau.

Un bilan de la situation avait été présenté à Genève, assorti d'une évaluation des besoins prioritaires de réhabilitation. Permettez-moi de le résumer ici pour rappeler quel a été notre point de départ et ce que nous souhaitons en regard des réalisations que nous observons six mois plus tard.

A la fin de 1994, la population présente au Rwanda était estimée à 5,6 millions de personnes, dont 400.000 dans des camps, 600.000 anciens exilés revenus dans le pays et plus de deux millions de personnes déplacées qui venaient à peine de retrouver leur foyer. En termes clairs, cela veut dire que un tiers seulement de

la population avait eu la possibilité d'exercer un tant soit peu une activité économique pendant la plus grande partie de l'année qui s'achevait.

Depuis lors, toutes les personnes déplacées dans l'intérieur du pays sont rentrées chez elles et quelques 300 à 400.000 réfugiés, anciens ou nouveaux, sont revenus au pays, alors que nous espérions plus d'un million de retours pendant la même période. La population résidente approche aujourd'hui les six millions de personnes mais la majorité des réfugiés anciens et une partie non négligeable des réfugiés nouveaux et des personnes déplacées se trouvent placées dans une situation de précarité, notamment quant au logement et à l'emploi.

A Genève, la communauté des bailleurs avait faiblement répondu aux demandes de soutien en faveur du programme de réintégration sociale: 40 millions de dollars pour 273 estimés nécessaires. La situation ne s'est guère améliorée depuis et moins de 30 millions ont été décaissés à ce jour. Encore devons nous formuler une observation valable pour tous les programmes que je vais évoquer ici: une large part de ces fonds déboursés par des bailleurs bilatéraux a transité par des agences d'exécution et des ONG sans que nous soyons bien informés sur leur utilisation.

Il est vrai que, parallèlement au programme de réhabilitation, des opérations d'aide humanitaire ont été exécutées ou sont en cours d'exécution par des agences spécialisées telles que HCR, PAM, UNICEF, FAO et OMI, pour un montant de près de 200 millions de dollars, et ont souvent recoupé des composantes du programme de réhabilitation. Sur ces opérations non plus, le Gouvernement ne dispose pas toujours d'autant d'informations qu'il le souhaiterait. C'est un point sur lequel nous reviendrons.

Venons en maintenant à ce que nous avons appelé le programme de réhabilitation. J'aimerais d'abord attirer ici votre attention sur un changement d'optique de notre Gouvernement et notamment de mon département, chargé de la planification et de la coordination. Il y a huit mois, quand nous préparions le programme que nous allions présenter à Genève, nous étions situés dans un environnement d'urgence caractérisé par un contrôle limité de la chose publique, la méconnaissance de la situation réelle de notre pays et la faiblesse de notre administration. Il nous fallait parer au plus pressé dans une perspective à court terme. Le Programme reflétait ces contraintes.

Depuis lors, nous pouvons nous autoriser à prétendre que notre gouvernement reprend petit à petit la situation en mains et la perçoit mieux. Nous souhaitons dès lors sortir de la logique de l'urgence et nous restituer dans une optique de développement national à moyen et à long terme. Aussi, quand certains de nos partenaires nous ont proposé de reprendre des programmes antérieurs à la guerre, avons-nous accepté sans réticences de les renégocier avec eux. Dans certains cas, d'ailleurs, les annonces de Genève, sans l'avoir indiqué explicitement, incluaient la reprise de ces programmes.

C'est ainsi que le Programme que nous allons examiner pendant ces deux jours va déjà au delà de celui que nous avons proposé à Genève et intègre des actions de développement plus vastes que la simple réhabilitation. D'où ce montant de 900 millions de dollars de contributions extérieures, dont 500 millions engagés, qui constituent aujourd'hui le programme de développement du Rwanda à moyen terme.

Les infrastructures sociales ont été très endommagées par la guerre. Nous avons fixé comme objectif dans notre programme d'atteindre l'année prochaine le niveau de services prévalant avant la guerre et d'en améliorer si possible la qualité et les performances. Nous avons estimé nos besoins de réhabilitation minimale des secteurs sociaux à 110 millions de dollars en 1995. Depuis, nous avons reçu des promesses pour 130 millions, mais 40 millions seulement ont été formellement engagés et une dizaine décaissés, principalement en faveur de l'enseignement primaire et secondaire et de la santé (encore une fois, sans mentionner les interventions des agences et des ONG qui nous sont très mal connues). Les départements de la Famille, de la Jeunesse et des Affaires Sociales sont négligés. Il en est de même de celui de l'Enseignement Supérieur et de la Culture. Cette situation nous préoccupe. Comment pouvons-nous parler de réconciliation et de reconstruction de l'économie sans prendre en compte les besoins de formation et de mobilisation sociale des acteurs de celles-ci? Pour qui reconstruire cette économie si nous négligeons les producteurs et les consommateurs de demain? D'ailleurs, la réconciliation n'est-elle pas l'aboutissement de la réhabilitation? Ne faut-il pas la considérer comme un résultat de la relance du développement plutôt que comme un préalable?

C'est ce que le Gouvernement a voulu montrer en donnant la priorité à la reprise de l'enseignement. Aujourd'hui, avec près d'un million d'élèves, les écoles primaires ont retrouvé 75% de leurs effectifs d'avant-guerre et les écoles secondaires plus de la moitié. L'Université a plus d'étudiants qu'avant avril 1994. Ces résultats ont été obtenus avec pratiquement les seules ressources nationales, en dépit des dommages subis par les bâtiments et de la réduction des corps enseignant et académique.

Nos partenaires ont été plus présents dans le domaine des infrastructures. Nous nous félicitons des résultats obtenus. Si les décaissements sont encore très limités, cela se comprend pour des activités qui demandent des études préalables. Mais sur la base des négociations en cours et des engagements déjà pris, le programme de travaux publics sera totalement couvert, en matière de routes, de réhabilitation de bâtiments publics dans la capitale et dans l'intérieur et sans doute de réhabilitation des réseaux de distribution d'eau.

Certains services publics comme la distribution d'électricité, Radio Rwanda, les télécommunications, la Régie des aéroports et le transport public de personnes sont parvenus à un niveau de reprise satisfaisant dans un temps fort court. Mais on notera que seule l'entreprise publique d'électricité a bénéficié d'une aide importante. Les autres services ont été rétablis le plus souvent avec les

la population avait eu la possibilité d'exercer un tant soit peu une activité économique pendant la plus grande partie de l'année qui s'achevait.

Depuis lors, toutes les personnes déplacées dans l'intérieur du pays sont rentrées chez elles et quelques 300 à 400.000 réfugiés, anciens ou nouveaux, sont revenus au pays, alors que nous espérions plus d'un million de retours pendant la même période. La population résidente approche aujourd'hui les six millions de personnes mais la majorité des réfugiés anciens et une partie non négligeable des réfugiés nouveaux et des personnes déplacées se trouvent placées dans une situation de précarité, notamment quant au logement et à l'emploi.

A Genève, la communauté des bailleurs avait faiblement répondu aux demandes de soutien en faveur du programme de réintégration sociale: 40 millions de dollars pour 273 estimés nécessaires. La situation ne s'est guère améliorée depuis et moins de 30 millions ont été décaissés à ce jour. Encore devons nous formuler une observation valable pour tous les programmes que je vais évoquer ici: une large part de ces fonds déboursés par des bailleurs bilatéraux a transité par des agences d'exécution et des ONG sans que nous soyons bien informés sur leur utilisation.

Il est vrai que, parallèlement au programme de réhabilitation, des opérations d'aide humanitaire ont été exécutées ou sont en cours d'exécution par des agences spécialisées telles que HCR, PAM, UNICEF, FAO et OMI, pour un montant de près de 200 millions de dollars, et ont souvent recoupé des composantes du programme de réhabilitation. Sur ces opérations non plus, le Gouvernement ne dispose pas toujours d'autant d'informations qu'il le souhaiterait. C'est un point sur lequel nous reviendrons.

Venons en maintenant à ce que nous avons appelé le programme de réhabilitation. J'aimerais d'abord attirer ici votre attention sur un changement d'optique de notre Gouvernement et notamment de mon département, chargé de la planification et de la coordination. Il y a huit mois, quand nous préparions le programme que nous allions présenter à Genève, nous étions situés dans un environnement d'urgence caractérisé par un contrôle limité de la chose publique, la méconnaissance de la situation réelle de notre pays et la faiblesse de notre administration. Il nous fallait parer au plus pressé dans une perspective à court terme. Le Programme reflétait ces contraintes.

Depuis lors, nous pouvons nous autoriser à prétendre que notre gouvernement reprend petit à petit la situation en mains et la perçoit mieux. Nous souhaitons dès lors sortir de la logique de l'urgence et nous restituer dans une optique de développement national à moyen et à long terme. Aussi, quand certains de nos partenaires nous ont proposé de reprendre des programmes antérieurs à la guerre, avons-nous accepté sans réticences de les renégocier avec eux. Dans certains cas, d'ailleurs, les annonces de Genève, sans l'avoir indiqué explicitement, incluaient la reprise de ces programmes.

C'est ainsi que le Programme que nous allons examiner pendant ces deux jours va déjà au delà de celui que nous avons proposé à Genève et intègre des actions de développement plus vastes que la simple réhabilitation. D'où ce montant de 900 millions de dollars de contributions extérieures, dont 500 millions engagés, qui constituent aujourd'hui le programme de développement du Rwanda à moyen terme.

Les infrastructures sociales ont été très endommagées par la guerre. Nous avons fixé comme objectif dans notre programme d'atteindre l'année prochaine le niveau de services prévalant avant la guerre et d'en améliorer si possible la qualité et les performances. Nous avons estimé nos besoins de réhabilitation minimale des secteurs sociaux à 110 millions de dollars en 1995. Depuis, nous avons reçu des promesses pour 130 millions, mais 40 millions seulement ont été formellement engagés et une dizaine décaissés, principalement en faveur de l'enseignement primaire et secondaire et de la santé (encore une fois, sans mentionner les interventions des agences et des ONG qui nous sont très mal connues). Les départements de la Famille, de la Jeunesse et des Affaires Sociales sont négligés. Il en est de même de celui de l'Enseignement Supérieur et de la Culture. Cette situation nous préoccupe. Comment pouvons-nous parler de réconciliation et de reconstruction de l'économie sans prendre en compte les besoins de formation et de mobilisation sociale des acteurs de celles-ci? Pour qui reconstruire cette économie si nous négligeons les producteurs et les consommateurs de demain? D'ailleurs, la réconciliation n'est-elle pas l'aboutissement de la réhabilitation? Ne faut-il pas la considérer comme un résultat de la relance du développement plutôt que comme un préalable?

C'est ce que le Gouvernement a voulu montrer en donnant la priorité à la reprise de l'enseignement. Aujourd'hui, avec près d'un million d'élèves, les écoles primaires ont retrouvé 75% de leurs effectifs d'avant-guerre et les écoles secondaires plus de la moitié. L'Université a plus d'étudiants qu'avant avril 1994. Ces résultats ont été obtenus avec pratiquement les seules ressources nationales, en dépit des dommages subis par les bâtiments et de la réduction des corps enseignant et académique.

Nos partenaires ont été plus présents dans le domaine des infrastructures. Nous nous félicitons des résultats obtenus. Si les décaissements sont encore très limités, cela se comprend pour des activités qui demandent des études préalables. Mais sur la base des négociations en cours et des engagements déjà pris, le programme de travaux publics sera totalement couvert, en matière de routes, de réhabilitation de bâtiments publics dans la capitale et dans l'intérieur et sans doute de réhabilitation des réseaux de distribution d'eau.

Certains services publics comme la distribution d'électricité, Radio Rwanda, les télécommunications, la Régie des aéroports et le transport public de personnes sont parvenus à un niveau de reprise satisfaisant dans un temps fort court. Mais on notera que seule l'entreprise publique d'électricité a bénéficié d'une aide importante. Les autres services ont été rétablis le plus souvent avec les

ressources propres des entreprises responsables, ce qui est un signe encourageant dans la perspective de leur privatisation. Par contre, les services postaux n'ont été rétablis qu'à Kigali.

Dans l'ensemble, les activités menées dans le secteur des infrastructures ont bien répondu, avec ou sans aide extérieure, selon le cas, à l'objectif du Gouvernement qui était de donner aux entreprises les moyens d'exercer leur activité. La réussite de l'objectif de création d'emplois dépendra de la mise en route des programmes de réhabilitation à poursuivre et des programmes de constructions nouvelles reformulés.

En ce qui concerne la gestion de l'Etat, le Gouvernement entendait rationaliser la gestion des ressources humaines, restaurer les capacités opérationnelles de l'administration et renforcer ses capacités de gestion économique, financière et sectorielle. Sur le plan matériel, les contributions extérieures ont été importantes: elles ont couvert la réhabilitation d'une bonne partie des bâtiments ministériels et le rééquipement des départements en véhicules et bureautique.

Rappelons que le Gouvernement s'est engagé à limiter à 50% la reconstitution des effectifs de l'administration, mesure qu'il s'agira de compenser par une amélioration qualitative des ressources humaines, ce qui reste encore à entreprendre.

C'est dans le domaine de la justice, avec la formation de magistrats, l'amélioration des conditions d'incarcération et divers autres soutiens au département concerné, que les apports d'aide extérieure ont été jusqu'à présent les plus significatifs pour la reconstitution d'un Etat de droit. Mais ils sont encore insuffisants. Tout autant que l'opinion internationale, le Gouvernement est préoccupé par les retards enregistrés pour le jugement des génocidaires et les risques d'inéquité qui pourraient en découler.

Services sociaux, infrastructures et services publics tendent tous à offrir aux opérateurs économiques les conditions les meilleures pour la relance et le développement de l'activité économique proprement dite. Malgré une reprise sans doute insuffisante mais incontestable de ces services, l'appareil productif reste paralysé.

La production vivrière estimée dépasse à peine la moitié du niveau normal. La production agricole tournée vers l'exportation a chuté de près des deux-tiers. Seules une trentaine d'entreprises manufacturières sur cent ont repris leur activité à un niveau d'ailleurs assez proche du niveau antérieur. Les activités commerciales sont bien relancées. Les services financiers ont repris (deux sociétés d'assurance sur trois et trois banques sur cinq) mais seulement au niveau de leurs sièges dans la capitale.

Le lent redémarrage des secteurs productifs entraîne un accroissement préoccupant du chômage, que risque d'aggraver le retour progressif des réfugiés

anciens et nouveaux.

Le programme de réhabilitation comprenait un montant de 50 millions de dollars en faveur d'un fonds de relance des entreprises. En dehors de la confirmation de quelques minces lignes de crédit à la Banque Rwandaise de Développement, cette composante n'est pas couverte. Outre le fait que cela compromet la relance des entreprises, on se demande comment les opérateurs privés pourront participer au processus de privatisation quand il sera mis en route.

Si la situation actuelle de la production agricole suscite des inquiétudes, les perspectives d'aide dans le secteur agricole sont encourageantes: nous enregistrons près de cent millions de dollars de promesses de financement dont plus de cinquante sont déjà engagés et couvriront la reprise prochaine de nombreuses interventions prioritaires. Dans cette logique, il convient que nos partenaires nous aident à définir une politique de prix agricoles à la production et à créer un marché national des produits vivriers locaux.

Je terminerai ce bref état des lieux après un an de gouvernement d'Union Nationale par quelques mots sur la situation financière.

De janvier à avril 1995, les recettes de l'Etat se sont élevées à 4,4 milliards de FRW pour 9,9 milliards d'engagements, qui, avec 550 millions d'augmentation des arriérés de la dette, ont conduit à un déficit de 6 milliards. Le bas niveau des recettes publiques reflète le retard de la reprise des activités économiques. Les efforts d'adaptation des dépenses aux ressources disponibles ne sont pas parvenus à éviter ce déficit. En dépit des aides reçues pour l'apurement des arriérés extérieurs, de nouveaux arriérés ont été créés, constitués principalement par des arriérés de salaires et d'intérêts sur la dette. Quant aux impayés de la dette extérieure, ils se sont accrus de 60 à 69 millions de dollars. La dette intérieure se chiffrait déjà à la fin de 1994 à 45 milliards de FRW.

Avec 180 millions de dollars, les contributions annoncées à Genève dans le cadre de l'appui financier ont été globalement confirmées et même quelque peu accrues. Mais 107 millions seulement ont été engagés et 28 millions mobilisés.

Ces six premiers mois de l'année 1995 ont été consacrés à amorcer la reconstruction du pays. Au moment où nous en dressons le bilan, il s'agit aussi de définir les conditions dans lesquelles cette démarche va se poursuivre et comment elle peut, et doit, être améliorée.

Permettez-moi d'évoquer en quelques mots les priorités que le Gouvernement entend donner à son action et pour lesquelles il sollicite que l'appui de ses partenaires se poursuive et, parfois, s'amplifie. Ces grands thèmes seront débattus en ateliers au cours de ces deux journées, car nous avons pensé que leur importance justifie une réflexion approfondie.

Nous ne saurions trop souligner que le Gouvernement rwandais souhaite

dorénavant se placer dans une perspective de reprise du développement. La réconciliation nationale, que les hommes de coeur appellent de tous leurs vœux, ne sera possible que dans un contexte où chaque rwandais et chaque rwandaise aura sa place, contribuera au développement de la nation et recueillera les fruits de l'effort commun. La réconciliation est au bout de cette démarche, on ne peut exiger qu'elle la précède artificiellement.

Dans ce contexte, nous accordons une importance majeure au plan d'action pour la réintégration des réfugiés et personnes déplacées qui va vous être présenté. Nous demandons pour sa réalisation une contribution financière complémentaire. Mais n'oublions pas que presque rien n'avait été accordé à Genève et que ce plan doit être réalisé en étroite liaison avec le programme de réhabilitation qui s'adresse à tous les rwandais sans distinction.

L'autre priorité concerne l'appui au secteur de la justice. Là aussi un plan d'action est présenté pour lequel plusieurs contributions nous ont déjà été promises. C'est un élément important de la capacité de gestion de l'Etat pour lequel un programme vous sera soumis, concernant plus spécifiquement la gestion Economique.

L'atelier sur l'appui financier évoquera, comme les deux suivants, le problème des procédures de décaissements et des procédures d'aide en général. En effet, tant pour les infrastructures et les secteurs productifs que pour le secteur social, les promesses et même les engagements de nos partenaires tardent à se concrétiser sur le terrain.

Le Gouvernement, interpellé par la population, s'autorise à son tour à interpellier ses partenaires. Le Rwanda, comme d'ailleurs l'ensemble de cette région d'Afrique, traverse une crise exceptionnelle. A une situation exceptionnelle, pouvons-nous vous demander d'unir vos efforts pour répondre par une approche exceptionnelle. Evitons de retomber dans les travers d'un mode de coopération qui a fait son temps et n'est plus adapté. Considérons la nation rwandaise comme un tout qui sollicite notre intérêt dans toutes ses composantes, sans exclusive et sans préjugé.

On souhaite de la part de notre Gouvernement, et nous y souscrivons bien volontiers, qu'il offre au monde extérieur la transparence dans ses actions. Pouvons nous de notre côté demander à nos partenaires la même transparence dans leurs relations avec le Rwanda.

Si j'évoque en dernier lieu le débat que nous voulons lancer, comme dans d'autres pays, sur la problématique de l'aide humanitaire, complémentaire et non concurrente de l'aide au développement, ce n'est pas parce qu'il est de moindre intérêt. Bien au contraire, nous estimons que nos travaux doivent commencer par l'examen de ce thème, associé avec celui de la coordination entre les bailleurs et entre ceux-ci et le Gouvernement. Nous savons que plusieurs de nos partenaires partagent nos préoccupations à ce sujet et nous voulons leur donner l'occasion

de les exprimer à nos côtés.

En dépit de l'appui précieux que lui apportent certains membres de la communauté internationale et certaines organisations internationales ou privées, que nous remercions solennellement ici, notre pays souffre encore, un an après le drame exceptionnel qu'il a vécu, d'une sensation d'isolement et d'incompréhension. Je forme des vœux pour que les travaux de cette Conférence, à travers des échanges de vue positifs, aident le Rwanda à retrouver sa place dans le concert des Nations.

Je vous remercie.

ANNEXE IX

Statement by the Representative of Australia

- Australian's relationship with Rwanda is now one year old;
- Australia has disbursed over US\$ 50 million, over past year;
- The last part of the Australian defense Force medical contingent to depart in August;
- In recognition of needs in Rwanda, Australia has agreed to provide around US\$ 3 million, as much as possible to build on the work of the Austrian contingent in the health sector;
- Where possible, we will give priority to local capacity building.

ANNEXE X

Statement by the Representative of Austria

Rwanda has, for many years, been an important partner of Austrian Development Cooperation in the region. After the disastrous and tragic events of 1994, co-operation was re-established in August last year, concentrating on a reconciliation strategy which is aimed at complementing the efforts made by the Government of Rwanda together with the donor community to rehabilitate the country and, in particular, the judiciary.

Austria is of the opinion that learning from a post-conflict situation within Rwanda is an essential input for the definition of a prevention strategy not only for Rwanda, but for the whole region.

In terms of activities, this strategy of reconciliation focuses on the provision of basic infrastructure, water supply, enhanced agricultural production, housing and basic health care. Programmes were and are implemented by the Austrian Relief Programme (ARP) in Rwanda, which also acts as a facilitator and an executing agency for other donors such as UNICEF, UNHCR, WFP, EU or CARITAS. The programmes of ARP are concentrating on the northern parts of Rwanda.

Austria will endeavor to continue her support to this process of reconciliation and has earmarked a sum of UUS\$ 980.000 for this purpose.

In addition to that, programmes financed by EU, CARITAS, FAO and UNHCR will be implemented through the ARP. The amount earmarked for these programmes in agriculture, housing and food supply is US\$ 1.900.000.

Rwanda-Austrian co-operation has a long tradition in the sector of water supply. By continuing this tradition, Austria will endeavor to release US\$ 3.000.0000 for the extension of the Kigali Water System ("Kigali 2000", Pilot Phase), a programme which had been part of a former co-operation agreement but which was suspended upon the outbreak of the tragic events in April 1994.

In order to implement the programmes Austria is willing to fund, the registration of ARP as a non-government organization within Rwanda is of vital importance.

Finally, Austria is willing to continue financing various scholarship programmes in Austria, ranging from specialized training in hotel and tourism management to post-graduate and PhD studies. At the moment, some 35 Rwandan students are studying in Austria.

May I, on behalf of the people and on behalf of the Government of the Republic of Austria, extend our best wishes to the people and the Government of Rwanda, to our partners and friends, and express our hope that Rwanda is at the beginning of a long period of peace, stability, reconciliation and mutual trust.

ANNEXE XI

Déclaration du représentant de la Belgique

Monsieur le Président,

La Belgique a arrêté, en octobre de l'année dernière, une politique qui se voulait positive et constructive vis-à-vis du Rwanda et des immenses problèmes de réhabilitation auxquels est confronté le Gouvernement rwandais. Elle était une des premières à annoncer une telle politique et à la concrétiser par une aide de l'équivalent de 20 millions de dollars annoncée dès le mois de novembre, montant porté à 35 millions de dollars lors de la Table Ronde de Genève en janvier 1995. D'autres engagements annoncés depuis la Table Ronde portent le montant global de l'engagement d'aide bilatérale directe belge à presque 43 millions de dollars.

Plusieurs missions diplomatiques belges et contacts à haut niveau avaient clarifié nos points de vue: (1) le retour des réfugiés nous semblait le point le plus important et il nous semblait qu'une stratégie pour mettre en oeuvre ce retour définissant les responsabilités de tous les acteurs impliqués était indispensable; (2) le maintien des principes d'Arusha, s'articulant autour de l'Etat de Droit et de la démocratisation était un autre élément indispensable à la réhabilitation physique du pays, étant entendu que réconciliation ne signifie nullement que justice ne doive être faite et que les criminels et acteurs et penseurs du génocide ne doivent être poursuivis et punis.

Nos projets d'aide s'articulaient d'ailleurs autour de ces points: agriculture, santé, justice, renforcement du volet civil, coopération financière.

La Belgique a suivi attentivement les développements depuis sa prise de position de novembre 1994. Nous nous sommes félicités de la déclaration faite au nom du Gouvernement rwandais, par le Premier Ministre à la Table Ronde de Genève, qui reprenait nos préoccupations et qui témoignait d'une approche constructive. Nous nous sommes également félicités du plan d'action de Bujumbura, qui a pu être obtenu grâce à l'approche constructive du Rwanda et qui arrêta les lignes d'une stratégie du retour, qui restent encore valables aujourd'hui.

Nous avons eu l'impression que cette entente mutuelle entre le Rwanda et la communauté internationale, basée sur les déclarations que je viens de mentionner, s'est érodée au courant des mois de février à mai, que des impasses intérieures sérieuses se créaient qui mettaient en cause les engagements convenus à la Table Ronde de Genève et à la conférence de Bujumbura.

Les graves incidents de Kibeho ont amené le Gouvernement belge à suspendre une partie importante de son aide directe bilatérale jusqu'à ce qu'une commission d'enquête puisse établir les faits et que des mesures soient prises pour éviter à l'avenir de tels événements.

Le nouveau Gouvernement belge issu des élections du 21 mai vient de se mettre en place. Il continuera à suivre très attentivement les développements au Rwanda, conscient de la complexité de la situation, des énormes besoins du pays et de sa population. A cet égard il nous semble nécessaire de s'entendre à fond sur les grandes orientations et les objectifs de société à atteindre: nous sommes pour un Rwanda démocratique, ouvert à tous, respectant les Droits de l'Homme.

Nous sommes convaincus qu'une entente parfaite et une interprétation concordante des objectifs de société contribuera grandement à la réhabilitation rapide dont le pays a tant besoin et qui est en effet un facteur de stabilité pour le Rwanda et pour la région.

A cet égard je me félicite, en espérant qu'elles se situeront dans la durée du retour à la normale, d'un certain nombre d'orientations positives qui se sont manifestées récemment dans le domaine du retour de réfugiés et des initiatives prises par le Gouvernement pour favoriser et accélérer ce retour. Les mesures concrètes annoncées récemment pour désengorger les prisons, pour élargir les non-coupables par le travail de comités de triage vont également dans un sens positif et seront de nature à créer un plus grand climat de confiance.

ANNEXE XII

Déclaration de la représentante du Canada

Monsieur et Madame, co-Présidents,
 Monsieur le Premier Ministre
 Messieurs et Mesdames, les membres du Gouvernement rwandais
 Messieurs et Mesdames,

Le Canada tient tout d'abord à remercier le Gouvernement rwandais pour son invitation à participer à cette Revue de Mi-parcours prévue lors de la Conférence de Table Ronde de janvier dernier.

Un effort exceptionnel a été consenti par le Gouvernement rwandais et le PNUD afin de nous permettre de faire le point ensemble sur les réalisations du Gouvernement rwandais et les engagements des différents bailleurs de fonds dans le cadre du Programme de réhabilitation et de réconciliation nationale et relance socio-économiques.

Depuis notre première mission au Rwanda, en août 1994, nous avons été à même de constater à la fois la détermination du Gouvernement et du peuple rwandais et les progrès accomplis dans des conditions particulièrement difficiles.

En dépit de la lourdeur des mécanismes de livraison des bailleurs de fonds, des réalisations concrètes ont pu voir le jour, en l'occurrence le rétablissement de services essentiels comme l'eau et l'électricité, l'apurement de certains arriérés à l'endroit d'institutions internationales, ainsi que la provision, à travers les organisations des Nations Unies, d'une aide humanitaire importante.

Pour cette première phase, le Canada a apporté une contribution de 10,4 millions de dollars canadiens.

Le Canada est fier de se joindre aux efforts du Gouvernement rwandais et lui offre pleinement son appui. Dans ce contexte, la phase II de notre programmation visera principalement des interventions dans:

- La réhabilitation du système judiciaire avec une possibilité des projets suivants:
 - renforcement des capacités de gestion au Ministère de la Justice
 - formation de magistrats, de mandataires en justice et appui à des cliniques juridiques;
 - appui à la mise en place d'un Centre de Droits de la Personne, ainsi

- qu'à la Commission nationale des Droits de la Personne;
- identification des prisonniers et mise en place d'un fichier central;
- traduction en kinyarwanda et en anglais de textes juridiques et de cours de formation;
- appui à l'ACCT et au Centre des Droits de l'Homme;
- appui au Tribunal international.

Ces interventions totaliseront 6.7 millions de dollars canadiens.

- La réhabilitation sociale:
 - appui institutionnel et support à des activités génératrices de revenus au Ministère de la Famille et de la Promotion Féminine;
 - mise en place d'un programme de formation professionnelle dans les centres de formation de jeunes, ainsi qu'un appui au développement des ressources humaines au sein du Ministère de la Jeunesse et du Mouvement Associatif;
 - création d'un Fonds d'appui à l'intention des ministères à vocation sociale;
 - financement de trois projets au niveau de la réhabilitation et de la réinsertion sociale à être mis en oeuvre par des ONG canadiennes.

Le total de ces interventions atteindra 14,3 millions de dollars canadiens.

Suite aux discussions entourant la Revue à Mi-parcours, le Canada envisage une éventuelle implication dans les domaines suivants, à savoir:

- l'allocation de l'enveloppe encore disponible au fonds de contrepartie (FRw 89 millions) à un secteur comme l'enseignement supérieur;
- l'utilisation du Fonds fiduciaire du PNUD auquel le Canada contribuera pour une valeur de 500.000 dollars canadiens au bénéfice des enfants de la rue, des adolescents non accompagnés et des enfants en prison;
- la mise en place immédiate pour les ONG rwandaises d'une fonds de développement démocratique d'une valeur de 500.000 dollars canadiens;
- en plus, le Canada étudiera soigneusement le Plan d'action soumis par le Gouvernement en matière de réintégration et de réinstallation des réfugiés.

Ces interventions dans le domaine de la justice et de la réhabilitation sociale, d'un montant total de 21 millions de dollars canadiens seront graduellement mises en oeuvre durant la période de septembre à décembre 1995.

Le Canada est confiant que ces interventions contribueront d'une manière tangible au processus de reconstruction et de réconciliation nationale au Rwanda.

Je vous remercie de votre attention.

ANNEXE XIII

Discours de la présidence de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale

Monsieur le Président,

Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire-Général de l'Organisation des Nations Unies,

Messieurs les Présidents et membres des délégations,

Mesdames et Messieurs,

Au nom de la délégation que je préside, je tiens à vous remercier de l'accueil qui nous a été réservé à notre arrivée au Rwanda, ainsi que de l'hospitalité dont nous sommes l'objet.

Permettez-moi également, Monsieur le Président, de remercier les Nations Unies et en particulier le PNUD pour l'organisation de cette Table Ronde sur le redressement du Rwanda, qui nous offre l'occasion, à nous, communauté des donateurs, de faire un bilan de nos activités dans ce but et de planifier nos actions à venir concernant le Rwanda.

Depuis la journée tristement célèbre du 6 avril 1994, début de la crise rwandaise marquée par la guerre et le génocide qui ont entraîné le déplacement massif de populations entières et la destruction totale de l'économie et des infrastructures, l'Espagne réalise un travail continu d'aide et de soutien au peuple du Rwanda qu'accomplit non seulement le Gouvernement espagnol mais aussi, dans une grande mesure, le peuple espagnol. Ce dernier, bouleversé par la réalité rwandaise et ses conséquences, apporte d'innombrables contributions, dont beaucoup par le canal des ONG, pour remédier à cette situation aux graves répercussions humanitaires.

Quant au soutien du Gouvernement espagnol au Rwanda, il se traduit par une double action, dans l'espace bilatéral et dans le cadre de la communauté internationale.

L'Espagne a contribué activement à l'adoption, le 24 octobre 1994, de la position commune de l'Union européenne sur le Rwanda, qui définit les priorités de coopération de l'UE concernant ce pays en matière d'aide humanitaire et d'assistance dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, du redressement et de l'assistance aux pays voisins.

C'est dans cette voie qu'elle continuera à oeuvrer en veillant au consensus des pays membres et en coordonnant leurs politiques dans la région des Grands Lacs

Rwanda

Revue à Mi-parcours de la Conférence de Table Ronde

pendant le semestre de sa présidence de l'UE, du 1^{er} juillet au 31 décembre.

En outre, dans le cadre des Nations Unies, au cours de la période pendant laquelle l'Espagne a été membre du Conseil de sécurité, il a été proposé de créer une Commission chargée d'enquêter sur les crimes contre le droit humanitaire international, proposition que le Conseil de sécurité a adoptée par sa Résolution 935.

De même, la représentation espagnole a travaillé intensément pour l'adoption de la Résolution 995 qui a créé le Tribunal International pour le Rwanda, afin de contribuer à l'instauration dans ce pays d'un Etat de droit. Aussi nous félicitons-nous que le 27 juin dernier le Tribunal International pour le Rwanda se soit enfin réuni en première session, ce qui en fait une instance pleinement opérationnelle.

Dans le droit fil de son engagement, l'Espagne était présente à la Table Ronde pour le redressement du Rwanda que le Gouvernement rwandais avait convoquée à Genève en janvier dernier et elle participe aussi au sein du Groupe Opérationnel d'Appui au Rwanda et à cette Revue, qui servira sans aucun doute - du mois l'espérons-nous - à relancer la reconstruction et le redressement du Rwanda.

A ce propos, nous estimons que la solution du conflit intérieur et le redressement du Rwanda sont intimement liés à la réconciliation nationale qui passe inévitablement par le dialogue politique entre les différentes forces, le retour des réfugiés et l'instauration d'un Etat de droit garantissant la sécurité juridique et les Droits de l'Homme, moyens que le Gouvernement rwandais doit mettre en oeuvre en adoptant des mesures concrètes, avec la collaboration du reste des acteurs politiques.

La sécurité et la stabilité dans la zone sont également primordiales pour la paix et la prospérité de la région. Aussi, le Gouvernement espagnol est-il partisan de la convocation d'urgence par les Nations Unies d'une Conférence régionale sur la région des Grands Lacs, qui permettra à la communauté internationale ainsi qu'aux pays protagonistes de la région d'analyser ces questions dans une perspective géopolitique globale.

Permettez-moi maintenant, Monsieur le Président, de dresser brièvement le bilan de ce qu'a été jusqu'à présent l'aide espagnole au Rwanda et de la façon dont ont été respectés les engagements pris en la matière.

A la Conférence des donateurs à Genève en janvier dernier, la délégation espagnole annonçait une contribution de neuf millions et demi de dollars qui est en cours de règlement comme suit:

- il a déjà été versé 500.000 dollars au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) pour soutenir des programmes visant à faciliter la réinsertion des réfugiés rentrés au Rwanda et 500.000 dollars

pour la remise en état de l'hôpital de Ndera;

- par ailleurs, dans les conditions convenues avec les autorités rwandaises, il a été donné un contingent de tracteurs et du matériel divers de construction, d'un montant de 3,5 millions de dollars;
- consciente de la nécessité d'asseoir la reconstruction du Rwanda sur des bases solides pour susciter la confiance des citoyens et concourir au respect des Droits de l'Homme, l'Espagne apporte une contribution de 150.000 dollars au Fonds d'affectation spéciale pour financer les activités du Tribunal International et elle finance la présence de huit agents de surveillance des Droits de l'Homme par l'intermédiaire du Programme des Volontaires des Nations Unies, à hauteur de 360.000 dollars sur un an;
- l'Espagne a promis, par ailleurs, une contribution de 200.000 dollars au Fonds d'affectation spéciale créé par les Nations Unies pour rétablir et soutenir le système judiciaire et, sous peu, elle versera, par l'entremise de l'UNICEF, une contribution de 500.000 dollars pour le traitement des mineurs en conflit avec la loi et la démobilisation des soldats mineurs;
- signalons en dernier lieu que les démarches sont en cours en vue d'une contribution de 1,2 millions de dollars en réponse à l'appel régional du Programme Alimentaire Mondial, par l'intermédiaire de la Réserve alimentaire internationale d'urgence, et d'une contribution de 2,5 millions de dollars, par l'intermédiaire du HCR, afin d'exécuter des projets de réinstallation des réfugiés rentrés au pays et des personnes déplacées à l'intérieur des frontières, conformément à l'appel en vigueur du HCR, dont nous espérons décider ces jours-ci avec les autorités rwandaises et le HCR lui-même de manière à ce que ces programmes puissent être exécutés de façon satisfaisante par des organisations non gouvernementales.

Pour terminer, Monsieur le Président, je voudrais exprimer le souhait que cette Table Ronde soit couronnée de succès et serve à donner une nouvelle impulsion aux programmes de redressement du Rwanda en faveur desquels s'est engagée la communauté internationale.

ANNEXE XIV

Statement by the Representative of the United States of America

Thank you Mr President,

The Government of Rwanda is to be commended for the quality of its presentations to the Round Table.

We welcome these discussions. However if we are going to leave this meeting with the knowledge that we have accomplished something, then we need to commit more than funds to this country.

For the U.S., this final session is not just about money for Rwanda, it's about how this money is spent. We have heard many recommendations over the past two days. On our part, we would like to propose that we determine who is going to take responsibility for translating these recommendations into action. We will assume responsibility for some of these recommendations ourselves. We further propose that we agree to a means of reporting to one another on our progress.

There are still some problems, which surfaced during this Round Table which still need to be resolved, such as the role of NGOs. It is our hope that a meeting of the minds can be achieved quickly on this issue.

Finally, I want to commend UNDP for not only their work on this Round Table, but also for the progress being made in Rwanda under the Trust Fund arrangement.

d'affecter un montant d'environ 5 millions de francs.

- Notre contribution à la réhabilitation du système judiciaire qui s'effectue par le canal de l'ACCT est évaluée à 3,5 millions de francs environ, destinés à mettre à la disposition du Rwanda des magistrats africains francophones, des experts et des assistants dans divers domaines dont celui, important, des Droits de l'Homme, ainsi qu'à fournir aux magistrats une documentation juridique qui, actuellement leur fait défaut.
- J'ajoute enfin que notre aide concernera également la remise en état du Tribunal de Kigali à laquelle nous destinons la somme de 1,2 millions de francs de fonds de contrepartie.
- Dans le domaine du développement rural, secteur particulièrement concerné par le retour des réfugiés, il nous paraît utile de procéder à certaines évaluations préalables avant de lancer des programmes directement profitables aux "paysans de retour sur leurs collines".
- Pour mettre en oeuvre ce programme, notre mission à Kigali avait besoin d'un outil permanent de coopération, tant sur le plan humain (la dépense sur l'année représente environ 5 millions de francs) qu'en matière d'actions directes (ce que nous appelons Crédits Déconcentrés d'Intervention) pour lesquelles le poste dispose d'un budget d'environ 4 millions de francs. Des conventions ont déjà été signées avec notamment le Ministère de la Famille et de la Promotion Féminine pour la réalisation rapide de projets à destination d'associations de femmes qui, je le rappelle, représentent, avec les enfants, près de 70% de la population actuelle du Rwanda.
- A cette action institutionnelle directe, je dois ajouter la contribution apportée aux actions de développement mises en oeuvre par les ONG françaises et qui est évaluée à environ 9 millions de francs.
- Il faut enfin ne pas oublier l'effort financier important (16,2 millions de francs) que, cette année encore, notre pays effectue dans le domaine de l'aide alimentaire, et dont une partie est destinée à la réouverture des internats dans l'enseignement secondaire.

C'est, en définitive, une somme d'environ 55 millions de francs (soit 11,5 millions de dollars) que la France apporte comme contribution aux efforts engagés par le Gouvernement rwandais pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés en matière de réhabilitation et de réconciliation nationales. Je crois utile d'ajouter l'action entreprise dans le domaine culturel, avec, dans un premier temps, la réouverture du Centre d'Echanges Culturels Franco-rwandais et la reprise des cours d'enseignement de la langue française depuis la nomination il y a quelques semaines d'un directeur actif et compétent: c'est une action certes difficilement

quantifiable mais qui, je le sais, est jugée particulièrement utile par les habitants de Kigali et Butare et qui témoigne de notre volonté d'apporter, dans le domaine culturel comme dans les autres, une contribution appréciée.

ANNEXE XVI**Statement of the Representative of Ireland**

The Irish pledge at Geneva was for an amount of US\$ 1.6 million, of which US\$ 0.6 million was in the process of being disbursed to the Rwandan Ministries of Rehabilitation, Health and Agriculture at the time of the Round Table.

In late May, a programming mission visited Rwanda with a view to arriving at recommendations for the expenditure of the remaining US\$ 1.0 million of the Geneva pledge. I am happy to be able to announce that these recommendations have been accepted by my Government and they will cover rehabilitation assistance to the Ministries of the Interior and Community Development (US\$ 747,000), Justice (US\$ 150,000) and Family and Womens Development (US\$ 110,000).

In addition to the foregoing, Ireland will provide emergency humanitarian assistance to:

- The International Committee of the Red Cross (US\$ 250,000), for the alleviation of the chronic situation in the prisons, and;
- Agence Rwandaise pour le développement et la Coopération, an indigenous NGO (US\$ 100,000), for the provision of shelter for recently returned refugees.

In closing, might I add that the Irish aid budget functions on a calendar year basis. If, at a later stage, when expenditure patterns are being rigidly examined there is found to be unspent funds in areas of the overall programme, then further assistance for Rwanda will be actively considered.

ANNEXE XVII

Déclaration du représentant de l'Italie

L'appui Italien se situe au niveau du Programme 2 et du Programme 3 (secteur social notamment).

Le dit appui est réalisé en majorité par le biais des agences suivantes: UNICEF, OMS, UNHCR et IOM.

A cela s'ajoute un projet d'appui réalisé directement par le bureau de la Coopération Italienne à Kigali.

Pour ce qui concerne le premier point les fonds sont ainsi répartis:

- UNICEF (940.000 dollars); les programmes réalisés avec ce financement se situent, d'un côté, dans le domaine de la récupération psychologique des enfants traumatisés par la guerre et dans l'activité de tracing au bénéfice des enfants non accompagnés, et de l'autre, au sein du support à l'enseignement par fourniture de matériel didactique;
- OMS (510.000 dollars); le programme réalisé avec ce financement est destiné en particulier à l'assistance des femmes traumatisées par la guerre;
- UNHCR (350.000 dollars); ces fonds sont destinés à l'assistance des rwandais réfugiés en Tanzanie;
- IOM (250.000 dollars); ce financement est destiné à renforcer les activités de rapatriement des réfugiés rwandais.

Pour ce qui concerne le deuxième point, un fonds de 880.000 dollars a été affecté pour un programme d'appui réalisé au Rwanda par la Coopération Italienne.

Il s'agit tout d'abord d'un appui technique et logistique complémentaire destiné aux partenaires locaux et fourni en priorité aux ONG Italiennes qui opèrent sur le terrain. Les supports logistiques prévus sont les suivants:

- dotation d'équipement sanitaire;
- fourniture de médicaments;
- fourniture d'équipement hydraulique;
- fourniture d'aliments pour les centres nutritionnels;
- fourniture de médicaments et équipements vétérinaires;
- prise en charge des indemnités du personnel local (personnel des centres de santé notamment).

Rwanda

Revue à Mi-parcours de la Conférence de Table Ronde

A cela s'ajoute un volet d'assistance technique et logistique à la Région Sanitaire de Kigali qui a été récemment introduit.

La répartition des fonds destinés à l'appui des ONG et de la direction Régionale est en cours de définition avec les responsables de différents niveaux.

Contributions prévues pour l'année 1996

Une étude de faisabilité est en cours pour la réalisation d'un projet d'appui au PNILT (Programme national Intégré de lutte contre la Tuberculose et la Lèpre), le montant prévu est de 1.000.000 de dollars.

ANNEXE XVIII

Statement by the Representative of Japan

Japan recognizes the importance of solving the problems facing the people of Rwanda and has co-operated with the International Community in its efforts to aid the reconciliation, reconstruction and rehabilitation of Rwanda. The Government of Japan has expressed its concern with the stabilization of the great Lakes Region and Central Africa in general, to the parties concerned, such as the Foreign Minister of Burundi, Mr. J.M. Ngendahayo and to Mr. Kengo wa Dondo, Prime Minister of Zaïre, when they visited Japan this year.

In 1994, Japan extended a total of US\$ 66.35 million in aid related to Rwanda, mainly through relevant UN Agencies. This included:

- US\$ 44.3 million in the form of emergency and humanitarian relief aid, mainly through the UNHCR;
- US\$ 22.05 million in additional emergency assistance just before Christmas. This aid was disbursed partly in January and the rest by March of this year, although it was wrongly reported that only US\$ 3.7 million was disbursed.

In addition Japan sent approximately 400 International Peace Corps in response to the appeal made by UNHCR.

In the current year, Japan has continued its commitment to the people of Rwanda and Burundi through several assistance programs, such as:

- This spring, Japan has already sent to Kigali fertilizer and insecticide, worth approximately US\$ 3.9 million for assistance to increase food production;
- In March, Japan sent to Tanzania 1.32 million tins of fish worth over US\$ 1.8 million to help ease the worsening food situation of refugees and local people due to the massive influx of refugees from Rwanda and Burundi;
- Japan has also decided to extend to Burundi debt relief service of US\$ 500 thousand for this fiscal year.

In addition, Japan has pledged in June this year:

- US\$ 1.7 million to the UNHCR to be used for the restoration of security

in refugee camps in co-operation with the UNHCR and the Government of Zaïre;

- US\$ 4 million towards the emergency relief programme for Rwanda and Burundi and US\$ 1.15 million for protection and support of refugees residing in neighboring countries.

The Government of Japan has just decided to contribute US\$ 200,000 each for Rwanda and Burundi to the UNDP's Civic Education and Communication Programme for Confidence Building and National Reconciliation by using the Human Resources Development Fund set up by the Government of Japan, in the form of contribution to UNDP Trust Fund.

The Government of Japan is also the process of considering new contributions of US\$ 4 million to the World Food Programme for food for Rwandese and Burundi refugees in Tanzania and Zaïre and another US\$ 5 million food aid to displaced people inside Rwanda and Burundi.

In March this year, the Government of Japan has also contributed US\$ 70,000 to a grant assistance of Grass Roots Projects to World Concern, an US NGO, for distributing survival kits. The Government of Japan is also considering extending to each of the Governments of Rwanda and Burundi vehicles and education equipment worth US\$ 150,000 through the African Society of Japan, an organization related to the Ministry of Foreign Affairs.

The Government of Japan wishes that with the aid of the International Community and the efforts of all Rwanda and Burundi people, reconciliation, domestic construction and rehabilitation would succeed in Rwanda and Burundi and hopes that its assistance extended to these countries will be implemented to the fullest, and in a way that will bring the most fruitful results. We realize that the situation is grave and does not permit any optimism, but unless utmost efforts to overcome hostility and difficulties are made by all people concerned, there will be no lasting peace. Japan will watch the further developments in Rwanda and Burundi and will consider further assistance as needed.

ANNEXE XIX

Statement by the Representative of the Netherlands

Let me first convey Minister Pronk's sincere apologies for not being able to attend this conference. The Netherlands minister for Development Cooperation is deeply concerned with the rehabilitation and with the future of Rwanda, as he has expressed during his numerous visits to this country. He would also have liked to be present today. However, the current discussions within the Dutch Government concerning the development cooperation budget keep him tied up in the Netherlands.

We wish to express our admiration for the way in which the Government of Rwanda has made an effort to rebuild the country and to take the first step towards national reconciliation. During the last six months, we have seen that the Rwanda Government has done its utmost to keep its promises. As prime minister TWAGIRAMUNGU expressed it in his speech yesterday, we agree that significant progress has been made in several fields. The events in Kibeho, however, constituted a serious crisis of confidence and a break in otherwise encouraging political, economic and social developments. To our satisfaction, an international inquiry commission was quickly set up and enjoyed full freedom of movement. We trust the commission's recommendations will be implemented. Following the Kibeho incident, and especially during the last three weeks, we have witnessed an improvement in the general atmosphere in Rwanda. The resumption of UNHCR's voluntary repatriation programs from Goma may be attributed to this détente. In this context, we welcome the decision by the Rwandan Government to closely observe the existing procedures and the resumption of the Commissions de Triage in order to ease tensions in the prisons.

In Geneva we pledged our support to enable the country to fulfill its promises. Despite the Kibeho incident, there is a continuous need to assist the current Rwandan Government, as the international community committed itself to in Geneva. The need for support for the reintegration of refugees has only increased since Geneva. Moreover, the deteriorating security situation in the region, including the events in Burundi and the threat of armed attacks from the refugee camps in the neighboring countries, only adds to the need for continued and massive assistance.

So far this year, the Netherlands has pledged 36 million dollars for the rehabilitation of Rwanda. Sixty percent of these commitments have been disbursed. Almost half of our commitment has been disbursed through the UNDP Trust Fund. I am therefore happy to announce on behalf of Mr Jan Pronk, that

of the total pledge of 16 million dollars the second installment of 5.5 million dollars, which was frozen because of the events last April, is being disbursed as we speak.

We have also decided to pledge 10 million dollars for sub-programme 2, reintegration and resettlement of refugees. These funds will be directed at the concerted efforts of the Rwandan Government, UNHCR, other UN agencies and NGO's. Closely connected to the problems of reintegration and rehabilitation are the procedures concerning property rights, especially of women we encourage the Government to implement clear policy in this regard. Moreover, we intend to assist the Ministry of Education and the Ministry of Family and Women. Programmes aimed at the education of women will receive our special attention, and the results of a Dutch identification mission of the needs of the Ministry for Family and Women in Rwanda will be published soon. Women have suffered tremendously. We have found among the women of Rwanda the will to survive, reconcile and rebuild the society.

We have listened carefully to Mr Twagiramungu's plea for assistance to the training of communal police. The Netherlands intends to contribute over 1.5 million dollars to this programme and urges other donors to assist the training of civil security forces. We support this specific programme because in rebuilding a civic society, security tasks should be transferred from the military to civil police.

Finally, the budgetary needs of the Government will be addressed with a Dutch contribution in order to enable a CCFF loan by the International Monetary Fund in a concerted effort. Other donors are invited to assist in this field in order to help avert inflationary pressure on the Rwandan franc.

Your Excellency, the cooperative spirit in which this Mid-term Review is held reflects the continued interest and support to the Rwandan Government in the tremendous task which it faces.

ANNEXE XX

Statement by the Representative of the United Kingdom

I would like to point out that all the funds pledged by the United Kingdom at Geneva have been spent. That was £ 2 million.

Indeed, since the Round Table, the UK has pledged and disbursed a great deal more funding for the Government of Rwanda, of the order of £ 6 million.

Looking to the immediate future, I would like to take this opportunity to announce that the British Government is prepared to provide a further £ 1 million to the Government of Rwanda to be spent over the next few months on priority needs.

ANNEXE XXI

Declaration by the Representative of the Russian Federation

Excellencies, Ladies and Gentlemen,

The Russian delegation highly appreciates the efforts of the international community and the rwandese Government to achieve national reconciliation and reconstruction of this country. We are ready to work side by side with you in these efforts, as an implementing partners of the respectable international organizations. Now we have started to work on a joint project, in close cooperation with the Rwandese Government and under UNDP auspices, to open a training centre for local drivers and mechanics in this country, to promote education of much needed skilled professionals.

We hope that this continuation of our cooperation with the International Agencies in this region, which started last year in Tanzania under UNHCR auspices, will be further enhanced for the benefit of Rwandese people.

Thank you.

ANNEXE XXII

Déclaration du représentant du Saint-Siège

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Comme nous pouvons constater dans de différentes interventions de Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II, le Siège Apostolique s'est engagé à soutenir toutes les initiatives concrètes qui promeuvent la reprise civile et sociale du Rwanda. Il a demandé aux communautés religieuses et aux organisations internationales de collaborer à cet effet.

En particulier le même Siège Apostolique a exhorté les organisations caritatives qui dépendent de lui à intensifier leur appui aux projets concernant la réalisation d'infrastructures comme celle de la santé, de l'éducation, de l'assistance aux orphelins.

Personnellement je vois que ces oeuvres se déroulent très bien, grâce au personnel nombreux, compétent, généreux, dévoué et désintéressé.

Je souhaite enfin que non seulement les organisations caritatives de l'Eglise Catholique mais aussi d'autres organisations ici présentes puissent travailler en toute tranquillité pour contribuer efficacement à la reconstruction de ce beau Pays.

ANNEXE XXIII

Statement by the Representative of Sweden

Your Excellencies,
Madam Chairperson,

Following the pledge of 20 million Swedish Kronor or approximately US\$ 3 million that was made in January, the Swedish Government took a decision on 18 May to allocate the same amount for the period 1 July 1995 to 31 December 1996 for rehabilitation efforts in Rwanda.

Support has been suggested for the following areas:

- 4,4 million Swedish Kronor is now being processed for support of orphans and traumatized children, the major part through UNICEF and with a minor part through the Swedish Pentecostal Church Mission;
- A decision has been taken by SIDA to allocate 5.750.000 Kronor to the African Housing Fund for a construction project of houses for returnees. The project, which will be jointly financed by Denmark, Norway and Sweden, should result in 6.000 housing units;
- We indicated earlier a support for telecommunication purposes of 3 million Swedish Kronor. Various proposals have been presented. The latest is in regard of equipment for "Centre Nodal de Jari" to the tune of US\$ 705.000.
Here, we have to find a formula that can meet our requirements of channeling funds, as we are not present in the country, which also makes it difficult for us to enter into a bilateral programme.
- We have also indicated support to the rehabilitation of public services, including the Judiciary. The amount envisaged amounts to 5 million Swedish Kronor. The same applies here, we have not yet been able to determine which institution, particularly within the UN System, could be used for channeling the funds. The UNDP Trust Fund seems to be one option to look into.
- The balance of 1.850.000 Kronor will be reserved as a contingency to be used in UNICEF's programme or for repair of telecommunications.

Finally, we have taken note of the need to provide a grant element for softening the IMF facility mentioned here today with non-concessional terms.

ANNEXE XXIV

Déclaration du représentant de la Suisse

Nous sommes ici réunis pour examiner les progrès intervenus depuis la Conférence de Table Ronde sur le Rwanda tenue à Genève en janvier dernier. Les engagements pris par les partenaires du Rwanda lors de cette Table Ronde l'ont été en fonction d'un programme de réhabilitation et de réconciliation présenté par le Gouvernement rwandais. Celui-ci y prenait des engagements fermes et concrets, notamment celui de mettre en oeuvre l'Accord de paix d'Arusha, de favoriser le retour des réfugiés, d'assurer le rétablissement de l'Etat de droit dans le pays et de permettre la relance des activités économiques.

L'Accord d'Arusha est la référence constitutionnelle des autorités du Rwanda, leur légitimité. Mais cet Accord est aussi pour les partenaires du Rwanda, et donc la Suisse, la justification de leur présence dans ce pays dans le cadre d'un engagement qui dépasse l'aide aux populations en détresse pour viser la reconstruction d'une administration qui fonctionne et soit au service d'un Etat de droit. Depuis hier, nous avons entendu les présentations par les responsables gouvernementaux rwandais des progrès intervenus et des problèmes qui subsistent dans les différents secteurs. Sur cette base, nous avons pu apprécier si les engagements pris à Genève en janvier dernier sont en passe d'être tenus et si, pour notre part, nous avons apporté de façon adéquate un soutien aux efforts entrepris.

Nous reconnaissons que, dans de nombreux domaines, des efforts méritoires ont été consentis pour améliorer une situation de départ catastrophique. C'est au vu de ces efforts que la Suisse entre janvier et juillet 1995, a été en mesure d'engager au Rwanda des actions dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de la justice et de la promotion de l'Etat de droit pour un montant global de 8.8 millions de francs suisses sur les 15 annoncés à Genève. Notre pays est déterminé à poursuivre son engagement et à contribuer de façon solidaire aux efforts de la communauté internationale et des organisations internationales pour faire face à la situation au Rwanda.

Cependant, de gros efforts restent à accomplir de la part du Gouvernement rwandais pour mettre en oeuvre son programme. En matière de réconciliation, la Suisse prend note des engagements pris en faveur de l'application de l'Accord de Paix. Elle exprime cependant sa préoccupation face aux retards accumulés en ce qui concerne la mise en place de la Cour Suprême et du Conseil Supérieur de la Magistrature. En matière de rétablissement de l'Etat de droit, la Suisse prend note des efforts entrepris et de certains progrès intervenus dernièrement, par exemple au niveau du fonctionnement des commissions de triage, des procédures

d'arrestations, du ralentissement du rythme de celles-ci.

La Suisse prend également bonne note de la déclaration du Gouvernement rwandais suite au rapport de la Commission d'enquête sur les événements de Kibeho et en particulier de la détermination du Gouvernement rwandais de poursuivre et réprimer les agissements criminels. Elle souligne la nécessité que les efforts annoncés et entrepris soient poursuivis et renforcés, car la situation de sécurité reste préoccupante et constitue une entrave importante au retour des réfugiés et à la réconciliation nationale. La situation dans les prisons est catastrophique et requiert l'attention et l'action de tous ceux ici présents. Pour notre part, nous lui donnons une grande priorité en soutenant financièrement les efforts considérables du CICR en la matière.

La Suisse entend poursuivre sa politique consistant à accorder son soutien au fur et à mesure que les garanties données par le Gouvernement rwandais en matière d'indépendance de la justice, de réconciliation, de démocratisation, se traduiront en actes. La Suisse souhaite que le Gouvernement rwandais intensifie ses efforts en matière d'ouverture politique, et elle prend bonne note des déclarations récentes du Gouvernement faisant état d'une disponibilité au dialogue avec les rwandais de l'extérieur non compromis dans le génocide et les massacres.

La libération d'espaces d'initiatives et de responsabilités dans les secteurs productifs et associatifs, prévue dans le programme de janvier 1995, doit devenir plus effective. Enfin, face aux déchirures qui affectent le tissu social rwandais, des solutions appropriées doivent être recherchées, que ce soit au niveau local ou aux niveaux institutionnel et constitutionnel, pour trouver les moyens d'assurer à l'avenir la coexistence pacifique de tous les rwandais. La Suisse réitère sa disponibilité à répondre favorablement aux demandes qui lui seraient adressées pour soutenir les efforts entrepris dans ce domaine.

ANNEXE XXV

Déclaration du représentant de la Banque Africaine de Développement

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
 Mesdames et Messieurs les Ministres,
 Monsieur le Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies,
 Madame l'Administrateur Adjoint du PNUD,
 Messieurs les Députés,
 Excellences Messieurs les Ambassadeurs,
 Honorables délégués,

Je tiens tout d'abord à exprimer les remerciements de la délégation de la BAD au Gouvernement rwandais et au PNUD pour toute la sollicitude et l'accueil dont nous avons fait l'objet en dépit de l'annonce tardive de notre participation à cette importante conférence. La présence de la Banque Africaine de Développement ici traduit l'obligation et le devoir de solidarité d'une institution africaine de développement envers un de ses pays membres sur lequel s'est abattu tant de malheurs en si peu de temps.

Cette Revue à Mi-parcours vise, entre autres, à faire le point des actions menées par les différents bailleurs de fonds et le Gouvernement, depuis la Table Ronde de Genève en Janvier 1995 et, surtout, à apporter les modifications requises à nos programmes respectifs d'intervention dans le pays. Bien qu'une importante mission de la BAD ait récemment séjourné au Rwanda dans le cadre de la restructuration de notre portefeuille, nous avons estimé nécessaire de participer, également, à cette revue à Mi-parcours pour apporter, comme par le passé, notre soutien résolu au Gouvernement et au peuple rwandais.

Lors de la Table Ronde de Genève, la Banque Africaine de Développement avait annoncé une contribution de 50 millions de dollars EU au Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et relance socio-économiques du Gouvernement. Sur ce montant, 20 millions de dollars EU étaient destinés au financement de l'appui à la balance des paiements dans le cadre du sous-programme 1 et 30 millions de dollars EU au financement des projets de réhabilitation / développement dans le cadre du sous-programme 3.

La restructuration de notre portefeuille, que nous avons entreprise depuis cette Table Ronde, nous permet d'envisager, à présent, une révision substantielle et favorable de l'aide que nous pourrions apporter au Rwanda en 1995. Ainsi, la proposition de restructuration que nous soumettrons à notre Conseil d'Administration vers la fin de septembre 1995, au plus tard, recommandera que

le solde net qui sera disponible sur notre portefeuille, d'environ 68,37 millions d'unités de compte équivalent à 108 millions de dollars EU, soit utilisé comme suit:

- a) 25,3 millions d'unités de compte, soit environ 40 millions de dollars EU pour la continuation ou le redimensionnement de 123 opérations en cours que le Gouvernement considère comme étant toujours prioritaires;
- b) 17,68 millions d'unités de compte, soit environ 28 millions de dollars EU, pour le financement de nouvelles opérations de réhabilitation proposées par le Gouvernement dans les secteurs agricole et social; et
- c) 25,39 millions d'unités de compte, soit environ 40 millions de dollars EU pour le financement de notre participation à l'appui à la balance des paiements. Ce montant inclut une provision de 100.000 unités de compte (environ 159.000 dollars EU) pour le fonctionnement pendant les deux premières années du Bureau de suivi et de coordination de nos opérations que nous envisageons d'installer à Kigali.

Etant donné que les opérations à redimensionner et les nouvelles opérations de réhabilitation à financer dans les secteurs agricole et social seront soumises à nos procédures habituelles, seul notre appui à la balance des paiements pourra être décaissé en 1995, après l'approbation de notre proposition de restructuration par notre Conseil d'Administration. Pour accélérer le processus de ce décaissement, nous recommanderons deux conditions très simples de mise en vigueur et la possibilité de financement rétroactif, jusqu'à une certaine limite, pour cet appui à la balance des paiements. Par ailleurs, afin d'atténuer les difficultés financières du Gouvernement, nous recommanderons qu'il soit autorisé à utiliser une partie des fonds de contrepartie qui seront générés en monnaie locale par notre appui à la balance des paiements pour financer sa contribution à nos opérations. Le reliquat de ces fonds de contrepartie servira d'aide au budget de l'Etat. Il convient de préciser que les sommes qui seront ainsi mises à la disposition du Gouvernement, proviendront de la restructuration de notre portefeuille existant de fonds concessionnels et que, par conséquent, elles n'alourdiront pas l'endettement actuel du pays.

Comme je l'ai indiqué plus haut, nous envisageons de présenter la proposition de restructuration de notre portefeuille à notre Conseil d'Administration vers fin septembre 1995 au plus tard. Toutefois, pour que cette date et le calendrier de décaissements qui en découle soient maintenus, il faudra que le Rwanda apure le reliquat de ses arriérés auprès de notre institution d'ici fin juillet 1995. Lors de la Table Ronde de Genève, le Canada et les Pays-Bas avaient répondu favorablement à l'appel lancé par le Gouvernement en annonçant des

Rwanda

Revue à Mi-parcours de la Conférence de Table Ronde

contributions de 2,4 millions de dollars canadiens et 1,5 million de dollars EU, respectivement, pour l'apurement de ces arriérés. Le Canada a, effectivement, transféré à la BAD les fonds promis depuis fin mars 1995. Les contacts que nous avons établis avec les Pays-Bas nous laissent penser que le transfert de leur contribution est imminent. Ainsi donc, après déduction de ces deux paiements, le reliquat que le Gouvernement doit mobiliser pour régulariser sa situation auprès de notre institution, jusqu'en janvier 1996, est d'environ 6,4 millions de dollars EU. Le montant exact sera déterminé, par le jeu des conversions des devises, au montant du règlement effectif de ces arriérés qui, je le répète, devrait intervenir d'ici fin juillet 1995 pour nous permettre de respecter le calendrier que nous avons établi pour le décaissement de notre appui à la balance des paiements.

Enfin, en ce qui concerne les années 1996 et 1997, l'importance de nos interventions au Rwanda dépendra du niveau de reconstitution des ressources du FAD VII et des progrès réels que le Gouvernement réalisera en matière d'absorption des aides reçues et de relance socio-économique. A titre indicatif, nous pourrions envisager de financer, en 1996, un deuxième projet de santé et d'autres opérations de réhabilitation et, en 1997, un troisième projet d'adduction d'eau à Kigali et un second Projet d'ajustement structurel.

Je tiens ici à dire combien nous avons été sensibles aux accents de sincérité des déclarations des représentants du Gouvernement rwandais et de son Premier Ministre. Nous saluons et apportons le soutien de la Banque Africaine de Développement au programme d'action volontariste que le Gouvernement a tracé pour les prochains mois. Le chemin sera, à n'en point douter, dur et parsemé d'embûches. Nous sommes cependant confiants pour l'avenir et souhaitons que la solidarité internationale puisse continuer de jouer si efficacement pour ce pays.

Je vous remercie.

ANNEXE XXVI

Statement by Representative of the World Bank

First, we would like to express our recognition for the preparation efforts undertaken by the Government and UNDP towards this Mid-term Review of the January 1995 Round Table for Rwanda. In addition, we thank those donors who contributed to the payment of the arrears of the Government with the World Bank.

Our operations are directly linked to the Declaration of Government Policy presented at the Geneva meeting, which has recently been updated as a consequence of World Bank and IMF missions. We expect that this revised Declaration will be formally adopted by the Government in due course. We hope that the process of reconciliation, which requires a substantial improvement in security and justice conditions, will greatly improve in the near future. Such improvement will allow for proper identification of the number and location of beneficiaries who will be the main target of our funding towards investment operations.

The current project portfolio of the World Bank amounts to about US\$ 238.0 million. The restructuring of projects has been essentially completed and there are no major disbursement conditions to be complied with. We are currently discussing with the Government priority activities to be financed during the remainder of 1995 and indicative action plans for 1996. In this regard, about US\$ 100.0 million could be allocated between rehabilitation and reinstallation of refugees.

The Bank fully endorses the coordinating mechanism recommended in Geneva and formally adopted by the Government afterwards. Decisions are now required to appoint the donor(s) responsible for ensuring their coordination vis-à-vis the different levels in such mechanism. The World Bank confirms the role of coordinator for macroeconomics, financial sector and private sector development. We are prepared to accept similar responsibilities in the social and infrastructure sectors.

On technical assistance, we recently concluded an agreement with the Government, IMF and UNDP for the funding of short and medium-term experts, including training provisions, in key areas of macroeconomics, finance and banking which require urgent support.

The World Bank is planning a portfolio review next September in Rwanda.

Possible additional lending in areas like structural and sectoral adjustment will depend on satisfactory progress made on Bank and IMF operations in 1995.

ANNEXE XXVII

Déclaration du représentant de la Commission Européenne

A la suite des événements de Kibeho du 22 Avril 1995, la Commission a, en date du 26 Avril 1995, décidé d'interrompre temporairement l'aide via le Gouvernement rwandais. Le Conseil de Développement de l'Union Européenne du 1 Juin 1995 et la Commission Européenne ont convenu d'envoyer une mission exploratoire auprès du Gouvernement rwandais. La mission s'est rendue au Rwanda les 3 et 4 Juillet 1995. Elle a eu pour objet, d'explorer les disponibilités des autorités rwandaises à rechercher des solutions envisageables à court terme, pour permettre de s'engager dans le moyen et le long terme d'une coopération de la Commission avec le Rwanda.

Les principaux facteurs qui sont au coeur des problèmes actuels ont été présentés au Gouvernement rwandais comme éléments de base de la relance de la coopération :

- La question des réfugiés rwandais (2 millions) qui se trouvent à l'extérieur et qui constituent l'élément majeur des inquiétudes quant à la prolongation de la crise et des risques divers de palestination de camps, de nouveaux conflits et de déstabilisation régionale;
- la situation judiciaire interne et notamment des prisons et à cet égard, les éléments de blocage actuel et les voies d'accès en particulier l'aide qui pourrait être apportée par la Communauté dans l'accélération de la réhabilitation du système judiciaire ont été discutés;
- sur base du résultat de la Commission Internationale d'Enquête sur les événements de Kibeho et la déclaration du Gouvernement et du constat de la mission de la Commission Européenne quant aux ouvertures du Gouvernement rwandais des efforts importants de mise en oeuvre de solutions des principaux problèmes;
- la mission fera un rapport à la Commission Européenne des résultats de ses discussions avec le Gouvernement. Les différents points ont dégagé un large consensus sur les orientations et les actions à mettre en oeuvre. Les perspectives pour une reprise de la coopération sont donc positives.

La Revue à Mi-parcours est une occasion de revoir l'ensemble de l'exécution de la coopération internationale depuis la Table Ronde de Genève, afin de se rendre compte de l'efficacité de notre coopération. Les bailleurs de fonds et la Commission Européenne ainsi que le Gouvernement rwandais ont pris des

Rwanda

Revue à Mi-parcours de la Conférence de Table Ronde

engagements. Il faut examiner si les engagements ont été tenus et si non pourquoi? L'examen commun doit se faire dans un but constructif afin de faire mieux et plus rapidement.

Les objectifs et les priorités de l'Union Européenne, à l'égard du Rwanda ont été fixés par le Conseil de Développement de la Commission Européenne comme suit :

- La priorité doit être donnée au retour des réfugiés, à la réconciliation et à l'élargissement de l'assise du nouveau Gouvernement. A cet égard, il a été dit par le Premier Ministre à Genève que "le retour des réfugiés constitue l'une des priorités du Gouvernement, sinon la plus urgente". Des progrès ont été faits en ce qui concerne le retour des anciens réfugiés malgré des problèmes apparus dans le Mutara et les dangers du Parc National Akagera. La situation des réfugiés dans les pays voisins n'a pas beaucoup changé;
- ils représentent une charge considérable pour la communauté internationale, en particulier l'Union Européenne. En plus, la tension politique et l'insécurité causée par les réfugiés empêchent la reprise économique et sociale. L'Union Européenne se réjouit donc du fait que le Gouvernement et les organisations internationales sont, de plus en plus conscients du problème. La Commission Européenne espère que des progrès importants seront réalisés dans les mois à venir, en ce qui concerne le retour des réfugiés et la Commission souhaite que le retour restera, pour le Gouvernement, une priorité absolue.
- la Commission Européenne s'est toujours préoccupée de la situation judiciaire interne et notamment des prisons; à cet égard, les mesures suivantes restent nécessaires :
 - l'accélération des décisions de l'Assemblée Nationale sur la nomination des magistrats de la Cour Suprême;
 - la réhabilitation des locaux et la mise à la disposition des moyens matériels;
 - l'assistance de juristes ou magistrats étrangers pour instruire des dossiers;
 - la diminution ou l'arrêt des arrestations sans instructions préalables;
 - la définition d'une hiérarchie claire et précise des culpabilités;
 - la publication rapide de la liste des présumés hauts responsables des crimes du génocide;
 - la recherche d'urgence d'une solution pour les mineurs incarcérés;
 - la réactivation des Commissions de triage constituant la solution immédiate du désengorgement des prisons dans l'attente du fonctionnement correct des parquets.

La Commission Européenne comprend la frustration du Gouvernement quant à la lenteur de la mise en oeuvre du Tribunal International. La Commission Européenne est consciente que la communauté internationale doit tout faire pour accélérer la mise en place et le fonctionnement du Tribunal International.

L'Union Européenne est disposée à soutenir les efforts du Gouvernement, par ses différents volets de coopération au Rwanda à savoir: l'aide humanitaire (ECHO), les programmes de sécurité alimentaire, de réhabilitation et de reconstruction.

Vu la situation dans la région, l'aide humanitaire est encore nécessaire. Mais, Madame Bonino, membre de la Commission, a aussi clairement dit, pendant sa visite au mois de mars cette année, qu'une prolongation "sine die" de l'aide humanitaire, surtout pour les réfugiés, risque de contribuer à la consolidation d'un désastre sans autres perspectives à terme, que celle d'une nouvelle confrontation entre les deux groupes.

La Commission a complété son programme humanitaire au Rwanda par un programme de sécurité alimentaire dont le but est la relance de la production agricole, surtout par l'achat et la distribution d'intrants agricoles (semences, engrains, outils agricoles, etc.).

Le troisième volet est le programme de réhabilitation et de reconstruction, à savoir, la restauration d'un Etat de droit par l'envoi des observateurs des Droits de l'Homme; la réhabilitation sur le plan social (éducation et santé); de l'infrastructure routière et de l'agriculture (thé et café). L'appui à la balance des paiements et subventions budgétaires; le but est de relancer rapidement l'activité économique afin de reprendre la coopération normale, dans le cadre de la Convention de Lomé.

Malgré que les programmes aient été rapidement mis en place, l'exécution n'est pas toujours aussi rapide qu'on l'espérait. Du côté de la Commission Européenne, les procédures ne sont pas adaptées à une exécution rapide qui est nécessaire dans la situation du Rwanda, et souvent, les compétences ne sont pas suffisamment décentralisées. Les procédures doivent être plus rapides avec plus de décentralisation. Du côté rwandais, les projets ne sont pas toujours suffisamment préparés, c'est-à-dire qu'il n'y a pas assez de projets bancables et pour la plupart des donateurs, les fonds ne peuvent être dépensés que sur la base d'un projet ou programme bien préparé. Si dans la situation actuelle l'administration ne dispose pas suffisamment de cadres pour préparer les dossiers, il ne faut pas hésiter à demander une assistance technique. Pour la Commission Européenne, le rôle du Ministère du Plan est important en ce qui concerne la fixation des priorités ainsi que la coordination de l'aide et pour établir un dialogue permanent sur les problèmes et difficultés de la coopération.

ANNEXE XXVIII

Statement by the IMF Representative

In June 1995, an IMF mission reviewed the economic situation facing Rwanda for fiscal year 1995 and agreed on a policy framework with the Government of Rwanda. The paper reviewing the economy will be presented to the Fund's Executive Board in September. Accompanying that paper will be a request for about US\$13.6 million from our Compensatory Financing Facility, to cover an export shortfall. The subsidy account for this loan is now being put in place, so I expect that disbursement to take place in September. I would stress that maintaining the agreed macroeconomic policy framework is critical to the release of this loan.

More immediately, the Fund is cooperating with the World Bank and UNDP to provide technical assistance to the Government in the areas of monetary policy, fiscal policy and statistical compilation. Specialized experts are being recruited presently.

Looking further ahead, the Fund is actively preparing to support a longer term structural adjustment program in Rwanda from its Enhanced Structural Adjustment Facility (ESAF). The ESAF could provide substantial resources, ranging between 100 and 110 percent of Rwanda's quota, which is SDR 59.5 million or about US\$ 92, disbursed over a 3-year period. These funds would provide balance of payments support that would replenish the depleted foreign reserves of the country. We hope to have an ESAF-supported economic program in place at the beginning of fiscal year 1996. However, with such limited time to prepare and agree on a 3-year policy framework, there could be some few months slippage in the time table.

In view of the great needs of Rwanda and the commitment of the Government, the Fund stands prepared to assist the Government with financial support, specialized technical assistance and macroeconomic policy advice.

Rwanda

Revue à Mi-parcours de la Conférence de Table Ronde

ANNEXE XXIX

Allocution de clôture de S.E. M. Faustin Twagiramungu,
Premier Ministre de la République Rwandaise

Madame la Présidente, Administrateur Assistant du PNUD;
Excellence Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire-Général des Nations Unies;
Excellences Messieurs les Ambassadeurs;
Madame, Mademoiselle, Monsieur le Ministre;
Distingués invités;
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs;

Nous voici, après deux jours de travaux, au terme de notre Revue à Mi-Parcours de la Conférence de Table Ronde.

Vous me permettrez de vous exprimer toute notre gratitude au nom du Gouvernement et du peuple rwandais pour avoir accepté de venir au coeur de l'Afrique, dans un petit pays comme le Rwanda, afin de porter aide et assistance, après les événements tragiques sans nom qu'il a connus l'an dernier. Nos remerciements sont adressés aux ONG qui nous ont assisté pendant les moments difficiles.

Cela montre la ferme détermination de la communauté internationale à consolider les liens de solidarité des peuples et des nations.

Je voudrais exprimer des remerciements particuliers à l'endroit de Madame Johnson Sirleaf, Assistante de l'Administrateur du PNUD et Directrice du Bureau Régional pour l'Afrique ainsi qu'à tous ceux qui ont préparé et fait aboutir cette Table Ronde à mi-parcours. Je remercie particulièrement le Programme des Nations Unies pour le Développement et notre Ministère du Plan.

L'objectif de cette rencontre visait l'évaluation du suivi du programme que nous nous sommes fixé à Genève en janvier dernier.

Pour le Gouvernement, il s'agissait de réaliser le programme politique, social et économique présenté à Genève, d'une part, pour les bailleurs de fonds c'était d'honorer les engagements financiers et autres aides d'assistance humanitaire, d'autre part.

Le bilan sur l'exécution de notre programme vient de nous être présenté, après des analyses approfondies par le Gouvernement et les bailleurs de fonds, dans différents ateliers organisés par thème.

Rwanda

Revue à Mi-parcours de la Conférence de Table Ronde

différents ateliers organisés par thème.

Du côté du Gouvernement, les réalisations faites l'ont été avec des moyens dérisoires. Du côté des bailleurs de fonds, les annonces de contribution n'ont pas été suivies de décaissements conséquents.

Concernant l'assistance humanitaire et les aides qui passent par les Agences des Nations Unies et les ONG, le Gouvernement a demandé la transparence dans la gestion avec un suivi a priori et a posteriori, par le Gouvernement d'une part et les bailleurs de fonds d'autre part.

Les interrogations qui pesaient sur les uns et les autres ont trouvé des explications.

Par la Revue à Mi-parcours de cette Table Ronde, nous venons de rectifier le tir, pour un meilleur suivi, partant, de meilleurs résultats, dans les six mois à venir.

Les fonds mis à la disposition de notre Gouvernement ne serviraient à rien si la volonté de réaliser des actions concrètes pouvant garantir la dignité de tout le peuple rwandais n'est pas là.

Il ne servirait à rien si nos engagements envers nos partenaires n'étaient pas respectés. C'est pourquoi le Gouvernement réassure une fois de plus la communauté internationale ce qui suit :

1. Le retour des réfugiés rwandais reste la priorité n° 1 car il permettra à très long terme le développement socio-politique et économique de ce pays. Que devrions-nous faire pour que ce retour soit réalisé :

- a) mettre en application le plan de rapatriement de Nairobi et accélérer les travaux de la commission mise en place par le Gouvernement rwandais et composée notamment de l'OUA, le HCR, etc...
- b) respecter les accords tripartites avec les pays hôtes des réfugiés;
- c) instaurer un système judiciaire acceptable et commencer le plus rapidement possible le processus de jugement des 45.000 prisonniers, et mettre beaucoup d'accent sur le travail des commissions de triage;
- d) assurer la sécurité en mettant en place l'administration et la police communale;
- e) redéfinir la loi régissant la propriété privée au Rwanda;
- f) respecter les recommandations de la Commission Internationale d'enquête sur les incidents de Kibeho notamment en prenant des

mesures qui s'imposent à l'endroit des personnes coupables impliquées dans cette affaire;

g) le Gouvernement s'engage à chercher les voies et moyens possibles pour créer une atmosphère de dialogue avec les réfugiés et surtout organiser leur visite à l'intérieur du pays tout en ayant le droit de retourner dans les camps, convaincre ou même dissuader leurs concitoyens à rentrer;

h) établir la liste des criminels se trouvant dans les camps des réfugiés ou ailleurs et la transmettre aux pays hôtes et au Tribunal International;

i) continuer la réintégration des officiers et soldats de l'armée défaite.

2. La réconciliation nationale

Celle-ci n'est que le corollaire de ce qui précède car, il ne peut y avoir une véritable réconciliation sans la participation de tous les Rwandais à la reconstruction du Pays et à sa gestion.

Le Gouvernement s'engage en outre à renforcer les mécanismes du cadre institutionnel de coordination et de suivi du programme suggéré et mis en place sur trois niveaux :

- a) le Comité de Suivi composé des représentants du Gouvernement rwandais et des bailleurs de fonds;
- b) le Comité Technique Intersectoriel;
- c) le Secrétariat Permanent.

Le Gouvernement rwandais tout en réitérant l'expression sincère de sa gratitude voudrait demander aux bailleurs de fonds de mettre l'accent sur les programmes à caractère social, notamment sur la formation des ressources humaines, sur le bien-être des personnes vulnérables, sur la réinstallation des réfugiés, etc...

De plus, les bailleurs de fonds devraient maintenir le contact avec notre Gouvernement et s'engager à disponibiliser les fonds nécessaires pour l'exécution des programmes prioritaires.

Le Gouvernement rwandais fera tout ce qui est en son pouvoir pour réaliser le nouveau programme ajusté et maintenir cette marque de notre coopération.

Vive la Solidarité et la Coopération Internationale.

Je déclare clos les travaux de la revue à Mi-parcours de la Conférence de Table Ronde.

Je vous remercie.

ANNEXE XXX

**Speech of H.E. General-Major Paul Kagame,
Vice-President and Minister of Defence**

**Heads of Delegations,
Organizers and participants in this Conference,
Distinguished Guests,**

It gives me great pleasure to have you as our guests tonight. You are warmly welcome. Although you are approaching the end of your stay, I would also wish to take this opportunity to welcome you to Rwanda. The Government of Rwanda appreciates the fact that you chose to come here for this meeting. It is indeed the appropriate venue for this Mid-term Review. Your coming here has enabled you to physically evaluate what is taking place in Rwanda and to see for yourselves the efforts being made by the Rwandese people, with your assistance, to reconstruct and rehabilitate this shattered nation. In the course of this Conference you have been able to interact with Rwandese from various fields and, I am sure, you have learnt more than you would have learnt from just reports may be sent to Geneva, if that was the venue that had been chosen. I hope that you will hold even the future reviews of our partnership in rebuilding this nation here in our country, as it will facilitate us to make a more realistic and accurate assessment of our achievements and needs.

We are very grateful to the organizers, particularly the UNDP, for its continued effort in drawing international attention to the plight of our people and country. Rwanda is reeling from the after effects of the worst catastrophe in the second half of this century, and is slowly staggering back to its feet, but still far from sufficient socio-economic recovery.

The Government of Rwanda is extremely grateful to donor countries and agencies for their generous pledges at the Geneva Round Table Conference in January 1995. We were also pleased that since January, contributions pledged by the international community had increased from US\$ 586 million to US\$ 768 million. If the amounts pledged however, at Geneva, were to be promptly delivered, it would make a very big difference to the reconstruction and rehabilitation of this country.

Six months after the Geneva Round-Table Conference, it is however a bit disappointing to note that of the total lot I have mentioned, 18% of the Geneva pledges may have been delivered to Rwanda and made the impact that was intended. I say "MAY" because, often, it is difficult to pinpoint where and how

these funds have been used. We are told, for instance, that of the funds supposed to have been delivered, US\$ 80.7 m. has been used to finance the activities of the International Tribunal for Rwanda, UNREO, UNHCR and World Food Programme. On the whole, when one compares performance records of the Government with the performance of the NGOs, the UN Agencies and others, it is clear that the capacity of such organizations to provide for the Rwandese population by far surpasses that of Government. As it is, the Government, starved of cash and thus in a sense marginalized, is seen by the people as having surrendered its responsibility for the reconstruction and rehabilitation of the country to, say, these agencies. Great efforts should be made to co-ordinate all assistance with the Government instead of, in some cases, trying to bypass the Government, because ultimately, in my view, it is the Government of Rwanda that is going to be held accountable to its people. And the Government is willing and ready to fulfill its responsibilities, but obviously it will need the stated assistance to be able to do that.

Here, I also wish to take the opportunity to accept the responsibility we have in our own Government. Also in perhaps making this coordination process a problem. I think we have a problem ourselves. It's very clear. But we shall also try to do the best we can to make sure that something is done about it. I don't know; we discuss it with our colleagues. I hope it's not a culture where something has got to stink all over and, once somebody realizes there is something stinking around, that's when he starts cleaning the place. So, maybe here we can say it has started stinking and we have got to do some cleaning of our own side. But here I also appeal to the others to help us to be able to achieve that.

It is the wish of the Government of Rwanda to quickly restore Rwanda to full normalcy, but without resources we cannot perform miracles. We are encouraged, however, that in this Mid-term Review, donors have committed themselves to doing everything possible, including possible adjustment of procedures, to facilitate prompt delivery of funds to our country. The donor community should also understand that the situation in Rwanda is far from being normal and requires a different approach from that used for normal and ordinary situations. It is only a year after war and a brutal genocide in which more than a million people lost their lives, and 2 millions others ended up in exile. And the whole scenario has created a very complex situation that requires complex solutions. Here, I would also want to bring out clearly that sometimes it's again frustrating because, given the complexity of the situation we have here and perhaps sometimes in wanting to apply simple solutions to the problems that are complicated, we have in some cases even gone to the extent of turning the victims into culprits; sometimes we blame the victims.

We fail to identify the culprits in the actual situation and, perhaps if we could clearly identify what the real problems are, maybe we could get to grips with the problem. In Rwanda there are no easy solutions and so people should be prepared

to put up with tough solutions.

We have problems of survivors of genocide who have lost relatives and properties and are very clearly traumatized. We have problems of refugees who are in various categories; there are those who have returned and need to be resettled; those in refugee camps in neighboring countries who are being held in those camps by some of the groups that were responsible for committing crimes against humanity here; and others who do not come for various reasons, but we shall have to examine each category and what can be done to make sure that this problem can be properly addressed. There is the problem of rehabilitating the justice system in order to bring to trial those suspected or known to have committed genocide, as well as deal with other cases that may infringe on law and order in our country. There is obviously the fact that our economy is shattered and industrial production almost non-existent. All these problems are linked, and therefore, will require a well coordinated and integrated approach in order to solve them.

On our part as the Government of Rwanda, we are prepared to do all that is necessary to work with our partners in the international community to reconstruct and rehabilitate this country. Our Government is open to suggestions and proposals as to how we can approach the problems of this nation. And as partners, however, in order to maximize the positive effects of our efforts, it is imperative that we understand the problems of this country properly so that we can administer appropriate and effective remedies. Regular meetings, such as this, will enable us to exchange ideas, assess our progress and make sure we are always going in the same and right direction.

On the question of Rwandese refugees in neighboring countries, I wish to restate that this Government, since its establishment, has made the repatriation of refugees its major preoccupation. Rwanda's borders are and will remain open. It is every Munyarwanda's right, in our view, to come and live in this country without any hindrance, and in peace. But of course this will take us a lot of efforts to achieve and it's not a very easy task.

In addition to keeping the borders open, the Rwanda Government has also made other efforts to persuade refugees to come back. Government officials have visited refugee camps where security permits and groups of refugees themselves have been encouraged and facilitated to come and assess the situation in Rwanda so as to encourage their fellow refugees to come home. Inside the country mechanisms to receive and resettle refugees have been put in place. Committees have been set up to sort out property problems whenever such problems arise. And to avoid property disputes reaching crisis proportions, there is great urgency to establish compensation mechanisms, in our view, among other things, and make available funds, if possible, to compensate those who have been deprived of their properties in various circumstances throughout the

years.

We are concerned that the international community and host countries of refugees have, so far, in a way not been able to separate suspected perpetrators of genocide from genuine innocent refugees, and these perpetrators continue to hide behind these refugees and prevent them from returning home. This situation is particularly acute in Zaire where the militia and former government forces and politicians who were in government in the past continue to organize and rearm themselves freely in order to destabilize our country. If the world wishes to help us end the refugee crisis, I would suggest that one practical action to take is to separate or apprehend the criminals so that the innocent refugees can be encouraged to come home. For so long as the criminals exercise influence on these poor refugees, this situation will continue to be a burden to the international community and a source of instability in the whole region.

In Rwanda, national reconciliation is an inevitable process. It is the responsibility of our Government to work towards this objective. The Rwandese people have, throughout history, been a unified people with a common culture, religion and language. It is in many ways the shallow-minded and self-seeking politicians who were responsible for creating divisions among the Rwandese people to the extent that divisions in this country had come to include, in addition to tribes, regions, clans and even families. The Government has embarked on a task to restore the unity of Rwandese people. We realize this is not an easy task but we have seriously started the process; we intend to continue and to succeed in recreating a unified nation. A key element in the process of reconciliation is certainly justice. For decades Rwandese have been killed by other Rwandese with impunity and, more recently, some attempted to exterminate an entire section of the population. We are determined to break this cycle of impunity by bringing to justice those who have committed crimes against the Rwandese and humanity. We obviously realize that it might be a very difficult or impossible task to try all those who participated in these crimes, given the different degrees of involvement, but we intend to categorize their degree of criminality in order to be able to manage this kind of situation. Priority will certainly be given to the masterminds and hard core groups who planned and executed genocide. I think some of these people responsible can or should never escape justice while others can be made to undergo a process to make them realize that certainly they were involved in wrongdoing but maybe they should never do it again.

For national reconciliation to take place, justice has to be seen to be done if our people are to feel that they have equal rights and opportunities to life. The Government, with the support of the international community, has, therefore, the responsibility of putting a judicial system in place so as to protect the basic freedoms of its people. This dictates the strengthening of administrative structures as well as the gendarmerie or the police for that matter, but it also calls for the swift trial of pending cases in order to decongest prisons, and to trial the cases of genocide. We appeal to the international community to enable the

International Tribunal for Rwanda to commence its work as soon as possible. I'm sure on our part again I say we have a problem which we are yet to resolve and that is the problem of appointing the judges. Let me hope... I will promise you that we will put every effort in place to try and resolve this matter so that the justice system can start operating. This is a problem we also have to solve on our part and hope again with all our colleagues responsible for that we shall be able to resolve it very soon. We realize the urgency of that.

Finally, apart from a few attempts at incursions by the former Government forces across the border from Zaire, especially, our forces have been able to stabilize or create a stable situation in a sense of security, all over the country despite the meager or no resources at all to help us deal with the basic requirements in dealing with this kind of situation. Due to an unfortunate embargo still operating and imposed on our country, we still find difficulties in being able to obtain certain basic requirements so that we can come to grips with the whole situation in terms of providing security. We would like to improve security in this country given this opportunity, but we need assistance in this field, among other things, to be able to deal with that situation properly. You should keep in mind the fact that all the nice programmes and projects you have been discussing here in these past two days, can be realized if also the element of security was put into consideration, given that the success of all these programmes in one way or the other depends really on the total security situation in this country. I hope in one way or the other we could find ways of also perhaps making some contributions to creating a stable security situation by making inputs in the particular areas where these inputs can bring the whole situation into the way we'd like. We have, as I said, done our best with limited resources and we shall continue to do our best. And I would suggest that it is possible for us to sit here this evening without hearing a shot; a gunshot anywhere on the streets of our capital and I'm sure this is not by accident, it's because of these efforts we have employed, given the limitations, that we have managed to create this kind of stable environment in which you can meet, discuss and work together. That we have not even had a curfew since we took over this town, even for a single day, is not really by accident, it is again because of the design of these efforts and I will again appeal to you if in some way we could be assisted in training our gendarmes, in providing equipment and training to all the forces that can make a difference in terms of providing security for our people and the whole country.

Again, Distinguished Guests, Ladies and Gentlemen, I invite you to move, when you find time, out of Kigali and visit other parts of the country to see for yourselves, what we have, or the little we have been able to achieve in a short period and under difficult circumstances. And I wish to express my special thanks to all those countries that have been of great help and specifically and particularly those who have worked directly with the Government or closely with Government to try and deal with most of these difficult problems.

Let me conclude by appealing to you all once again to work together with the Government and co-ordinate our activities so that we can quickly rebuild this nation.

I want to end up by thanking you very much, and, if you don't mind, I would propose that maybe we put something in our glasses and I would like to propose a toast to the good health of everyone and the nation.

Thank you.

**CONFERENCE DE
TABLE RONDE POUR LA
REPUBLIQUE RWANDAISE**

***ROUND TABLE CONFERENCE
FOR RWANDA***

**RAPPORT DE LA
CONFERENCE**

***REPORT OF THE
CONFERENCE***



Genève
18-19 janvier 1995

Table des matières

Communiqué Final	1
Modalités de coordination et de suivi du Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation socio- économique, adoptées par la Conférence	17
Tableau des contributions financières	25
Annexes	
I Liste des Participants	29
II Ordre du Jour	55
III Discours d'ouverture de l'Administrateur du PNUD, M. James Gustave Speth	57
IV Message du Secrétaire général des Nations Unies, lu par le Représentant spécial du Secrétaire général au Rwanda S.E. M. S. Khan	63
V Déclaration du Sous-Secrétaire général aux affaires humanitaires, M. Peter Hansen	65
VI Déclaration du Haut Commissaire aux réfugiés, Mme Sadako Ogata	69
VII Déclaration du Haut Commissaire aux Droits de l'homme, M. José Ayala Lasso	73
VIII Déclaration du Sous-Secrétaire général aux services d'appui et de gestion pour le développement, M. Ji Chaozhu	75

IX	Déclaration du Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Lansana Kouyaté	79
X	Discours du Premier Ministre du Rwanda, S.E. M. Faustin Twagiramungu	83
XI	Présentation du Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation socio-économique par le Ministre des finances, S.E. M. Marc Rugenera	91
XII	Déclaration de la Banque Mondiale	99
XIII	Déclaration du Fonds Monétaire International	105
XIV	Présentation du Programme de réhabilitation des secteurs sociaux, par le Ministre de la réhabilitation et de l'intégration sociale, S.E. Dr Jacques Bihozagara	111
XV	Déclaration du Ministre de la famille et de la promotion féminine, S.E. Mlle Aloysia Inyumba	115
XVI	Déclaration du Ministre d'Etat à la coopération au développement de la République d'Irlande, S.E. Mme Joan Burton	119
XVII	Déclaration du Secrétaire d'Etat à la coopération au développement du Royaume de Belgique, S.E. M. Erik Derycke	123
XVIII	Déclaration du Ministre de la coopération au Développement du Royaume des Pays-Bas, S.E. M. Jan Pronk	127
XIX	Allemagne	135
XX	Autriche	137

XXI	Canada	139
XXII	Danemark	141
XXIII	Etats-Unis d'Amérique	143
XXIV	Fédération de Russie	147
XXV	Finlande	149
XXVI	France	153
XXVII	Japon	157
XXVIII	Norvège	161
XXIX	Royaume-Uni	163
XXX	Suède	165
XXXI	Saint-Siège	169
XXXII	Suisse	171
XXXIII	BAD	175
XXXIV	Commission européenne	179
XXXV	FIDA	183
XXXVI	Allocution de clôture par S.E. M. Faustin Twagiramungu	185

COMMUNIQUÉ FINAL

1. Une Conférence de Table Ronde pour le Rwanda s'est tenue au Palais des Nations, à Genève, les 18 et 19 janvier 1995. La délégation du Rwanda était conduite par S.E. M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre du "Gouvernement d'union nationale". Elle comprenait en outre S.E. M. Anastase Gasana, Ministre des affaires étrangères et de la Coopération, S.E. M. Marc Rugenera, Ministre des finances, S.E. Mlle Aloysia Inyumba, Ministre de la famille et de la promotion féminine, S.E. M. Jacques Bihozagara, Ministre de la réhabilitation et de l'intégration sociale, S.E. M. Augustin Iyamuremye, Ministre de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que plusieurs hauts responsables de l'administration publique. La Table Ronde était organisée avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), dont la délégation était conduite par Mme Ellen Johnson Sirleaf, Secrétaire général adjoint et directeur du Bureau régional pour l'Afrique.

2. La Conférence a été ouverte par M. James Gustave Speth, Administrateur du PNUD. Un message du Secrétaire général des Nations Unies a été lu par son Représentant spécial au Rwanda, S.E. M. Shaharyar Khan. Ensuite des communications ont été présentées par M. Peter Hansen, Sous-Secrétaire général chargé des affaires humanitaires, Mme Sadako Ogata, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, M. J. Ayala Lasso, Haut Commissaire pour les droits de l'homme, M. Ji Chaozhu, Sous-Secrétaire général pour le soutien au développement et les services de gestion et M. Lansana Kouyaté, Secrétaire général adjoint chargé des affaires politiques. Des interventions ont ensuite été faites par les délégations des pays dont certains étaient représentés à un très haut niveau, et notamment l'Irlande par S.E. Mme Joan Burton, Ministre d'Etat, la Belgique par S.E. M. Erik Derycke, Secrétaire d'Etat pour la coopération au développement, et les Pays-Bas par S.E. M. Jan Pronk, Ministre de la coopération au développement. Des interventions ont également été faites par les représentants des institutions internationales de développement et certaines ONG.

3. Les délégations participantes étaient les suivantes: Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark,

Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Fédération de Russie, Suède, Saint-Siège, Suisse. En qualité de pays observateurs Algérie, Angola, Egypte, Ethiopie, Ghana, Kenya, Koweït, Libéria, Madagascar, Maurice, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Tunisie et Zambie. La Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale, la Commission européenne (Union européenne), le Fonds koweïtien pour le développement, le Fonds monétaire international (FMI) et l'OPEP étaient représentés en qualité d'organisations multilatérales. L'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), le Bureau international du travail (BIT), le Centre pour les droits de l'homme (CDH), la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Département des affaires humanitaires (DHA), le Département de l'appui au développement et des services de gestion (DADSG), le Département des affaires politiques (DAP), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA), le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Bureau de service des projets (BSP), les Volontaires des Nations Unies (PNUD-VNU), ainsi que les organisations non gouvernementales ACORD, CARE, le Conseil international des agences bénévoles (ICVA), INTERACTION, le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), la Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR), le Centre Nord-Sud et le Steering Committee for Humanitarian Response siégeaient également à titre d'observateurs.

4. Dans son allocution introductive, l'Administrateur du PNUD a mis l'accent sur la mise en oeuvre urgente d'un programme de réhabilitation et de relance socio-économique comme condition de la réconciliation nationale. Il a d'autre part mis en exergue les différentes

composantes du programme national, notamment le rétablissement de l'état de droit, la restauration d'une capacité administrative et judiciaire, la réinstallation et la réintégration des personnes réfugiées et déplacées, la relance des activités productives et la protection de l'environnement, le développement des services sociaux et l'élargissement de la participation des acteurs nationaux. Il a également commenté les évaluations chiffrées et hypothèses relatives au programme national et à l'appel consolidé inter-agences des Nations Unies qui doit être présenté le 20 janvier 1995. M. Speth a enfin invité la communauté internationale à répondre favorablement à l'appel fait par le Gouvernement à l'occasion de cette Table Ronde.

5. Dans son message à la Conférence, le Secrétaire général des Nations Unies a invité la communauté internationale à soutenir les efforts déployés par le Gouvernement du Rwanda. Il y va, a-t-il souligné, du devoir humanitaire d'assistance à un pays martyrisé mais aussi d'une obligation collective pour éviter qu'un échec dans la reconstruction du pays et la réconciliation nationale ne débouche sur une déstabilisation périlleuse de toute la sous-région. Le Secrétaire général a, à cet égard, rappelé avec gravité que les dramatiques événements qu'avait connus le Rwanda devaient servir de leçon pour que l'on puisse empêcher à temps qu'ils ne se reproduisent ailleurs.

6. M. Peter Hansen, Sous-Secrétaire général des Nations Unies chargé des affaires humanitaires, a pour sa part, rappelé l'immense effort déployé par les principaux donateurs, les agences du système des Nations Unies et les ONG pour répondre, depuis avril 1994, aux besoins humanitaires d'urgence en faveur du Rwanda et des réfugiés vivant dans les pays voisins. Il a également annoncé le lancement d'un appel consolidé inter-agences des Nations Unies pour couvrir l'ensemble des besoins de l'année 1995 dont les dépenses allouées à l'intérieur des frontières du Rwanda sont estimées à 208 millions de dollars.

7. Dans son intervention, S.E. M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre, a remercié tout d'abord la communauté internationale pour l'assistance apportée au peuple rwandais, à la fois à ceux vivant à l'intérieur du pays et à ceux réfugiés dans les pays voisins. Il a rappelé les objectifs prioritaires du Rwanda: i) le retour des réfugiés, ii) la sécurité intérieure, iii) la réorganisation du système judiciaire, iv) la relance du processus de démocratisation, v) le respect des libertés fondamentales, vi) le règlement des litiges de propriété, vii) la

formation d'une armée nationale, viii) la réconciliation nationale, ix) la traduction en justice des auteurs présumés du génocide. Il a, à cet égard, évoqué les grandes actions déjà entreprises par son Gouvernement. Il a enfin insisté sur la détermination des autorités à mettre en oeuvre, de manière dynamique, transparente et coordonnée, l'ensemble des actions contenues dans le Programme national de réconciliation et de relance socio-économique.

8. Dans son exposé liminaire, S.E. M. Marc Rugenera, Ministre des finances, a présenté les grandes lignes du Programme de réhabilitation et de relance économique, les grandes orientations du budget 1995 et les mesures budgétaires envisagées à court terme. Il a insisté sur les aspects de création d'un environnement propice au redémarrage des secteurs productifs, y compris la redéfinition du rôle de l'Etat et la promotion du secteur privé. Il a ensuite mis l'accent sur une gestion rationnelle des ressources nationales impliquant l'ensemble des acteurs puis présenté l'ensemble des besoins de financement recherchés pour relever ce défi de la réhabilitation et de la relance du développement.

9. S.E. M. Jacques Bihozagara, Ministre de la réhabilitation et de la réintégration sociale a présenté la situation héritée de l'après-guerre et l'impérieuse nécessité d'assurer une réintégration sociale des personnes réfugiées et déplacées. Après avoir explicité les objectifs et stratégies en matière d'installation et de réinstallation de cinq millions de personnes, il a présenté les coûts de ce programme prioritaire, qui prévoit notamment l'installation des nouveaux réfugiés dans des sites non habités après leur viabilisation.

10. S.E. Mlle Aloysia Inyumba, Ministre de la famille et de la promotion féminine a relaté les souffrances qu'ont endurées les femmes et les enfants au cours des crises qui ont caractérisé l'histoire contemporaine du Rwanda. Lors de la crise récente, de nombreuses femmes ont été contraintes, sous la ace, à l'esclavage sexuel, d'autres ont été violées et beaucoup d'entre elles sont désormais infectées par le virus du Sida. Le Gouvernement a élaboré un programme de renforcement du cadre familial et d'assistance aux 450.000 veuves et aux 150.000 enfants non accompagnés et notamment des activités socio-éducatives favorisant la réconciliation nationale.

11. La Conférence a ensuite examiné les propositions faites par le Gouvernement pour la réconciliation nationale, la réhabilitation et la relance socio-économique. Ce faisant, elle a tout d'abord félicité le Gouvernement pour avoir, en si peu de temps, été capable de formuler une politique cohérente et d'avoir su la présenter dans un document dont la qualité a été unanimement reconnue. Elle a, à cet égard, exprimé son appréciation du rôle joué par le PNUD pour la préparation de cette Conférence.

12. Au cours des discussions qui ont suivi, un large consensus s'est dégagé pour reconnaître la priorité absolue au retour des réfugiés et des personnes déplacées, la solution de ce problème conditionnant la crédibilité des politiques de réconciliation nationale et de relance de l'économie. Elle a, à cet égard, manifesté son encouragement au Gouvernement et a proposé un appui à la hauteur des défis à relever.

13. Examinant le problème des réfugiés, la Conférence a unanimement souligné que celui-ci ne se réduisait pas à un problème de financement du transport et de la réinstallation des personnes déplacées. A la base, il se pose en effet un problème de rétablissement de la sécurité intérieure et de la confiance. Celles-ci ont semblé, pour l'ensemble des participants, être fondamentalement liées à la restauration d'un Etat de droit, à un renforcement de la sécurité et de la protection des personnes, à la mise en place d'un système judiciaire efficace, à l'assurance que les coupables du génocide ne resteront pas impunis. La Conférence a, à cet égard, marqué son accord sur les déclarations faites dans ce sens par le Gouvernement, et plusieurs participants ont manifesté leur intention de soutenir les mesures liées à la restauration de l'Etat de droit. Evoquant la dimension régionale de ce problème, la Conférence a souligné l'urgence et l'importance de la prochaine Conférence de Bujumbura organisée par le HCR et l'OUA sur les réfugiés.

14. Tout en reconnaissant le bien-fondé des besoins exprimés par le Gouvernement pour réhabiliter l'administration publique, les infrastructures et les services sociaux de base, des interrogations ont été avancées sur la capacité qu'avait le pays d'absorber l'aide demandée au cours de la première année couverte par le programme gouvernemental. Un effort a été demandé pour que les priorités soient mieux définies et qu'elles soient rendues plus explicites lors de l'établissement des calendriers de déboursement. Il a en outre été souligné que des efforts

devaient être faits en matière de formation et de renforcement des moyens de l'Etat pour améliorer la capacité d'absorption du pays.

15. La Conférence a souligné son appréciation de la politique économique exprimée par le Gouvernement pour réduire le rôle de l'Etat dans l'économie, pour dynamiser les secteurs productifs et relancer le processus de privatisation. A cet effet, elle a particulièrement noté l'intention du Gouvernement de diminuer l'effectif de la fonction publique et de contrôler la masse salariale. Certains intervenants ont cependant souligné que dans ce contexte le Gouvernement aura à affronter assez vite le difficile problème de l'adéquation de l'armée aux moyens de l'Etat. Il lui faudra ainsi faire face, dès que les conditions seront réunies, au problème de la démobilisation et de la réinsertion d'un effectif non négligeable. La Conférence a exprimé sa satisfaction de voir le Gouvernement envisager la réintégration de certains effectifs de l'ancienne armée qui n'auraient pas été impliqués dans le génocide.

16. La Conférence a d'une façon générale noté avec satisfaction les déclarations positives sur les garanties politiques données par le Gouvernement et exprimées par le Premier Ministre. Elle a cependant rappelé la nécessité de recourir aux consultations populaires prévues par les Accords d'Arusha afin de compléter le cadre de démocratisation et de restauration de l'Etat de droit. Elle a suggéré également au Gouvernement rwandais la continuation du dialogue national pour une vision consensuelle à long terme du développement du Rwanda.

17. De nombreuses voix se sont élevées pour rappeler que le Gouvernement et les administrations ne pourraient assurer seuls la mise en oeuvre du programme de réhabilitation et qu'il était nécessaire de trouver des relais décentralisés, en s'appuyant notamment sur les collectivités locales, les associations et les ONG nationales. A cet égard, la Conférence a souligné la nécessité de mettre en place des systèmes de formation ainsi que des mécanismes appropriés pour mieux répondre aux situations d'urgence et aux besoins "de tous les jours" des populations.

18. Considérant les problèmes de mise en oeuvre du programme, un large consensus s'est exprimé pour souligner l'importance d'une coordination technique des actions de relance socio-économique et s'assurer notamment de la réhabilitation des capacités de gestion de l'Etat et de la restauration du cadre macro-économique. Certains

participants ont émis le souhait de contribuer au Fonds fiduciaire des Nations Unies.

19. Les déclarations gouvernementales se sont traduites au cours de la Conférence par des soutiens exprimés par de nombreux Bailleurs de fonds qui ont notamment signifié leur intention d'aider au rétablissement des comptes extérieurs et au règlement des arriérés de dettes auprès de la Banque Mondiale. Les contributions annoncées des Bailleurs de fonds totalisent environ 600 millions de dollars, dont 550 millions pour les activités décrites dans le document présenté par le Gouvernement à la Conférence. Les besoins de financement prévus pour les activités de réhabilitation ainsi que le déficit budgétaire sont entièrement couverts, à l'exception des arriérés vis-à-vis du FIDA, de l'OPEP et, partiellement, de la BAD. Le Gouvernement a lancé un appel aux Bailleurs de fonds bilatéraux pour l'aider à épurer ces arriérés. Quant à la composante relative à la réintégration des réfugiés et des personnes déplacées, les Bailleurs de fonds, bien que disposés à fournir leur soutien, souhaitent que les hypothèses sous-tendant les calculs soient vérifiées et que le calendrier de réalisation soit revu.

20. Les participants ont adopté une proposition du Gouvernement et du PNUD visant à la mise en place d'un processus de suivi - évaluation du programme défini par la Table Ronde. Les modalités de mise en oeuvre de ce processus incluent la création, sous la présidence du Premier Ministre du Gouvernement du Rwanda, d'un Comité de suivi comprenant les représentants du Gouvernement et des Bailleurs de fonds. Le Secrétariat du Comité sera placé au sein du Ministère du Plan et appuyé par le PNUD, les Bailleurs de fonds participant aux coûts de fonctionnement. Le processus de suivi comprendra, outre la mise à disposition continue d'informations sur l'avancement des opérations, une revue à mi-parcours, à Kigali, en juin 1995 et un certain nombre de réunions techniques périodiques. L'organisation de la prochaine Table Ronde est prévue en janvier 1996.

21. Les partenaires de développement ont félicité le Gouvernement et le PNUD pour l'initiative et l'excellente organisation de cette Conférence qui s'est déroulée dans une atmosphère empreinte de franchise et de dialogue constructif. Le Gouvernement du Rwanda a tenu à féliciter tous les participants pour leur disponibilité et la parfaite cordialité qui a présidé aux débats. Le Gouvernement a remercié à nouveau la communauté internationale pour ses appuis et engagements

effectifs en vue de la réconciliation et de la relance socio-économique au Rwanda.

Genève, le 19 janvier 1995

FINAL COMMUNIQUÉ

1. Geneva, 19 January 1995. A Round Table Conference on Rwanda was held at the Palais des Nations, Geneva, on 18 and 19 January 1995. The Rwandan delegation was led by H.E. Mr. Faustin Twagiramungu, Prime Minister in the "Broad-based Transitional Government". It also included H.E. Mr. Anastase Gasana, Minister for Foreign Affairs and Cooperation, H.E. Mr. Marc Rugenera, Minister for Finance, H.E. Ms Aloysia Inyumba, Minister for Family Affairs and Women's Development, H.E. Mr. Jacques Bihozagara, Minister for Rehabilitation and Social Integration, H.E. Mr. Augustin Iyamuremye, Minister for Agriculture, and a number of senior civil servants. The Round Table was organized with the support of the United Nations Development Programme (UNDP), whose delegation was led by Ms Ellen Johnson Sirleaf, Assistant Administrator and Director of the Regional Bureau for Africa.

2. The Conference was opened by the UNDP Administrator, Mr. James Gustave Speth. A message from the United Nations Secretary-General was read out by his Special Representative to Rwanda, H.E. Mr. Shaharyar Khan. Statements were then made by Mr. Peter Hansen, Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs, Ms Sadako Ogata, United Nations High Commissioner for Refugees, Mr. Ayala Lasso, High Commissioner for Human Rights, Mr. Ji Chaozhu, Under-Secretary-General for Development Support and Management Services and Mr. Lansana Kouyaté, Assistant Secretary-General for Political Affairs. Statements were then made by country delegations, some of which were very high-level. Ireland was represented by H.E. Ms Joan Burton, Minister of State for Development Cooperation, Belgium by H.E. Mr. Erik Derycke, Secretary of State for Development Cooperation, and the Netherlands by H.E. Mr. Jan Pronk, Minister for Development Cooperation. Statements were also made by representatives of international development agencies and a number of NGOs.

3. Participating delegations were: Australia, Austria, Belgium, Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Holy See, Ireland, Italy, Japan, the Netherlands, Norway, Russian Federation, South

Africa, Spain, Sweden, Switzerland, United Kingdom, United States of America. The following countries attended as observers: Algeria, Angola, Egypt, Ethiopia, Ghana, Kenya, Kuwait, Liberia, Madagascar, Mauritius, New Zealand, Nigeria, Senegal, Sudan, Tanzania, Tunisia and Zambia. The following multilateral organizations were represented: African Development Bank (BAD), European Commission (European Union), International Monetary Fund (IMF), Kuwait Fund for Arab Economic Development (KFAED), OPEC Fund and the World Bank. The Agency for Cultural and Technical Cooperation (ACCT), the UN Centre for Human Rights (UNCHR), the UN Department for Development Support and Management Services (DDSMS), the UN Department of Humanitarian Affairs (DHA), the UN Department of Political Affairs (DPA), the UN Economic Commission for Africa (ECA), the Food and Agriculture Organization (FAO), the UN Centre for Human Settlement (Habitat), the International Fund for Agricultural Development (IFAD), the International Labour Office (ILO), the International Organization for Migration (IOM), the International War-Crimes Tribunal for the former Yugoslavia, the Organization of African Unity (OAU), the Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD), the United Nations Conference for Trade and Development (UNCTAD), the United Nations Organization for Education, Science and Culture (UNESCO), the United Nations Fund for Population Activities (UNFPA), the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), the United Nations Children's Fund (UNICEF), the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO), the United Nations Office for Project Services (UNOPS), the United Nations Volunteers (UNDP-UNV), the World Food Programme (WFP), the World Health Organization (WHO) and the World Meteorological Organization (WMO), together with the following non-governmental organizations: ACORD, CARE, the International Committee of the Red Cross (ICRC), the International Federation of the Red Cross (IFRC), the International Council of Voluntary Agencies (ICVA), INTERACTION, the North-South Centre and the Steering Committee for Humanitarian Response participated as observers.

4. In his introductory statement, the UNDP Administrator stressed the urgency of implementing a rehabilitation and socio-economic recovery programme as a prerequisite for national reconciliation. He also described the various aspects of the national programme, including the re-establishment of the rule of law, the restoration of administrative and judicial institutions, the resettlement and reintegration of refugees

and displaced persons, the relaunching of economic activity and protection of the environment, the development of social services and increased participation of national actors. He also commented on the evaluations and assumptions relating to the national programme and the United Nations consolidated inter-agency appeal to be launched on 20 January 1995. In conclusion, he called on the international community to respond favourably to the appeal made by the Government at the Round Table.

5. In his message to the Conference, the United Nations Secretary-General invited the international community to support the Government of Rwanda's efforts. There was a humanitarian duty to assist a stricken country, as well as a collective obligation to prevent national reconstruction and reconciliation efforts from failing and leading to dangerous destabilization throughout the subregion. He gravely pointed out that Rwanda's tragic experience should be learned from so that steps could be taken to avert recurrence elsewhere.

6. Mr. Peter Hansen, United Nations Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs, recalled the huge effort made by the main donors, the agencies of the United Nations system and NGOs, since April 1994, in responding to the urgent humanitarian needs of Rwanda and refugees living in neighbouring countries. He also announced the launching of a United Nations consolidated inter-agency appeal to cover all needs for 1995, the cost of which within Rwanda's borders was estimated at US\$ 208 million.

7. In his statement, the Prime Minister, H.E. Mr. Faustin Twagiramungu, began by thanking the international community for the assistance provided to the people of Rwanda, both those living in Rwanda itself and those who were refugees in neighbouring countries. He then outlined the major steps already taken by his Government and recalled that Rwanda's primary objectives were (i) the return of the refugees, (ii) internal security, (iii) reorganization of the justice system, (iv) relaunching the democratization process, (v) respect for fundamental freedoms, (vi) settlement of ownership disputes, (vii) formation of a national army, (viii) national reconciliation, (ix) bringing those suspected of acts of genocide to justice. He stressed the Rwandan authorities' determination to adopt a dynamic, transparent and coordinated approach in implementing all aspects of the national socio-economic reconciliation and reconstruction programme.

8. In his introductory statement, the Minister for Finance, H.E. Mr. Marc Rugenera, outlined the rehabilitation and economic reconstruction programme, the main aspects of the 1995 budget and the short-term budgetary measures envisaged. He stressed the importance of creating a favourable environment for economic recovery by, among other things, redefining the role of the State and promoting the private sector. He also emphasized the need for rational management of national resources by all sectors and presented an overall picture of the financing needs of Rwanda if it was to meet the challenge of rehabilitation and renewed development.

9. The Minister for Rehabilitation and Social Reintegration, H.E. Mr. Jacques Bihozagara, described the post-war situation and the overriding necessity of reintegrating refugees and displaced persons into society. He went on to explain the objectives and strategies regarding the settlement and resettlement of five million people and gave details of the costs of this priority programme which provides, among other things, for the settlement of new refugees on uninhabited sites after the services have been laid on.

10. The Minister for Family Affairs and Women's Development, H.E. Ms Aloysia Inyumba, told of the suffering endured by women and children during the periodic crises which had marked Rwanda's recent history. During the latest crisis, many women had been forced, under threat, into sexual slavery and others had been raped, and many of them were now infected with the AIDS virus. The Government had developed a programme for strengthening the family structure and providing assistance to 450,000 widows and 150,000 unaccompanied children and, in particular, social and educational activities designed to promote national reconciliation.

11. The Conference then considered the Government's proposals for national reconciliation, rehabilitation and socio-economic recovery. In doing so, it first congratulated the Government for having been able to formulate a coherent policy in such a short time and presenting it in a document of undisputedly high quality. In that connection, participants expressed their appreciation of the role played by UNDP in organizing the Conference.

12. During the ensuing discussions, a broad consensus emerged in favour of according absolute priority to the return of refugees and displaced persons, as the credibility of the national reconciliation and

economic recovery policies depended on that problem being solved. The Conference expressed its encouragement for the Government in that regard and proposed support adequate to meet the challenges that would have to be faced.

13. The Conference unanimously emphasized that the refugee problem was not simply a question of financing the transport and resettlement of displaced persons. It was basically a matter of re-establishing internal security and trust, conditions which all participants saw as fundamental to restoring the rule of law, strengthening the security and protection of individuals, establishing an effective justice system and ensuring that those guilty of genocide would not go unpunished. In this regard, the Conference expressed agreement with the statements made along those lines by the Government, and a number of participants expressed their intention of supporting measures for the restoration of the rule of law. Referring to the regional scale of the problem, the Conference emphasized the urgency and importance of the forthcoming Bujumbura Conference on Refugees to be organized by UNHCR and OAU.

14. While the legitimacy of the needs expressed by the Government in order to re-establish the public administration, infrastructures and basic social services was generally recognized, questions were asked about the country's capacity to absorb the aid requested in the first year covered by the Government's programme. It was felt that priorities should be more clearly defined and made more specific when disbursement timetables were drawn up. It was also emphasized that efforts were needed in training and strengthening the Government's resources in order to improve the country's absorption capacity.

15. The Conference expressed its approval of the Government's economic policy to reduce the role of the State in the economy, revive the productive sectors and relaunch the privatization process. It took special note of the Government's plan to reduce the size of the civil service and control the total wage bill. However, a number of speakers highlighted the fact that the Government would soon have to face the difficult problem of reducing the army to a size that the country could afford and subsequently, as soon as conditions allowed, demobilizing and reintegrating a substantial number of personnel. The Conference expressed its satisfaction with the Government's plan to reinstate some units of the former army which had not been involved in acts of genocide.

16. The Conference expressed general satisfaction with the positive statements on the political guarantees given by the Government, as described by the Prime Minister. It recalled, however, the need to organize the referenda provided for in the Arusha agreements in order to complete the process of democratization and restoration of the rule of law. It also suggested that the Rwandan Government should continue the national dialogue in order to arrive at a long-term consensus view of Rwanda's development.

17. Many speakers recalled that the Government and the authorities could not carry out the rehabilitation programme without assistance and that it would be necessary to set up a decentralized system based essentially on local communities, associations and national NGOs. In this connection, the Conference emphasized the need to set up training systems and appropriate machinery to better respond to emergencies and the "everyday" needs of communities.

18. In view of the problems involved in implementing the programme, there was a broad consensus on the importance of technical coordination of socio-economic reconstruction efforts and, in particular, on rehabilitating State management capacity and restoring the macroeconomic framework. Some participants expressed a wish to contribute to the United Nations Trust Fund.

19. During the Conference, government statements brought expressions of support from many funding sources, which indicated their intention of helping with the re-establishment of external accounts and the payment of debt arrears to the World Bank. Funding pledges amounted to approximately US\$ 600 million, of which US\$ 550 million were for activities described in the document submitted to the Conference by the Government. Anticipated funding needs for rehabilitation activities and the budget deficit are fully covered, except for arrears to IFAD, OPEC and part of the arrears to ADB. The Government appealed to bilateral funding sources to help it in paying off those arrears. As for the component concerning the reintegration of refugees and displaced persons, funding sources, while ready to lend their support, wished the assumptions underlying the calculations to be verified and the implementation of the timetable to be reviewed.

20. Participants adopted a Government and UNDP proposal to set up a programme follow-up/evaluation process as defined by the Round Table. The measures needed to set this process in motion include

creating a follow-up committee, chaired by the Prime Minister of the Government of Rwanda and consisting of representatives of the Government and financing sources. The committee's secretariat would be set up in the Ministry for Economic Planning and supported by UNDP, with lenders helping to cover operating costs. In addition to providing continuous information on the progress of operations, the follow-up process will involve a mid-term review, in Kigali in June 1995, and a number of periodic technical meetings. The next Round Table is expected to be held in January 1996.

21. All parties congratulated the Government and UNDP on their initiative and on the excellent organization of the Conference, which took place in an atmosphere of open and constructive dialogue. The Government of Rwanda welcomed the fact that so many participants had been able to attend and the friendly atmosphere that had prevailed over the discussions. The Government again thanked the international community for its support and the actual commitments made to the reconciliation and socio-economic recovery of Rwanda.

Geneva, 19 January 1995

**Modalités de coordination et de suivi
du Programme de réconciliation nationale
et de réhabilitation socio-économique**

1. La présentation par la délégation du Gouvernement rwandais des besoins de réhabilitation et la réaction des participants à cette Conférence ont démontré clairement que ce programme revêt un exceptionnel caractère d'urgence. Les engagements pris et annoncés par la communauté internationale démontrent qu'elle soutient totalement les exigences de réconciliation nationale et de réhabilitation du Rwanda.
2. Compte tenu de la nécessité de lancer le Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation du Rwanda le plus tôt possible, le Gouvernement considère comme essentielle la conception immédiate d'un mécanisme de suivi et de coordination.
3. Le PNUD soutient la proposition gouvernementale de créer un Comité de suivi du Programme d'actions (CSPA) tel qu'indiqué dans le document de la Table Ronde et soumet ici les modalités de mise en oeuvre de ce processus.
4. Le CSPA sera chargé de la coordination et du suivi des conclusions et recommandations adoptées par les participants à la Table Ronde, afin d'en assurer la cohérence intersectorielle et le bon aboutissement dans le respect des engagements des Bailleurs de fonds.
5. Le CSPA sera composé, sous la présidence du Premier Ministre, de représentants du Gouvernement et des Bailleurs de fonds.
6. Un Secrétariat du Comité, appuyé par le PNUD, sera constitué au sein du Ministère du Plan. Jusqu'à la prochaine Table Ronde, le financement du Secrétariat sera pris en charge par le PNUD et la communauté des Bailleurs de fonds, pour un coût estimé à un million de dollars.

7. Les tâches prioritaires du Secrétariat comprennent:

- i) le suivi des flux financiers et des engagements pris au cours de la Table Ronde ou ultérieurement;
- ii) la mise à disposition continue d'informations aux partenaires (Gouvernement, Bailleurs de fonds et agences d'exécution) sur l'état d'avancement des opérations du Programme;
- iii) l'appui au CSPA;
- iv) la préparation et le suivi des consultations périodiques générées par le processus de Table Ronde.

8. Le processus de suivi devrait initier:

- i) des réunions trimestrielles intérimaires du Comité de suivi à Kigali ainsi que des consultations sectorielles;
- ii) une revue à mi-parcours du programme 1995, élargie à l'ensemble des partenaires, en juin/juillet 1995 à Kigali;
- iii) une Table Ronde au début de 1996, à Genève, visant à consolider les acquis de la relance et à programmer les opérations de 1996.

9. Le Secrétariat du Comité de suivi sera appelé à préparer les éléments permettant d'évaluer la mise en oeuvre du Programme et, si nécessaire, sa réorientation ou des modifications.

10. Afin de fournir un appui efficace au Gouvernement du Rwanda, le Secrétariat bénéficiera de la coopération des Bailleurs de fonds pour le suivi-évaluation des engagements dans les secteurs clé concernés par les opérations de relance, tels que:

- les secteurs financiers et la gestion macro-économique,
- la gestion de l'Etat et des collectivités locales,
- la justice et le respect des droits de l'homme,
- l'agriculture et le développement rural,

- les infrastructures et les secteurs des transports et de l'énergie,
- les secteurs sociaux, et
- l'installation ou la réinstallation des réfugiés et des personnes déplacées.

11. Des sous-comités du Comité de suivi seront constitués pour les secteurs cités ci-dessus, avec les Ministères responsables et les Bailleurs principaux, ceux-ci jouant le rôle de chefs de file. Les sous-comités seront également élargis aux agences d'exécution ainsi qu'aux ONG concernées.

**Proposal for the Coordination and the Follow-up
of the Programme of National Reconciliation
and Socio-Economical Rehabilitation**

1. The presentation made by the delegation of the Rwandan Government on the rehabilitation needs and the statements presented by the participants to the present Conference showed clearly their concern on the exceptional magnitude and emergency characterizing this programme. The commitments announced demonstrate that the members of the international community fully support what is requested by the national reconciliation and the recovery in Rwanda.
2. Considering the necessity to launch the "Programme of National Reconciliation and Recovery" as soon as possible, the Government insists on the need for the immediate set-up of a follow-up and coordination mechanism.
3. The United Nations Development Programme supports the governmental proposal concerning the creation of a Recovery Programme Steering Committee (RPSC) as indicated in the Round Table document and proposes the following modalities for its implementation.
4. The RPSC will be in charge of the coordination and the follow-up of the conclusions and recommendations adopted by the participants to the Round Table, in order to assure intersectorial coherence and their full accomplishment, in line with the commitments of the Donors.
5. The RPSC, chaired by the Prime Minister, would be composed of representatives of the Government and the Donor Community.
6. A Committee Secretariat will be set up, located in the Ministry of Planning, and fully supported by UNDP. Until the next Round Table, the Secretariat would operate with the financial support of UNDP and the Donor Community for an estimated cost of US\$ one million.

7. The priority tasks assigned to the Secretariat include:
 - (i) the tracking of financial flows and the monitoring of the commitments made during the Round Table or later;
 - (ii) the continual supply of information to the various partners (Government, Donors and Executing Agencies) on the progress of programme operations;
 - (iii) the servicing of and the support to the RPSC;
 - (iv) the preparation and the follow-up of the periodical consultations of the Round Table process.
8. The follow-up process should initiate:
 - (i) quarterly meetings of the Steering Committee in Kigali and sectoral consultations;
 - (ii) a mid-term review of the 1995 programme, with the participation of all partners, in June/July 1995 in Kigali;
 - (iii) a Round Table in the beginning of 1996 in Geneva, aiming at consolidating the results of the recovery progress and programming for 1996.
9. The Secretariat would prepare the documentation needed for the monitoring of the programme implementation and, if necessary, amendments and changes.
10. In order to efficiently support the Government of Rwanda, the Secretariat will benefit from cooperation provided by the Donors, in monitoring and evaluating the commitments in the key sectors concerned by the recovery operations, as follows:
 - Finance and macroeconomic management;
 - National administration and local communities management;
 - Justice and human rights;
 - Agricultural and rural development;
 - Infrastructure, transport and energy;
 - Social sectors;

- Resettlement of refugees and internally displaced persons.

11. RPSC sub-committees will be set around the above sectors, involving closely the concerned technical Ministries and key Donors who would act as Donor team leaders. The sub-committees would comprise also the UN Agencies as well as the interested NGOs.

Contributions financières annoncées à la Conférence par les Bailleurs de fonds

Le total des contributions annoncées par les partenaires du Rwanda pendant la Conférence atteint 586.6 millions de dollars. Ce montant ne comprend pas les contributions de plusieurs donateurs, tels que la France, l'Italie, la Nouvelle-Zélande et la Fédération de Russie, dont l'importance doit être fixée par leurs gouvernements respectifs.

Le programme est divisé en trois sous-programmes:

1. l'appui budgétaire
2. la réintégration des réfugiés et personnes déplacées
3. la réhabilitation et la relance socio-économique

Les montants mentionnés comme se trouvant en dehors du document de la Table Ronde se rapportent à des activités qui n'y ont pas été présentées, telles que certains programmes d'aide alimentaire d'urgence, le programme d'observation du respect des droits de l'homme, la mise en place du Tribunal international et certains projets d'infrastructures.

Quatre pays -- l'Autriche, l'Espagne, l'Irlande et la Suède -- ont annoncé des contributions globales qui ne sont pas intégralement ventilées par sous-programmes.

Toutefois, sur la base des allocations par sous-programme déjà annoncées, le sous-programme 3 dépasse les montants requis. Compte tenu de la flexibilité exprimée par les donateurs, les surplus pourraient être réalloués à d'autres sous-programmes.

CONFERENCE DE TABLE RONDE POUR LE RWANDA

CONTRIBUTIONS ANNONCEES (en millions de dollars des E.U.)

DONATEUR	SOUS- PROGR. 1	SOUS- PROGR. 2	SOUS- PROGR. 3	HORS PROGRAMME TABLE RONDE	TOTAL
BILATERAL					
Allemagne		14,0	66,0		80,0
Autriche	N.A.	N.A.	N.A.		1,7
Belgique	12,4	2,7	20,5		35,5
Canada	7,7		9,5		17,2
Espagne	N.A.	N.A.	4,5		9,5
Etats-Unis	6,5		35,0	18,3	59,8
Fédération de Russie					à annoncer
France					montant à préciser
Irlande	0,6	N.A.	N.A.		1,6
Italie					à annoncer
Japon		22,5			22,5
Nouvelle Zélande					à annoncer
Pays-Bas	19,5		13,5		33,0
Royaume-Uni	1,5		1,5		3,0
Suède	N.A.	N.A.	N.A.		3,0
Suisse	0,8		12,0		12,8
SOUS-TOTAL	48,9	39,2	162,5	18,3	279,7
MULTILATERAL					
Agences des Nations Unies			14,0		14,0
Banque mondiale	45,0		30,0		75,0
Banque Africaine de Dévelop.	20,0		30,0		50,0
Commission Européenne	49,2		68,4	9,6	127,2
Fonds Intern. Dév. Agricole			15,0		15,0
Fonds Monétaire International	13,0				13,0
Org. Pays Exporteurs Pétrole				12,9	12,9
SOUS-TOTAL	127,2		157,4	22,5	307,1
CONTRIBUTIONS TOTALES	176,1	39,2	319,9	40,8	586,8
FONDS DEMANDES	189,6	273,7	300,9		764,1

Notes:

Sous-programme 1: Appui financier

Sous-programme 2: Réintégration des réfugiés et déplacés

Sous-programme 3: Réhabilitation / Développement

N.A.: non allouée

Les contributions de l'Autriche, l'Espagne, l'Irlande et la Suède seront affectées aux sous-programmes ultérieurement. Le total des sommes allouées aux sous-programmes n'est donc pas égal au total des contributions.

Financial contributions communicated to the Conference by the Donors

Contributions totalling 586.6 million US dollars were announced by Rwanda's partners during the Conference. Not included in this total are the contributions of a number of Donors, including France, Italy, New Zealand and the Russian Federation, the amount of which has to be settled by their respective governments.

There are three sub-programmes to the programme:

1. support to the budget
2. reintegration of refugees and displaced persons
3. restoration and social and economic revival

Amounts referred to as being outside the scope of the Round Table document related to activities not expounded there, such as some emergency food aid programmes, the monitoring programme on respect for human rights, the establishment of the International Court and some infrastructure projects.

Four countries - Austria, Ireland, Spain and Sweden - announced global contribution figures without giving a break-down by sub-programmes.

However, the amounts required for the third sub-programme have been exceeded on the basis of the allocations already announced by sub-programme. Having regard to the flexibility expressed by the Donors, the surpluses could be re-allocated to other sub-programmes.

ROUND TABLE CONFERENCE FOR RWANDA

FUNDS PLEDGED (US Millions of dollars)

DONORS	SUB- PROGR. 1	SUB- PROGR. 2	SUB- PROGR. 3	OUTSIDE ROUND TABLE DOCUMENT	TOTAL
BILATERAL					
Austria	N.A.	N.A.	N.A.		1,7
Belgium	12,4	2,7	20,5		35,5
Canada	7,7		9,5		17,2
France				Amount to be determined	
Germany		14,0	66,0		80,0
Ireland	0,6	N.A.	N.A.		1,6
Italy				To be announced	
Japan		22,5			22,5
Netherlands	19,5		13,5		33,0
New Zealand				To be announced	
Russia				To be announced	
Spain	N.A.	N.A.	4,5		9,5
Sweden	N.A.	N.A.	N.A.		3,0
Switzerland	0,8		12,0		12,8
United Kingdom	1,5		1,5		3,0
USA	6,5		35,0	18,3	59,8
SUB-TOTAL	48,9	39,2	162,5	18,3	279,7
MULTILATERAL					
African Development Bank	20,0		30,0		50,0
European Union Commission	49,2		68,4	9,6	127,2
Intern. Fund Agricultural Dev.			15,0		15,0
International Monetary Fund	13,0				13,0
Org. Petroleum Exp. Countries				12,9	12,9
United Nations Agencies			14,0		14,0
World Bank	45,0		30,0		75,0
SUB-TOTAL	127,2		157,4	22,5	307,1
TOTAL FUNDS PLEDGED	176,1	39,2	319,9	40,8	586,8
FUNDS REQUESTED	189,6	273,7	300,9		764,1

Notes:

Sub-Programme 1: Financial Support

Sub-Programme 2: Reintegration of Refugees and Displaced

Sub-Programme 3: Rehabilitation / Development

N.A.: not allocated

Pledges by Austria, Ireland, Spain and Sweden remain to be allocated into specific sub-programmes.

Thus the total of funds allocated to sub-programmes do not add up to the total.

ANNEXE I

Liste des participants

**RÉPUBLIQUE
RWANDAISE**

S.E. M. Faustin Twagiramungu	Premier Ministre, Chef de la délégation
S.E. M. Anastase Gasana	Ministre des affaires étrangères et de la coopération
S.E. M. Marc Rugenera	Ministre des finances
S.E. Mlle Aloysia Inyumba	Ministre de la famille et de la promotion féminine
S.E. Dr Jacques Bihozagara	Ministre de la réhabilitation et de l'intégration sociale
S.E. M. Augustin Iyamuremye	Ministre de l'agriculture et de l'élevage
M. Jean Damascène Ntakirutimana	Directeur de cabinet du Premier Ministre
M. Gérard Niyitegeka	Gouverneur de la Banque Nationale du Rwanda
M. Ephrem Kabayija	Conseiller Économique à la

M. Justin Murara	Directeur général, Ministère de la réhabilitation et de l'intégration sociale
M. François Kanimba	Directeur général, Ministère du Plan
M. Anastase Nderebeza	Directeur de la coopération, Ministère des affaires étrangères
M. Eustache Munyanshongore	Directeur du protocole, Bureau du Premier Ministre
M. Diogene Ndazigaruye	Attaché de presse, Bureau du Premier Ministre
M. Benoit Karenzi	Journaliste
M. J. M. Vianneyu Itangayenda	Protocole
M. Patrick Karegyeya	
M. Fred Muziraguharara	
M. Edouard Bizumuremyi	
M. Georges Rutagengwa	
Mme S. Mukobwajana	Secrétaire

PAYS

AFRIQUE DU SUD	S.E. M. Riaan Eksteen	Ambassadeur, Mission permanente, Genève
-----------------------	-----------------------	---

ALLEMAGNE

Mme Susanna S. Le Roux	Premier secrétaire, Mission permanente, Genève
M. Peter Du Plessis	Premier secrétaire, Mission permanente, Genève
M. Rolf A. Eckermann	Directeur pour l'Afrique centrale, Ministère fédéral pour la coopération économique et le développement, Bonn
M. Peter S. Bauer	Conseiller, Mission permanente, Genève
M. Peter Schoof	Premier secrétaire, Mission permanente, Genève
M. Sebastian Paust	Deuxième secrétaire, Mission permanente, Genève
M. Wolfgang Wagner	Troisième secrétaire, Mission permanente, Genève
M. Hubert Jaeger	Troisième secrétaire, Ministère des affaires étrangères, Bonn
M. Gerhard G.H. Anger	Directeur pour l'Afrique centrale et occidentale, Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), Eschborn

	M. Hans Dietrich Lange	Directeur pour l'Afrique occidentale et centrale, Institut de crédit pour la reconstruction (KFW), Francfort
AUSTRALIE	M. Colin Willis	Représentant permanent adjoint, Mission permanente, Genève
	Mme Anna Peios	Mission permanente, Genève
AUTRICHE	M. Andreas Herdina	Représentant permanent adjoint, Mission permanente, Genève
	M. F.J. Homann-Herimberg	Conseiller, Affaires humanitaires, Mission permanente, Genève
	M. Christian Manahl	Mission permanente de l'Autriche auprès des Nations Unies
	M. N.N. Mutamba	Directeur, Programme autrichien de secours au Rwanda
	M. Hans-Georg Danninger	Directeur, Section eau, Ministère des affaires étrangères
	M. Helmut Weidel	Conseiller pour la coopération
BELGIQUE	S.E. M. Erik Derycke	Secrétaire d'Etat à la coopération au développement

S.E. M. Lode Willems	Ambassadeur, Représentant permanent, Mission permanente, Genève
M. R. Lenaerts	Administrateur général de la coopération au développement (AGCD)
Mme Sonja Gerlo	Chef de cabinet du Secrétaire d'Etat à la coopération au développement
M. Marc de Schoutheete	Représentant permanent adjoint, Genève
M. L. Callewaert	Conseiller (AGCD)
M. B. Fontaine	Conseiller, Ministère des affaires étrangères
M. Mark Deneer	Attaché au cabinet du Secrétaire d'Etat à la coopération au développement
M. Luk De Vos	Attaché de presse au cabinet du Secrétaire d'Etat à la coopération au développement
M. R. Schriewer	Chef de la Section coopération près l'Ambassade de Belgique à Kigali
M. Geert Muylle	Premier secrétaire, Mission permanente, Genève
Mlle Michèle Deneffe	Deuxième secrétaire, Mission permanente, Genève

CANADA	Mme Justine Gentile	Attaché, Mission permanente, Genève
	S.E. M. Bernard Dussault	Envoyé spécial pour l'Afrique centrale Ministère des affaires extérieures et du commerce international
	M. Bruno Hebert	Directeur général, Afrique centrale et de l'Est, Agence canadienne de développement international, Ottawa
DANEMARK	Mme Francine Gagné	Analyste principale, Afrique centrale et de l'Est, Agence Canadienne de développement international, Ottawa
	S.E. M. Jakob Esper Larsen	Ambassadeur, Représentant permanent, Mission permanente, Genève
	M. Peter Gebert	Conseiller, Mission permanente, Genève
ESPAGNE	Mme Mette Knudsen	Chef de section, Ministère des affaires étrangères, Copenhague
	M. Antonio López	Directeur général, Institut de la coopération au développement, Ministère des affaires étrangères, Madrid

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	Mme Maria Carmen de la Pena	Directeur général adjoint pour l'Afrique subsaharienne, Département politique pour l'Afrique, Ministère des affaires étrangères, Madrid
	M. Javier Casas	Chef de cabinet pour le Président de l'Agence espagnole pour la coopération internationale, Ministère des affaires étrangères, Madrid
	M. Ricardo Martínez	Conseiller, Mission permanente, Genève
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	Mme Susana Velázquez	Conseillère technique, Agence espagnole pour la coopération internationale, Madrid
	M. J. Hicks	Administrateur adjoint, USAID, Washington (D.C.)
	S.E. M. David Rawson	Ambassadeur, Kigali
	S.E. M. Townsend Friedman	Coordonnateur pour le Rwanda
	M. Myron Golden	Directeur, USAID/Rwanda
	Mme Malaika Stoll	Rapporteur
	Mme Kate Farnsworth	USAID
	Mme Paula Lynch	Département d'Etat, Washington (D.C.)
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	M. Luis Arreaga	Mission permanente, Genève

**FÉDÉRATION DE
RUSSIE**

S.E. M. V. Vorobiev Vice-Ministre, Ministère de
défense civile, urgences et
élimination des
conséquences de désastres
naturels (EMERCOM)

M. Y. Brajnikov Directeur, Coopération
internationale, EMERCOM

M. D. Yudin Premier chef adjoint du
Département des
organisations internationales,
Ministère des affaires
étrangères

M. V. Lochtchinine Représentant permanent
adjoint, Mission
permanente, Genève

M. O. Malginov Conseiller, Mission
permanente, Genève

M. A. Lyjenkov Deuxième secrétaire,
Mission permanente,
Genève

M. V. Dolgoborodov Troisième secrétaire,
Mission permanente,
Genève

FINLANDE

S.E. M. Antti Hynninen Ambassadeur, Mission
permanente, Genève

Mme Kristiina Erhola Premier secrétaire, Départe-
ment de la coopération au
développement, Ministère
des affaires étrangères,
Helsinki

FRANCE

S.E. M. Michel de Bonnecorse Ambassadeur, Représentant
permanent, Mission
permanente, Genève

Mme Bernadette Lefort

Sous-Directeur, Afrique
centrale et orientale,
Ministère des affaires
étrangères

M. Bernard Garancher

Chef-adjoint du Service de
l'action humanitaire au
Ministère des affaires
étrangères

M. Maurice Dadouche

Chef, Département Afrique
centrale et australe, Service
des affaires financières et de
la coordination géographique
au Ministère de la
coopération

Mme Maryse Daviet

Premier conseiller, Mission
permanente, Genève

M. Jacques Schwartz

Chargé de mission,
Sous-direction de la santé et
du développement social au
Ministère de la coopération

M. Henri Reynaud

Conseiller, Mission
permanente, Genève

M. Frédéric Boyer

Adjoint au Chef du
Département des affaires
multilatérales au Ministère
de la coopération

M. Bernard Larfeuil

Chef de division, Caisse
française de développement

IRLANDE

S.E. Mme Joan Burton

Ministre d'Etat,
Ministère des affaires
étrangères

S.E. M. John Swift

Ambassadeur, Mission
permanente, Genève

ITALIE	M. Ronan Murphy	Secrétaire-général adjoint, Département des affaires étrangères
	Mme Ita Mangan	Conseiller spécial, Ministère des affaires étrangères
	Mme Barbara Jones	Premier secrétaire, Ministère des affaires étrangères
	M. Gabriel Burke	Secrétaire privé du Ministre de l'Etat
	M. Donal Denham	Premier secrétaire, Mission permanente, Genève
	M. Patrick Drury	Attaché, Mission permanente, Genève
	M. Corrado Milesi Ferreti	Premier conseiller, Mission permanente, Genève
	M. Vincenzo Oddo	Ministère des affaires étrangères, Bureau des urgences, Rome
	M. Gian Luigi Mascia	Mission permanente, Genève
	S.E. M. Shohei Naito	Ministre, Mission permanente, Genève
JAPON	M. Eiji Yamamoto	Premier secrétaire, Mission permanente, New York
	M. Takehiro Okubo	Responsable géographique, Ministère des affaires étrangères, Tokyo

NORVEGE

M. Takayuki Kitagawa	Assistant spécial, Mission permanente, Genève
S.E. M. Bjorn Skogmo	Ambassadeur, Représentant permanent
M. Kjetil Paulsen	Chef de division, Ministère des affaires étrangères
M. Jan Borgen	Conseiller, Mission permanente, Genève
M. Knut Langeland	Premier secrétaire, Mission permanente, Genève
Mme Ingrid Mollestad	Attaché, Mission permanente, Genève

PAYS-BAS

S.E. M. Jan Pronk	Ministre de la coopération au développement, La Haye
S.E. M. T.P. Hofstee	Ambassadeur, Mission permanente, Genève
Mme S.T. Blankhart	Chef, Bureau de l'aide humanitaire et d'urgence, Direction de la coopération multilatérale au développe- ment et des programmes spéciaux, La Haye
M. B.C.J. van Loosdrecht	Coopération au développement, Kigali
Mme K. van der Heijden	Direction de la coopération au développement en Afrique, Bureau d'Afrique centrale et orientale, Ministère des affaires étrangères, La Haye

ROYAUME-UNI	Mme P.H. Sastrowijoto	Troisième secrétaire, Mission permanente, Genève
	Mme Barbara M. Kelly	Chef, Département de l'Afrique de l'Est, ODA
	Mme Jill Helke	Premier secrétaire, Mission permanente, Genève
	Mme Alex Hall	Département Nations Unies, Affaires étrangères
	M. Ian Danson	Premier secrétaire, Mission permanente, Genève
	Mme Emer Doherty	Troisième secrétaire, Mission permanente, Genève
SAINT-SIEGE	Mme Emma Miller	Troisième secrétaire, Mission permanente, Genève
	M. Rob W. Gladwin	Mission permanente, Genève
	Mgr Christophe Pierre	Conseiller, Mission permanente, Genève
SUEDE	S.E. M. Lars Norberg	Ambassadeur, Mission permanente, Genève
	M. David Friberg	Conseiller, Mission permanente, Genève
	M. Anders Östman	Responsable pour l'Afrique de l'Est, Agence suédoise du développement international

SUISSE	M. S. Chappatte	Chef de la Division opérationnelle Afrique, Amérique latine, Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA), Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
	M. Henri-Philippe Cart	Vice-Directeur, Coopération suisse
	M. Arnold Hartmann	Chef Section Afrique orientale, Coopération suisse
	M. Gerhard Pfister	Chef de la Section aide humanitaire, Coopération suisse
	M. Jean-Francois Paroz	Direction politique, Division politique II, Coopération suisse
	Mme Béatrice Metraux	Juriste à l'Institut suisse de droit comparé, Lausanne
<u>PAYS OBSERVATEURS</u>	M. Alain Guidetti	Mission permanente, Genève
	ALGÉRIE	
	S.E. H. Meghlaoui	Ambassadeur, Mission permanente, Genève
ANGOLA	M. Lazhae Soualem	Premier Secrétaire Mission permanente, Genève
	M. M. de Azevedo Constantino	Deuxième Secrétaire, Mission permanente, Genève

ÉGYPTE	M. Reda Bebars	Conseiller, Mission permanente, Genève
ÉTHIOPIE	M. Yousouf Ibrahim	Mission permanente, Genève
GHANA	S.E. M. Benjamin G. Godwyll	Ambassadeur, Mission permanente, Genève
KENYA	S.E. M. Daniel D.C. Don Nanjira	Ambassadeur, Mission permanente, Genève
KOWEÏT	M. Mohammad Al-Essa	Troisième secrétaire, Mission permanente, Genève
LIBÉRIA	M. Henry Williamson	Chargé d'affaires Mission permanente, Genève
MADAGASCAR	S.E. M. Jaona Ravaloson	Ambassadeur Mission permanente, Genève
	M. Phabien Edafe	Conseiller Mission permanente, Genève
MAURICE	S.E. M. Michel Dedans	Ambassadeur Mission permanente, Genève
	M. Patrice Cure	Représentant permanent adjoint, Mission permanente, Genève
NIGÉRIA	M. Orobola Fasehun	Chargé d'affaires Mission permanente, Genève

	M. Babson Iladeji	Premier secrétaire, Mission permanente, Genève
	M. Yemisi K. Marcus	Premier secrétaire, Mission permanente, Genève
NOUVELLE-ZÉLANDE	S.E. M. Wade Armstrong	Ambassadeur, Mission permanente, Genève
	Mme Elizabeth Wilson	Deuxième secrétaire, Mission permanente, Genève
	Mme Patsy Broad	Mission permanente, Genève
SÉNÉGAL	S.E. M. Ibra Déguène Ka	Ambassadeur, Mission permanente, Genève
	M. El Hadji Abdoul A. Ndiaye	Deuxième conseiller, Mission permanente, Genève
SOUDAN	M. Mohamed Elkarib	Conseiller, Mission permanente, Genève
	S.E. M. A. Sahloul	Ambassadeur, Mission permanente, Genève
TANZANIE	M. M.W. Mangauh	Chargé d'affaires, Mission permanente, Genève
TUNISIE	S.E. M. Mohamed Ennaceur	Ambassadeur, Mission permanente, Genève
	M. Mohamed Samir Koubaa	Conseiller, Mission permanente, Genève

ZAMBIA	S.E. M. Isaiah Z. Chabala	Ambassadeur, Mission permanente, Genève
---------------	---------------------------	---

ORGANISATIONS MULTILATÉRALES

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD)

Mme Cyprienne Atayi	Chef de division, Programmes
M. Antoine K. Kaunan	Chargé de programmes principal et responsable du Rwanda

BANQUE MONDIALE	M. Michael Sarris	Chef de Division des opérations
	M. Julio R. Gamba	Représentant Résident, Kigali

COMMISSION EUROPÉENNE/UNION EUROPÉENNE

M. Giovanni Livi	Directeur
M. Bruno Gatta	Responsable géographique
Mme Mary Spaak	Responsable géographique Rwanda, ECHO
Mme Barbara Jacob	Conseiller à la Délégation de la Commission, Genève

FIDA	M. Erik Martens	Contrôleur de projets, Division Afrique II
-------------	-----------------	--

FONDS KOWEÏTIEN POUR LE DÉVELOPPEMENT

M. Ibrahim Al-Fulaij	Chef, Division pour l'Afrique orientale et centrale
----------------------	---

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

M. G.E. Gondwe	Directeur adjoint, Département pour l'Afrique
----------------	---

M. Sadikiel Kimaro	Chef de division adjoint, Département pour l'Afrique
--------------------	--

M. Grant B. Taplin	Directeur adjoint, Bureau de Genève
--------------------	-------------------------------------

M. Chee Sung Lee	Conseiller au Secrétariat pour l'assistance technique
------------------	---

M. Christophe Grandcolas	Conseiller auprès du Département des finances publiques
--------------------------	---

OPEP	Mme Jumana Dejany	Directeur adjoint pour l'Afrique
-------------	-------------------	----------------------------------

ORGANISATIONS INTERNATIONALES (OBSERVATEURS)

BIT	M. Jan S. Sorensen	Responsable, politique et programme
------------	--------------------	-------------------------------------

M. Najib Said	Directeur de Bureau de zone
---------------	-----------------------------

M. Igor Vocatch	Observateur
-----------------	-------------

FAO	M. Laurent Thomas	Expert-conseil, Bureau des opérations spéciales de secours
------------	-------------------	--

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION

M. Daniel Pierotti	Conseiller hors cadre pour les opérations d'urgence
--------------------	---

M. Mari Sasaki	JPO
----------------	-----

HABITAT	M. Heinz Kull	OIC, Unité 1/TCD, Afrique francophone, pays arabes et Europe
HCR	Mme Sadako Ogata	Haut Commissaire pour les réfugiés
	M. K. Morjane	Directeur, Bureau régional pour l'Afrique
	M. A. Mahiga	Coordonnateur, Département du Rwanda et du Burundi
	M. Wilbert van Hovell	Représentant adjoint, Kigali
	M. Wenceslaw Urasa	Représentant à Kigali
	Mme Ana Liria-Franch	Chargée du Rwanda et du Burundi
	M. A. Lowell	Conseiller
	M. Stefan Berglund	
	M. J. van Drunen	
	M. Manoel Almeida e Silva	Chargé des relations extérieures
	Mme Augustine Mahiga	
	M. Dominique Mineur	
OIM	Mme F.E. Sullivan	Fonctionnaire hors classe chargé du développement des ressources
	M. E. Ambrosi	Chef, Bureau régional pour l'Afrique

	M. Paul Howard	Représentant de l'OIM à Kigali
	M. C. Waugh	Fonctionnaire chargé d'opérations, Bureau régional pour l'Afrique
	M. Bryan Larner	Administrateur, Contributions
OMM	Mme Marjorie McGuirk	Météorologiste
OMS	M. Hiroshi Nakajima	Directeur général
	M. F.S. Bassani	Directeur, Division des opérations de secours d'urgence et de l'action humanitaire
	M. C.H. Lamunière	Premier conseiller pour les relations extérieures et la coordination, Division des opérations de secours d'urgence et de l'action humanitaire
	M. D. Buriot	Coordonnateur et Chef de la Mission spéciale de l'OMS pour la crise au Rwanda, Division des opérations de secours d'urgence et de l'action humanitaire
	M. Nick Drager	Division de coopération intensifiée avec les pays
	M. Louisa Chan	Médecin, Division des opérations de secours d'urgence et de l'action humanitaire

ONU**CENTRE POUR LES DROITS DE L'HOMME (CDH)**

M. José Ayala Lasso	Haut Commissaire aux droits de l'homme
M. Georg Mautner-Markhof	Chef, Procédures spéciales
M. John Pace	Chef, Coopération technique
M. D. Lowell	Conseiller
M. Lyal Sunga	Assistant
M. Ilaria Bottigliero	Stagiaire

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

M. Taïeb Benzineb	Directeur adjoint, Division du commerce
-------------------	--

CNUCED

M. Chandra K. Patel	Chef, Analyse des politiques économiques et sociales, Division des pays les moins avancés
M. Andrei Krylov	Economiste
M. Alain Bodin	

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES HUMANITAIRES (DHA)

M. Peter Hansen	Sous-Secrétaire général, Département des affaires humanitaires
M. Martin Griffiths	Directeur, Genève

M. Randolph Kent	Coordonnateur humanitaire, Kigali
M. Philippe Boullé	Directeur, Information et relations extérieures, Genève
M. Poul Brandrup	Chef, Appui inter-agences, Genève
M. Mohammed Khatib	Chargé d'information, Genève
Mme Deborah Saidy	Chargé des affaires humanitaires, Genève
M. Serge Teller	Conseiller spécial du Directeur, Genève
Mme Wendy Daeth	CESU, DHA, Genève
Mme Eileen Hazbun	CESU, DHA, Genève
M. Danderson Fowler	Chargé, Réduction desastres
Mme Anne-Marie Lizin	Présidente du Board of Trustees du Fonds volontaire

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES POLITIQUES

M. Lansana Kouyaté	Sous-Secrétaire général
--------------------	-------------------------

DÉPARTEMENT DE L'APPUI AU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES DE GESTION (DADSG)

M. Ji Chaozhu	Sous-Secrétaire général
M. Michel Rambourg	Conseiller interrégional
M. Abdoulaye M. Dieye	Conseiller interrégional

MINUAR	S.E. M. Shaharyar Khan	Représentant spécial du Secrétaire général pour le Rwanda
TRIBUNAL PÉNAL INTERNATIONAL POUR L'EX-YOUGOSLAVIE		
	M. Colin D. Port	Directeur des investigations
	M. Donato Kiniger-Passigli	Coordinateur des affaires externes
ONUDI	M. Akmel Akpa	Représentant a.i, Genève
PAM	M. Daan W. Everts	Directeur exécutif adjoint
	M. Bronek Szynalski	Directeur
	M. Yohannes Mengesha	Directeur régional, Bureau Afrique de l'Est
	M. Techeste Zergaber	Directeur, Kigali
	M. Bernd Käss	Directeur, Bureau de Genève
UNESCO	M. Gonzalo Retamal	Chef, PEER, Nairobi
	Mme Evelyne Nthepe	Spécialiste de programme
	Mme Kerstin Holst	Spécialiste de programme
UNICEF	M. Ibrahima D. Fall	Chef du Bureau d'Afrique, New York
	M. Daniel Toole	Représentant délégué au Rwanda
	M. Abdul Mohammed	Conseiller régional chargé des relations extérieures, Nairobi

	Mme Moira Hart-Poliquin	Directeur adjoint
	M. Kirsi Madi	
	M. Walter Sitzmann	Administrateur, Contributions
UNRISD	M. Oto Denes	Conseiller spécial
<u>ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (OBSERVATEURS)</u>		
A C O R D	M. Idriss Jazairy	Directeur exécutif
	M. Christopher Batchelor	Fonctionnaire chargé de programmes régionaux, Afrique de l'Est
CARE	M. James W. Fennell	Directeur des opérations d'urgence
CENTRE NORD-SUD	Mme Eliane Carvalho	Coordonnatrice du programme Droits de l'homme
	M. M. Calatayud	Membre du Forum de Lisbonne
CONSEIL INTERNATIONAL DES AGENCES BENEVOLES (ICVA)		
	M. Burgess Carr	Directeur, Affaires humanitaires
	Mme Helena Mayer	
INTERACTION	M. Rudy von Bernuth	

CICR	M. Daniel Philippin	Responsable géographique pour le Rwanda
	M. François Perez	Division organisations internationales
FICR	M. Reidar Schaanning	Responsable géographique pour le Rwanda

STEERING COMMITTEE FOR HUMANITARIAN RESPONSE

M. Bob Rossborough	Conseiller et secrétaire
--------------------	--------------------------

AUTRES OBSERVATEURS

AGENCE DE COOPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE (ACCT)

Mme Christine Dessouches	Déléguée générale à la coopération juridique et judiciaire
M. Youssouf Said Soilihi	Responsable de programme, Bureau de Genève
M. Halidoy Ouediragu	Président de l'Union interafricaine des droits de l'homme
M. Driss Kettani	Directeur général PSD

OCDE	M. Hans Lundgren	Administrateur principal
------	------------------	--------------------------

ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE (OUA)

S.E. M. Abdelrahmane Bensid	Ambassadeur, Genève
S.E. M. Mohamed Hafiz Tunis	Ambassadeur, Genève

S.E. M. Aziz Farag	Ministre plénipotentiaire
M. V. Wege-Nzomwita	Observateur permanent adjoint, Genève

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

M. James G. Speth	Administrateur
Mme Ellen Johnson-Sirleaf	Administrateur adjoint et directeur, Bureau régional pour l'Afrique (BRA)
M. Normand Lauzon	Administrateur adjoint et Directeur adjoint (BRA)
M. Alan Doss	Directeur, Bureau européen
M. Bertrand Coppens	Directeur adjoint, Bureau européen
M. E. Dierckx de Casterle	Chef, Division I (BRA)
M. Ahmed Rhazaoui	Représentant Résident a.i., Kigali
M. Aliou M. Diallo	Représentant Résident, Kinshasa
M. Zuheir Yammin	Conseiller spécial, CTR, Genève
M. Y. Luong Nguyen	Economiste principal (BRA)
M. Yvon Le Moal	Conseiller BRA
M. Luc Joël Grégoire	Economiste principal, PNUD Burundi/Rwanda
Mme Dee Dee Angagaw	Responsable, Affaires humanitaires

	M. Babacar Cisse	Représentant Résident adjoint, PNUD, Rwanda
	Mme Tina Zournatzi	Gestionnaire de programme, Division I, BRA
	M. Patrick Lemieux	Economiste, PNUD, Rwanda
	Mme Florence Navarro	
PNUD - VNU	Mme Brenda McSweeney	Coordonnateur exécutif
	M. Sukehiro Hasegawa	Coordonnateur exécutif adjoint
	Mme Elisabeth Chauveau-Bais	
	M. Said Amirdivani	Chef, Administration
	M. Bouri Sanhouidi	Chef, Section Afrique
	Mme Mary Mitri-Ciss	Responsable, Affaires humanitaires
UNOPS	Mme D. Ait Ouyawia-McAdams	Chef, Division Afrique
	M. Gregory Lazarev	Consultant
	M. Jean-Marc Segers	Consultant

ANNEXE II

Ordre du jour

Mercredi 18 janvier 1995

09.00 - 10.00	Inscription des délégués
10.00 - 11.00	Ouverture de la session
	1. Déclaration d'ouverture de l'Administrateur du PNUD
	2. Message du Secrétaire général par le Représentant spécial du Secrétaire général au Rwanda
	3. Déclaration du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires
	4. Déclaration du Haut Commissaire pour les réfugiés
	5. Déclaration du Haut Commissaire aux droits de l'homme
	6. Déclaration du Secrétaire général aux services d'appui et de gestion pour le développement
	7. Déclaration du Chef de la délégation rwandaise, coprésident de la Conférence
11.00 - 12.00	Réhabilitation et relance économiques
	1. Présentation du Programme de réhabilitation et de relance économiques, incluant les Directives pour le budget de 1995, par le Ministre des finances
	2. Déclaration du Représentant de la Banque mondiale
	3. Déclaration du Représentant du FMI

12.00 - 13.00	Réconciliation nationale
	1. Présentation du Programme de réhabilitation des secteurs sociaux (Ministre de la réhabilitation et de l'intégration sociale)
	2. Déclaration du Ministre de la famille
15.00 - 18.00	Débat
Jeudi 19 janvier 1995	
09.30 - 10.00	Présentation de l'Appel global inter-organisations du Département des affaires humanitaires
10.00 - 13.00	Annonces de contributions et appui
15.00 - 16.00	Coordination sectorielle et réunions de suivi
	- Table Ronde 1996 - Genève
	- Examen à mi-parcours - Kigali
	- Responsabilités pour la coordination sectorielle
16.00 - 17.00	Synthèse des débats et conclusion
	1. Adoption du communiqué de la Conférence
	2. Déclaration de clôture

ANNEXE III

**Opening Speech
by the Administrator of UNDP
Mr. James G. Speth**

Mr. Prime
Minister,
Honorable
Ministers,
Distinguished
Delegates,
Colleagues,

It gives me much pleasure to welcome you to the Fifth Round Table Conference for Rwanda. I am grateful to you, Prime Minister Twagiramungu, for your personal commitment to and participation in the process. This has enabled UNDP to work with the relevant Government Ministries, with the fullest support of the UN Agencies, many of which are represented here, and with the Bretton Woods Institutions, to prepare the Programme now before you in record time, given the prevailing conditions in the country. I am grateful also for the inclusion of the several ministers representing the major political parties comprising the broad-based Transition Government in your delegation. This is truly an affirmation of the importance which your Government attaches to national unity and to the issues which we will be discussing over the next two days.

I wish now to recognize and say how pleased we are to have Minister Burton, Minister Pronk, Minister Derycke, and all the other high ranking officials who are heading delegations from Rwanda's bilateral partners participating in this event. I also wish to thank my colleagues from the United Nations, particularly Under-Secretaries-General Hansen and Ji, Under-Secretaries-General Ogata and Lasso, the Secretary-General's Special Representative for Rwanda Mr. Sharayar Khan and Assistant Secretary General Kouyate for being here. The presence of Ministers and high ranking decision makers on both sides of the table marks the significance of this Conference and augurs well its outcome.

Many of you may recall that in May last year, as the crisis was unfolding in Rwanda, I spoke about Africa, about the continent's problems and tremendous prospects. I expressed the horror with which UNDP witnessed the degeneration of political conflict into barbaric acts of destruction and mayhem, and I condemned in the strongest terms such atrocities in Rwanda and in every other country in which this pertains.

The international community, including the UN System, responded to the crisis in Rwanda by providing ample relief aid while strengthening national peace-keeping operations.

Today we meet to consolidate that process, to agree on a programme that will assist the Government to move boldly on - toward much needed peace and national reconciliation and the start of the long road back to economic recovery.

The programme proposes to do this by addressing two main critical areas - National Reconciliation and Socio-economic Rehabilitation and Recovery.

National Reconciliation

Under the Programme of National Reconciliation, we will be reviewing the Government's plan for the reintroduction and strengthening of the system of the Rule of Law with immediate emphasis on the revival of Rwanda's court system. This will enable the Government not only to bring to justice the perpetrators of crimes against humanity, but to lay the institutional foundation for a national order capable of sustaining the discipline of judicial democracy.

The Rule of Law, it must be emphasized, is a complex fabric, involving several institutional parts: constitutional, legislative, judicial and executive. UNDP thus welcomes the seating of the Transitional National Assembly a few weeks ago, the composition of which appears in line with the spirit of the Arusha Accord. The proportional representation in both legislative and executive bodies, combined with more effective means for social healing at the local level, do constitute, in our opinion, the best guarantee for the respect of basic human rights and for solving land tenure disputes.

The second area for review under the Programme of National Reconciliation concerns Public Sector Reform. Needless to say, Rwanda's administrative capacity has been severely affected by the crisis. The skilled staff of key ministries are either out of the country or feared dead. In line with recommendations from the Bretton Woods Institutions, the Government intends to keep staffing within limits compatible with a newly defined role for the State. In this context, UNDP supports the Government's determination to liberalize the economy further, thus creating a more conducive environment for private initiatives and investments.

Within the public administration, basic records and management systems are in disarray. Vehicles and equipment have been vandalized. Moreover, working conditions are significantly complicated by the collapse of supporting infrastructure and the lack of office supplies. Our efforts over the next two days should lead to a start up of a programme which addresses those basic requirements.

Finally, the Programme of National Reconciliation aims at the Reintegration of Refugees and Internally Displaced Persons (IDPs) under a programme formulated as provided in the Arusha Accord. Although reliable statistics on refugees and internally displaced persons are still hard to come by, it now appears that Rwanda's total population would be near where it was before, around 7.8 million, once all refugees from all periods have returned home. The Programme thus allows for the transport and resettlement of some five million people.

The Rehabilitation Programme

The second main area for our review over the next two days is the Rehabilitation Programme, an important ingredient for securing peace and national reconciliation. As we know, the Rwandan economy has experienced increasing difficulties since the mid-1980s when the cultivated area - because of over-population - could no longer increase to expand production as a means of countering the international price decline in Rwanda's main export crop, coffee. The difficulties exacerbated in recent years, as an increasing share of national resources had to be diverted to the war effort. As a result, per-capita GDP declined by 30% over the 1988-93 period. The overall objective of the Rehabilitation Programme which we will be reviewing is to recover the production levels prevailing before the crisis, thus recouping the additional 50% loss incurred in 1994.

The success of the Rehabilitation Programme will undoubtedly depend on the orderly return of a large number of refugees and their resettlement along with the internally displaced, in time for the next harvest season. We will also need to work hard at the rehabilitation of infrastructure, the distribution of seeds and tools to farmers and the rebuilding of cattle herds. The Rehabilitation Programme will, in turn provide impetus for the return of the refugees. In the industrial sector, the Government is proposing the establishment of a special fund, for on-lending to the private sector, as a means of stimulating manufacturing activity and creating jobs.

The Rehabilitation Programme also aims at the rehabilitation of the social sectors which were particularly affected by the diversion of funds to the war effort. Essentially, there is a call for a compact on human development - Rwanda pledging to ensure the fulfillment of very basic human needs for all its people, and her partners pledging the support thereof. This will imply a significant change in Government budgetary priorities, including the privatization of public enterprises, elimination of low-priority development projects and reduction in military expenditure.

The Government understands that these objectives can be achieved only if - through equity, justice and equal opportunity - there is peace and consensus among all of its people, irrespective of ethnic background, language or political affiliation.

Finally, the Rehabilitation Programme calls for a regeneration of the environment. Before the recent crisis, as far back as 1990, the national parks in the North had been ravaged as a result of the armed conflict and poaching. Since then, the forest sector, even in the protected areas, has suffered from the large population movements. In addition, the Mutara hunting area, the Akagera park and the forests in Bugesera are now threatened by overgrazing by cattle herds arriving from Uganda and Burundi. UNDP welcomes and applauds the Government's efforts to face the country's environmental challenge by finding the means to address widening degradation including the continuing losses of forest, soil and water resources.

UNDP also hopes to work with the Rwandan Government and the other Governments in the sub-region in developing a regional environmental programme which will aim at addressing the regional degradation caused by the Rwanda crisis.

Programme Cost

Mr. Prime Minister, Honorable Ministers, Distinguished Delegates, the Programme of National Reconciliation and Socio-Economic Recovery before you calls for approximately US\$ 264 million to support the resettlement of refugees and the internally displaced within Rwanda.

The Rehabilitation Programme also calls for approximately US\$ 500 million to support the socio-economic rehabilitation effort, the details of which will be examined with you under the co-chairing and equally able joint direction of His Excellency the Prime Minister and UNDP's Regional Director for Africa, Ellen Johnson Sirleaf.

Thus, the Government seeks support for an overall programme for US\$ 764 million - a significant amount no doubt. But, in retrospect, this amount would seem moderate in comparison to what we have already spent and could continue to spend on relief assistance in Rwanda if we do not, together with the Government, attempt to address the long standing problems of that country. More importantly, the amount reported would seem small in comparison to the destruction which we have seen and the hundreds of thousands of lives which have been lost.

In closing, Honorable Participants, I wish to say to the Prime Minister and his colleagues and to all the Rwandan people that no matter how sympathetic and supportive the international community, the primary responsibility for achieving peace and national reconciliation and national unity will rest on your shoulders. At the same time, we know clearly that no one group, ethnic or otherwise, will be able to achieve peace and promote development for the country. Similarly, no amount of force or brutality can secure national stability. Your challenge is to grasp the opportunity afforded by the support which your development partners will be prepared to give to you for the Programme which is before us. On our part, I assure you that UNDP commits itself fully to helping the Government and the people of Rwanda achieve the goals set forth in the Programme. We will be taking responsibility for the coordination of its implementation.

I wish to pay tribute to the neighbouring countries of Rwanda which have made great sacrifices by receiving and assisting the Rwandan refugee population and I wish to thank all of you for participating in this Round Table, thus showing strong support for the Rwandan people.

ANNEXE IV

**Statement of the Secretary-General of the United Nations,
read by the Special Representative of the Secretary-General in Rwanda
H.E. Mr. S. Khan**

During the period of turbulence which shook the world over the past few years, the Rwanda crisis has been the most devastating. It wrought havoc on the Rwandan people, resulting in unprecedented mass killings, widespread destruction and the flight of nearly two-thirds of the population to camps inside Rwanda and in neighbouring countries.

The international community appears to have been taken by surprise, not by the outbreak of the war itself, but by its devastating impact and the untold human tragedies it has caused. The crisis in Rwanda should serve as a lesson to all of us. It calls on our collective conscience not to let such tragedies happen again.

We are here to discuss and agree on the measures needed to begin the process of rehabilitation and to mobilize the required resources for the reconstruction of that devastated country.

We can take comfort in the generous response of the international community in mobilizing emergency aid to relieve the suffering of the victims of the war, both inside and outside Rwanda. The outpouring of sympathy and aid for Rwanda demonstrates that the international community can be relied upon to shoulder its humanitarian responsibility. The United Nations has been in the forefront coordinating the response. We are now working with the OAU and with governments in the subregion to address the specific needs of refugees and political accommodation at the regional level.

While the need for humanitarian assistance will require additional resources over the next several months, the time has come to mobilize substantial resources for the rehabilitation and reconstruction of Rwanda. This has become an urgent necessity if we are to help the Rwandan people achieve national reconciliation and begin the healing process. National reconciliation in Rwanda has also become imperative

if we are to avoid a conflagration in the whole subregion with unforeseen consequences.

The document prepared by the Government of Rwanda with the assistance of UNDP sets out the rehabilitation needs over the next twelve months. The required financial resources, less than the amount mobilized for humanitarian assistance in 1994, should be seen as an investment in peace. Without effective and rapid rehabilitation, there can be no reconciliation, and without reconciliation, the need for humanitarian assistance can only increase as the number of refugees and displaced is likely to grow with the persistence of tension and conflict. The recent violent incidents in Rwanda's border areas are a strong reminder of the potential for conflict which still prevails in the area.

The United Nations will continue to assist those in need. Thus, the Consolidated Appeal for humanitarian assistance will provide the donor community with specific proposals for the assessed needs in 1995.

But our hope is that this important Conference will mobilize enough resources to get the rehabilitation under way and render emergency assistance ultimately redundant. The UN will in turn mobilize its resources under the leadership of UNDP to ensure the successful implementation of the rehabilitation of Rwanda.

I am confident that I can count on your understanding and your concern over the fate of the Rwandan people. The decisions you will reach through this Conference will no doubt have a decisive impact on the future of both Rwanda and its neighbours.

ANNEXE V

Statement of the Under-Secretary General for Humanitarian Affairs Mr. Peter Hansen

The present Conference presents a critical opportunity for Rwanda and the people affected by the crisis which erupted in April 1994. The tragedy is beyond words. The welfare of the Rwandan population has suffered beyond imagination. Inside the country, more than one million persons were displaced, and many of them still remain in camps provided for by the humanitarian community. Close to two million Rwandan are dependent upon humanitarian relief assistance in refugee camps in neighbouring Burundi, Tanzania, Uganda and Zaire. The effects of the Rwanda crisis between April and July 1994 have been felt beyond the camps throughout the region.

UN Agencies, member countries, non-governmental organizations and other partners, such as the International Committee of the Red Cross and the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies have deployed immense efforts to respond to the most acute needs within Rwanda and to assist families who have taken asylum in neighbouring countries. These agencies have made a firm commitment to continuing in this effort. I will have the opportunity, tomorrow, to present the internal aspects in the Consolidated Inter-Agency Appeal which translates this commitment. The Appeal covers the period from 1 January through 31 December 1995 and follows an earlier call for funding launched in July 1994 for a six-month time frame.

There is a fundamental difference between the situation reflected in the July-December 1994 Appeal and the Consolidated Inter-Agency Appeal for 1995. This difference is that there is now an established Government of Rwanda increasingly able to exert authority. As the Government has spelled out its longer-term objectives and national policies in consultation with international partners, humanitarian agencies have endeavoured to align their programme objectives in order to support the Government's efforts. The presentation today of the Programme of National Reconciliation and Socio-Economic Recovery,

or the Round Table document, is the result of extensive work initiated by the Government and facilitated by the United Nations Development Programme (UNDP). The Round Table Conference has been organised as a forum for the Government to present its short and medium-term needs for rehabilitation and socio-economic recovery. This Round Table, undoubtedly, constitutes a critical opportunity for the Government of Rwanda. It also represents an essential step in the view of those agencies which have attempted to ensure the well-being of survivors of the massacres and victims of the extensive fighting and destruction.

Emergency assistance is costly and not intended to last indefinitely. The humanitarian community, therefore, wants to see the Government of Rwanda take a firmer grip over the future of Rwanda. The only possibility for it to do so is by strengthening its capacities.

The Consolidated Inter-Agency Appeal proposes to provide critically needed support in areas in which the Government lacks resources to manage the implementation of activities. Tomorrow I will go more into detail about the extensive consultations which have taken place between UN Agencies, Government ministries and NGOs to define these objectives and the priority areas.

Through the Round Table document, the Government of Rwanda is also appealing for support from the international community for a number of sectors in which the humanitarian agencies, due to their respective mandates, cannot assist. These areas, however, are also of critical importance to the humanitarian effort. The strengthening of national capacities in the various sectors presented in the Round Table would ensure that emergency assistance will be replaced, gradually and as soon as possible, with recovery-oriented programmes. Only through a transition of this nature can we assist in paving the way for true recovery. The Appeal, within this framework, is a kick-start programme which assists the Government in this endeavour. However, its impact threatens to be severely limited if Rwanda has not been provided with the opportunities to move beyond the emergency phase. This would, in turn, place an even higher burden onto the donor community.

The efforts deployed by the Government during the latter part of 1994 have been remarkable. The constraints have been many due to limited resources and the level of destruction of the national infrastructure and

public-service system. But the moral strength and determination to go forward has only increased throughout this difficult period. As the ambition of the Government has grown, the challenges have also become more substantial. We in the humanitarian community tend perhaps to look too squarely at the results achieved through international humanitarian support. In the case of Rwanda, however, in a number of areas the credit for attempting to restore normal life goes to the Government. To give an example, approximately 1,500 schools were opened in September throughout Rwanda. At that time, the Government was only two months old. UN Agencies provided emergency education kits to assist in this operation. Many other organizations have also supported educational activities. However, without the stubbornness of the Government in making this possible, many of the children who were able to attend classes would probably have gone without education for several months.

The example of the schools also illustrates the level of collaboration which must prevail in all sectors between Government efforts and those of humanitarian agencies. This collaboration can only flourish in an environment in which the public sphere and its capacity to manage emergency activities as well as longer-term goals are strong. On behalf of the humanitarian community, I would therefore like to express my gratitude to those men and women who have made the Round Table initiative possible. And I wish to commend the efforts of UNDP to facilitate this process initiated by the Government of Rwanda.

ANNEXE VI

Statement by the United Nations High Commissioner
for Refugees
Ms Sadako Ogata

Mr.
President,
Your
Excellencies,
Distinguished
Representa-
tives,
Ladies and
Gentlemen,

It is a pleasure for me to be with you today and to have this opportunity of sharing with you the preoccupations and policies of my Office toward the humanitarian challenges facing the Great Lakes region and in particular Rwanda.

The tragedy in Rwanda has left well over two million refugees in neighbouring countries, as well as hundreds of thousands of internally displaced and returnees in need of assistance in Rwanda. In addition, nearly one million people were in exile for more than twenty years due to previous eruptions of conflict and violence.

Needless to say, the only solution is the voluntary repatriation of refugees and the return of the displaced persons to their communities of origin in safety and dignity. Their prolonged stay in refugee camps in neighbouring countries, is neither a viable option for the host communities, nor for the refugees themselves, nor for Rwanda.

The return of the refugees and internally displaced and their successful reintegration are closely intertwined to the progress made on national reconciliation and rehabilitation inside Rwanda. Important steps have been taken to finalize repatriation arrangements with involved governments through the signing of two tripartite agreements, one between Rwanda, Burundi and UNHCR, and the other between Rwanda, Zaire and UNHCR.

If repatriation is to succeed, no efforts must be spared by the international community to ensure that Rwanda has the necessary material and human resources to ensure the reintegration of the new and old refugee caseloads and internally displaced. In addition to the 200,000 new refugees which have returned, the Government of Rwanda estimates that at least 600,000 refugees who had fled in the early sixties have repatriated spontaneously in 1994. For 1995, UNHCR is

planning to assist one million refugees and internally displaced to return to their local communities. My Office will participate in the DHA Consolidated Appeal which will be launched on Friday. We are seeking some \$280 million for our activities in 1995 and I count on donors for their continued support.

I see two key elements which must be addressed with utmost urgency by the international community: first, improved security in the refugee camps in neighbouring countries and, second, the reintegration of the returnees which is linked with the rehabilitation and development of Rwanda.

Security in the camps, particularly in Zaire, remains of deep concern to my Office. The absence of law and order and the interference of former leaders and militia intimidate refugees from freely exercising their right to return. I have been in close contact with the Secretary-General to examine various options for tackling these security problems. UNHCR is endeavouring to work out arrangements with the Government of Zaire to strengthen their security capacity in the camps, as we have done in cooperation with the Government of Tanzania.

The second key element to a successful repatriation operation, besides the necessary confidence-building measures, relates to the reintegration of the returnees within their communities of origin. The rapid and massive rehabilitation, reconstruction and development of Rwanda will be essential. In recent months, the Government of Rwanda has concentrated its efforts on ensuring public security, restoring the civil administration and reconstructing the country's social and economic infrastructure, despite an enormous shortage of human and material resources. These steps contribute to the normalization inside Rwanda.

International and bilateral development and financial agencies will play an essential role in channelling rehabilitation and development assistance to Rwanda. The test for the international community in Rwanda is to quickly bridge the gap between relief and rehabilitation. UNHCR, in cooperation with NGOs will continue to implement small-scale rehabilitation projects benefitting rural communes and prefectures receiving large numbers of returnees. The return of property and the preparation of new settlement sites for the old caseload are essential to ease the continuum from relief to development and avoid the aid-dependency syndrome.

As illustrated by our experiences in Cambodia and Central America, it is essential that from the outset of return these small-scale rehabilitation projects are incorporated into longer-term rehabilitation and development programmes. I count on the close cooperation among UNDP, the financial institutions and my Office to achieve this. The repatriation of nearly three million old and new refugees and hundreds of thousands of internally displaced will pose enormous problems for Rwanda. I appeal to the international community to provide the Government of Rwanda with the financial and material resources necessary to rebuild its economic, social and health infrastructure, its civilian administration, and its judiciary system and civilian police. Without a massive transfer of resources by the international community, we will not reach a solution to the recurring humanitarian crises facing the Great Lakes region.

To contribute to the search for solutions, the OAU and my Office are jointly organizing a conference to take place in Bujumbura on 15 February 1995 to deal with refugees, returnees and displaced persons. A preparatory meeting was held in Addis Ababa last week. The conference will address ways to improve security within the camps, voluntary repatriation from neighbouring countries, the internally displaced, humanitarian assistance to the region, as well as the root causes of the regional crises.

ANNEXE VII

Statement by the High Commissioner for Human Rights
Mr. José Ayala Lasso

I appreciate very much this opportunity to contribute to launching these Round Table discussions on the very critical issue of rehabilitation and reconciliation in Rwanda. Once the people of Rwanda have the food, medicine, clothing, and shelter they need to recover from the war and the terrible massacres that destroyed so much life and property in their country, there is no more important effort that the international community can undertake than to provide the Rwandan Government with the assistance it needs to rebuild civil society and to promote both rehabilitation and reconciliation among its people and as I have stated before, Rwanda is an important test of the world community's willingness and ability to respond quickly and adequately to a human rights crisis.

The overriding principle in any such effort, however, should be to provide the people and Government of Rwanda with the tools they need to restore their lives for themselves. The people and their leaders have shown how resilient and resourceful they are and how, with the right kind and level of support, they can, in the words of special representative to the Secretary-General Khan, "restore their ship of state."

The war and massacres did not just kill people and destroy property. They also tore away at the fabric of human rights protection that holds society together. Basic notions of the right to life and due process fell alongside of buildings one can see on the ground in Kigali or Butare. I and my Office have spent considerable time doing what we can in a number of areas. My Office's human rights field officers, who will soon be 100 people, are deployed in every prefecture of Rwanda and are hard at work doing their part in the process.

The human rights field operation, from its very start, has envisioned the day when we would be ready to implement the next phase of assistance. For us, that is providing Rwanda with technical assistance

in human rights to restore and rehabilitate the administration of justice. It will be the re-building of the justice system, with due concern for human rights principles, which helps Rwanda not only to deal with the tragedy it has experienced, but also to prevent such tragedies from being repeated in the future. There is no more important component to any international effort than to establish government and non-government structures and processes which will protect Rwandan citizens, institutionalize basic human rights principles, and put an end to the cycle of abuse and impunity which has existed.

It is for this reason that I am very happy to be here today to participate in the discussion and to confirm my office's role in coordinating such technical assistance for administration of justice programmes. In the materials distributed, you will see the results of our work which included a joint needs assessment mission and the establishment of an inter-Rwandan ministerial working group. From this work, we have addressed short and longer-term administration of justice needs.

In the short term, we and Rwandan officials have identified four basic needs: (1) assistance to process the cases of the over 15,000 people being jailed on various criminal and human rights charges, (2) support to improve prison conditions for those who will remain incarcerated, (3) help to create a system to resolve property disputes among Rwandan citizens who return to their homes and farms and (4) human rights training for a civilian police force.

Longer term needs will include rebuilding ministry buildings, courts, and police stations; providing vehicles and other equipment, training of new lawyers and judges; and the establishment of bar associations, human rights commissions, and other non-governmental entities to support human rights programmes.

I hope these proposals will be carefully reviewed and supported by you and the others in the international community who have been so generous with their encouragement and financial support. I remain committed to devoting my time and the resources of my Office to strengthen the coordination of all human rights programmes in general and in particular all advisory services and technical assistance programmes in human rights, and therefore to play an important part in the process of rehabilitation and reconciliation in Rwanda.

ANNEXE VIII

Statement by the Under-Secretary-General for Development Support and Management Services Mr. Ji Chaozhu

Mr.
Chairman,
Excellencies,
Ladies and
Gentlemen,

We are gathered here today to try to deal with a tragedy of almost unparalleled proportions. Within a matter of a few weeks in the country of Rwanda, hundreds of thousands of innocent men, women and children were slaughtered amidst a total breakdown in governmental structure and law and order. The international community reacted with great concern and an ever increasing flow of aid. But for quite some time, because of the desperate urgency for immediate relief from famine, disease and basic medical and health care, this aid has focused on emergency issues. This support which is to be highly praised must now be extended to medium and longer-term development activities.

There is a saying in China: "Give a person a fish and you feed him for a day. Teach a person to fish, and you feed him for life." What we were faced with in Rwanda half a year ago was a person who was literally dying of hunger, and so of course the international community must first feed the man with a fish. But now, and particularly with the establishment of the new Government in Rwanda which is bravely trying to put the country back on its feet but is faced with almost insurmountable difficulties, we should give greater consideration to how to help the Government and people of Rwanda help themselves.

In this respect, the effective coordination effort of UNDP in the convocation of this Conference which will lead to a consolidated framework of action is most welcome.

Mr.
Chairman,

After the recent traumatic events in Rwanda, the country is still experiencing a deterioration of its economic and social situation. The nation's economic performance and social indicators have worsened dramatically; the situation is now characterized by weak institutions, strong macroeconomic imbalances, profoundly damaged social and

physical infrastructures, depleted productive assets and deeply affected human resources.

The programme of National Reconciliation and Socio-Economic Recovery and Rehabilitation (PNR.SERR) prepared by the Government, whose objectives and strategies will be discussed during this Round Table Conference, is in our view a viable framework to organize the international community's support not only for the emergency reconstruction of Rwanda, but also for the resumption of normal operations with longer-term economic and social development objectives.

The process of restoring and strengthening the national institutions must now be sustained on a larger scale and put in a larger time frame.

And to ensure that the newly prepared programme will have a rapid and beneficial impact, a sound policy environment must be set and strong institutions must be built, with problem-solving capacity, conflict resolution proficiency and efficient and effective management skills.

Hence, in addition to the urgently required financial support for the budget, the balance of payments and the programmes for reconstruction and rehabilitation of the country's socio-economic infrastructure and productive capacity, it will be critical at the very outset to build a strong and streamlined administration.

UNDDSMS, as the principal operational arm of the United Nations Secretariat in technical assistance to developing countries and countries in transition in the broad field of integrated development and public-sector management, (i) has contributed to the preparation of the above-mentioned programme and (ii) has already started its support to the process of restoring the technical, human, logistical and institutional capacities of the public administration through project RWA/94/005, "Emergency Rehabilitation of the Capacities of Central Administration", which under the able leadership of its Administrator, Mr. Gus Speth, has been very rapid and flexible in responding to the crisis in Rwanda. The project which started in October 1994 for a duration of six months, aims at setting in key ministries (Prime Minister's office, Ministries of Finance, Planning, Interior and Communal Development, Civil Service, Rehabilitation and Social Reinsertion, Justice), small operational units endowed with a minimum of functional logistics and

composed of national and international short-term expertise for policy advice and programme generation. Furthermore, this project has elaborated a project document aimed at preparing a water sector master plan; it will also contribute in preparing the legal and logistical framework for land reform, which is a key factor for durable peace and stability in Rwanda. Land reform, in turn, cannot be introduced without the establishment of an appropriate cadastral system, involving surveying and mapping.

The analysis of the country's institutional and socio-economic situation carried out by UNDDSMS in September 1994 during a Headquarters field mission in Kigali and the assessment made during the implementation of ongoing project RWA/94/005 have confirmed that the institutional development strategy for efficient management of Relief-to-Development Continuum policies and programmes in Rwanda has to focus on the fostering of a cooperative and mutually supportive relationship between the properly empowered people and their rejuvenated and strengthened public institutions. This active synergy will create an environment propitious to initiating and consolidating the necessary policy and political reforms required for sustainable human development.

In that respect, we find that the objectives of the programme aiming at restoring and improving the management capacities of the State and at enhancing the participation of the people, local communities, private sector and civil society at large in development management are relevant in solving the current governance crisis in Rwanda.

We would therefore recommend that in implementing the programme a special focus be put on four critical areas which in fact are also recognized as top priorities by the Government: (i) economic and financial policies and development programmes formulation and management at the central and sectorial level; (ii) public sector organization, especially the legal and judiciary system, (iii) civil service reform and (iv) effective decentralization.

The overall steering of the programme will also be of critical importance. Hence, the proper institutional mechanisms must be set to ensure (i) an internal coherence of the programme, (ii) an effective coordination of external assistance and (iii) a proper monitoring and evaluation of the programme.

A successful implementation of the programme will also require a carefully crafted and managed package of advisory services, training of national expertise, rehabilitation and reconstruction works, institutional and policy reforms and various development support and management services. Hence, technical cooperation must be a built-in variable of the programme at the very outset.

UNDDSMS stands ready to continue to support, in association with the donor community and the Government, the Relief-to-Development Continuum process in Rwanda.

We trust that the present Conference will be an opportunity to have a frank policy dialogue which will lead to the cooperative effort of the international community to support the Government and people of Rwanda in healing the deep suffering of a war-stricken nation.

I wish the Conference every success.

ANNEXE IX

Déclaration du Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Lansana Kouyaté

**Monsieur le
Premier
Ministre,
Madame la
Présidente,
Mesdames,
Messieurs,**

Depuis ce matin, l'on examine le Programme de réconciliation nationale, de réhabilitation et de relance socio-économique au Rwanda dans le cadre de la Table Ronde organisée par le PNUD. Le drame rwandais montre, de façon hélas brutale, les limites de la retenue, du sens de compréhension et de tolérance que le genre humain devrait avoir en tant qu'être doté de générosité et d'amour.

L'on a abondamment épilogué sur les raisons, les racines profondes historiques et les causes immédiates qui ont déclenché tant de haine aux antipodes de toutes les valeurs de civilisation que recèlent par définition les sociétés humaines. Quelles que soient ces raisons, ce drame ne devrait pas être répété. Le cycle de violence n'est pas une fatalité si les Rwandais acceptent de vaincre leurs rancunes, leurs appréhensions et leur méfiance les uns vis-à-vis des autres.

Les plus grandes nations se sont édifiées et se sont consolidées après des tourments et des tumultes qui leur ont donné l'indispensable sursaut pour leur unité et la solidarité des sociétés qui les composent. Mais ce sursaut est le résultat de l'idéal que toute société doit avoir. Comme le disait l'autre, une nation sans richesse est une nation pauvre, mais sans idéal ce n'est qu'une pauvre nation.

Pour le cas du Rwanda, il est illusoire de penser que les rancœurs accumulées depuis le génocide peuvent être dissipées en un jour. C'est la raison pour laquelle il faut soutenir le Gouvernement actuel du Rwanda pour la réhabilitation et la relance socio-économique. Un gouvernement inapte à faire redémarrer le minimum de services au profit des citoyens ne pourrait mener à bien la réconciliation nationale. Recouvrer sa capacité de fonctionnement créerait plus d'assurance et générerait plus de sécurité, toutes deux indispensables à la réconciliation. Je ne reviendrais pas sur les besoins exprimés par les

différents orateurs de la délégation rwandaise qui ont, par des chiffres, traduit avec éloquence les dimensions de ces besoins.

Ce matin, le Premier Ministre du Rwanda, paraphrasant le message du Secrétaire général lu par son Représentant spécial au Rwanda, a indiqué que la réconciliation est impossible sans la reconstruction qui, elle-même, est impossible sans réconciliation. A mon avis, cela ne signifie pas que l'une doit attendre l'autre. Reconstruction et réconciliation doivent être menées parallèlement, mieux, je dirais simultanément. En dénommant génocide les crimes commis au Rwanda, en décidant de la création d'un tribunal international pour juger ce génocide, en organisant de telles conférences pour générer des fonds d'assistance au Rwanda, en continuant de mener un programme soutenu d'assistance humanitaire, la communauté internationale a suffisamment démontré qu'elle est sensible aux préoccupations du gouvernement. Il est temps qu'un réel processus politique de réconciliation commence, qui jeterait les bases d'une paix durable au Rwanda.

Le Premier Ministre, dans son discours, a indiqué que son gouvernement est prêt pour cette réconciliation. Je crois qu'il est temps que nous trouvions avec lui les voies et moyens pour réaliser cette réconciliation. Le Gouvernement a déployé d'immenses efforts pour la stabilité du Rwanda. Mais, pour parler franchement, tous ceux qui participent à cette Table Ronde attendent de lui davantage d'ouverture et de flexibilité. Oui, il a déjà lancé plusieurs appels pour le retour des Rwandais. Oui, la menace existe toujours dans les camps de réfugiés, empêchant leur retour. Mais la peur de l'autre s'exprimant au travers des différences ethniques et politiques obstrue considérablement le retour des Rwandais au pays. C'est ce que le Premier Ministre a appelé "confidence-building measures".

Que faut-il faire politiquement pour briser le mur de doute, de suspicion et de peur entre les Rwandais ? C'est à cette question fondamentale que nous devons répondre si nous voulons éviter d'autres violences. La sécurité dans les camps, la mise en oeuvre du tribunal international, la réhabilitation de l'appareil judiciaire, la création des conditions matérielles au retour des réfugiés, la restitution des propriétés sont une des réponses à la question du "confidence building". Mais ce n'est pas tout. Un cadre de dialogue doit être trouvé dont les conditions et les formes devront être discutées avec le Gouvernement. C'est parce que je crois réellement à la nécessité de

la réconciliation que j'ai posé sans détour les questions qui semblent être au coeur du problème rwandais.

Le Département politique, que j'ai l'honneur de représenter, appuie au nom du Secrétaire général le programme de réhabilitation et de relance socio-économique. Il soutiendra tout processus initié par le Gouvernement rwandais pour déclencher le rapprochement et la réconciliation des Rwandais.

La paix plus que la guerre est un acte de courage parce que la pire des guerres est celle que l'on livre contre soi-même, contre les rancoeurs et les haines qui se sont accumulées sur plusieurs années. Puissent tous les Rwandais gagner cette guerre-là.

ANNEXE X

**Déclaration du Premier Ministre du Rwanda,
S.E. M. Faustin Twagiramungu**

**Monsieur
l'Administra-
teur du
PNUD,
Madame la
Présidente,
Mesdames et
Messieurs les
Ministres,
Messieurs les
Chefs
d'agences des
Nations
Unies,
Excellences,
Mesdames et
Messieurs,**

A l'occasion de cette conférence de Table Ronde sur le Rwanda, je suis heureux de remercier, au nom du Gouvernement et du peuple rwandais ainsi que de la délégation qui m'accompagne, l'Organisation des Nations Unies, les pays amis et les organismes internationaux d'avoir répondu favorablement à notre appel.

J'adresse aussi les sincères félicitations au Programme des Nations Unies pour le développement d'avoir apporté son assistance à la préparation de cette présente Table Ronde. Je remercie tous ceux et toutes celles qui, après les durs moments de l'histoire de notre pays, n'épargnent aucun effort pour soulager les souffrances de nos populations et surtout pour mettre en place les conditions matérielles, humaines et financières pour le vaste programme de relance de notre économie détruite. Mes remerciements vont enfin aux organisations non gouvernementales pour le dévouement dont elles ont fait preuve pour apporter une assistance variée à notre peuple, que ce soit à l'intérieur du pays, notamment dans les camps de déplacés, comme dans les pays d'asile des réfugiés.

Le Gouvernement rwandais, mis en place en juillet 1994, a hérité d'un pays économiquement délabré, socialement traumatisé et politiquement fragile suite aux massacres, au génocide, au déplacement et à l'exil de centaines de milliers de citoyens. Hormis le défi de relance de l'économie du pays, le Gouvernement est décidé à mettre en place les conditions favorables en vue de stabiliser la situation socio-politique dans le sens de la réconciliation nationale, de l'instauration d'un véritable Etat de droit et de la démocratisation.

Le Gouvernement rwandais est décidé, quant à lui, à ne ménager aucun effort pour mettre en place les conditions nécessaires à la reprise des activités économiques, à la réconciliation nationale et au processus de démocratisation de notre pays.

**Première-
ment: le
retour des
réfugiés
rwandais**

Les principaux axes de cette politique de réconciliation et de démocratisation sont les suivants:

Le retour des réfugiés constitue l'une des priorités du Gouvernement, sinon la plus urgente. La résolution de ce problème est complexe. Nous constatons six mois après la mise en place du Gouvernement actuel que plus de 65% des anciens réfugiés rwandais sont rentrés et que plus de 25% des réfugiés et déplacés de 1994 sont de retour malgré la propagande nuisible et le terrorisme orchestré par les responsables du génocide et des massacres.

En effet, les commanditaires de ces crimes contre l'humanité continuent d'embrigader les réfugiés rwandais dans des camps de l'est du Zaïre et de la Tanzanie. Le Gouvernement rwandais reste indigné par les facilités et la liberté de mouvement attribuées dans les pays étrangers aux planificateurs et aux auteurs du génocide. Les organisations humanitaires n'ont cessé de dénoncer les exactions des miliciens contre les réfugiés manifestant le désir de rentrer, ainsi que le détournement des aides humanitaires.

Le Gouvernement rwandais, de son côté, a déployé de nombreux efforts pour juguler les cas d'insécurité consécutifs au climat de l'après-génocide et autres massacres, à la lenteur dans la mise en place du Tribunal international et à la carence du système judiciaire. Certains auteurs de ces actes coupables, civils ou militaires, ont été arrêtés et attendent le jugement.

Les différentes solutions retenues pour le retour des réfugiés sont les suivantes:

- continuer la politique de sensibilisation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières sur la nécessité du retour des réfugiés;
- demander aux pays d'accueil de séparer les populations innocentes des responsables du génocide et des massacres;
- poursuivre des contacts avec les responsables des pays dans lesquels les Rwandais se sont réfugiés pour faciliter leur retour;

**Deuxième-
ment: la
sécurité
intérieure**

- mettre en place des centres d'accueil et de transit des réfugiés rentrant en vue de leur donner confiance, de les soigner, de les identifier et d'organiser ensuite leur transport;
- garantir des conditions de sécurité au retour.

Le Gouvernement est décidé à assurer la sécurité pour tous et partout. A plusieurs reprises, nous avons réaffirmé que la garantie de la sécurité intérieure facilitera le processus de réconciliation nationale et par voie de conséquence, marquera le début de la relance économique. Toutefois, des mesures à prendre sont nécessaires et urgentes. Parmi elles, les plus importantes sont:

- la réorganisation du système judiciaire;
- le jugement rapide des responsables du génocide et des massacres;
- le respect des procédures en matière d'arrestation et de détention des présumés coupables;
- le fonctionnement rapide des tribunaux militaires;
- l'éradication des tentations de vengeances;
- l'accélération du processus de mise en place de l'administration locale dans tout le pays;
- la relance de la police communale dans toutes les communes;
- le dialogue suivi avec les observateurs internationaux des droits de l'homme déployés et à déployer.

Dans le souci d'entretenir la sécurité dans le pays et d'instaurer un véritable état de droit, le Gouvernement ne tolérera jamais l'impunité.

**Troisième-
ment: la
réorganisa-
tion du
système
judiciaire**

Notre système judiciaire est quasi paralysé par l'insuffisance en quantité et en qualité du personnel judiciaire. Au niveau du personnel, il est important de signaler que, sur un effectif d'environ 800 magistrats que comptait l'appareil judiciaire en avril 1994, il ne nous reste que 200 magistrats et 95% de ceux-là oeuvrent seulement dans les tribunaux de canton. Dans les tribunaux et les parquets de la

République, il ne nous reste que 12 juristes formés dans tout le pays. Sur une centaine d'officiers du ministère public, il ne nous reste que 12 personnes. L'effectif des inspecteurs de police judiciaire est tombé de 300 à 36 dans tout le pays. Au niveau des équipements, la situation est alarmante. Tous les bâtiments abritant les services judiciaires ont été pillés, abîmés ou démolis. Cette situation ne nous permet pas de faire face aux défis actuels.

Le Centre des droits de l'homme des Nations Unies et l'Agence de coopération culturelle et technique ont déjà évalué les besoins de notre système judiciaire. Je profite de cette occasion pour remercier tous ceux qui ont promis de nous appuyer dans la réhabilitation du système judiciaire, la formation du personnel judiciaire, l'équipement et l'envoi des magistrats juristes pour diverses juridictions rwandaises.

Le génocide et les massacres ont plongé le pays dans une situation imprévisible. Le nombre de suspects s'accroît chaque jour et les maisons de détention sont actuellement saturées. Nous dénombrons aujourd'hui plus de 16 000 détenus. Ils doivent être encadrés, nourris et soignés. Une extension des bâtiments pénitentiers s'impose.

Le Gouvernement rwandais envisage une réorganisation de l'appareil judiciaire, une formation accélérée du personnel judiciaire ainsi qu'une réforme de la législation pour l'adapter à un véritable Etat de droit.

**Quatrième-
ment: la
poursuite
du
processus
de démocra-
tisation**

Il faut se féliciter du fait que sur les quatre institutions prévues dans l'Accord de paix, trois viennent d'être mises en place. Il s'agit de la Présidence de la République, du Gouvernement d'union nationale et de l'Assemblée nationale de transition. La Cour suprême et le Conseil supérieur de la magistrature seront mis en place sous peu. Comme annoncé lors de la formation du Gouvernement actuel, certaines dispositions de l'Accord de paix d'Arusha ont dû être adaptées, compte tenu des circonstances dramatiques du génocide et des massacres planifiés et perpétrés par le MRND, la CDR et leurs satellites. De par leur responsabilité flagrante dans le génocide et les massacres, les partis politiques MRND, CDR et leurs satellites ont été exclus de la gestion de la chose publique, conformément à l'Accord de paix d'Arusha par les partis politiques participant au Gouvernement d'union nationale.

Toutefois, les éléments de ces formations politiques n'ayant pas participé de près ou de loin aux massacres ou au génocide sont, à titre

**Cinquième-
ment: le
respect des
libertés
fondamen-
tales**

individuel, toujours les bienvenus au sein de notre administration pour participer aux efforts de reconstruction nationale. Le Gouvernement rwandais tient à rappeler à la communauté internationale que toutes les tentatives dans ce sens sont restées vaines.

Le processus de démocratisation entamé doit aller de pair avec le rapatriement des réfugiés, la réconciliation nationale, la reconstruction du pays et la relance de l'économie nationale. Le Gouvernement rwandais s'est donné une période de cinq ans pour mener ce processus de longue haleine qui conduira aux élections générales.

Le Gouvernement est résolu à respecter et à faire respecter les libertés fondamentales de la personne telles que définies dans les conventions internationales: il s'agit surtout du droit d'association syndicale, politique, religieuse, de la liberté de presse, de la propriété privée, de la liberté d'opinion et du droit à la vie. L'Accord de paix d'Arusha, qui fait partie intégrante de la loi fondamentale, consacre ces principes. Les instruments légaux de protection des libertés individuelles, qui existent déjà au Rwanda, vont être renforcés.

**Sixième-
ment: le
règlement
des
litiges
de
propriété**

La propriété privée est garantie. Le Gouvernement entend continuer à résoudre les conflits d'occupation de propriétés d'autrui, notamment en facilitant l'obtention de parcelles en ville et des espaces disponibles pour les cultures en zones rurales. Des sites de réinstallation des réfugiés ont été identifiés. Dans l'entre-temps, des centres de transit sont en train d'être identifiés pour permettre au Gouvernement d'aménager les sites de réinstallation en y mettant des infrastructures de base nécessaires: routes, écoles, hôpitaux, raccordement électrique ainsi que desserte en eau courante.

**Septième-
ment: la
formation
de
l'armée
nationale**

Depuis la mise en place du Gouvernement actuel, nous n'avons jamais cessé d'appeler les militaires de l'ancien régime qui n'ont pas trempé dans le génocide et les massacres à rallier les troupes gouvernementales. Le processus d'intégration est en cours. En effet, 2 242 soldats et officiers seront intégrés dans l'armée actuelle, dans le cadre de la formation de l'armée nationale, avant la fin du mois de janvier 1995.

**Huitième-
ment: la
réconcilia-
tion
nationale**

Il faut souligner que la réconciliation nationale d'un peuple aussi traumatisé demande beaucoup de temps et de patience. Mais la réconciliation nationale véritable commence par l'éradication de l'impunité et l'instauration d'une justice saine. En effet, les massacres des opposants au régime du président Habyarimana, suivis par le

génocide, ont été préparés par le phénomène de l'impunité constaté à travers les massacres cycliques qui ont toujours eu lieu au Rwanda. Les Rwandais devront être formés aux valeurs positives de justice, d'équité, d'amour de la patrie et de respect d'autrui, à commencer par le droit à la vie. Le Gouvernement rwandais entend former nos concitoyens à ces valeurs à travers des programmes d'éducation appropriés.

Enfin: la traduction en justice des auteurs présumés du génocide

A la demande du Gouvernement rwandais et par souci de transparence, le Tribunal international pour le Rwanda, qui va juger les personnes présumées responsables du génocide et des massacres, a été constitué le 8 novembre 1994. Il doit collaborer avec les tribunaux rwandais.

Le système judiciaire interne est en train de s'organiser, mais il doit être appuyé, notamment par une assistance en personnel et en équipement de la communauté internationale. Le jugement des coupables est susceptible de détendre la situation et de favoriser une réelle réconciliation nationale.

Monsieur l'Administrateur du PNUD, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Ministres, Messieurs les chefs d'agences des Nations Unies, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Malgré les défis énormes auxquels il était confronté au moment de sa mise en place, le Gouvernement rwandais s'est mis à pied d'oeuvre et compte déjà beaucoup de réalisations à son actif.

a. Sur le plan politique. Rappelons qu'une Assemblée nationale, regroupant toutes les formations politiques qui ne se sont pas rendues coupables de génocide et de massacres, a été mise en place en novembre 1994. De même qu'une campagne de sensibilisation au retour des populations déplacées ou exilées a été faite par le Gouvernement. Cette campagne a porté ses fruits puisque les camps de déplacés du sud-ouest se sont presque tous vidés. Un demi million de réfugiés récents sont retournés dont plus de 2 000 militaires.

Pour favoriser le retour des populations exilées, le Gouvernement a mis en place une commission interministérielle chargée de régler les litiges de propriétés occupées par autrui en même temps que se fait l'identification de parcelles en ville, des sites d'accueil et des zones d'installation pour les réfugiés. Le Gouvernement a négocié et conclu des accords tripartites avec le HCR et les pays qui hébergent les réfugiés. Ces accords existent déjà avec le Zaïre et le Burundi. Ces dispositions ont été complétées par la mise en place de la commission de rapatriement des réfugiés prévue dans l'Accord de paix d'Arusha.

La formation des militaires de l'ancien régime rentrés au pays vient de se terminer et ceux-ci vont être intégrés dans l'armée. Avec le concours de la MINUAR, le processus de formation de la gendarmerie nationale, outil indispensable du Gouvernement pour le maintien de l'ordre et de la sécurité, est en cours, les premiers contingents étant déjà opérationnels.

Le Gouvernement a défini une politique de l'information qui garantit la liberté de presse ainsi que sa pluralité. La presse écrite privée est de nouveau active et la Radio de la MINUAR a eu l'autorisation de commencer ses programmes.

b. Sur le plan social. Avec l'aide de la communauté internationale, le Gouvernement a pu rendre opérationnelles quelques formations sanitaires qui dispensent les soins de base. Un vaste programme d'accueil et d'hébergement des enfants abandonnés est en cours. Le Gouvernement organise le secours et l'assistance des groupes vulnérables, notamment les handicapés, les veuves, les orphelins, les enfants non accompagnés et toutes autres catégories de populations traumatisées par la guerre et les massacres.

Les écoles primaires sont actuellement ouvertes. Le Gouvernement a pu organiser la reprise des études des élèves pour les classes terminales du cycle secondaire dont la scolarité avait été interrompue par les événements d'avril 1994. Les préparatifs pour faire démarrer l'Université nationale progressent favorablement, si bien que la rentrée partielle pourra se faire en février 1995 sur un campus. L'ouverture du deuxième campus universitaire se fera ultérieurement.

Pour appuyer le processus de réconciliation nationale, le Gouvernement a fait démarrer les activités culturelles les plus diverses.

c. Sur le plan économique. Quelques réhabilitations urgentes ont déjà eu lieu: il s'agit du réseau électrique, de l'eau et du téléphone. L'aéroport international Grégoire Kayibanda est opérationnel bien qu'il reste fortement endommagé. Le transport intérieur et international s'organise, mais difficilement. Un plan d'ensemble pour les réhabilitations des principales infrastructures publiques est déjà terminé; ce plan montre les travaux à effectuer ainsi que les financements nécessaires. Pour remettre en marche l'économie nationale dont les principaux indicateurs étaient structurellement en baisse et détruits par

la guerre, les mesures de réformes économiques énergiques sont prises à un rythme satisfaisant.

Après l'adoption d'un tarif douanier qui supprime les protections abusives ainsi que la réaffirmation de la politique des privatisations, l'élaboration du budget de 1995 sera finalisée avec l'intégration des résultats de la présente Table Ronde.

La fonction publique rwandaise qui se caractérisait par des effectifs pléthoriques est en train d'être réorganisée dans le sens de la réduction des effectifs et de la redéfinition des missions. C'est ainsi que le Gouvernement s'est engagé à ne pas dépasser 50% des effectifs d'avril 1994.

Le secteur bancaire est maintenant opérationnel. Pour parer aux risques de déstabilisation de notre économie que pouvait générer la réintroduction des fonds emportés par le Gouvernement déchu, il a été procédé à une introduction de nouveaux billets de banque, démonétisant ainsi les milliards de francs rwandais qui se trouvent à l'extérieur du pays.

Enfin, pour relancer les activités agricole sérieusement perturbées par les déplacements massifs de populations, le Gouvernement a procédé à la distribution des intrants et du matériel agricoles aux paysans dans certaines régions du pays.

Madame la
Présidente,
Excellences,
Mesdames et
Messieurs,

Telles sont les principales réalisations à l'actif du Gouvernement rwandais que je dirige, qui a été mis en place en juillet 1994. Comme vous le voyez, le chemin est encore long. Nous avons la détermination qu'il faut pour réussir. Les moyens humains, matériels et financiers pour mener à terme notre vaste programme sont considérables et dépassent nos possibilités. C'est pourquoi nous avons besoin de l'assistance de la communauté internationale dans différents domaines. Pour ce qui le concerne, le Gouvernement ne ménagera aucun effort pour mettre en place les conditions favorables à la réconciliation nationale et à la relance de notre économie.

ANNEXE XI

Présentation du Programme de réconciliation, de réhabilitation et de relance socio-économique et des directives du budget de 1995 par le Ministre des finances, S.E. M. Marc Rugenera

Tel que reflété dans le document présenté par le Gouvernement à cette conférence de Table Ronde, le Programme du nouveau Gouvernement rwandais pour remettre en marche le pays couvre cinq volets, à savoir: la réintégration sociale des personnes déracinées et victimes de la guerre, la restauration des capacités de gestion de l'Etat, la réhabilitation des infrastructures économiques et sociales, la relance des activités productives et de protection de l'environnement ainsi que l'aide financière directe au fonctionnement de l'Etat.

Le Ministre de la réhabilitation et de la réintégration sociale vous fera une présentation détaillée du programme de réintégration des personnes réfugiées et déplacées. Mon propos consistera à vous exposer les priorités du Gouvernement dans les quatre autres volets, les grandes lignes de notre politique économique devant sous-tendre ce programme de réhabilitation, les grandes orientations du budget 1995 et les mesures budgétaires envisagées à court terme ainsi que notre appréciation du volume des besoins de financement exprimés.

Le Programme de restauration des capacités de gestion de l'Etat et la participation des acteurs nationaux se proposent de rétablir et renforcer la capacité de gestion de l'administration centrale et décentralisée. Le Gouvernement voudrait aussi saisir l'occasion pour redéfinir les missions de l'Etat et son rôle dans l'économie, en tenant compte de la nécessité de libérer des espaces d'initiatives et de responsabilités dans les secteurs productifs et auprès des populations bénéficiaires. Ce programme couvre trois thèmes prioritaires, à savoir :

- la réorganisation et le renforcement de l'administration publique, autant au niveau central qu'au niveau local;
- la réhabilitation et la réorganisation du système judiciaire;
- la participation des acteurs nationaux au processus de

démocratisation et au développement.

En plus des pertes importantes en ressources humaines subies par le pays, les infrastructures économiques et sociales ont été la cible privilégiée des actes de destruction commis durant la tragédie.

La réhabilitation physique de ces infrastructures et le rééquipement des services publics constituent une haute priorité du Gouvernement pour rétablir l'offre de service public et donner aux opérateurs économiques les moyens d'exercer leurs activités.

Le programme de relance des activités productives vise la remise en marche du potentiel de production et d'emploi. Dans le secteur rural, le souci du Gouvernement consiste en premier lieu à mettre en place des actions de distribution d'intrants et outillage agricoles pour aider les populations réinstallées à retrouver rapidement leurs niveaux de production d'antan. Un effort particulier sera consenti pour réhabiliter les productions d'exportation afin de reconstituer le plus vite possible la capacité autonome du pays en moyens de paiements extérieurs. La distribution d'intrants agricoles doit aller de pair avec un programme de repeuplement en bétail du pays et des actions de restauration du patrimoine forestier et de protection des ressources naturelles.

La réhabilitation de l'outil de production industriel et autres activités du secteur privé se fera à travers la mise en place de moyens de crédits importants gérés par le secteur bancaire.

L'aide au fonctionnement de l'Etat est conçue comme une contribution au budget de fonctionnement de l'Etat directement ou par le biais d'une aide à la balance des paiements générant des fonds de contrepartie en monnaie locale pouvant être affectés aux dépenses de fonctionnement de l'Etat. L'aide demandée couvre également des aides en marchandises ne générant pas des fonds de contrepartie de façon immédiate. Ces aides concernent la reconstitution du stock stratégique de carburant, la fourniture de médicaments essentiels pour l'approvisionnement des formations médicales publiques et libres agréées ainsi qu'une aide alimentaire pour couvrir le déficit alimentaire prévisible.

II. La politique économique d'accompagnement

L'objectif prioritaire recherché par le Gouvernement à travers la nouvelle politique économique consiste à améliorer très vite l'environnement économique du secteur privé pour susciter sa confiance et l'amener à investir au Rwanda. Le Gouvernement considère comme prioritaire en cette matière la redéfinition du rôle de l'Etat dans l'économie pour permettre au secteur privé de jouer son rôle, le renforcement de la libéralisation de l'économie et la mise en oeuvre d'une politique économique qui puisse garantir le retour à un cadre macro-économique stable, base d'une croissance économique viable à moyen et long terme.

S'agissant de la redéfinition du rôle de l'Etat dans l'économie, le Gouvernement considère que le Rwanda a tout à gagner d'un désengagement rapide de l'Etat de toutes les activités marchandes ne comportant aucune activité prouvée de service public. La politique de privatisation à suivre ainsi qu'un plan d'action global pour toutes les entreprises concernées sont en train d'être examinés et seront approuvés sous peu par le Gouvernement.

Parallèlement à ce programme de désengagement de l'Etat des activités productives et commerciales, le Gouvernement compte accélérer et finaliser en 1995 la modification des lois et règlements qui constituent encore des obstacles au développement des activités du secteur privé.

La redéfinition du rôle de l'Etat dans l'économie aura des implications importantes en terme de réorganisation de la fonction publique. En effet, toutes les tâches d'exécution susceptibles d'être confiées au secteur privé lui seront cédées, et l'Etat se concentrera davantage sur les fonctions de planification et de fourniture des services hors de portée du secteur privé.

En vue de rétablir à brève échéance la stabilité du cadre macro-économique, le Gouvernement a décidé de changer radicalement la politique de gestion du taux de change, la politique monétaire et les mécanismes de financement de déficit budgétaire. D'ici à la fin de 1995, le taux de change fixe sera abandonné progressivement au profit d'un taux de change déterminé par le marché. Une nouvelle baisse généralisée des droits de douane vient d'être adoptée par le Gouvernement, et le droit de douane maximal est passé de 100% à 60%. Cette révision à la baisse des droits de douane va se poursuivre à moyen terme. Les taux d'intérêt seront libéralisés et la régulation monétaire s'effectuera par le mécanisme des instruments de contrôle

III. Les grandes orientations du budget 1995 et les mesures envisagées à court terme

indirect. Le Gouvernement a décidé de limiter, à partir de 1995, le recours à la création monétaire comme moyen de financement du déficit budgétaire.

De grandes tensions vont encore s'exercer sur les finances de l'Etat au cours de l'exercice 1995. La politique des finances publiques visera en 1995 à réduire tant que faire se peut le déficit de l'administration centrale pour le ramener à son niveau le plus bas. Afin d'atteindre cet objectif, le Gouvernement axera ses efforts sur les points suivants:

- l'intensification de la mobilisation des recettes;
- la limitation au strict minimum des dépenses de fonctionnement;
- le rétablissement de la discipline budgétaire.

Des mesures fiscales sont envisagées à très court terme pour accroître les revenus de l'Etat prévisibles en 1995 :

- . Suppression de toutes les exonérations relatives au droit de patente;
- . Acompte sur impôt sur les revenus locatifs;
- . Amendement de la loi portant impôt sur le chiffre d'affaires et j'en passe.

Toutes ces mesures vont certes améliorer la situation des recettes mais leur incidence restera limitée en 1995 étant donné les limites actuelles de l'économie à générer les revenus imposables. Le Gouvernement n'a plus d'autre choix que de limiter de manière drastique ses dépenses de fonctionnement en 1995. Trois mesures importantes ont été décidées à ce titre par le Gouvernement.

La première mesure a trait à la réduction de la taille de la fonction publique pour limiter la masse salariale civile. A ce sujet, il a été décidé de limiter la taille de la fonction publique à 50% des effectifs anciens, y compris les nouveaux recrutements à opérer pour les postes non organiques dans la remise en marche de l'Administration.

La deuxième mesure porte sur la consolidation dans les salaires des avantages en nature accordés aux militaires et dont les mécanismes de

gestion constituaient une source grave de gaspillages et de détournements. De plus, le Gouvernement amorcera un processus de démobilisation militaire aussitôt que la sécurité aux frontières sera garantie.

La troisième mesure concerne la confirmation de la décision de l'Etat de réformer les entreprises publiques pour assainir ce secteur et débarrasser ainsi l'Etat d'un fardeau financier devenu insupportable.

Le rétablissement de la discipline budgétaire par des mesures visant à renforcer les procédures de budgétisation, d'engagement et de contrôle des dépenses est plus que jamais nécessaire. En 1995, des mécanismes ad hoc seront mis en place pour moduler les engagements des dépenses à la trésorerie de l'Etat en limitant drastiquement tout nouveau recours à la création monétaire dans le financement du déficit du budget.

Le scénario budgétaire pour 1995 basé sur un objectif ambitieux de recettes publiques d'environ 40% de leur niveau de 1993 dégage un "gap" de financement très important qui nécessite une réponse appropriée de la Communauté internationale. L'importance de ce déficit est également due à l'importance des dépenses de fonctionnement particulièrement liées au rééquipement même minimal de l'Administration et au paiement de quelques arriérés.

L'appui budgétaire sollicité pour financer ce déficit est évalué à 160,6 millions de dollars qui proviendraient de la contrepartie de l'aide aux importations.

On ne saurait passer sous silence le problème des arriérés de la dette extérieure tant multilatérale que bilatérale et commerciale.

Le montant total des arriérés sur la dette extérieure se chiffrait à 60,58 millions de dollars des Etats-Unis au 31 décembre 1994. Le service de la dette pour 1995 se chiffre à 28,41 millions de dollars. L'apurement de ces arriérés et le paiement régulier des échéances à venir conditionnent pour une bonne part la mobilisation et le décaissement des fonds disponibles auprès des institutions multilatérales au titre de différents projets.

SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE RWANDAISE
(en millions de dollars des Etats-Unis)

	Arriérés au 31.12.1994	Service de la dette en 1995	Arriérés plus 1995
MULTILATÉRALE	25,97	15,01	40,98
BILATÉRALE	25,10	13,30	38,40
COMMERCIALE	9,51	0,10	9,61
	60,58	28,41	88,99

**IV. La
synthèse des
besoins de
financement**

L'ensemble du programme de réhabilitation et relance socio-économique que le Rwanda présente aujourd'hui se chiffre à 764,1 millions de dollars US se répartissant comme suit:

	En 10 ⁶ US\$	En %
1. Réintégration sociale de personnes réfugiées et déplacées	273,6	35,8%
2. Aide au fonctionnement de l'Etat	9,6	24,8%
3. Investissements de réhabilitation	300,9	39,4%
- Réhabilitation des capacités de gestion de l'Etat	17,3	2,2%
- Réhabilitation des infrastructures	70,6	9,2%
- Relance de la production	100,9	13,2%
- Réhabilitation des services sociaux de base	112,9	14,8%
TOTAL	764,1	100,0

Ce chiffre global peut paraître élevé comparé au niveau de l'aide extérieure au développement accordée au Rwanda au cours des dernières années, qui varie entre 350 et 400 millions de dollars par an. Mais si l'on tient compte d'un effort spécial à consentir pour aider le Rwanda à se réorganiser et à se reconstruire, on comprendra aisément que les besoins exprimés restent contenus dans une fourchette raisonnable.

Certains, ou beaucoup d'entre vous, s'interrogent évidemment sur la capacité actuelle du Rwanda à absorber un tel volume d'aide extérieure. Tout d'abord, il y a lieu de remarquer que les projets présentés sont des actions de reconstruction qui naturellement s'exécutent plus facilement que les nouveaux projets. Par ailleurs, mise à part l'aide au fonctionnement de l'Etat dont l'absorption ne cause pas de problème ainsi que le Programme spécial de rapatriement et réinsertion des personnes déracinées, le reste du programme représente seulement trois quarts de l'aide extérieure annuelle absorbée par le Rwanda sur la période 1991/1993.

Cependant, on ne doit pas nier le fait que la capacité d'absorption de l'économie rwandaise se trouve aujourd'hui affaiblie par les événements tragiques que le pays a connus. C'est pour cela que des efforts particuliers doivent être consentis aussi bien par le Rwanda que par la communauté des bailleurs de fonds pour accélérer la reconstruction du pays. Du côté du Gouvernement, nous avons décidé de mettre en place une unité de passation des marchés publics fonctionnant comme une entreprise privée par souci d'efficacité. Cela permettra de contourner les lourdes procédures habituelles d'adjudication pour les petits contrats des travaux de réhabilitation et de fournitures. De même, nous avons veillé à ce que les projets présentés à la Table Ronde disposent de fiches de présentation pour faciliter le dialogue avec les bailleurs de fonds intéressés.

Aux bailleurs de fonds, le Gouvernement rwandais sollicite leur compréhension pour ne pas exiger, durant la période de réhabilitation, la contrepartie nationale dans les projets comme condition *sine qua non* de déblocage des fonds. Une réponse appropriée aux besoins d'assistance technique exprimés par le Gouvernement pour la formation du personnel nouvellement recruté s'avère également nécessaire. Il serait aussi important d'aider le Gouvernement au rapatriement des experts rwandais qui se trouvent à l'extérieur.

S'agissant du mécanisme de financement du Programme de réhabilitation et de relance socio-économique, le Gouvernement pense qu'une large fraction des investissements de réhabilitation peut être financée dans le cadre des engagements dont les bailleurs de fonds disposaient déjà sur le Rwanda avant les événements. C'est pourquoi le Gouvernement souhaiterait entrer en discussion immédiatement avec chaque bailleur de fonds pour procéder à la revue de son portefeuille en tenant compte évidemment de nos priorités du moment.

Toutefois, nous sommes conscients que tous les besoins ne peuvent pas être couverts par les projets en cours. Les engagements nouveaux sont nécessaires et plus particulièrement en ce qui concerne l'aide à la réinsertion des réfugiés, l'appui au fonctionnement de l'Etat sous forme d'appui budgétaire direct ou par le biais d'un appui à la balance des paiements générant des fonds de contrepartie pouvant être affectés aux dépenses courantes.

ANNEXE XII

Statement by the Representative of the World Bank

My colleague and I are happy to represent the World Bank at this Round Table Conference on Rwanda. I would first like to thank the Government of Rwanda for the helpful documentation it has been able to prepare under extremely difficult circumstances. We would also like to express our appreciation to UNDP for bringing us all together today and also for the spirit of cooperation that has characterized the global effort to help Rwanda.

Even prior to the crisis, Rwanda's GDP per capita was estimated in 1993 at US\$195, among the lowest in Africa. The civil war dealt a severe blow to a fragile economy. The Bank's estimate is that real GDP dropped by as much as 50 per cent in 1994. Human losses have been huge and the country's administrative capacity has been paralyzed. The crisis caused a collapse in the delivery of social services. Overall, the economic implosion has intensified poverty in Rwanda.

Joining the international community's response to this unprecedented crisis, on 30 August 1994 the Bank's Executive Directors approved grants totaling US\$20 million to four UN agencies for emergency assistance to Rwanda, with special emphasis on the needs of returnees. The implementation of these grants is proceeding well. In September 1994, a Bank mission visited Rwanda and carried out a preliminary assessment of emergency reconstruction needs. The mission met with the leaders of the new Government and emphasized the need for national reconciliation and a resumption of the economic development process. High-level officials from Governments represented here today carried the same message to Kigali. Later in September and in October 1994, the Bank organized two informal meetings of major donors in Paris to develop a common strategy for helping bring stability back to Rwanda and assisting in economic recovery.

We are pleased to note that the Government of Rwanda has embarked on rebuilding the nation and the economy. The Government recognizes

that national reconciliation is essential for the success of the recovery effort and for the sustainability of donor support. In this regard, a multi-party National Assembly was sworn in on 29 November 1994 and a decision was recently taken to appoint a high-level official to coordinate the Government's efforts concerning human rights. Furthermore, in December 1994 the Government issued a Declaration of Principles spelling out its political, social and economic agenda for a "New Rwanda". We expect that these principles and commitments are going to guide the Government's actions in the medium term.

On the political side, the Declaration deals with political-cum-reconciliation issues such as human rights and policy actions to stimulate the return of refugees. Specifically, the Government is allowing the deployment of human rights monitors and UN troops throughout Rwanda, seeking support for establishing an impartial judicial system and is keen to ensure adherence to property rights. Regarding social issues, the Declaration recognizes the sharp decline in recurrent and investment expenditures for social services, and the resulting need to rebuild and re-equip health and education infrastructure urgently. Shortage of qualified managerial and other staff is, however, identified as a major constraint. The Declaration also promises special efforts to address the needs of vulnerable groups, including women, children and surviving war victims.

In the economic domain, the Declaration addresses issues such as the size and scope of Government, the role of the private sector, the privatization of public enterprises, the trade and exchange regimes, the appropriate level of military expenditures and regulatory reform. The new Government is committed to a reduced role for the State, limiting the number of civil servants to 50 per cent of the pre-crisis size; the adoption of a comprehensive and transparent privatization policy; a private sector freed of unnecessary regulations to enable recovery and growth in the productive sectors; a liberal trade and exchange rate regime; and flexibility in labour and financial markets. The Declaration's economic principles and accompanying actions would serve as the basis for a medium-term policy framework to be designed by the Government, in close consultation with the Bank and the Fund. We hope that this framework would in turn be the basis for the resumption of adjustment lending, to provide urgently needed balance-of-payments and fiscal support.

Beyond the Government's commitment to political stability, a necessary condition for national reconciliation is the resettlement within Rwanda of both refugees and internally displaced persons; equally critical are efforts towards the rehabilitation and development of Rwanda's infrastructure as well as socio-economic recovery.

The Government is calling today for international support for getting on with the urgent task of reconstruction. The total costs associated with reconstruction and resettlement are estimated by the Government at US\$765 million. Given current absorptive and administrative capacity constraints these expenditures would probably be incurred over a number of years. We hope that the donor community will respond with generosity to this appeal.

As a sign of the growing world confidence in the new Government's commitment to national reconciliation, Belgium, Canada, the Netherlands, Norway, Switzerland and the United States have already provided funds to settle Rwanda's arrears with the Bank, through January 1995, and cover debt-service payments through June 1995, amounting to a total of US\$9.5 million. With the clearance of its arrears, Rwanda has become eligible for the resumption of Bank financing under ongoing projects and for new operations.

For our part, we have already prepared - and will be presenting to our Executive Directors on 31 January - a US\$50 million Emergency Recovery Credit. This credit forms part of Rwanda's emergency recovery program for 1995 which addresses the country's most immediate reconstruction needs, including the Government's capacity to rebuild the nation. The credit aims at helping Rwanda begin to overcome the problems created by the events of the past months and facilitate the return to normal life and productive activities. Specifically, through this operation the Bank is seeking (i) to help the Government begin to restore key economic and social services, rebuild the institutional capacity necessary for sustainable economic recovery and design a coherent economic policy framework; and (ii) to provide the private sector with the means to resume operations and create jobs. The project's components support high-priority imports by the Government and the private sector and technical assistance to help implement reconstruction and re-establish basic government functions.

The Bank is also restructuring ongoing projects so that these operations will respond more effectively to Rwanda's immediate priority needs.

Through the restructuring of its portfolio, the Bank expects to provide at least an additional US\$25 million for reconstruction in 1995. In this endeavour, the Bank will work in close collaboration with other donors, as they too expect to restructure their portfolios and accelerate disbursements in 1995. Furthermore, Bank staff have begun preparations for new investment lending in a number of sectors.

We are all well aware that our support to Rwanda faces significant risks. The country and some of its closest neighbours are in a state of political flux. Ethnic tensions have been exacerbated in the past 18 months, and the large number of refugees and displaced persons in the region is contributing to the area's volatility. A significant threat which Rwanda faces is that troops and militia from the previous regime may seek to re-open the civil war by invading from neighbouring countries, especially Zaire. And within the country, political conditions could become destabilized. Finally, grim economic and social conditions in the wake of last year's civil war contribute to unrest in the country as do property disputes and the absence of a fully operational civilian administration to spearhead recovery.

As is indicated by its moderate behaviour to date and by its recent Declaration of Political and Economic Principles, the Government has embarked on a path of national reconciliation to heal the country's wounds. It is also committed to beginning the task of social reconstruction and to laying the groundwork for a modern, more efficient State and sound economic policies. Against this backdrop, we in the World Bank have joined forces with other donors in mobilizing international financial support for Rwanda's reconstruction. Bilateral and multilateral agencies are participating in an economic rescue effort and are also seeking to contribute to the resolution of Rwanda's political problems. This international coalition has come together aware that conditions in Rwanda are still volatile, but also in the realization that the stakes are high in the country and the sub-region and that the risks associated with inaction or delays far outweigh those linked to moving ahead with a constructive programme of support.

Ultimately it will be up to the people and Government of Rwanda to find sufficient common ground for the country to get back on the path of peaceful and sustainable development. We hope they succeed. However, without strong international support, the chances of Rwanda recovering economically and socially are nil, as is the likelihood of Rwanda becoming viable again as a country. We should do all we can

to help, but given the delicate nature of conditions in Rwanda, we should also monitor developments in the country closely, and encourage the authorities to live up to their principles and commitments.

ANNEXE XIII

Statement by the IMF Representative

On behalf of the International Monetary Fund (IMF), I am pleased to participate in this Round Table Conference, which has been convened to discuss the requirements for Rwanda's social and economic rehabilitation in the aftermath of the civil war. As highlighted by the Government's statement to this Conference, Rwanda is facing five basic challenges. These are:

- establishing a stable and secure social environment by providing protection for basic human rights and promoting national reconciliation, democratic principles, and the sharing of power;
- resettling and reintegrating refugees and displaced persons;
- strengthening the administrative system and redefining the role of the State to support the private sector and economic recovery;
- rehabilitating the productive sectors and social infrastructure; and
- restoring a sound institutional and policy framework for macroeconomic management.

It is clear that in the present circumstances of Rwanda, meeting these challenges will require substantial international support in the form of technical and financial assistance.

The effect of the war on Rwanda's social and economic situation as well as on the authorities' capacity to implement sound economic policies has been severe. Along with the staggering loss of life, the economic situation of millions of people who are in refugee camps or displaced within the country has been disrupted; and a large number - if not most - of the Rwandans are depending on emergency assistance. The institutional capacity for macroeconomic and financial management

has been severely weakened, as the bulk of the country's skilled personnel, including those of key institutions such as the National Bank of Rwanda and the Ministry of Finance, are either out of the country or feared dead. Moreover, basic records as well as management and control systems are in disarray; public buildings, vehicles and computer and other equipment have been vandalized; and the working conditions have deteriorated significantly due to the collapse of supporting infrastructure and the shortage of office supplies. With the general collapse of the economic infrastructure, economic output in 1994 declined very sharply in virtually all productive sectors. In 1995 economic performance might be expected to improve moderately, but this would depend upon progress in restoring social stability and implementing policies that promote economic and financial rehabilitation.

The effects of the war on the balance of payments and the Government's finances have been just as severe. In 1994, export earnings declined by nearly two thirds as the hostilities disrupted the harvesting of coffee; tea exports also declined sharply, following the closing of all the processing plants. Meanwhile, imports of war-related materials and food rose substantially, and with net capital outflow increasing, official international reserves fell by nearly US\$30 million to a low of some US\$16 million at end-1994, equivalent to only two weeks of annual imports in the pre-war period. Moreover, external payments arrears continued to accumulate to about US\$60 million by the end of 1994; of this total, US\$27 million was owed to multilaterals, US\$25 million to bilaterals, and the balance to commercial creditors. Despite an anticipated modest recovery in export earnings, Rwanda's external position will remain extremely difficult in 1995, owing to a strong demand for imports of food and other essential items and the heavy debt service obligations.

Reflecting the collapse of economic activity and of the tax administration capacity, revenue collection came to a virtual halt during the period of hostilities; and in the remaining months of 1994, only a minuscule amount of customs duties was collected on petroleum products and beer. As government expenditure - consisting mostly of wages of civil servants and the military since the end of hostilities - has exceeded by far the collected revenue, the budgetary situation came under increasing pressure in the course of 1994. Indeed, the new Government has not been able to meet essential outlays for materials and supplies of ministries, official transportation or the servicing of

public debt. Without a determined effort to strengthen the revenue performance and contain expenditure, as well as mobilize adequate support from the donor community, Rwanda's budgetary situation could worsen markedly in 1995.

Against this background, the authorities' strategy for responding to the macroeconomic challenges should include, in addition to the broader goal of establishing a stable and secure social order, at least four important elements:

- a concerted programme of technical assistance for rebuilding and strengthening the capacity for macroeconomic management;
- a training programme tailored to the circumstances of Rwanda;
- a resolute implementation of fiscal, monetary and other policies conducive to accelerated economic rehabilitation and a reduction of inflationary pressures; and
- strong financial support by the international community.

In the period ahead, the IMF's plan of assistance to Rwanda, which would need to be implemented in close collaboration with the rest of the international community, will seek to meet these macroeconomic challenges. More specifically, in the area of technical assistance, the focus will be on providing human and material support to the National Bank of Rwanda and the Ministries of Finance and Planning with a view to enabling these key institutions to play an active part in formulating, implementing and monitoring economic policies in their respective fields. Building on the findings of recent missions to Rwanda, the IMF staff have prepared a preliminary outline of the essential components - including manpower and financial requirements - of a technical assistance programme that would help meet these needs. This outline has been provided for the information of all donors and an informal meeting will be held in the course of the Round Table Conference with all interested parties to discuss the related issues, including the immediate needs in manpower training.

While pursuing efforts to reinforce the capacity for macroeconomic management, the Government will need to start implementing soon a clearly defined economic policy framework that realistically takes into account the outcome of this Round Table Conference. In the fiscal

field, such a framework would require forceful steps to bolster revenue collections, especially from indirect taxes; observe prudent guidelines for wage and non-wage outlays; moderate government recourse to bank credit; and promulgate a budget for 1995 that is consistent with the resources that will be available from domestic and external sources. This policy framework will also have to include appropriate exchange rate and trade policies as well as a prudent monetary policy. The Rwandan authorities and their respective creditors will need to reach understandings on steps towards the resolution of the problem of external payments arrears. Following the Conference, the Fund staff will visit Rwanda to assist the authorities in elaborating a feasible macroeconomic framework for 1995.

According to preliminary projections - based on improved macroeconomic management and prudent financial policies - the authorities estimate a balance of payments financing gap for 1995 of about US\$217 million, including financing needed for the clearance of arrears to multilateral creditors amounting to US\$27 million. This gap also includes an amount of US\$29 million for the build-up of strategic stocks of petroleum, essential medicines, and special food assistance for the needy, but does not include any provision for increasing gross international reserves from the present very low level.

In order to cover its balance of payments gap, Rwanda will need substantial financial assistance from the donor community. In this context, the IMF staff will shortly initiate discussions on possible financial assistance to Rwanda, initially in the context of the Compensatory and Contingency Financing Facility (CCFF). Given Rwanda's difficult medium-term financial outlook and weak debt-servicing capacity, it would be essential for Rwanda to ensure that its potential use of the Fund's CCFF resources is at a subsidized interest rate of, say, 0.5 per cent; for this purpose, the authorities need to mobilize additional donor support in the form of grants amounting to about US\$4 million.

In conclusion, I would stress that if the authorities are to be able to formulate a feasible and transparent macroeconomic framework, it is essential to have a clear indication from all donors regarding the financial and technical assistance that could be provided and the purposes or uses of such assistance. The IMF is prepared to work closely and promptly with the rest of the donor community to help

Rwanda address the challenging problems of national, economic and social rehabilitation.

ANNEXE XIV

**Présentation du programme de réhabilitation
des secteurs sociaux
par le Ministre de la réhabilitation
et de l'intégration sociale,
S.E. Dr Jacques Bihozagara**

**Madame la
Présidente,
Distingués
Invités,
Mesdames et
Messieurs,**

Outre la destruction des vies humaines, le pillage et la destruction des biens, la guerre et le génocide ont provoqué des mouvements de populations considérables. En juillet 1994, 5 200 000 Rwandais étaient soit déplacés, exilés ou réfugiés. Aujourd'hui, près de 2 200 000 personnes sont encore réfugiées dans les pays voisins et seulement 600 000 sont rentrées spontanément après plus de trois longues décennies d'exil. Les personnes qui ont regagné leurs collines après la mise en place du nouveau Gouvernement vivent dans des conditions précaires.

Face à cette situation intolérable, le Gouvernement rwandais, avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement, a élaboré un programme visant à résoudre définitivement le problème crucial des réfugiés, à créer et à garantir une base pour une véritable réconciliation du peuple rwandais. Ce programme devrait coûter 273 600 000 dollars, soit près de 38% de l'enveloppe globale présentée à cette Table Ronde.

Ce programme comporte deux volets essentiels: d'une part le rapatriement et la réinstallation des réfugiés et personnes déplacées et d'autre part la réhabilitation des services sociaux.

**A. Rapatriement et
réinstallation
des réfugiés
et personnes
déplacées**

1. Le rapatriement et la réinstallation de 4 400 000 réfugiés et personnes déplacées depuis 1990.

33 500 000 dollars pour le transport, la distribution de "kits" d'urgence (semences, ustensiles ménagers, tentes et outils agricoles), soit 250 dollars par ménage.

10 millions de dollars pour la rénovation et la réparation des logements endommagés ou détruits, soit 125 dollars par ménage.

2. Le rapatriement et l'installation des réfugiés des vagues successives de 1959, 1964 et 1973 -- 60% sont spontanément rentrés depuis juillet 1994.

171 millions de dollars pour l'aménagement des sites d'accueil, l'installation des infrastructures pour l'eau, les routes, les écoles et les centres de santé (182 millions de dollars étendus sur deux ans).

24 millions de dollars pour le programme Habitat, étendu sur cinq ans.

Le problème crucial des logements en milieu urbain et l'occupation illégale des terres et des maisons préoccupent le Gouvernement au plus haut point. Quelques mesures appropriées ont été prises pour y faire face.

- a) Conformément aux Accords d'Arusha, une personne exilée depuis plus de dix ans ne pourra prétendre à son ancienne propriété. Les concernés ont cependant le droit d'habiter où bon leur semble, pour autant qu'ils n'empiètent pas sur les droits des autres citoyens.
- b) Les facteurs du respect de l'environnement et de la conservation de la nature ont été pris en considération dans le choix des sites d'installation.

Par conséquent, les lieux conformes aux deux points ci-dessus ont été identifiés. Ils peuvent accueillir plus de 600 000 réfugiés.

Un avant-projet d'un premier plan d'action est achevé. Ce dernier doit être affiné dans les plus brefs délais et tout de suite après être entré dans sa phase d'exécution, faute de quoi le pays va faire face à une autre explosion de violence, résultant des querelles de droit à la propriété entre anciens réfugiés, nouveaux réfugiés et personnes déplacées.

L'occupation des biens immobiliers appartenant aux autres se pose avec la même acuité aussi bien en ville qu'à la campagne. Cela constitue une autre bombe à retardement qu'il faut désamorcer au plus vite.

Après des enquêtes socio-économiques succinctes, le Gouvernement a identifié trois catégories de besoins en matière de logements pour les citoyens.

- a) Allocation des parcelles. Un certain nombre de Rwandais ont les moyens personnels de se construire un logement. Le Gouvernement est en train de les allouer.
- b) Logements acquis en location-vente. Ce système permettra d'accorder des crédits remboursables à long terme et à des taux raisonnables pour des salariés et notamment les fonctionnaires de l'Etat. Un fonds national de reconstruction devrait se créer pour compléter cette initiative du Gouvernement.
- c) Relocation. Cette mesure concerne les citoyens qui vivent en ville alors qu'ils ne disposent d'aucun revenu. Le Gouvernement a commencé une campagne de sensibilisation auprès d'eux pour qu'ils retournent à des activités liées à l'agriculture. Vous réalisez que l'enjeu est de taille et les moyens financiers actuels du pays sont plus que limités: ils sont simplement inexistantes.

Ces efforts doivent être obligatoirement accompagnés par un programme de réhabilitation des services sociaux, qui comprennent la santé, l'enseignement et la réinsertion sociale. Cela nécessite 112 millions de dollars.

B. Réhabilitation des services sociaux

1. La santé

20 millions de dollars pour le rééquipement et la réhabilitation des hôpitaux et centres de santé détruits.

8 500 000 dollars pour les médicaments de base, la lutte contre le Sida, la malaria et les maladies épidémiologiques.

3 500 000 dollars pour la santé maternelle et infantile, la planification familiale, le programme nutritionnel et la promotion des soins de santé primaire.

6 500 000 dollars pour le coût de la formation du personnel médical, le traitement des traumatismes de guerre et du génocide.

2. L'enseignement

Ce volet concerne la réhabilitation des bâtiments, le rééquipement en mobilier et matériel scolaire et universitaire; un programme d'intégration des enfants rapatriés ayant suivi des systèmes d'enseignement différents, notamment les anglophones; l'introduction d'un nouveau type d'éducation privilégiant des valeurs de paix, de justice et de réconciliation nationale.

18 millions de dollars pour 256 écoles primaires et 123 écoles secondaires.

16 000 600 pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique.

3. La réinsertion sociale

30 millions de dollars pour les groupes vulnérables, la réinsertion des cas sociaux, le programme de lutte contre la pauvreté, l'assistance aux enfants sans famille, l'intégration de jeunes militaires réformés dans la vie civile.

Le Gouvernement rwandais a fait du retour et de la réinstallation des réfugiés et des personnes déplacées la pierre angulaire de sa politique de reconstruction du pays et de la réconciliation du peuple rwandais. Certes, ce programme nécessite beaucoup de moyens, mais ils sont justifiés par l'immense désolation et les énormes besoins d'un peuple qui vit l'une des plus grandes tragédies de ce siècle.

Le peuple rwandais et son Gouvernement sont confrontés à un gigantesque défi. Le rôle et le soutien de la communauté internationale constituent une des composantes essentielles pour relever ce défi. Eriger un Rwanda nouveau et libre, dans la paix, la justice et le respect de la personne humaine, donc le minimum garanti par les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, principes auxquels nous adhérons, nous tous ici participant à cette Table Ronde.

Madame la
Présidente,
Distingués
Délégués,
Mesdames et
Messieurs,

ANNEXE XV

Statement by the Minister for Family and Women in Development

H.E. Ms Aloysia Inyumba

Let me take this opportunity to express our gratitude to those that have assisted the Rwandan Government organize this Round Table, particularly UNDP. My thanks go to the international community and the donors here present for the effort they undertook to assist Rwanda in the humanitarian field.

For the last three and a half decades, the history of Rwanda has been characterized by civil conflicts and most recently with mass killing and genocide. The most affected and afflicted has been the family, both women and children have fallen prey to these intermittent catastrophes of selfish and narrow centered and destructive politics. Prior to the war of 1990, it was estimated that over 90 per cent of Rwanda's population lived below poverty-line. This aspect combined with the factor of shortage of arable land, the basic need of each rural family made almost every Rwandan family vulnerable to common disasters, especially famine and diseases.

The outset of genocide in April 1994 found the population in a precarious situation. Genocide had its toll on entire families but the brunt of it especially severely affected women and children. Before April 1994, women constituted about 54 per cent of the national population. At that moment there was a rising proportion of widows and orphans among the women and children, respectively due to the cumulative effect of the past politics of terror and civil conflict especially with the intensity of the civil war after 1990.

During the genocide, widespread destruction was done and many young women were forced to serve as prostitutes of the militia and soldiers of the former Government. They were later abandoned, some in mutilated forms and others pregnant. The victims are mainly women aged between 12 and 40 years of age. Women made pregnant by the

militia are starting to deliver and almost all are abandoning their newborns. Most of those have been infected with HIV and other sexually transmitted diseases.

Up to 250.000 widows arising from genocide have so far registered with the Ministry of Family and Women in Development, and the majority of these have not only lost their families but also their property.

Over 12.000 children are crowded in 56 centers turned into temporary orphanages. Over 300.000 children have been taken up by families which too have very little capacity to maintain them. The country has traumatized cases especially since the killing fields and mass graves are visible and still fresh in the eyes and minds of living children and families. Families are still held in refugee camps in neighbouring countries living in very difficult conditions, their cultural set-up destroyed. Young girls were caught up in refugee camps, kept as sexual hostages by the militiamen and soldiers of the former Government.

The war and genocide shook and destroyed the social and economic fabric of Rwandan Society. The understanding of this unique situation of Rwanda, it is expected, will move those with nobility to give support to the Rwandan community, especially children and women in their present hour of dire need.

The Government is therefore faced with tasks of:

- a) Strengthening and enabling each Rwandan family, especially those in rural areas, to be able to withstand the current stressful conditions of poverty caused by the total collapse of economy. Urgent support is required to give families the capacity to regain their productive potential.
- b) Facilitating and promoting the welfare of about 400,000 recent widows together with about 50,000 old cases so that these women become self-supporting.
- c) Enhancing the capacity of over 200,000 families that have adopted children so as to ease the added burden of responsibility.

- d) Developing and sustaining a programme to look after over 100,000 children that may not in the near future be absorbed in families. The Government has drawn up a programme on vulnerable groups, requiring US\$13 million. This requires urgent attention.

International support is vital to enable the Government to accomplish the above tasks, especially as it would promote national reconciliation. The family is the basic viable unit that can play a key role in the reconciliation process. The family is the place where children can be taught the ideals of living together with others as human beings.

The new Government shall ensure that Rwandan families play a significant role in national reconciliation. Women have a great responsibility in this.

The current proposal for this Round Table seeks to raise a total of US\$ 112 million for the social sector. For the welfare and support of the nation's population, this amount is just the basic minimum we consider for a start-off. Appeal is made to you, and it is my sincere hope that representatives of governments, the United Nations and its agencies and the rest of the international community do appreciate the enormity of the tragedy my country has gone through.

The new Government of national unity and the people of Rwanda are doing their best to rebuild and rehabilitate the nation. The Government is fully committed to national reconciliation, unity and equality of all Rwandans before the law to set up and strengthen the democratic institutions.

However, our lone efforts and means cannot match the scale of repairing the disaster. We need and call upon this Round Table Conference to support us.

ANNEXE XVI

Statement by the Minister of State
for Development Cooperation
H.E. Ms Joan Burton

Distinguished
Chair-
persons,
Ministers,
Fellow
Delegates,

I am honoured to represent the Irish Government at this Round Table Conference on Rwanda. May I congratulate UNDP and the Government of Rwanda for organising today's Conference. As several speakers have already said, it is very timely and I earnestly hope that it will be a significant step on the path to reconciliation and rehabilitation in Rwanda.

This year marks the fiftieth anniversary of the establishment of the United Nations. In this its fiftieth year, Rwanda will be a test for the United Nations' resolve to give practical effect to its founding principles. The principles which emerged from the cataclysm of the Second World War must be the basis on which the UN and its Member States make determined and effective efforts to promote reconciliation in Rwanda in 1995.

1994 was a terrifying and tragic year for the people of Rwanda. The genocide, the suffering of refugees, the collapse of civic society all prompted an international outcry. The influx of Rwandan refugees has placed enormous strains on the resources of Rwanda's neighbours - on Tanzania and Zaire in particular. I saw the efforts of the Tanzanian Government for myself when I visited Ngara camp last autumn. I commend the regional governments for the support they have given to the refugees and for facilitating the international relief effort.

The Irish Government is deeply concerned at what has happened in Rwanda and we have sought to render whatever assistance we could. I might add that the level of public concern in Ireland for Rwanda is unprecedented. To date the Government has contributed some US\$6 million in support of relief efforts in Rwanda and the neighbouring States.

Irish assistance has been channelled through UNHCR, the ICRC and through the four Irish NGOs working in Rwanda and the neighbouring States - Concern, Goal, Trócaire and Refugee Trust. At present there are some 150 Irish nationals working in Rwanda with these agencies. We are proud of their work - much of which is carried out in difficult circumstances. They should be able to carry out their important task in a secure environment but unfortunately this is not always the case. The issue of security of aid workers is a matter of ongoing concern for my Government.

Emphasis has been placed at this Conference on the need to move towards rehabilitation projects in addition to emergency assistance and I support that emphasis. The President of Ireland, Mary Robinson, visited Rwanda last October to pay tribute to the important work which has been undertaken by relief agencies and NGOs and to show solidarity with the Rwandan people. During that visit the importance of measures to support reconciliation and the rebuilding of civil society in Rwanda became apparent.

I think that the document which is before us today is well prepared and gives a good evaluation of the stark socio-economic issues facing Rwanda. The funding sought is very significant - but the Rwandan Government has made a persuasive case for funding of this order. As the Secretary-General's Special Representative, Ambassador Khan, said this morning: it is an investment in peace.

The capacity of the Rwandan economy to absorb this level of donor support is something which needs to be considered carefully. In our view, a dedicated effort by the Rwandan Government, donors, and implementing agencies will be required to assure funding and to ensure coordination and implementation of the plan's objectives. In this regard, Ireland is of the view that the provision of technical assistance to a high-level coordinating mechanism is a priority.

The successful implementation of the programme for national rehabilitation is dependent on a number of factors. Uppermost amongst these is the question of creating the conditions of safety and security so as to enable the return of Rwandan refugees to their homes from the camps in neighbouring States. Following my bilateral discussions this morning with the Rwandan Prime Minister and the statements this morning, I believe that the Government of Rwanda is committed to working to address this central political objective. I was particularly

heartened by the emphasis which the Prime Minister placed on reorganising the judiciary and the legal system. The principle of due process is one which has universal application.

My Government believes that human rights is central to the promotion of reconciliation in Rwanda. Ireland welcomes the fact that the number of human rights monitors deployed in Rwanda has increased in recent months. We believe that effective and transparent human rights monitoring is vital to creating a climate of stability which will facilitate the return of refugees and displaced persons to their homes. We are pleased that the European Union's human rights monitors can soon play their part in the UN monitoring mission. Furthermore, Ireland warmly welcomes the recent progress in the investigation of the genocide in Rwanda and will support the Secretary-General's appeal for funding of the International Tribunal's immediate needs.

In December 1994, following bilateral discussions with the Rwandan authorities Ireland undertook to give direct assistance of US\$600,000 to Rwanda. These funds are in the course of being disbursed and essential transportation and office equipment will shortly be delivered to three Ministries - Agriculture, Health and Rehabilitation - in Kigali. In addition to this assistance, my Government is prepared to make further monies available this year for rehabilitation assistance to Rwanda.

Ireland has not had traditional links with Rwanda, but our people were deeply moved by what happened last year and by the suffering of the many innocent victims. May I say that I was particularly moved by this morning's intervention by the Minister of the Family when she described in detail the tragic fate of the women of Rwanda and the agony which many of them continue to endure. Ireland stands ready to play a continuing role in the regional and international efforts to promote and support reconciliation in Rwanda.

ANNEXE XVII

**Déclaration du Secrétaire d'Etat à la coopération
au développement du Royaume de Belgique,
S.E. M. Erik Derycke**

**Mesdames,
Messieurs,**

La tragédie que vient de vivre le Rwanda laisse un peuple déchiré, une administration dépourvue de moyens, une économie exsangue, des milliers de réfugiés et de déplacés et beaucoup de misère humaine.

Cette tragédie laisse aussi beaucoup d'incertitude dans les pays donateurs et a considérablement fait basculer les grands principes de solidarité, au sein de l'opinion publique belge en tout cas.

Je ne suis pas ici pour porter la bonne parole, mais pour manifester au peuple rwandais la solidarité de la Belgique et l'assurer de son soutien; pour inviter également la communauté internationale à conjuguer ses efforts pour permettre au Rwanda de renaître à une vie paisible et active.

Le paroxysme des mois passés s'est apaisé, mais les ferments d'autres violences et d'autres misères subsistent, si nous tous ici, Rwandais et représentants d'autres nations et organisations internationales, n'avons pas le courage de regarder la situation avec lucidité et de reconnaître l'échec des politiques passées; si nous tous ici présents ne sommes pas prêts à assumer nos responsabilités respectives et si nous tous ici ne sommes pas déterminés à attaquer les problèmes majeurs à leurs racines. Ce qui veut dire qu'il convient en priorité de créer les conditions de la confiance pour le retour des réfugiés et des déplacés.

Pour cela, premièrement, il faut assurer l'état de droit par des mesures de sécurité auxquelles la communauté internationale doit contribuer, en reconfirmant les droits de propriété et en mettant fin à l'impunité (le rôle du tribunal international et du système judiciaire est en cela primordial); et, deuxièmement, il faut poursuivre le dialogue avec les anciens cadres civils et militaires qui ne se sont pas rendus coupables de génocide et même faciliter leur réintégration. Des efforts dans ce sens du Gouvernement du Rwanda devront être appréciés à leur juste

Monsieur le
Premier
Ministre,

valeur. Il convient également de maintenir un dialogue permanent avec les pays limitrophes afin de trouver des solutions à l'échelle régionale.

Permettez-moi ici de faire appel à vous-même et à votre Gouvernement pour insister sur la nécessité de créer les conditions de la réconciliation. Le Gouvernement belge ose suggérer au Rwanda de faire une «déclaration de la main tendue» pour l'organisation d'un débat national visant à construire la nation, et auquel devront participer les forces vives de la nation: Eglises, forces politiques et organisations non gouvernementales qui s'efforcent de jouer leur rôle au niveau des associations de base.

Enfin, après quatre ans de guerre, l'Etat a la charge d'une armée considérable qui, juste après sa victoire, constituait le seul organe structuré qui assurait des tâches diverses pour pallier l'absence temporaire des pouvoirs civils. Le Rwanda ne pourra plus continuer longtemps à supporter un tel poids. Il sera amené à démobiliser un nombre important de soldats et à réduire l'armée à des proportions compatibles avec ses possibilités budgétaires et à lui assigner la vocation dévolue aux forces armées dans un Etat de droit et démocratique.

Nous, bailleurs de fonds, ne sommes pas ici pour vous offrir une Rwanda «clés en main», mais pour appuyer les efforts du peuple rwandais et de ses dirigeants à rebâtir courageusement leur pays. Nous, amis du Rwanda, ne pouvons guère que nouer la trame des conditions favorables à la reconstitution du tissu social; le changement des mentalités ne peut être que le fait des Rwandais eux-mêmes.

Dans la mesure où les autorités rwandaises partagent cette approche, la Belgique est disposée à soutenir le programme de réconciliation nationale, de réinsertion des populations et de reconstruction nationale. Vous constaterez demain que l'engagement financier de la Belgique est important. Il sera déboursé progressivement suivant l'évolution politique et la capacité d'absorption de chaque phase. Nous sommes conscients des difficultés de la tâche.

La phase humanitaire qui a dominé jusqu'à présent ne trouvera sa pleine signification que si l'allègement immédiat des détresses est pris en relais par la phase de réhabilitation qui nous mobilise aujourd'hui. Mais, dès à présent, une troisième phase réclame toutes nos capacités de conception: un développement économique à long terme qui

surmonte les contraintes bien connues d'un petit pays enclavé, dépourvu de richesses naturelles, surpeuplé, où la portion de terre de chacun s'amenuise et où les sols s'épuisent.

De nouvelles solutions volontaristes sont à trouver. D'ici à dix ans, la production vivrière devra tendre vers l'autosuffisance alimentaire. D'ici à dix ans, du travail devra être créé en dehors de l'agriculture. Cette vision à long terme implique tout aussi impérieusement le rassemblement de toutes les forces vives et donc l'indispensable réconciliation nationale.

Cette réflexion devra également s'étendre à la région tout entière, car les problèmes sont intimement liés, tels que les questions des réfugiés, des communications, de l'énergie et de la complémentarité économique. Les solutions seront donc sous-régionales, régionales, et voir même continentales. Je pense que l'Organisation de l'unité africaine aura ici un rôle prépondérant à jouer.

La communauté internationale a déployé des efforts considérables pour faciliter la naissance des accords d'Arusha, dont un des éléments les plus précieux était le principe du partage du pouvoir. Des forces opposées à ce partage et à la paix ont fait éclater un génocide ignoble. Si elle veut être conséquente, cette même communauté se doit de poursuivre sa détermination à appuyer le peuple rwandais dans son aspiration à la paix et au bonheur.

ANNEXE XVIII

Statement by H.E. Mr. Jan Pronk
Minister of Development Cooperation

(transcribed from the recording of the Conference)

Madam
Chairman,

Thank you very much for giving me the floor. I am pleased to participate in this Round Table on support to the rehabilitation, reconstruction of Rwanda. It is half a year after the establishment of the new Government of Rwanda and indeed high time that this meeting takes place, not only enabling the Government of Rwanda to explain its future political and economic and social policies to the international community but also to enable the international community to express its own position and hopefully its support to the Government of Rwanda so that the Government of Rwanda really knows what the international community expects from the Government of Rwanda itself.

As far as the Netherlands Government is concerned, Madam Chairman, we would like to start by saying that we have admiration for the way in which the new Government of Rwanda has really made an effort to build itself up, not only as a strong entity to control a territory but also as an accountable institution which really does not want only to be a Government on the basis of one specific political party or one specific social group in the country, but which is really striving to become a national government for a really re-united country. We all know after the major catastrophe of last year that still much has to be done before indeed this will be the case, but I must say on behalf of my Government, after having had quite a few discussions with representatives of the new Government and also the specific members of the Government before they became members of the Government, that the promises which were made by them so far have been kept, and that is indeed in my view an important political recognition in itself.

You cannot after the tragedy of last year expect too much. You cannot ask more than what is possible, but as far as we are concerned we can only say that the promises made so far have been kept. I was very much impressed and I have listened more often to the Prime Minister a couple of months ago - by his statements, what he said about the

necessity of reconciliation, what he said about the first need for Rwanda to create a situation whereby all inhabitants, including all the displaced people and all the refugees, can return safely to the country, what he said about priority to instal safety. The desire to have an integrated army in repeated invitations to individual politicians who were not responsible for the atrocities in the past to take part in the political process in the new Rwanda. And also what he said with regard to the necessity to put an end to the culture of impunity in the country. He has said so many times in many different speeches and this is a clear signal that the Government of Rwanda would deserve quite a lot of confidence.

I must add to this that also the other statements which have been made by the Minister for Rehabilitation, Dr. Jacques Bihozagara, and also the statement made by Ms Inyumba, but in particular also the statement made by the Minister of Finance Rugenera have added to our confidence. It is of course a bit awkward, seven to eight months after the political catastrophe which has taken place and the human tragedies of last year in Rwanda, to discuss already now modalities for structural adjustments. It is awkward to discuss already now the necessity to liberalise the economy and to decrease the role of the State in the economy. There hardly was a State, there hardly was an economy in the country.

But you can also look at this in a different light. The fact that you can already discuss the modalities for transition towards structural adjustments as a basis for development in itself and the fact that statements like the statement made by the representative of the World Bank could be made today, giving quite some confidence on the basis of the traditional development language is in itself a very good sign. It is awkward but at the same time it does augur well for the future.

As far as we are concerned we have confidence and that confidence has become greater listening this morning to the various statements made. We very much hope that the participants in this meeting will make it possible that the Government of Rwanda can continue to live up to the promises.

I very much agree with the last paragraph of the statement made by the representative of the World Bank that there is a great task ahead for the Government of Rwanda. We hope that they will succeed but of course in order for them to succeed strong international support is necessary

in order for them to succeed strong international support is necessary and then he said we should do all we can to help. Of course we should also monitor closely developments in the country and encourage the authorities to live up to their principles and commitments.

For the year 1995 I think that is what we have to do. We should encourage and enable the country to live up to the promises and to do what they indeed are planning to do. So for this traditional period this is our main task: make it possible for the Government of Rwanda to reconcile, make it possible for the Government of Rwanda to restore law and order. Don't ask for the restoration of law and order before support can be given but give support in order to re-establish law and order in the country. Reconciliation is a very difficult task. At the same time we know that reconciliation is a two-way street: you need also the representatives of the parts of society of Rwanda who are living across the border in order to have a process of reconciliation. We have to discuss also with them and stress with them to engage in a process of negotiations and return the process of lessening violence and re-establishing human rights.

There is an important possibility for the international community at the Conference of the Refugees which is going to take place in a month from now in Bujumbura and I hope very much that that conference can be seen as a twin conference of the meeting which is taking place today.

As far as the specific economic issues are concerned, Madam Chairman, our position is that the document which has been presented for this Round Table is a good basis for the discussion for the decisions which have to be made. It has quality and a better document could not have been expected after such a short period and of course we could have waited a couple of months more in order to have an even more detailed document with less overlap, with other activities and with more explicit assumptions, but there is always a trade-off between getting the ideal document and being there in time and in our view this document is a good document for the discussion.

But in that discussion of course some questions should be put and I think there are some important questions to be answered during this afternoon's discussion which may then enable the participants in this Conference tomorrow to take some decisions with regard to the financial statements.

My main question is a question with regard to a number of the assumptions underlying the financial estimates. On the one hand we have to say that politically it is extremely important that an estimate should never be so high that it can never be met because if that is the case we would send a signal to the outside world that this Conference is a failure.

I would like to know to which extent the figure which has been mentioned, which is a high figure - of course it is a reasonable figure because the stakes are high and the task ahead is extremely high and after all the figure is no more than about twice the annual development aid figure which was prevailing in the past as far as Rwanda was concerned. But I would like to know to which extent that specific figure is a figure pertaining to activities which all can be implemented in one year - 1995 - or whether, and the representative of the World Bank made a reference to that extent, a number of activities are expected to take place later than in 1995, which then would mean of course that the figure was less overambitious in political terms, and which also then would make it possible to make different statements as far as the participants in this meeting are concerned. Most participants will make statements only for a one-year period but they could add something in quantitative terms for the year after 1995, related for instance to some elements of the overall need which cannot be implemented in the year 1995 itself.

I am asking this also because there are some components of the total programme which of course do have a different speed as far as their implementation is concerned. It is quite clear that there is not only a different absorptive capacity, but there is also a different speed of implementation with regard to the reintegration of the refugees and secondly the specific rehabilitation activities on the basis of already existing physical infrastructure as compared to a number of new activities which are for a longer gestation of the period.

I agree with those who would say that we should not underestimate the absorptive capacity. After all perhaps not that much physical infrastructure may have been destroyed and insofar as absorptive capacity is also related to the quality of the cadres to implement projects and programmes there are of course many possibilities also for the utilization of international organizations - and there are many United Nations organizations represented here in this meeting as well as non-governmental organizations - to help to fill in for the time being

as non-governmental organizations - to help to fill in for the time being a gap in the absorptive capacity. The absorptive capacity, I agree, is quite high. Moreover, the quality of the Government is quite high but there is of course a difference in the speed with which a number of activities can be carried out.

Moreover, there may also be an overlap between an important element of this particular programme for reconstruction and the consolidated appeal which has to be laid down to another meeting also, in particular insofar as the assumptions are concerned with regard to the number of refugees staying in the camps or coming back.

I get the impression listening - but I may be wrong - that the assumption underlying this document is a worst-case - you may also say best-case - scenario: all refugees are coming back as soon as possible, whereby the assumption underlying the Consolidated Appeal is exactly the opposite of the worst-case or best-case scenario: all refugees stay in the camps for many years. That can of course not be the case. The two assumptions are conflicting and insofar as they are conflicting there is an overestimate. The estimate of the total cost involved is too high. Maybe some explanation can be given in order to have a realistic figure.

A second question relates to the figures regarding the arrears and the served payments. We got some figures and I was not very clear about them because they were also related to different periods. It may be that they have been taken care of already in the estimates, in particular if the estimates are related to a longer period than only one year. I got the impression and if that is the case perhaps the real figure, the real need for assistance is a bit lower than has been mentioned in the document.

I would not ask the Government of Rwanda and your organizations at the moment already today to come forward with more detailed priorities. I think priority setting is extremely important in a development plan, in longer-term development programme. But as far as reconstruction and rehabilitation is concerned I do not think we should ask too much detail about priorities because reconstruction and rehabilitation not only depends on priorities but also depends on just the possibility to carry out the specific activity in a short period and if we would ask for a list of priorities it might very well result in a situation whereby some of us would say: "Well, the list of priorities is

So I am more interested in the specification of the underlying assumptions which are mentioned with regard to time and speed and phasing than in a listing of specific priorities.

Madam Chairman, we understand that the Government of Rwanda is very much interested in quickly disbursable funds for rehabilitation and I really think that there is a distinction between rehabilitation-reconstruction on the one hand and development on the other hand. For that reason we have made the suggestion a couple of months ago to establish that specific Trust Fund. It is a UN or UNDP Trust Fund to which donor countries could make money available, which then could be dispatched by the UN/UNDP in a dialogue with the Government of Rwanda without the individual bilateral countries being involved in specific decisions on individual projects and programmes. This in our view could be an important possibility for making available a substantial amount of quickly disbursable money for a transitional period, not for a long period. For development activities you need, I think, different devices and different accountability structures, different forms of monitoring, but for a short period - say the next one to three years - it might be a good device.

I did not hear a reaction from the various people behind the table and I would like to know to which extent this really is being considered a good device in order to meet that specific need. It might help us in taking decisions on quantity of assistance and also of modalities of the assistance which I would like to announce tomorrow. And if the UN and also the Government of Rwanda would consider this a good device for a transitional period maybe also other countries could find in this Trust Fund a possibility which may also perhaps do away with a number of legitimate concerns with regard to absorptive capacity.

Finally, there is one specific sector which all of us consider to be extremely important and that is the reconstruction of the judiciary system, in particular in order to make clear that there is a real policy to put an end to impunity. We are pleased that finally the International Tribunal may now come into being. [...] with the Department of the Prosecutor and we hope that the office in Kigali can be opened now very soon, so that they can start. We are also willing to give financial and personal support to that Tribunal because we have understood from the Government of Rwanda that they consider this to be an extremely important device. We would like to underline that because it means that the Government of Rwanda never wanted to have a procedure to

important device. We would like to underline that because it means that the Government of Rwanda never wanted to have a procedure to try people as the victims themselves. Now having an International Tribunal - that was a request by the Government of Rwanda itself - means that the international community can come in in order to see to it, to monitor also international human rights criteria as far as this particular last phase of impunity is concerned and to put an end to that specific situation. This means that we have to give financial and personal support and that it should really come into being as soon as possible.

In that connection I hope that UNDP can also really very soon come forward with a concrete plan. I understand that UNDP is the Coordinator of that specific sector in the field of the reconstruction of the judicial system. We are quite interested, like I understand many others are, in giving support to this priority sector. Maybe the specific figures which are still a bit low in the Round Table document as far as the judiciary sectors are concerned could be highlighted a bit more than has been done in the document.

Finally, on the refugees: my country will of course also participate in the Bujumbura Conference. I really hope that the dates can be set definitely now, mid-February, that there will be no postponement for one reason or another. It is extremely important -- we did listen to Mrs. Ogata -- the establishment of safety in the camps. Precious time has been lost during the last couple of months. I don't think we should blame the UN because also governments themselves were not willing. My Government also felt unable to react positively to more ambitious schemes than those which are considered nowadays, but it has now really to be done as soon as possible to restore a certain feeling of safety in the camps because safety and impunity in Rwanda is one thing, safety and security in the camps is another in order to enable those people who really want to return to Rwanda to enable them to do so.

I may have been a bit long, Madam Chairman, but I consider this afternoon session in particular the session to put questions and to listen to each other in order to have a successful meeting tomorrow where figures can be mentioned on a sound and solid basis.

ANNEXE XIX

Statement by the Representative of Germany

In the German bilateral programme in Rwanda, we are following the recommendations of the Troika mission which, led by the then Parliamentary Secretary of State of the Federal Ministry for Economic Co-operation and Development, Hans-Peter Repnik, visited Rwanda and the neighbouring countries affected by the refugees disaster, from 29 August to 2 September last year.

These recommendations are:

- to continue humanitarian relief activities for the refugees;
- to set up an immediate rehabilitation programme for Rwanda in order, amongst others, to provide incentives to the refugees to return home and create the conditions for them to be reintegrated successfully;
- to introduce a regional programme to counter the economic, ecological and social impact of the influx of refugees on neighbouring countries;
- to resume a more conventional development cooperation.

So far, both bilaterally and through the European Union, the German Government has provided around US\$ 190 million in humanitarian assistance to Rwanda and the refugee camps in neighbouring States. This assistance will be continued in 1995, slightly down-scaled, focusing on the areas of water, fuel and the construction of latrines. We have designed our activities to ensure that all basic services continue, once the field workers withdraw. The German strategy is to steer a course between not encouraging the refugees to settle in the neighbouring countries and ensuring that they are not "compelled" through lack of food or other essentials to return against their will to Rwanda. For the most part these activities will draw to a close halfway through this year.

Parallel to the humanitarian assistance, Germany has also provided US\$ 5 million special assistance in 1994, specifically for rebuilding the administration and approximately US\$ 2 million for emergency

measures such as rehabilitation of the power and water supply, distribution of seed and farming equipment, restarting schooling and supporting orphanages. Around another US\$ 80 million has been re-programmed to give comprehensive support to Rwanda's reconstruction effort. Subject to bilateral consultations the considerations within the German Government are focusing on education (primary schooling, technical secondary schools, approximately US\$ 13 million), the environment and the protection of natural resources (approximately US\$ 10 million), primary health care including rural water supply (family planning, infrastructure rehabilitation, water supply in South Bugesera, approximately US\$ 30 million), the law and rehabilitation of the legal system (US\$ 2 million), communications (rehabilitation of Radio Rwanda, US\$ 3 million) and a programme for social reintegration (US\$ 14 million). In the programme of national reconciliation and socio-economic rehabilitation, these are sectors identified as requiring major assistance. Furthermore, in the energy sector, the German side will be tackling the urgent rehabilitation of the Ntaruka power plant (approximately US\$ 8 million) which is essential to the national electricity supply.

In an effort to alleviate the economic, ecological and social damage wrought in the countries bordering on Rwanda to which the refugees fled, the German Government has pledged US\$ 1.5 million to Tanzania for forest rehabilitation at a later date and preparations are being made in the Kivu region of Zaire for a US\$ 20 million comprehensive rehabilitation programme.

For the German Government, the respect of human rights, the rule of law and democracy are prerequisites for a normalisation of political relations and cooperation. We will be following closely the policy of the Rwandan Government, particularly in this regard, over the next few months. In addition, the German side expects the Rwandan Government actively to initiate measures to promote the return of the refugees. Solution of the conflicts which arose from "old" refugees squatting in houses and on land or financial support for transport and resettlement, will probably not be sufficient, particularly since the currency swap on 3 January 1995 and the quantitative restrictions on the import of foreign exchange means that many thousands of refugees - by no means only the supporters of the old regime - are in danger of losing their life's savings. If the Rwandan reconstruction effort is to be successful, then the orderly return of the more than two million refugees still in neighbouring countries is crucial.

ANNEXE XX

Déclaration du représentant de l'Autriche

**Madame la
Présidente,
Monsieur le
Premier
Ministre,
Madame et
Messieurs les
membres du
Gouvernement
rwandais,
Mesdames et
Messieurs,**

Ma délégation félicite le Programme des Nations Unies pour le développement pour le soutien donné au Gouvernement rwandais dans la préparation de l'excellente documentation et pour l'organisation de cette Table Ronde, qui intervient à un moment crucial pour l'évolution de la situation au Rwanda.

Le Gouvernement de l'Autriche a soutenu le Rwanda depuis une quinzaine d'années; notre coopération s'associe pleinement aux efforts de la communauté internationale de promouvoir la reconstruction au Rwanda, qui, à notre avis, est aussi un facteur clé pour la stabilité et la sécurité dans toute la région des Grands Lacs.

Conformément à l'esprit des Accords d'Arusha, nous soulignons l'importance d'un rapatriement volontaire de tous les réfugiés rwandais, quelle que soit leur origine. Nous encourageons le Gouvernement rwandais de mettre en oeuvre des programmes de soutien pour leur intégration, avec l'appui de la coopération internationale. Il est essentiel que ce rapatriement se passe de façon bien organisée et en plein respect des droits de l'homme, puisque l'occupation des terres et des logements abandonnés, qui se fait dans l'absence d'un cadre juridique, risque de susciter de nouveaux conflits dans un avenir proche. Dans ce contexte, nous avons pris note de l'initiative du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés d'établir des centres de rapatriement «ouverts». Ces centres permettent aux réfugiés ainsi qu'aux personnes déplacées à l'intérieur du Rwanda de «venir voir» l'état de leurs anciennes demeures tout en restant assurés de leur sécurité dans les cas où des litiges pourraient aboutir à de nouvelles violences.

En ce qui concerne la coopération de l'Autriche plus spécifiquement, elle s'est concentrée, dans une première phase, à participer aux activités pour une aide d'urgence dans la région où des projets bilatéraux ont été exécutés depuis 1980.

La deuxième phase, vers la fin de l'année passée, consistait en la participation dans les premiers efforts de reconstruction dans certaines régions au nord du Rwanda. Dans cette phase, ce qui a entre-temps été nommé le «Programme autrichien de secours au Rwanda» a commencé à coopérer plus étroitement avec les agences multilatérales actives sur place. L'accent a été mis sur la distribution de l'aide alimentaire, l'approvisionnement en eau potable et le relancement des activités agricoles.

La troisième phase, qui est actuellement en cours, a comme objectif d'aller au-delà de la reconstruction physique et vise à intégrer des aspects de ce qu'on peut appeler la «reconstruction morale et psychologique». Dans ce contexte, l'Autriche soutient toutes les activités tendant à éveiller l'esprit de réconciliation, tant parmi les étudiants boursiers rwandais en Autriche qu'au Rwanda même. Ceci se fait dans la conviction que la reconstruction doit être premièrement l'oeuvre des hommes et des femmes qui croient en l'avenir de leur propre pays, dans un esprit de réconciliation et de renouvellement.

En termes matériels, l'Autriche a prévu un montant d'environ deux millions de dollars des Etats-Unis sur le budget fédéral pour un programme qui s'étend de juillet 1994 à juin 1995. Il s'agit d'une aide bilatérale dans le cadre du «Programme autrichien de secours au Rwanda», qui continuera à coopérer avec les agences des Nations Unies et d'autres organismes de coopération.

Comme nous sommes au début de l'année financière, cette aide fera l'objet d'une réévaluation pendant les prochains mois. Dès à présent, il existe un soutien complémentaire de la part de quelques organisations non gouvernementales.

Le drame qui s'est déroulé au Rwanda, avec les répercussions pour le pays et pour toute la région, mérite une attention toute particulière et continue de la part de la communauté internationale. Dans la mesure de ses possibilités, l'Autriche est déterminée à continuer sa participation et à coopérer avec les instances compétentes.

ANNEXE XXI

Déclaration de l'envoyé spécial du Canada pour l'Afrique centrale, M. Bernard Dussault

**Madame la
Présidente,
Monsieur le
Premier
Ministre,**

L'ampleur de la catastrophe au Rwanda, et en conséquence dans la région des Grands Lacs, ne peut nous inciter qu'à l'humilité, car, dans ce village global, nous sommes tous présents -- quand il y fait beau mais aussi quand il y fait très mauvais.

L'ampleur de la tâche qui nous attend pour reconstruire le pays, sa société, pour retrouver paix et sécurité, devrait nous inciter au partenariat avec le Rwanda, les pays limitrophes et tous les pays membres des Nations Unies.

Le Canada dit aujourd'hui au Rwanda: "Nous sommes un de vos partenaires en tant que pays souverain, mais aussi par l'intermédiaire de notre profond engagement au système des Nations Unies." C'est ce dernier engagement qui nous a fait dire et nous fait dire toujours présents au sein de la MINUAR.

Notre engagement à la paix, aux droits et libertés nous fait dire présents encore aujourd'hui.

Monsieur le Premier Ministre disait ce matin: "Le Gouvernement rwandais est décidé à ne ménager aucun effort pour mettre en place les conditions nécessaires à la reprise des activités économiques, à la réconciliation nationale et au processus de démocratisation de notre pays."

Nous étions heureux de l'entendre, car nous avons pu constater au cours des derniers mois que cet engagement n'est pas que paroles, mais que de nombreuses réalisations viennent appuyer ces propos.

Nous continuons à insister sur la représentativité du Gouvernement, sur la nécessité d'élargir la base politique et sur l'importance de recréer la

confiance. Nous le disons avec d'autant plus de conviction que nous savons que vous y travaillez.

Nous vous le disons aussi en tant que partenaire et ami travaillant à la reconstruction du pays.

ANNEXE XXII

Statement by the Representative of Denmark

I would like to join previous speakers in complimenting the Government of Rwanda and UNDP for arranging this important Conference.

It is obvious that Rwanda is in great need of financial assistance. It is important to secure a fast and substantial response from the international donor community. In this connection the donors should be prepared to take some risks and not make excessive demands on the Rwandan Government as a precondition of assistance.

The six areas described by the Rwandan Government as priority areas seem to be well conceived. The effort towards solving the refugee problem should - as is indeed the case - have primary priority in relation to finance.

It seems, however, that the figures in the document relating to funding requirements are somehow inflated. It is questionable whether Rwanda would be able in one single year to absorb assistance in the amount of US\$ 764,1 million.

On some points, especially regarding balance of payment support, the documentation in the document is weak. As an example, it is not clear how the contribution of US\$ 160,6 million for commercial import is supposed to be spent.

Turning to another subject I would like to draw the attention to the joint evaluation of emergency aid to Rwanda initiated by a group of OECD countries. Terms of reference for this evaluation which aims at distilling lessons relevant for humanitarian crises in general as well as the future humanitarian operation in Rwanda were finalised in December last year in close cooperation with the humanitarian organizations. The steering committee of the evaluation has paid particular attention to the need to involve Rwanda and the asylum countries in the region as well as the OAU in the evaluation process.

It should be emphasized that many organizations within the UN family will also play an important role in the joint evaluation.

The scope of the joint evaluation is very broad and comprehensive, covering the whole continuum including prevention, emergency preparedness, emergency assistance, rehabilitation and reconstruction and long-term development. The evaluation will thus be the most comprehensive ever emergency operation. The final report of the evaluation will be available in December 1995.

Denmark has contributed substantial humanitarian assistance to the victims of the Rwandan conflict. Last year - 1994 - the humanitarian assistance amounted to more than US\$ 11 million. Denmark has also contributed to the rehabilitation effort of the European Commission and will continue to support a substantial EU involvement in Rwanda. One example of this is the Danish decision to provide personnel for the EU human rights observer mission which will be dispatched soon. This mission is closely linked to UN human rights activities.

Denmark is prepared to consider positively the possibility of contributing financially to the appeal from the Government. However, a decision will have to await a more thorough scrutiny also of the DHA appeal which we have only just received.

ANNEXE XXIII

Statement by the Representative of USAID

The United States Government appreciates the opportunity to participate in this very important Round Table Meeting on Rwanda. I would like to again extend my Government's appreciation to the Government of Rwanda and the United Nations Development Programme for producing a thoughtful and comprehensive Programme of National Reconciliation and Socio-Economic Rehabilitation and Recovery and for organizing this forum to discuss the document.

I am pleased to reaffirm my Government's strong support to the Rwandan Government in the provision of humanitarian relief and the promotion of national reconciliation through the social, political and economic reconstruction of Rwanda. The U.S. looks forward to working closely with the Government of Rwanda, the donors and the non-governmental community in carrying forward this bold, ambitious programme. The challenges are immense and this has been an invaluable forum for the exchange of ideas on the assistance requirements as well as the range of issues which bear on the effectiveness of that assistance, such as regional security, refugee repatriation, the problems of the displaced, and respect for human rights.

For the people of Rwanda, the feelings of personal loss, of pain, anger, injustice and fear loom large. Much of the population is homeless, landless, and displaced. These conditions represent immediate impediments to achieving sustainable development - they require the continued infusion of humanitarian aid. It is essential, as the proposed programme acknowledges, that humanitarian aid and longer-term aid to promote national reconciliation through recovery and rehabilitation, be coordinated closely.

The United States Government is gratified to see the high priority this programme attaches to national reconciliation. An ambitious programme of US\$ 765 has been presented to the donor community. We are being asked to respond in a very resource-constrained

environment and at a time when we are all being challenged to demonstrate the impact and effectiveness of our aid programmes. For sustainable development to be achieved in Rwanda, it is critical that an environment of peace and stability prevail, not only in Rwanda, but throughout the sub-region. We pledge our support to assist national reconciliation, refugee repatriation, the resolution of problems relating to the displaced and the comprehensive programme that has been presented during these deliberations.

We look forward to hearing more from the Government and UNDP on the precise plans for strengthening donor coordination, particularly at the field level, and specific measures for designing and rapidly implementing the various components of the economic recovery programme. The international community can help and is willing to help, but the main responsibility for the future of Rwanda lies with the Government and people of Rwanda. We believe sustainable peace and stability can only be achieved if the people have confidence in their Government - demonstrated by adherence to fundamental principles of justice, equity and sound governance.

In recent weeks the United States Government has provided US\$ 2.5 million in rapid disbursing budgetary support to assist in the process of clearing arrears to multilateral financial institutions. We have also initiated a project that provides for building restoration, equipment and local costs support within a number of Rwanda's ministries. Hopefully this assistance will enhance the capacity of the Government of Rwanda to implement their programme of Rehabilitation and Recovery. With the initiation of the activities just cited, the United States Government has begun the transition from assistance which was primarily humanitarian in nature to substantial support of medium and longer-term development priorities. We encourage other multilateral, bilateral and private voluntary organizations to join the United Nations and the United States in these efforts.

Honorable co-chairs, I am pleased to note that the U.S. assistance programme and our future plans reflect the priorities presented in the programme of National Reconciliation and Socio-economic Rehabilitation and Recovery. Since the beginning of the crisis last April, the United States has provided US\$ 250 million in assistance. Assistance for this year is projected at US\$ 60 million. This figure is comprised of humanitarian and development assistance, reflecting both short and long-term requirements of Rwanda. We foresee similar

levels of assistance in upcoming years, indicating the United States' continued support of your efforts to rebuild and reconstruct Rwanda.

Indeed, the U.S. is eager to assist. We look forward to working in collaboration with the Government of Rwanda and the donor community to develop an integrated approach to implementing this comprehensive programme. The Government's programme appropriately highlights the severity of the human resources crisis and the plight of women in the country. As more detailed implementation plans are developed, the U.S. will give these cross-cutting issues special attention. We hope that other donors will do the same.

The ultimate composition of the U.S. programme over the next year will be shaped by the outcome of this Conference and future discussions with the Government of Rwanda and the donors. However, at this point, key elements of our programme include:

- Funding to clear World Bank arrears;
- Funding for the International Tribunal;
- Funding for administration of Justice programmes;
- Assistance for refugee repatriation;
- Humanitarian Assistance (food, medical supplies, transport, agricultural support).

In conclusion, honorable co-chairs, thank you for convening this meeting. The U.S. Government looks forward to working with all the partners in our effort to bring about meaningful national reconciliation, peace and stability, and ultimately, long-term sustainable development to Rwanda.

ANNEXE XXIV

Déclaration du représentant de la
Fédération de Russie

Madame la
Coprési-
dente,
Monsieur le
Premier
Ministre,
Mesdames,
Messieurs,

Après la tragédie du peuple rwandais qui a bouleversé l'année dernière le monde entier, beaucoup a déjà été fait par la communauté internationale, les Etats, les organisations internationales et non gouvernementales afin de parer aux problèmes les plus urgents de ce pays meurtri et des réfugiés rwandais. De son côté, depuis son installation au pouvoir, le nouveau Gouvernement du Rwanda entreprend des efforts considérables pour mettre en place les conditions nécessaires à la réconciliation nationale et au processus de démocratisation du pays, sans quoi toute solution durable est inconcevable, voire complètement impossible.

Pourtant, il reste beaucoup à faire, qu'il s'agisse des autorités rwandaises, qui doivent traduire dans des actes quotidiens leurs intentions affichées, ou de la communauté internationale, qui doit poursuivre son effort d'aide.

La Russie, dont les nationaux l'année dernière ont été parmi les premiers sur place afin d'acheminer l'aide d'urgence jusqu'à ceux à qui elle était destinée, suit attentivement l'évolution au Rwanda et autour du pays, non seulement parce que nous avons fait et avons la ferme intention de continuer à faire tout ce qui est aujourd'hui en notre pouvoir pour aider le Rwanda, cela va de soi et c'est là la raison de notre présence ici, mais aussi parce que depuis presque trois ans nos efforts d'assistance à certains pays voisins issus, comme le nôtre, de l'ancienne Union soviétique sont confrontés à des problèmes semblables. L'expérience acquise s'avère malheureusement nécessaire sur notre propre territoire.

Aussi ne pouvons-nous que nous féliciter de l'initiative de convoquer cette conférence, et je tiens à rendre hommage au Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi qu'à l'Office du Haut Commissaire pour les réfugiés, au Département des affaires humanitaires et à toutes les organisations nombreuses qui s'y sont associées.

Notre analyse de la situation confirme la conclusion faite hier par le distingué Premier Ministre que je cite: "Le retour des réfugiés constitue l'une des priorités du Gouvernement, sinon la plus urgente." En effet, c'est un élément clé, que ce soit pour la promotion de la réconciliation nationale ou pour la réhabilitation et la relance de l'économie du pays. L'échec dans ce domaine risque, à notre avis, de compromettre tout ce qu'on fait pour faire sortir le pays de la situation pénible de crise. Comme beaucoup d'autres participants à cette Table Ronde, la Russie accorde une importance majeure à la Conférence sur les Réfugiés, qui aura lieu le mois prochain à Bujumbura.

Mais même sans attendre celle-ci, on peut constater que le rapatriement -- aussi bien organisé et aussi rapide que possible -- d'importantes masses de réfugiés et de personnes déplacées et leur réinstallation sur place nécessiteront des moyens de transport considérables. Or, c'est un domaine que connaît bien le personnel du Ministère russe pour la défense civile et les urgences par lesquelles passe le gros de notre aide au Rwanda. Nous sommes disposés à renouveler en 1995 l'expérience de l'année dernière et à envoyer, dans le cadre du mémorandum signé avec l'Office du Haut Commissaire pour les réfugiés, un important convoi automobile, doté des matériels et spécialistes nécessaires afin d'accomplir une bonne partie de ce travail.

Mais ils ne viendront pas seulement pour assurer le transport. Tout comme le distingué sous-secrétaire général Ji Chaozhu, nous estimons aussi que le temps est venu pour apprendre à pêcher au lieu de donner du poisson. Alors, nous entendons que, pendant leur séjour, les instructeurs russes forment de nouveau des équipes rwandaises capables de prendre le relais et de continuer à travailler avec le matériel qui leur sera remis.

La lecture du Programme préparé par le Gouvernement rwandais, document que nous apprécions, surtout vu le peu de temps imparti à sa préparation, et les inévitables questions qui en découlent (hier on en a beaucoup parlé et je ne tiens pas à les reprendre) nous invitent à être très concrets dans notre démarche. Nous étudierons de très près l'appel consolidé qui vient de nous être présenté, afin de voir où l'apport de notre pays pourrait être -- dans le cadre de nos possibilités d'aujourd'hui -- le plus efficace.

ANNEXE XXV

Statement by the Representative of Finland

Finland commends the Government of Rwanda and UNDP for organizing this Round Table Conference for Rwanda. It is indeed timely to consolidate national, regional and international efforts to promote peace and recovery in Rwanda. Also, it seems important to bear in mind the overall context when considering various elements of cooperation.

Reconstruction of Rwanda is an enormous challenge. The most important factor in this process is the commitment of the Rwandan Government and the Rwandan people themselves. It is a necessary prerequisite for bringing about lasting results and for removing the root causes of the conflict. In this context, we welcome the statement by the distinguished Prime Minister this morning.

A wide range of immediate and longer-term confidence-building measures are needed in order to restore a society based on a rule of law. Full promotion of human rights, elimination of the culture of impunity as well as a systematic investigation of the breaches of international humanitarian law and crimes against humanity are key elements in this process.

Parallel to national efforts the neighbouring countries and other African countries together with the OAU continue to play an important role in promoting regional stability and preventing escalation of new crises in the spirit of the Arusha process. In this context, we welcome OAU's increasing activity in strengthening the African conflict resolution and prevention mechanisms.

The major element in the recovery process is, undoubtedly, the repatriation of the large number of refugees outside Rwanda at the moment. No efforts should be spared in promoting safe and voluntary return of Rwandan refugees and other displaced people. In this regard, I would like to express our appreciation for such measures as the African presidential summit held in Nairobi recently and the forthcoming conference in Bujumbura organized by the OAU and UNHCR.

The main focus of this Conference is on Rwanda's reconstruction plans and their funding requirements. It is important, however, that these plans are discussed and still reviewed simultaneously with the relief needs. Rwanda is facing the initial recovery phase only. The humanitarian as well as economic and social activities have to be planned and implemented hand in hand and in a well coordinated fashion. The international community has been able to mobilize a large-scale assistance to alleviate the consequences of the Rwandan tragedy. It might, however, not be wholly realistic to expect such a high level of assistance to be maintained for a sustained period of time. In our view the plans in front of us today require further prioritization and better understanding of linkages between them. This applies in particular to the components covering the return and reintegration of refugees and other displaced persons. Generally, I wish to associate myself with the questions asked by many of the preceding speakers.

With regard to the consolidated inter-agency appeal we have noted with satisfaction that the appeal would seem to cover in a comprehensive way the various UN activities including UNAMIR and human rights operations. It also recognizes the important role played by NGOs in different sectors in Rwanda. We hope that this comprehensive approach will now be applied at the field level. The experience from last year illustrates that human rights operations have to be well planned and integrated into the overall UN effort.

Finland is distant from Rwanda not only geographically but also historically. This does not, however, mean that my country would have been indifferent to the suffering in Rwanda. Quite the contrary. Since April last year Finland has contributed approximately 15 million FIM in humanitarian assistance for the victims of the Rwandan crises both within Rwanda and in its neighbouring countries. In addition, we have supported with 4.2 million Finnish marks humanitarian programmes in neighbouring countries in Burundi and Zaire. These contributions accounted for one eighth of the total Finnish humanitarian assistance for 1994. Our assistance has been channelled mainly through the UN agencies as a response to the inter-agency appeals. Part of the assistance was directed to the ICRC and IFRC as well as some to Finnish NGOs.

**Madam
Chairperson,**

Finland was among the first countries to respond to the appeal of the High Commissioner of Human Rights to deploy human rights monitors in Rwanda. Our assistance also covers participation in the field

mission of the Commission of Experts established under the Security Council Resolution as well as support to the programme on Burundi of the High Commissioner for Human Rights.

Finland will continue to support the humanitarian and recovery efforts in Rwanda. We will look into the funding requirements in a comprehensive way since relief and rehabilitation have to go hand in hand in this situation. In our case the only available source of funding continues to be the humanitarian budget line. Finland is not in a position to start any bilateral activities in Rwanda. We have, however, flexibility to extend our humanitarian funds towards the initial post-conflict recovery phase. It is in this spirit that we will look into the Rwandan needs in 1995. Decisions on our new contributions will be made following a further review of the funding priorities after this meeting.

ANNEXE XXVI

Déclaration du représentant de la France

Nous voudrions vous assurer de l'importance que nous attachons, du côté français, au Programme de réconciliation, de réhabilitation et de relance qui nous est soumis par le Gouvernement rwandais.

En nous le présentant, Monsieur le Premier Ministre a su, sous les mots, laisser percer son volontarisme et son engagement. Les assurances qu'il nous a données sont claires et réconfortantes.

Permettez-moi de formuler deux remarques et un souhait précis:

- Il faut d'abord établir des priorités;
- Il faut s'interroger sur les capacités d'absorption;
- Il faut établir le dialogue de la réconciliation.

En premier lieu, il nous serait utile que soient soulignées et hiérarchisées les *priorités par secteur*. Il semble nécessaire que des dialogues s'établissent entre les autorités rwandaises et les donateurs multilatéraux ou bilatéraux pour arrêter avec précision les priorités et les calendriers. De même, les agences internationales doivent sans aucun doute discuter ensemble plus avant de leurs évaluations et de leurs projets, pour éviter des carences des doubles emplois.

Pour notre part, la priorité première doit regrouper toutes les actions qui peuvent favoriser le *retour des réfugiés*. A cet égard, le respect des droits de l'homme et l'établissement d'une justice sereine sont essentiels. C'est pourquoi nous souhaitons que le Gouvernement rwandais nous donne un maximum d'informations régulières sur la mise en oeuvre des mesures concrètes qu'il prendra dans ces secteurs.

Il nous serait nécessaire de connaître également toutes les mesures que le Gouvernement entend prendre, en liaison avec le HCR, pour assurer au mieux les informations gouvernementales sur les conditions du retour dans les camps situés à l'extérieur.

La deuxième observation que nous pouvons faire, quand l'on constate l'ampleur des sommes demandées qui correspondent, j'en conviens, à l'ampleur des dégâts subis, c'est la *capacité d'absorption* du Rwanda d'une telle masse de financements.

Sur ce point, il y a beaucoup à dire. Je ne formulerai que deux remarques:

- Il y aurait lieu de veiller rapidement à l'instauration d'une bonne articulation entre votre Ministère du Plan et les donateurs multi- et bilatéraux, de façon à fixer des échéanciers réalistes qui prennent en compte l'ensemble de données socio-politiques, à commencer par les flux de retour des réfugiés.
- Pour faciliter l'absorption de ces crédits, il semblerait très utile de ne pas faire des rouages de l'Etat le seul canal de réception des aides. Il faut que celles-ci puissent également être redistribuées par l'intermédiaire des collectivités locales, des ONG, notamment des ONG proprement rwandaises, des communautés villageoises et même des organisations religieuses.

J'en viens maintenant aux *souhaits que nous formons pour le Rwanda*. Nous en appelons au Gouvernement rwandais, mais aussi aux institutions internationales qui donnent la priorité à la macro-économie pour qu'elles ne négligent pas les besoins même les plus humbles du peuple rwandais. Il faut se garder, dans l'urgence des premiers mois, de tout projet trop sophistiqué, mais se préoccuper du paysan qui a besoin de semences, de l'écolier qui a besoin de cahiers, de l'orphelin ou de la veuve qui doit retrouver un abri et un appui sûr. De même, n'oublions pas le soldat démobilisé, à qui il faudra trouver une nouvelle occupation. Pour ces tâches de chaque jour, la communauté internationale et le Gouvernement rwandais doivent privilégier, là aussi, la communauté des citoyens, les collectivités, bref la société civile.

Nous dirons demain plus concrètement ce que la France entend faire avec vous en matière d'aide, de coopération et de projets. Aujourd'hui, laissez-moi, Monsieur le Premier Ministre, vous lancer un appel pour que s'instaure, à l'initiative du Gouvernement rwandais, un dialogue politique entre tous les fils du Rwanda, qui sont de bonne foi, dialogue

qui puisse assurer une réconciliation durable dans l'esprit des Accords d'Arusha.

Vous et nous avons une responsabilité commune. Vous demandez à la communauté internationale son aide pour que vous puissiez faire preuve de votre volonté politique de redressement. Je suis convaincu que cette aide vous sera en partie acquise, car nous sommes prêts à assumer nos responsabilités. Il appartiendra alors au peuple rwandais de montrer un égal degré de volonté et d'engagement. Monsieur le Premier Ministre, nous sommes confiants.

ANNEXE XXVII

Statement by the Representative of Japan

Honourable
Ministers,
Distinguished
Delegates,

Today we are gathering here to show the solidarity of the world community in support of the Rwandan people. I would like to convey my Government's appreciation to the Government of Rwanda and UNDP for their efforts in organizing this important meeting.

I understand that the main theme of this Round Table is to seek the direction and the framework of the international cooperation which will help Rwanda to channel its efforts towards establishing its own structure for domestic reconstruction and rehabilitation.

I am particularly impressed by the statement made by the comprehensiveness of the Prime Minister of Rwanda this morning. Japan recognizes that the Rwanda problem is one of the most important and challenging issues which the international community faces and Japan has been extending assistance to Rwanda in the form of emergency and humanitarian relief, mainly through UNHCR. By last summer this amounted to US\$47 million. Furthermore, Japan has sent approximately 400 International Peace Corps in response to the appeal made by UNHCR.

I had the impression from the report of the UN Consolidated Inter-Agency Appeal for Rwanda that the structure for implementing emergency assistance in Rwanda was established by the excellent coordination of the international organizations. I noticed from the report that UN agencies and international organizations have become major agents for the implementation of emergency assistance. NGOs have also played an important role in this implementation. So in Rwanda the structure for implementing external emergency assistance is being consolidated.

After assessing the situation in Rwanda, my Government decided to provide last December, just before Christmas, emergency assistance amounting to US\$22 million to the relevant UN agencies, including UNHCR, for their activities in 1992. In addition, my Government is

exploring the possibility of implementing the following assistance in the coming future:

1. Food assistance. My Government contributed US\$11 million to WFP in June 1994 for direct food assistance to Rwanda and is considering providing another food assistance through WFP possibly after April this year.

2. Chemical fertilizer and pesticides. My Government is waiting for a concrete request proposal from the Rwandan Government at this moment in order to provide new assistance to increase food production in 1995. The chemical fertilizer and pesticides equivalent to approximately US\$4 million already supplied is still being held in warehouses in Dar-es-Salaam and Mombasa. When the administrative capability of the Rwandan Government to receive the assistance is restored, my Government is prepared to deliver more fertilizer and pesticides.

3. Medical equipment. My Government is prepared to provide essential medical equipment to Rwanda. However, we have not received information on the implementation modalities, i.e. who will use it, where it is needed and what kind of equipment is needed. Without such information my Government is not able to consider the provision of assistance. My Government hopes that either the Rwandan Government or the international organizations concerned will provide a concrete request.

4. Medicine. My Government is prepared to consider providing medicine for emergency use in Rwanda upon receipt of a concrete request from international organizations which have their own facilities for implementing delivery.

5. Assistance to NGO activities. My Government is willing to consider providing assistance to those emergency relief projects which are to be implemented by NGOs themselves.

Thus, the establishment of local implementation capability is a prerequisite for donors to extending concrete assistance to Rwanda. And the present framework for implementing emergency assistance in Rwanda is, in my Government's opinion, well established. That is why my Government is focusing its efforts to assist in the implementation of the emergency relief programme at this stage.

By contrast, the works of the rehabilitation and reconstruction will require the energetic engagement of the people of Rwanda who must undertake to implement the assistance provided by donors for their own nation building. In this context the Government of Rwanda, needless to say, is expected to play a central role in nation building, particularly by orchestrating the native human resources. In this case it is essential and a prerequisite for the implementation of the rehabilitation and reconstruction activities of the Government's administrative capability.

Restoration of the Government's administrative capabilities requires the employment of a huge quantity of manpower. This will subsequently require the return of displaced persons and refugees. And to facilitate this process, emergency assistance is a vital necessity for Rwanda.

During this period of transition between the emergency relief and the rehabilitation, the role of the international organizations is enormous. Firstly, the existence of this well established framework made possible by the efforts of the international organizations concerned will be very important for Rwanda when it proceeds to the rehabilitation stage later on, and my Government recognizes that the present situation of Rwanda is a period of transition to the rehabilitation stage. Under the circumstances, the assistance of the international organizations should be gradually oriented towards supplementing and reinforcing the administrative capabilities that are lacking in Rwanda, using the well established framework for emergency implementation. Therefore, those international organizations equipped with their own operational arms for aid implementation should mobilize their manpower to assist the actual operations of the rehabilitation and capacity building of the Rwandan Government in parallel with the implementation of their emergency assistance. From this point of view, small-scale rehabilitation projects undertaken by UNHCR within their mandate of resettlement activities will greatly contribute to promote the participation of indigenous people in the rehabilitation process.

Secondly, the international organizations should assist the Rwandan Government to assess how much administrative capabilities are retained in various concrete fields. It is logical to consider what type of assistance could be absorbed by the recipient after knowing the remaining fields and strength of administrative capabilities retained in Rwanda. This kind of factual assessment is yet to be desired in the Round Table document presented before us.

Should the international organizations assist in this operation, the role of the UNDP Resident Representative in Rwanda will be extremely important. In the fields of helping the restoration of administrative capabilities and rehabilitation activities, UNDP needs to coordinate the assessments of the concrete contribution each international organization can make. In this way the Government of Japan hopes that UNDP will be able to present its rehabilitation scenario showing concrete phases of the expected restoration of the Rwandan Government's capabilities so that the assistance provided by the donors will be able to be implemented in a coordinated manner.

The people of Rwanda need to consolidate their will and aspiration towards the rehabilitation of their own country. Then they may be able to proceed to the autonomous rehabilitation activities by overcoming the state of emergency. But there is an important environment for the people of Rwanda to be able to reach this stage. The peace resettlement agreement must be accepted by the people of Rwanda and the nation must be reintegrated. The Government of Japan supports the efforts of the Government of Rwanda towards the resumption of political dialogue activities among the people with a view to realizing the national reconciliation. We will also closely watch the situation between the neighbouring countries of the Great Lakes region. In this context, a dialogue is organized by the UNHCR and OAU on the problem of refugees between these countries and the international donor community. Japan intends to participate positively in the Bujumbura Conference and to join in efforts to seek solutions for the problems of Rwanda.

ANNEXE XXVIII

Statement by the Representative of Norway

My Government has joined other governments in responding to the intolerable humanitarian disaster that has unfolded in Rwanda over the last two years. Approximately US\$7 million was allocated to relief and rehabilitation efforts in Rwanda in 1994, mainly through the United Nations system, including the UN Special Fund established for this purpose. In addition, approximately US\$7 million was mobilised by NGOs through media campaign.

In 1995, substantial humanitarian assistance to Rwanda will be provided by the Norwegian Government, though no long-term commitments are envisaged. A prerequisite for sustainable development in Rwanda is undoubtedly radical improvements related to reconciliation, ethnic tension, democracy and human rights. A much stronger and more effective UN involvement in this field is called for, in consent with Rwandan authorities. My Government has already contributed to this process, *inter alia* with expertise made available for the UN High Commissioner for Human Rights. We realize that the process of establishing a credible human rights monitoring system in Rwanda is an extremely difficult one. We do stand ready at any time to assist in any appropriate way. We will continue our contacts with the office of the High Commissioner for Human Rights with a view to assist in any appropriate way in supporting a re-establishment of the respect for human rights in Rwanda.

ANNEXE XXIX

Statement by the Representative of the United Kingdom

Madam Co-
Chairperson,
Prime
Minister,
Ministers,
distinguished
delegates,

My Government is pleased to be represented at the Round Table Conference for Rwanda. We welcome the efficiency with which UNDP and the Government have guided our discussions. I did not speak yesterday afternoon. I hope that will not be taken as a sign that the UK lacks interest in the important subjects we discussed. As many delegations said yesterday, no one could have failed to be moved at the plight of the Rwandan people last year. Although there are no historical ties between Rwanda and the United Kingdom, the British public, NGOs and the Government all felt driven to do all they could to help. Since April last year, the British Government has committed over £60 million in humanitarian assistance: £29 million through the European Union and £33 million bilaterally through the ICRC, UNHCR, UN agencies and British NGOs. We remain committed to continue our help for the Rwandan people. My silence yesterday therefore reflected the fact that my questions on the Government's Programme for National Reconciliation and Rehabilitation and Recovery had been covered by others and that I was anxious to hear our Rwandan partners reply.

I am grateful for the substantive responses we have received and indeed for the Prime Minister's helpful statement yesterday. We too see the Rwandan Government's programme as an investment in peace. We must avoid a repeat of last year's tragic events. In order to do so, urgent action is needed to voluntarily resettle refugees and the displaced in conditions of safety and security; to strengthen and accelerate the process of national reconciliation and to rehabilitate the country's social and economic fabric. Action is needed simultaneously on all three fronts. No single approach holds the key to Rwanda's recovery. Each complements and strengthens the others.

We welcome this sense of complementarity in the Programme of National Reconstruction. We want to help. As I have indicated, although we were a major donor of emergency funds last year we have not been a major bilateral donor of development assistance to Rwanda.

Our help has always come through our support for multilateral organisations like the UNDP and IBRD and, of course, the EU. This will be the case in the future. But we also recognise Rwanda's enormous needs. British Ministers have therefore agreed to provide £2 million in support of the 1995 national reconciliation programme. £1 million of this will be available as fast disbursing money to help meet the Government's immediate needs. We aim to be as flexible as possible in respect of disbursement. We are prepared to provide equipment and supplies; support through the UN Trust Fund; or co-finance ongoing projects. We will discuss what the priorities might be for our assistance with our Rwandan colleagues and UNDP. The remaining £1 million will be available to finance rehabilitation activities undertaken by UN agencies and British NGOs in support of the National Reconciliation Programme.

**Madam
Chairperson,**

My Government believes this is an important occasion. Although emergency needs continue in Rwanda - we will be responding to the Consolidated Appeal - we are now talking with some seriousness about rehabilitation. We have come a long way since July when the Rwandan Government came to power. But this is the beginning of a difficult and complex process. It will demand discipline, coordination and understanding from all of us. We welcome the PM's comments on coordination. It is vital that we have a strong coordinating mechanism. My Government would also be prepared to provide some assistance to help that process. It is also important that we seize every opportunity to make progress on the Government's six priorities. In this respect my Government welcomes the Bujumbura Conference as a chance to further the political dialogue in the spirit of Arusha. We hope the Conference will go ahead next month as scheduled with full participation.

ANNEXE XXX

Statement by the Representative of Sweden

**Madam
Chairperson,
Your
Excellencies,
ladies and
gentlemen,**

Rwanda is not one of Sweden's long-term cooperation countries, although substantial emergency assistance has been provided during the recent crisis and we would therefore like to respond briefly to the two appeals that have been presented here.

First the general remarks. We would like to express our concern about the deteriorating situation in the refugee camps on the Rwandan borders and as a consequence the risk of regional destabilization. We believe that separation of suspected perpetrators of genocide from innocent refugees, separation of intimidators within the refugee camps and establishment of safe corridors from refugee camps to the Rwandan border are of major importance to stabilize the situation. The most essential issue concerning the refugee situation, however, is improved security inside Rwanda.

Rwanda must urgently be given the opportunity to recover from the tragedies experienced during 1994, as a precondition for ensuring continued improvement towards stability in the country.

Sweden fully supports the gradual shift in allocation of resources from the camps on the borders of Rwanda to programmes and projects for rehabilitation and development within Rwanda. With this in mind, we see the strengthening of the Government's own capacity to manage the recovery as an essential overall requirement in 1995.

We would also like to see the regional conference on refugees in Central Africa to take place as soon as possible and without delay.

On the Programme of National Reconciliation and Socio-Economic Rehabilitation and Recovery. This document provides a comprehensive evaluation of needs for the rehabilitation of the country and a global framework for interventions which need to be initiated for the recovery process to be successful. We note that the UN Consolidated Inter-Agency Appeal projects fit into the Government framework for the

programmes set forth in the Round Table document; this will facilitate the joint efforts to rehabilitate Rwanda.

National reconciliation is the key to the rehabilitation and recovery of Rwanda. In this regard, we appreciate the Government's commitment to guarantee political pluralism, respect for human rights and the rule of law in accordance with the (spirit of the) Arusha Peace Agreement.

We agree with the Government that without rehabilitation of and recovery and reconciliation in Rwanda, insecurity would continue to prevail and the international community would again have to intervene in the face of a new emergency. We should not let the unprecedented tragedy of last year repeat itself.

We share the priority objectives of the Government as stated in the Round Table document. In particular, we would like to highlight the importance of a functional and effective judicial system as an absolute priority in restoring confidence and dealing with certain cases of those accused of genocide.

On the UN Consolidated Inter-Agency Appeal we have a few general comments which are linked to the Round Table document. The 1995 humanitarian programme proposes to assist the country in moving towards recovery, while continuing to ensure that the most critical emergency needs are met. We support this overall goal of humanitarian assistance in the next twelve months. It is essential that normal life be restored in the communities as soon as possible and that conditions be created to encourage refugees to return home.

We also appreciate that the programme has been planned during extensive consultations with UN partners, the Rwandan Government and NGO representatives. Such coordination and cooperation is crucial given the large number of organizations working in and around Rwanda. In this regard, we are pleased that coordination will be further strengthened concerning the relationship between the humanitarian community and peace-keeping forces, the relationship between Government and the humanitarian community and the relationships within the humanitarian community itself. Furthermore, we are pleased that the programmes include capacity-building components to allow the Government, as soon as possible, to take over programme management.

We note that the programme includes community-level assistance to restart income-generating activities. Such small-scale projects appear crucial to facilitate the return of displaced persons and refugees, as well as co-habitation among returnees and resident populations. In general it would appear that activities which benefit the communities as a whole would tend to minimize the likelihood of tensions arising in areas of return. The revival of agriculture, livestock and fisheries would also be essential.

In this respect we believe that a gradual move from direct emergency food aid to a more targeted food aid approach and food-for-work activities would have a positive impact.

Finally, the vast number of Rwandan children living in especially difficult circumstances deserves special attention. Children are the future - in Rwanda as well as elsewhere.

ANNEXE XXXI

Déclaration du délégué du Saint-Siège,
Mgr Christophe Pierre

Madame la
Présidente,

Le Saint-Siège a accepté volontiers l'invitation de M. l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à participer à la Conférence de Table Ronde du Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et relance socio-économique du Rwanda.

Ma délégation estime en effet que cette Conférence porte bien son nom, du fait qu'il est urgent -comme l'a dit récemment le Pape Jean-Paul II -- «d'aider le Rwanda à sortir de l'abîme où l'a plongé un génocide programmé et barbare» (discours au Corps diplomatique accrédité auprès du Saint-Siège, 9 janvier 1995).

A plusieurs reprises, le Saint-Siège et les autorités de l'Eglise catholique au Rwanda ont souligné la nécessité de promouvoir une véritable action de réconciliation nationale, sans laquelle aucune réhabilitation ni relance socio-économique ne seront possibles. Il est, par conséquent, de la responsabilité du Gouvernement rwandais, de toutes les forces vives de la nation, notamment des communautés religieuses et de la communauté internationale, d'oeuvrer de telle façon que tous les Rwandais si éprouvés puissent retrouver rapidement l'espérance d'un futur meilleur dans leur patrie. Le pays a besoin de la participation de tous ses fils qui, s'ils y rencontrent des conditions de justice et de sécurité, seront en mesure d'apporter leur contribution et de rentrer, s'ils sont réfugiés dans des pays limitrophes. Les évêques du Rwanda l'ont rappelé en se référant à l'esprit de l'Accord d'Arusha.

Les efforts qui, comme M. le Premier Ministre en a réitéré l'engagement ce matin, seront effectivement accomplis pour améliorer l'état de droit, respecter les droits de l'homme et mettre en place des conditions de sécurité seront le meilleur stimulant pour l'aide internationale dont ce pays a absolument besoin pour se relever.

L'Eglise catholique, qui a elle-même considérablement souffert au cours de cette crise, n'a pas manqué, avec les moyens dont elle dispose, de se mettre immédiatement au travail pour porter assistance et contribuer à guérir les blessures de cette nation. Je saisis cette occasion pour réaffirmer qu'elle est animée par un esprit de service envers le peuple rwandais, et qu'elle veut collaborer avec les autorités à la reconstruction du pays et à la réconciliation nationale.

Le Saint-Siège et les organismes d'assistance de l'Eglise catholique dans le monde entier se sont mobilisés et se mobilisent pour soutenir de façon substantielle des programmes d'assistance humanitaire ou de reconstruction. A une offrande personnelle de Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II -- de l'ordre de 700 000 dollars des Etats-Unis -- s'ajoutent les programmes, estimés à plusieurs dizaines de millions de dollars, lancés par la Caritas Internationalis et les diverses Caritas nationales, notamment les Caritas d'Allemagne, des Pays-Bas, de Belgique, d'Italie, de Suisse, d'Autriche, le Catholic Relief Services des Etats-Unis et le Secours catholique français.

L'Eglise catholique désire en effet, grâce à cette aide, remettre en service ou construire des infrastructures dans des domaines où elle a, au cours des années, acquis une expérience considérable, tels que ceux de la santé, de l'éducation ou de l'assistance aux orphelins. Le sort de très nombreux enfants orphelins est un motif grave de préoccupation et l'Eglise entend se donner en priorité à cette tâche.

La Conférence épiscopale du Rwanda, qui coordonne ces différentes initiatives, a soin de se maintenir en relation avec le Gouvernement afin que la participation de l'Eglise se réalise en harmonie avec l'ensemble des efforts de la nation.

Même s'il est encore trop tôt, Madame la Présidente, pour faire une évaluation de l'action qui est ainsi entreprise, je tiens à redire aux autorités du Rwanda, au nom du Saint-Siège, qu'elles peuvent compter sur la contribution de l'Eglise qui, dans la mesure de ses moyens, fera tout ce qui est possible.

ANNEXE XXXII

Déclaration du représentant de la Suisse

En août 1994, les partenaires du Rwanda se réunissaient à Genève pour la Conférence d'annonces de contributions en faveur des personnes affectées par la crise au Rwanda. L'attention était alors, avant tout, concentrée sur les besoins immédiats des populations rwandaises, en particulier des victimes des épidémies dans les camps de réfugiés. Cinq mois plus tard, nous nous retrouvons pour répondre aux besoins exprimés par le Gouvernement rwandais pour la réhabilitation et la relance socio-économique. Chacun, en lisant le document présenté, peut mesurer qu'un certain chemin a été parcouru. Il s'agissait l'année dernière de porter secours à une foule désespérée. Aujourd'hui, un Gouvernement, confronté à ses responsabilités, demande les moyens d'y faire face en présentant son programme d'action. C'est une étape importante sur la voie du retour à la paix et à la reconstruction au Rwanda.

Pourtant, dans le cadre du processus de retour à la paix, un grand nombre de problèmes importants demeurent. Le drame des réfugiés est un élément central de ces problèmes. Une solution durable de la crise rwandaise ne pourra pas être trouvée aussi longtemps que deux millions de Rwandais restent réfugiés hors de leur pays. Aux mesures qui seront prises au Rwanda pour assurer la réconciliation nationale et la réhabilitation du pays doivent s'ajouter les mesures prises à l'extérieur pour permettre aux populations réfugiées de disposer librement d'elles-mêmes. Les troupes de l'ancien gouvernement doivent être désarmées, conformément aux dispositions du droit international en la matière, et les commanditaires du génocide doivent être jugés par le tribunal international constitué à cet effet. Briser le cercle vicieux de l'impunité reste une condition de la réconciliation au Rwanda.

La Suisse apporte un soutien important au Rwanda à travers un vaste programme d'aide humanitaire, notamment avec le CICR et les agences spécialisées des Nations Unies. Cette aide contribue aussi à la reconstruction du pays, avant tout dans les domaines de la santé et de la distribution de semences et d'outils agricoles. La Suisse apporte

également son soutien aux actions de l'ONU au Rwanda par la mise à disposition de deux observateurs et d'un enquêteur dans le domaine des droits de l'homme ainsi que par une assistance financière au centre des droits de l'homme et à la MINUAR. La Suisse a en outre accordé une assistance financière au Tribunal international chargé de juger les responsables des crimes de guerre qui ont été commis au Rwanda et elle se réjouit de la nomination de M. R. Rakotomanana comme procureur suppléant qui s'installera à Kigali.

La Suisse participe aussi activement aux efforts visant à assurer un retour de la paix et de la sécurité au Rwanda et dans la région de l'Afrique des Grands Lacs. Elle estime que les efforts en la matière doivent s'intégrer dans le cadre d'un processus qui aborde les problèmes sur une base régionale et prenne en compte les éléments suivants:

- Les aspects de sécurité régionale, de désarmement des troupes et des milices exilées et de retour des réfugiés;
- Des aspects institutionnels et constitutionnels;
- L'action sur les mentalités pour favoriser une culture de tolérance pour assurer une coexistence pacifique des différentes ethnies de la région;
- Les mesures permettant d'assurer la participation des sociétés civiles des Etats de la région au processus de réconciliation et de reconstruction.

Il est primordial que le Gouvernement rwandais soit mis en situation de remplir son rôle dans le cadre de ce processus. En effet, à l'intérieur du Rwanda, des mesures importantes devront être prises pour l'établissement d'un état de droit. Le Gouvernement du Rwanda exprime son attachement à la mise en oeuvre des Accords de paix d'Arusha. Il inscrit résolument son programme d'action prioritaire dans le cadre des efforts de réconciliation. Une assemblée nationale transitoire a été mise sur pied, mais d'importantes mesures politiques doivent encore être prises. Qu'en est-il de la consultation populaire prévue expressément dans les Accords d'Arusha? Nous sommes d'avis que, parallèlement aux mesures lancées dans le domaine de la formalisation de l'état de droit, la paix et la sécurité ne sont assurées de manière durable que si des efforts de réconciliation en profondeur

sont encouragés, de même que des discussions entre toutes les tendances -- notamment au sein de la société civile -- éprises de liberté et respectueuses des droits de l'homme. Nous serions intéressés d'entendre à ce sujet la délégation rwandaise préciser ses intentions exprimées ce matin.

Au Rwanda, il n'y aura pas de réconciliation sans l'édification d'une justice qui permette le rétablissement de l'état de droit. Des mesures adéquates doivent être prises pour prévenir les règlements de comptes, les arrestations illégales, les actes de vengeance et pour faire face aux conflits de propriété générés par la situation actuelle. En ce moment au Rwanda, la situation reste préoccupante. Pour asseoir son autorité, faire respecter la loi, donner aux Rwandais exilés confiance dans un avenir délivré de la peur dans leur pays et les inciter à rentrer au pays, donner aux parents des victimes des massacres l'assurance que le droit sera respecté, inciter les acteurs économiques à croire à un nouvel avenir, le Gouvernement rwandais doit aussi être mis en mesure d'agir.

La Suisse entend contribuer à l'effort commun des partenaires du Rwanda à cet effet. C'est pourquoi elle a participé pour un montant d'un million de dollars à la prise en charge des arriérés de ce pays à l'égard de la Banque mondiale pour permettre au Rwanda d'obtenir de nouveaux prêts de cette institution à travers le redéploiement de son programme. Ces prêts permettront de couvrir en partie les besoins financiers exprimés dans le document du Gouvernement rwandais qui nous est présenté aujourd'hui.

En outre, deux experts suisses ont participé en décembre 1994 à Kigali à la mission du Programme des Nations Unies pour le développement, chargée d'évaluer les besoins d'assistance en matière judiciaire au Rwanda. Une assistance suisse, en coopération avec les cantons suisses, à un effort multilatéral dans ce domaine pourra être concrétisée à l'avenir au fur et à mesure que les garanties données par le Gouvernement rwandais sur sa volonté de se doter d'un pouvoir judiciaire indépendant se traduiront en actes, permettant à une justice impartiale de s'exercer et d'imposer les décisions qu'elle a prises.

En matière de reconstruction, la Suisse participe déjà, en concertation étroite avec les autres partenaires du Rwanda, aux actions visant à rétablir le fonctionnement d'un service de santé à l'intérieur du pays et aux actions de relance de la production agricole à travers la distribution de semences et d'outils; la Suisse est disposée à poursuivre, voire à

ANNEXE XXXIII

Déclaration du représentant
de la Banque africaine de développement

Messieurs les
Coprési-
dents,
Messieurs les
Ministres,
honorables
délégués,

Mon collègue et moi sommes heureux de représenter la Banque africaine de développement à cette Table Ronde. Nous aimerions féliciter le Gouvernement pour cette heureuse initiative qui intervient seulement six mois après la fin de la guerre civile et qui traduit sa détermination à créer les conditions nécessaires à la réconciliation nationale et à la réhabilitation et à la relance socio-économique. Nous aimerions également remercier le PNUD pour sa part active dans la préparation du document de travail qui nous a été soumis et pour l'organisation de cette Table Ronde qui, nous l'espérons, sera l'occasion de discussions franches et fructueuses entre le Gouvernement et ses partenaires extérieurs.

Comme le reste du monde, nous avons été profondément meurtris dans nos chairs par la guerre fratricide du Rwanda, dont l'ampleur et la cruauté demeurent, à ce jour, incompréhensibles. Nous avons été révoltés par les images poignantes des mutilations et massacres, et par les mouvements de populations sur une si grande échelle. Nous gardons encore vivement à l'esprit les conditions dramatiques de vie dans les camps de réfugiés, où des milliers d'enfants, de femmes et de vieillards se sont retrouvés sans abri et exposés à la famille, au choléra et à la dysenterie. Comme la plupart des bailleurs de fonds ici présents, la Banque africaine de développement a réagi, dans un premier temps, à cette situation inacceptable en accordant une aide humanitaire d'urgence pour soulager quelque peu les souffrances de ces populations civiles.

A présent que cette guerre fratricide - qui a dépassé l'impensable - a pris fin, il faut reconstruire le Rwanda. Cela exige de passer de la phase transitoire des aides humanitaires d'urgence à la première phase de réhabilitation des infrastructures socio-économiques en vue de créer les conditions voulues pour une relance durable. Ce changement de phase d'approche est d'autant plus intimidant que les sommes requises sont colossales et que le pays se retrouve pratiquement sans

équipements ni moyens financiers et humains. Nous espérons donc vivement que le dialogue institutionnel, dans lequel nous nous engageons aujourd'hui en participant à cette Table Ronde, permettra de mobiliser les soutiens technique, financier et humain nécessaires à la mise en oeuvre du Programme de réconciliation nationale et de relance économique du Gouvernement.

Pour sa part, la Banque africaine de développement est disposée à participer, dans la limite de ses moyens, au financement de ce programme. Ainsi, à très court terme, nous procéderons à la restructuration de notre portefeuille actuel afin de dégager les ressources pour financer notre participation, si entre-temps une solution est trouvée au problème des arriérés actuels du Rwanda vis-à-vis de notre institution. A moyen terme, en partant du principe que les négociations actuelles pour la reconstitution des ressources du FAD VII déboucheront sur un accord significatif, nous pourrions financer des programmes visant le renforcement des capacités institutionnelles du pays, la relance des activités économiques et la réhabilitation des services publics et des services de santé et d'éducation. Compte tenu du drame que vient de vivre le Rwanda, il nous apparaît indispensable de repenser le système éducatif, afin d'inculquer aux jeunes générations certaines valeurs fondamentales qui leur permettront de cohabiter harmonieusement dans l'avenir.

Messieurs les
Coprésidents,

Quel que soit le niveau de l'aide extérieure mobilisé, la mise en oeuvre du programme qui nous est soumis ne pourra se faire que si le Gouvernement honore, dans l'avenir, les engagements explicites -- d'oeuvrer pour la réconciliation nationale et la relance socio-économique -- qu'il prend aujourd'hui de façon solennelle vis-à-vis de la communauté internationale. Il devra par conséquent faire très rapidement ses preuves en matière de gestion économique rigoureuse et de bonne direction. Il devra également veiller à la libéralisation politique et à l'instauration d'un état de droit où prime la transparence dans la gestion de la chose publique. Il devra, enfin et surtout, redoubler d'efforts et d'adresse pour désamorcer les bombes à retardement que constituent les cruciaux problèmes des réfugiés, de sécurité intérieure et de justice nationale, qui sont d'ailleurs intimement liés.

En effet, il est évident que la stabilité, la réconciliation nationale et le retour à la paix durable demeureront insaisissables, sinon impossibles, tant que plusieurs millions de Rwandais resteront exilés ou déplacés de leurs régions d'origine. Or, ces réfugiés ne rentreront pas en grand

nombre tant que leur sécurité ne sera pas assurée et qu'un système judiciaire transparent et équitable n'aura pas été mis en place pour juger les responsables des crimes passés et futurs.

ANNEXE XXXIV**Déclaration du représentant de la
Commission européenne**

L'Union européenne a suivi avec amertume les tristes événements qui ont secoué le Rwanda depuis le 6 avril 1994. La Commission, sur l'impulsion du Parlement européen et sur l'initiative personnelle du vice-président Marin, est immédiatement intervenue avec des aides d'urgence et humanitaires via ECHO, directement en s'appuyant sur les activités des organisations internationales et des ONG européennes.

Une mission du Parlement européen, conduite par Lord Plumb et accompagnée de M. Kouchner, président de la Commission développement, a visité le Rwanda à la fin de juillet 1994. La «Troïka» ministérielle (Présidence allemande, plus les représentants grec et français et le vice-président Marin) a visité le Rwanda et les pays voisins à la fin d'août et au début septembre 1994.

Le Conseil des ministres de l'Union européenne du 4 octobre 1994 s'est prononcé en faveur de la continuation des activités d'ECHO mais également d'une aide à la réhabilitation.

Après les massacres, après le génocide, le peuple rwandais a un besoin urgent de réconciliation, de dialogue et de reconstruction de la société. Un des moyens pour y parvenir est sans doute la mise en place d'un programme de réhabilitation et reconstruction, auquel toutes les composantes de la société rwandaise puissent participer sous l'égide d'un gouvernement solide qui en soit l'expression.

A ce programme, l'Union a manifesté son intention de participer de façon active. Un envoyé spécial de la Commission est présent à Kigali et il est chargé de la mise en place de l'aide de l'Union qu'on peut chiffrer aujourd'hui à 85 millions d'ECU mobilisés suite à la visite de la Troïka du 29 août dernier au Rwanda.

La Commission a examiné attentivement le «Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et relance socio-

économique» et en a discuté avec une mission du Gouvernement du Rwanda à Bruxelles le 9 janvier.

La Commission européenne est disposée à aider le Gouvernement rwandais avec six objectifs prioritaires:

1. La restauration du cadre macro-économique de l'Etat;
2. La restauration des capacités de gestion de l'Etat;
3. La réinstallation et la réintégration des personnes réfugiées et déplacées;
4. La réhabilitation des infrastructures;
5. La relance des activités productives et la protection de l'environnement;
6. La réhabilitation des services sociaux de base.

Ces six objectifs sont tous valables, mais la Commission estime que la restauration des capacités de gestion de l'Etat et la dynamisation de la participation des acteurs nationaux ainsi que la réinstallation et la réintégration des personnes réfugiées et déplacées sont des objectifs qui conditionnent la mise en oeuvre des quatre autres objectifs.

Une attention particulière doit être réservée:

- A la capacité d'absorption du Gouvernement;
- Au droit à la propriété (problème difficile des «anciens» et des «nouveaux réfugiés»);
- A la population qui se trouve déplacée au Rwanda ou réfugiée au Burundi: leur nombre n'a pas varié mais les populations ne sont pas les mêmes;
- A éviter des disparités de traitement entre les «anciens» réfugiés et les «nouveaux» pour assurer une vraie réconciliation.

A propos du Programme de réhabilitation qui nous est proposé ici par le Gouvernement et le PNUD, les montants débloqués par l'Union en faveur du Rwanda sont destinés à des actions qui s'y intègrent parfaitement: nous participons à la remise en état des infrastructures dans les secteurs de l'énergie et des transports, à la relance des activités productives en appuyant la remise en état des usines à thé, à la réhabilitation des secteurs sociaux dans les domaines de la santé et de l'éducation, au retour des réfugiés et des déplacés par l'action humanitaire, à la réhabilitation de l'économie par le biais d'un programme sectoriel d'importation.

Dans le cadre des interventions pour la réhabilitation des secteurs sociaux, la Commission entend appuyer les efforts du Gouvernement non seulement dans la promotion des soins de santé primaire et de la médecine de base ou dans le domaine de l'enseignement, mais également dans les actions de promotion de la femme, de l'appui aux groupes vulnérables et à la jeunesse (150 000 orphelins environ).

Comme on peut le constater, l'intervention de la Commission est très large et elle demandera un certain temps et beaucoup d'engagement de la part de tous pour être mise en place. Une deuxième phase n'est pas exclue, mais il est sans doute trop tôt pour l'annoncer et la préciser avant que la première ne soit mise en route convenablement. Tout dépend de la capacité d'absorption.

Dans ce contexte, la Commission est prête à étudier avec le Gouvernement de Kigali et avec certains Etats membres de l'Union un programme de rapatriement des «cerveaux», à savoir des Rwandais formés en Europe, aux Etats-Unis, au Canada ou dans les pays de l'ex-URSS, afin qu'ils puissent réintégrer leur pays pour mettre leurs compétences au service des autorités rwandaises ou pour s'insérer dans les activités productives, moyennant un appui financier au retour à étudier (bourses de stages, allocation de retour, présalaires, etc.).

On doit mentionner l'aide importante que l'office humanitaire de la Commission ECHO a apportée aux populations en détresse dès le début de la crise le 6 avril dernier: 182 millions d'ECU ont été mobilisés dans la région en faveur des réfugiés et déplacés, et 35 millions d'ECU ont été mobilisés en appui à la sécurité alimentaire au Rwanda et dans les pays limitrophes.

Un programme de réhabilitation de 47 millions d'ECU a été approuvé en décembre par la Commission en faveur de la Tanzanie, du Burundi, du Kenya, de l'Ouganda et du Zaïre.

Comme vous le savez, la coopération entre l'Europe et le Rwanda remonte assez loin dans le temps. En 1958, dans le cadre de l'Association des Etats africains et malgache, la Communauté commençait son premier programme d'aide à l'autosuffisance alimentaire au Rwanda.

Après 37 ans, la coopération avec le Rwanda continue dans un cadre qui a changé. La Communauté, devenue Union, compte aujourd'hui

15 Etats membres au lieu des six de l'époque, les trois nouveaux Etats membres venant de se joindre à l'Union avec leur tradition de coopération et leur sensibilité à la «Good Governance». Le cadre de la coopération est celui de la Convention de Lomé IV qui, quand les négociations seront conclues en février, arrivera à son FAD VIII.

Dans ce contexte, les événements qui ont ensanglanté le pays des mille collines le printemps passé ont profondément choqué l'opinion publique européenne, qui a suivi avec attention et une inquiétude profonde la situation rwandaise.

Nous serons heureux de nous coordonner avec ceux qui voudront participer à la réhabilitation et à la relance économique du Rwanda, en espérant vivement que ce peuple puisse et sache retrouver la route du bien-être et de la paix, de la confiance du pays et de l'efficacité du Gouvernement.

La Commission européenne espère que cette Table Ronde sera un succès pour que le Gouvernement puisse s'acheminer sur la voie de la réconciliation nationale et de la reconstruction du pays avec efficacité, avec des moyens accrus grâce à l'appui de la communauté internationale et avec la dignité d'un Gouvernement qui a les yeux dirigés vers l'avenir, comme l'a souligné le Premier Ministre et comme l'a dit le Ministre de l'agriculture, en restaurant la confiance à l'intérieur du pays (*confidence-building*). Mais les sommes d'argent, l'aide alimentaire, l'activité généreuse de l'UNHCR, de la Croix-Rouge, de l'OMS, de l'UNICEF et des ONG engagées dans le développement ne suffiront pas si on n'aborde pas, en termes politiquement acceptables, efficaces sur le terrain, rapides dans la mobilisation de l'aide, le problème de la prévention des conflits.

Dans les déclarations faites devant le Parlement européen la semaine dernière par M. Pinheiro, commissaire responsable pour les ACP, par M. Marin, commissaire responsable pour les PVD de la Méditerranée, de l'Amérique latine et de l'Asie, et par Mme Bonino, commissaire responsable pour les aides humanitaires (ECHO), les thèmes de la prévention des conflits et de la protection des droits de l'homme, étroitement liés, ont été soulignés avec force.

ANNEXE XXXV

Statement by the Representative of IFAD

Madam
Chairperson,

IFAD is fully supportive to the Government Programme for rehabilitation and reconstruction, and is prepared to adapt its portfolio of assistance to the real needs expressed in the appeal.

Actually, IFAD's programme of assistance comprises four agricultural development projects with activities spread over three prefectures, namely: Gikongoro, Byumba and Ruhengeri. The available balance for these projects is about US\$25 million. A fifth project is currently under formulation and will focus on the promotion of rural enterprises and employment generation. The whole programme would amount to US\$30 million as soft loans.

To start with, about US\$25 million could be mobilized in the short term, through the reformulation of the existing projects. Restructuring of this programme is already ongoing and will allow to reactivate the IFAD portfolio in the rural sector, in the very near future. This exercise has been initiated in very close collaboration with FAO, to ensure compatibility with the Agricultural Rehabilitation Programme, prepared by FAO in November 1994.

Apart from establishing an enabling socio-political environment, there is another major constraint for early implementation of IFAD's programme. This is related to outstanding debt, which in the case of IFAD is only a small amount as compared with the global debt. Some US\$330,000 only are currently overdue and I believe a satisfactory solution can be found within the overall efforts of debt service assistance so generously demonstrated by several bilateral donors. I would like to urge all interested donors to assist the GOR in its endeavour to solve this problem.

Before concluding, I would like to recall that IFAD has been able to provide exceptionally an assistance to Rwandan refugees since July 1994. This assistance, totalling more than US\$8 million as grant money, has been mobilized from the resources under the Belgian

Survival Fund. The programme consists of an emergency intervention of US\$5 million, undertake through UNHCR for refugee camp equipment and also supply of seed and agricultural tools to returnees. Another US\$3,3 million is being utilized in assisting refugee camps in Tanzania as well as the local Tanzanian population living in the area. This operation is also coordinated through UNHCR.

ANNEXE XXXVI

Allocution de clôture par S.E. M. Faustin Twagiramungu

**Madame la
Présidente,
Excellences,
Mesdames et
Messieurs,**

Nous voici au terme de notre Table Ronde. Laissez-moi vous exprimer ma satisfaction et surtout vous exprimer toute ma gratitude et celle de ma délégation pour votre réponse à notre appel, pour la patience, le sérieux et la marque d'estime dont vous avez fait preuve envers mon Gouvernement et, à travers lui, envers tout le peuple de la République rwandaise.

Les échanges que nous avons eus durant ces deux jours montrent à quel point la communauté internationale s'intéresse à la relance du développement socio-économique, à la reconstruction du Rwanda et à sa réhabilitation ainsi que, et surtout, à la nécessité de l'instauration d'un climat de paix et de sécurité, notamment par le retour des réfugiés.

Votre présence, Excellences, Mesdames et Messieurs les représentants des pays amis et des organisations internationales, en est le témoignage le plus encourageant.

J'ai eu l'occasion de vous lire la déclaration politique du Gouverneur rwandais. Vos commentaires et autres observations ont reçu la réponse qu'il convenait de lui réserver, compte tenu de l'appréciation que mon Gouvernement se fait sur le plan de la réflexion politique et de la gestion économique et sociale du pays.

Le bilan positif que nous tirons de cette Table Ronde est de nature à nous encourager à poursuivre la politique dont vous avez noté les grandes lignes. Vous serez présents dans l'observation concernant l'utilisation de votre aide. Vous serez présents à travers la structure de coordination de la mise en oeuvre des programmes qui vous ont été présentés.

Nous voudrions remercier tous les partenaires du Rwanda qui se sont exprimés à notre égard de manière solidaire. Trouvez ici toute l'expression de notre immense gratitude.

Nos remerciements vont à l'endroit des organisateurs, qui sont le PNUD et avec lui le système des Nations Unies, dont nous avons reçu des facilités.

Je voudrais exprimer des remerciements mérités à l'endroit de Madame Johnson Sirleaf, assistante de l'Administrateur du PNUD, pour sa compétence et ses grandes qualités pour la conduite impeccable des travaux de cette Table Ronde.

A travers elle, c'est l'équipe du PNUD qui a travaillé d'arrache-pied pour nous aider à parvenir aux résultats que nous connaissons. Merci à tous et comptez sur nous. Le Gouvernement rwandais fera tout pour maintenir cette marque de notre coopération.

Vive la solidarité et la coopération internationale!